DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13271 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1987

Réapparu à Moscou après une absence de près de deux mois

M. Gorbatchev a reçu au Kremlin une délégation française

M. Mikhaïl Gorbatchev, qui n'avait pas été vu en public depuis le 7 août – c'est-à-dire depuis près de deux mois, – est réapparu, mardi matin 29 septembre, à Moscou.

Le numéro un soviétique a reçu au Kremlin une importante délégation française – dans laquelle figurait notamment M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre – avec laquelle il s'est longuement entretenu.

Apparemment en pleine forme, bronzé, M. Gorbatchev a dialogué pendant plus de deux heures avec ses hôtes. Il a traité avec humour les multiples rumeurs qu'avait fait naître son absence prolongée, sans toutefois éclaircir totalement le mystère qui l'a entourée. Le secrétaire général du PC soviétique s'est borné à indiquer qu'il avait en fait pris des vacances – bien *« gagnées »*, a-t-il dit – entre le 24 août et le 24 septembre. Il n'est d'ailleurs pas resté inactif durant ce repos, qui a été en partie consacré, a-t-il précisé, à la préparation du rapport qu'il doit présenter début novembre à l'occasion des cérémonies qui marqueront le soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre.

« Votre absence a été remarquée, a observé M. Mauroy au cours de la conversation, *mais elle souligne surtout votre présence. »* Dans une intervention sur un rythme très vif, et qui a occupé la moitié de la rencontre, le chef du Kremlin a notamment critiqué avec vigueur *« la presse française bourgeoise soi-disant libre et indépendante »*.

(Lire la suite page 3.)

Une double leçon

M. Gorbatchev a donc reparu, apparemment en bonne condition physique. Le hasard, plus peut-être qu'une intention diplomatique délibérée – mais qui sait ? – a voulu qu'une délégation française soit la première à rencontrer le numéro un soviétique depuis son retour à Moscou. Curieuse satisfaction d'amour-propre pour le pays qui a jusqu'ici manifesté le moins d'enthousiasme pour le vaste programme de désarmement qui s'élabore entre Américains et Soviétiques. Le fait le plus important, cependant, est que la carrière de M. Gorbatchev n'ait pas été inopinément interrompue. Tout est bien donc qui, jusqu'à plus ample informé, finit bien. Mais deux leçons, au moins, doivent être tirées d'une aussi longue absence et de la manière dont elle a été ressentie en URSS comme à l'étranger.

La première est que la « transparence » a décidément ses limites. Le silence qui a entouré les prétendues vacances du secrétaire général du PC soviétique tranche fâcheusement avec le goût de la vérité dont font preuve les partisans les plus déclarés de la politique de « restructuration ». Toutes proportions gardées, on se serait cru ramené aux époques, aujourd'hui de mauvaise réputation, où les activités des principaux dirigeants de l'URSS relevaient des mystères du Kremlin. Combien de temps l'état de santé, déclinant, d'un Brejnev, d'un Andropov, d'un Tchernenko fut-il couvert par le plus épais des secrets d'Etat ?

La seconde leçon s'énonce sous forme d'interrogation : le sort de l'URSS – et du monde, dans la mesure où celle-ci y joue un rôle déterminant – dépend-il de celui de M. Gorbatchev ? En d'autres termes, tous les espoirs qui ont pris corps depuis que souffle à Moscou un vent de changement seraient-ils anéantis si le chef actuel du Kremlin venait à disparaître, physiquement ou politiquement ? Cela s'est vu il n'y a pas si longtemps après tout, lorsque Iouri Andropov, qui avait suscité lui aussi bien des espoirs, succomba en 1984 aux coups conjugués de la maladie et de ses adversaires politiques.

Un plénum du comité central, une session du Soviet suprême, le sommet prévu avec le président Reagan devraient permettre assez vite, dans les semaines qui viennent, de savoir si M. Gorbatchev sort diminué ou non de cette étrange éclipse. Restera ce sentiment troublant – qui fait mesurer la distance qui sépare encore l'URSS d'un système démocratique – que tout ou presque repose sur la personnalité d'un homme, que tout pourrait être compromis par sa disparition ou une révolution de palais. Eloquente illustration des propos tenus la semaine dernière devant Lionel Jospin par Andreï Sakharov, qui décrivait la politique de « restructuration » comme « fragile » et « contradictoire ».

La réunion du comité central

La direction du PCF pousse la CGT à durcir ses actions

Le comité central du PCF s'est réuni, à huis clos, le lundi 28 septembre. M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, a présenté un rapport introductif sur la situation politique.

M. Georges Marchais a évoqué le « gauchissement » du discours de M. Mitterrand. Des nombreuses interventions, ressort la volonté du PCF de durcir les actions de la CGT à l'approche de l'élection présidentielle.

Long d'une quarantaine de feuillets, le rapport de M. Blotin souligne l'urgente nécessité pour le PCF *« de rassembler »* les gens. Ce document affirme que le programme du parti (justice, liberté, paix), qui sera adopté lors du prochain congrès, est un canevas à long terme qui ira donc au-delà de l'élection présidentielle pour la mise en œuvre du socialisme. Selon un membre du « parlement communiste », le rapport Blotin *« explique clairement qu'il n'est pas question de faire campagne pour Lajoinie »*. Une phrase du rapporteur paraît, en effet, surprenante : *« Pour sa part*, a-t-il dit, *André Lajoinie, notre candidat, participe aux efforts de tout le parti pour rassembler dans l'action contre la politique de la droite. »* Sur le plan anecdotique, le rapport émet une idée nouvelle concernant la jeunesse : la nécessité pour le PCF de se préoccuper des enfants de parents communistes !

Après une *« petite heure »* de présentation du rapport par M. Blotin, la séance de discussion s'ouvre sous la présidence de M. François Hilsum, rédacteur en chef de *l'Humanité Dimanche*.

OLIVIER BIFFAUD.

(Lire la suite page 8.)



Un entretien avec le président d'EDF

« Nous pourrions être amenés à une révision déchirante sur Superphénix. »

Tandis que l'opinion, impressionnée par Tchernobyl, est de moins en moins favorable au nucléaire, la direction d'EDF prend, pour des raisons d'économie, ses distances à l'égard de l'atome. M. Pierre Delaporte, président de l'établissement depuis quatre mois, explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'il souhaite ralentir au maximum le rythme de commandes des centrales nucléaires. Il n'exclut pas une « révision déchirante » *au sujet des surgénérateurs comme Superphénix s'ils ne font pas preuve de leur rentabilité. Il estime aussi que les effectifs d'EDF devront baisser, pour la première fois depuis quinze ans.*

« Pour la première fois cet été, EDF a arrêté une centrale nucléaire pour des motifs non techniques mais économiques. Le suréquipement prévisible pour 1990 est-il d'ores et déjà sensible ?

– EDF a toujours arrêté, l'été, un certain nombre de centrales, car la puissance installée, même parfaitement adaptée à la demande d'hiver, est surabondante par rapport à la consom[illegible]tion estivale, beaucoup [illegible]ble. Désormais 75 [illegible] l'électricité est d'o[illegible] nucléaire. Nous allons donc [illegible]ter de plus en plus souvent [illegible] tranches nucléaires l'été. On ne peut pas en déduire que le « suréquipement », un mot que je déteste, soit déjà évident.

– Quel terme préférez-vous ? Avance ?

– Oui, ou bien réserve de capacité.

– A combien l'estimez-vous ?

– En ce moment nous avons juste ce qu'il faut. Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps cette maison abordait l'hiver avec angoisse...

» Serons-nous équipés au-delà de l'optimum économique en 1990 ? Oui. De combien ? Cela dépend des hypothèses de croissance de la consommation, mais on peut chiffrer cette avance à environ cinq tranches. Cela veut dire que nous aurions pu nous passer pendant quelques années de cinq réacteurs nucléaires en laissant en activité de vieilles centrales au charbon ou au pétrole que nous allons réformer.

» Nous avons donc dépassé l'optimum économique, mais ce n'est pas dramatique : le surcoût correspondant ne pèsera pas plus de 2 % sur les tarifs pendant quelques années, alors que la mise en route du programme nucléaire nous a procuré un avantage économique infiniment plus grand. Si vous prenez l'exemple de notre clientèle industrielle, elle aurait, à l'optimum, bénéficié d'une baisse relative des prix de 20 %, cette diminution sera en fait temporairement ramenée à 18 %. Cela veut dire qu'on a fait dix pas en avant et un en arrière.

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 43.)

Un sondage sur les 16-24 ans

Jeunes, individualistes, généreux...

Parmi les présidentiables, M. François Mitterrand est – de loin – celui dont les 16-24 ans se sentent le plus proche, selon un sondage BVA réalisé pour Antenne 2, *le Monde* et NRJ, avant l'émission « La marche du siècle » consacrée le mercredi 30 septembre par la deuxième chaîne à ceux qui auront « trente ans en l'an 2000 ». Des jeunes à la fois individualistes et généreux.

La manière très nette dont M. Mitterrand « sème » les autres présidentiables, notamment M. Rocard, laisse à penser qu'il n'est pas perçu de la même manière qu'eux par les jeunes. A cause de la fonction qu'il exerce ? De son âge ? De son image d'homme de culture et de sage ? Difficile à dire. Cela doit être rapproché, en tout cas, de l'engouement des étudiants pour le Parti socialiste que révélait en mars 1986 un sondage du *Monde-Campus*.

Mais tout aussi frappant est le fait que 15 % des jeunes ne savent pas de quel homme politique ils se sentent le plus proche et que 13 % d'autres n'en voient aucun. D'ailleurs, quand on leur demande dans quelle organisation ils seraient prêts à s'engager, très peu citent les partis politiques et les syndicats.

Ce scepticisme, sinon ce mépris pour le monde politique, n'empêche ni le civisme ni le respect des institutions. En effet, la grande majorité des plus de 18 ans déclarent avoir l'intention de voter à la prochaine présidentielle. Tous ne sont pas encore inscrits sur les listes, loin de là, mais la moitié des non-inscrits envisagent de régulariser leur situation, ce qui paraît tout de même un beau score.

Elle est loin, la « bof génération » ! Rien ne caractérise moins les 16-24 ans que le fatalisme et l'indifférence. Ils brillent au contraire par leur pragmatisme, leur souci de réussir, leur générosité et une étonnante *« conscience de classe »*. Classe d'âge s'entend, car les différences sociales s'estompent d'année en année : un fils d'ouvrier n'a jamais autant ressemblé à un fils de cadre supérieur ou de médecin. Et les filles n'ont jamais été aussi proches des garçons.

Cette homogénéité explique sans doute l'étonnante capacité de mobilisation des jeunes, comme l'a montré, l'année dernière, la bataille contre la loi Devaquet. Les intéressés ont été les premiers surpris de leur irruption réussie sur la scène sociale. Ils ne venaient pas défendre une idéologie, mais un principe et un droit.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

Un entretien avec le président du CRIF

M. Théo Klein évoque les déclarations de M. Le Pen le Proche-Orient et les relations avec l'Église.

Après la célébration de Rosh Hashana, le Nouvel An juif, M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et, à ce titre, président du Congrès juif européen (CJE), évoque, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les préoccupations de la communauté juive de France.

« Que pensez-vous des déclarations de M. Le Pen sur le génocide juif ?

– Depuis quelques années, et particulièrement depuis qu'il est candidat à la présidence de la République, M. Le Pen essaie de se donner un visage nouveau. Il est allé chercher l'absolution auprès de nos coreligionnaires aux Etats-Unis, il a fait patte de velours auprès de Sir Alfred Sherman en Grande-Bretagne ; il cherche, curieusement, à l'extérieur, et pas tellement en France, une caution juive.

» Je crois qu'il a, purement et simplement, dérapé, en laissant échapper quelque chose qui est le fond de sa pensée.

» M. Le Pen – c'est le reproche que je lui ai toujours fait, et je n'en ajouterai pas d'autre – a introduit dans le débat politique français la discrimination, c'est-à-dire une arme pouvant conduire à tous les excès et à des Auschwitz nouveaux. Je ne prétends pas que M. Le Pen ait l'intention de faire assassiner qui que ce soit, mais il ouvre la porte à des tendances de ce genre.

» Je suis heureux, en tant que Français et parlant à l'étranger à d'autres juifs, de constater l'unanimité de la condamnation rencontrée par les propos de M. Le Pen, et de pouvoir dire que la réaction de l'ensemble du monde politique, médiatique, intellectuel et, peut-être, d'une grande partie de la population, a été exemplaire dans cette affaire-là.

– Le « révisionnisme », niant le génocide juif, vous paraît-il inquiétant, ou anecdotique ?

– Il faut attendre pour en juger. Observons simplement que les arguments « techniques » avancés par les « révisionnistes » ne changent rien au fait que nous, qui avons perdu des membres de nos familles, nous savons bien qu'ils sont morts. Ils ne sont pas revenus. Les « révisionnistes » ne les ont pas réinventés.

– Pensez-vous nécessaires des sanctions pénales contre la négation des crimes nazis ?

– On ne peut pas édicter des vérités historiques par la voie législative ou réglementaire. On peut, en revanche, condamner ceux qui incitent à des actes criminels ou ceux qui portent atteinte à la mémoire des gens qui ont souffert. Les protections légales peuvent peut-être, sur ces deux points, être améliorées.

– Après les déclarations de M. Le Pen sur le génocide, allez-vous renforcer la dénonciation des alliances régionales entre la majorité et le Front national ?

– Nous avons dit, il y a longtemps déjà, que l'on ne pouvait pas admettre, dans le débat politique français, des forces qui prônent la discrimination, car elles tendent à détruire la démocratie. Nous souhaitions qu'il n'y eût ni un système électoral qui favorisât ces forces-là, en leur donnant une apparente légitimité, ni des alliances qui leur permissent, d'une autre façon, d'accéder à cette légitimité. Notre point de vue n'a pas changé. Le système électoral a été modifié. Il reste les alliances, extrêmement pénibles et mettant ceux qui les pratiquent dans la situation d'approuver des théories que, d'autre part, ils disent combattre.



– Comment jugez-vous les positions du monde politique français sur le problème du Proche-Orient ?

– M'entretenant avec MM. Raymond Barre et Edouard Balladur, après des voyages qu'ils avaient faits en Israël, j'ai été frappé par le fait que tous les deux m'ont dit : il faut être très modeste dans ces affaires-là, essayer d'aider ceux qui ont à résoudre ces problèmes, et ne pas prétendre apporter, de l'extérieur, la solution appropriée.

» Je souhaite que les dirigeants français, qu'ils soient de gauche ou de droite, aident ceux qui veulent négocier, sans faire intervenir des notions qui risqueraient de tout bloquer. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, dans la démocratie israélienne, de majorité pour une conférence internationale avec l'OLP. Il y a, sans doute, une majorité pour une conférence internationale sans l'OLP. Qui pourrait croire qu'une conférence sur la paix au Proche-Orient, avec l'OLP mais sans Israël, serait utile ?...

» Nous allons aborder une campagne électorale. C'est l'occasion de rappeler que les membres de notre communauté sont aussi divers, dans leurs choix politiques, que les autres citoyens français. Avec sans doute un pourcentage plus faible pour les extrêmes et, espérons-le, nul pour qui vous savez... Nous irons aux urnes dans le désir de renforcer la démocratie, l'unité européenne, et de voir mener une politique qui préserve les droits de l'individu, sa liberté, son droit au travail et à la santé. Nous serons, bien sûr, attentifs à tout ce qui sera dit sur la politique extérieure de la France, notamment le renforcement de son rôle en vue d'une stabilisation de la situation au Proche-Orient.

– Vous aviez été très sévère lors de la décision du pape de recevoir M. Kurt Waldheim. Après le voyage de Jean-Paul II aux Etats-Unis, comment voyez-vous les relations entre l'Eglise catholique et les juifs ?

– Je n'ai pas mis en cause le pape, sachant ce que la personne du Saint-Père représente comme symbole et comme force dans le monde catholique. J'avais protesté auprès du secrétaire d'Etat, Mgr Casarolli. Je lui ai fait savoir, récemment, que j'avais été étonné de ne recevoir aucune réponse de sa part, pas même un accusé de réception. Pour fonder des relations efficaces entre l'Eglise catholique et le peuple juif, il faut au moins que, de part et d'autre, on ait le sentiment de l'égalité parfaite.

» La communauté juive des Etats-Unis, dans sa grande majorité, semble satisfaite du voyage du pape dans ce pays. La communauté américaine représente, dans la vie du peuple juif, un élément fondamental, mais ce n'est pas le seul. Nous, Européens, nous avons le désir, comme tout le monde, de mettre un terme à des difficultés de plusieurs siècles, et dont nous avons subi les conséquences les plus affreuses. Nous sommes donc très favorables à un réel dialogue avec l'Eglise.

» L'affaire Waldheim doit être traitée, en Europe, suivant des critères qui permettent d'aboutir à un résultat. Nous ne pouvons pas traîner cette affaire jusqu'à la fin des temps. Il est important que le gouvernement autrichien ait fait l'effort de nommer une commission internationale d'historiens ; il a, ce faisant, reconnu qu'existe une affaire Waldheim. Nous souhaitons qu'il y ait, ensuite, une commission de hauts magistrats à la retraite, choisis parmi les anciens membres des Hautes Cours de différents pays, qui puisse émettre sinon un « verdict », du moins une appréciation, émanant de personnalités respectables et indépendantes et apportant une lueur de vérité dans une affaire où, il faut bien le dire, M. Waldheim a tout fait pour que la vérité n'éclate pas.

– Où en est la mise en place du Congrès juif européen ?

– Le CJE a prouvé qu'il existe. Il s'est réuni à Athènes, dans un pays dont la communauté juive a payé un prix particulièrement lourd pendant la guerre, 65 % de ses membres ayant été déportés. J'ai été très surpris de la réaction de M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, qui a critiqué le choix de la Grèce et décidé de ne pas assister au congrès européen. Il est plus facile de se réunir là où il n'y a pas de problèmes, mais plus utile d'aller là où il y en a.

» Je me suis permis, en tant qu'Européen, de dire à Athènes qu'il n'est pas admissible que la Grèce, qui va prendre la présidence de la CEE en juillet prochain, n'ait pas de relations diplomatiques normales avec Israël. L'assemblée générale du CJE a souligné le désir intense de toutes les communautés juives d'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, de travailler ensemble et de s'exprimer en tant que Communauté européenne, non pas contre la communauté américaine, mais dans le cadre européen qui est le nôtre. »

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

TÉMOIGNAGE

Auto-analyse d'un cadre « dans les choux »

La cinquantaine passée et le chômage au bout des ambitions : exister quand même...

par JEAN-FRANÇOIS RENAUD (*)

UN actif, dans notre société, éprouve un malaise lorsqu'il se retrouve au chômage.

Mon avenir devient incertain, je ne sais pas si je vais retrouver un emploi et, si j'en trouve, est-ce à court ou à moyen terme ? En trouverai-je même un ? J'ai plus de cinquante ans. Je vais tôt ou tard manquer d'argent, je vais devoir changer ma vie, la mettre dans un rapport différent avec tout ce qui m'entoure, je ne peux pas me tourner vers le futur, alors je me tourne vers le passé.

Devenu un cadre, j'avais, à mon niveau, prise sur mon environnement, et une de mes fonctions essentielles était de prévoir son évolution au futur. Lorsque l'on se cantonne à l'exécution stricte de tâches répétitives, et qu'on se retrouve, innocente victime d'une cessation d'activité, au « chômdu », on ne porte aucune responsabilité sur le sinistre qui vous frappe. Mais quand on s'adapte sans cesse au changement, que l'on fait évoluer les outils de production, que l'on a cherché à convaincre ses supérieurs, que l'on a fait de la formation sur ses subordonnés, on est dans une situation différente.

Je revendique une part de responsabilité. Le cadre est responsable, il participe de plus près à la prospérité de l'entreprise parce qu'il a la compétence. Il est impliqué dans ses échecs.

Mes efforts n'ont pas porté leurs fruits. Mon savoir-faire a-t-il été suffisant, les solutions que j'ai préconisées étaient-elles les bonnes ? Ai-je été suffisamment convaincant ? Les affaires que j'ai gérées l'ont-elles été avec succès ? Les résultats que j'ai atteints étaient-ils les meilleurs ? J'ai le temps aujourd'hui d'en douter.

Réflexion sur moi-même. Ai-je été trop téméraire ? J'étais curieux et ambitieux, je réussissais dans ce que l'on me donnait à faire, je me passionnais pour mon travail, et voulais approfondir. Un sujet épuisé, je passais à un autre. Ça marchait. Un changement d'entreprise était facile, après une expérience de trois ou quatre ans, un enrichissement professionnel était sanctionné par une promotion ! Je me sens riche d'expérience !

Alors, les souvenirs de ma carrière se mettent à défiler. La conjugaison du futur m'est désormais interdite – ma trajectoire est interrompue. Les artilleurs disent qu'elle *« tombe dans les choux »* !

Je revis chaque épisode en me demandant s'il n'a pas été un handicap, si chaque succès n'a pas été un échec et si chaque action n'a pas été une erreur. Lorsqu'on m'a proposé ceci ou cela, et que j'ai refusé, parce que je n'étais pas intéressé, j'aurais dû accepter. Celui qui a été choisi en est arrivé à tel point, il est heureux maintenant, j'envie sa sécurité, moi qui suis au « chômdu » !

Les moments noirs

Peut-être ma mémoire enjolive-t-elle les situations. Telle décision fut-elle prise pour des motifs sordides de coût ou grâce à mes arguments ? Les événement de la vie sont dus à un faisceau de circonstances, et non à une seule raison, technique ou divine ! Lorsque j'ai agi, j'aurais dû ne rien faire, mon prédécesseur avait eu de l'avancement sans rien changer ! Dans les moments noirs, ce défilé prend la couleur d'un cercle vicieux, pavé d'occasions manquées et d'erreurs de jugements, qui mène à mon échec final : l'état de non-travail.

Tout le film de la vie active est maintenant vu « en négatif » et ses images passent à rebours. Pour ceux qui m'entourent, la vie continue. Les besoins du plus grand nombre sont satisfaits, chacun mène une vie normale, on assiste à des réussites. Je ne vois plus la vie avec les mêmes yeux que ceux avec qui je parle, je m'en écarte et je m'en isole. Ma sensibilité est modifiée par cette inversion des couleurs. Le travail qui use, et fatigue l'époux qui revient du labeur, exténué, c'est mon but ! Le loisir bien mérité qui détend et amuse, c'est la jouissance impudique des nantis ! Les heures ouvrables où tout le monde s'entasse dans les transports en commun et sur les routes, ce sont mes alibis inutiles.

Le terrible moment est venu de chercher en soi une force nouvelle, pour repartir. L'ancienne force, on baignait dedans sans le sentir, c'était la force du groupe. La communauté des buts, des intérêts, des routines, des rancœurs, m'alimentait sans que j'en sois conscient. Je me retrouve hors du groupe. Je suis sevré de l'ancienne force. Je halète, hors du maternel bureau.

Je vais jouer un rôle. Le rôle de celui qui est toujours dans le système, qui en tire sa joie candide et qui se situe par rapport à ses valeurs. Je suis un cadre moyen qui connaît ceci et cela, qui s'habille en cadre moyen, se lève à la même heure que tous les cadres moyens, lit les mêmes revues pour s'informer des mêmes derniers développements de la même technique.

Je vais bien, je suis heureux et en forme éclatante, je fais du sport, j'ai des hobbies, je suis un « challenger », un « battant ». Mais je deviens exagérément sensible à des propos innocents : *« Comment vas-tu ?*
– Très bien, merci !
– As-tu des pistes de travail ?
– Oui, j'ai ceci et cela. »
La fois d'après : *« Et la piste dont tu me parlais ?*
– Echec.
– L'autre piste alors ?
– Echec aussi ! » Et ainsi de suite va l'évocation d'espoirs déçus. Si on dit carrément qu'on n'a pas de pistes, c'est laisser entendre qu'on ne cherche rien. Alors il ne faut plus rien dire. *« Si je trouve un jour, tu le verras à mes yeux, sans que j'aie à te le dire ! »*

En attendant, on est sans force. Il faut la faire renaître du plus profond de soi. Il faut réapprendre à conjuguer le futur à la première personne du singulier. La relation avec l'entourage doit changer. On a mûri, ça arrive à tout âge ! Je ne veux plus jouer un simple rôle mais vivre justement, sans être une simple victime du dérèglement économique de notre société de consommation.

J'ai une valeur. Elle ne s'exprime plus en kilofrancs/an, mais en Unité/Cœur/Matière grise ! Mesurée à cette aune, elle est grande ! J'existe. Je vais gagner.

(*) Cadre, membre de l'Association « Cadres pour l'entreprise » (association de soutien des cadres au chômage, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris. Tél. : 45-67-33-38).

Au Courrier du Monde

Algérie : Une mise au point de M. Jacques Soustelle

[illegible] éro de *Dossiers et docum*[illegible] guerre d'Algérie publié par [illegible]*onde* appellerait de ma part de [illegible]iples réserves ; mais je me bo[illegible]rai à relever la phrase me concernant personnellement, page 4 : *« Jacques Soustelle, gouverneur général, passe d'une politique libérale à une politique répressive. »*

La politique que j'ai menée en Algérie tout au long de l'année 1955 est demeurée dans ses grandes lignes conforme aux directives que j'avais reçues de François Mitterrand, ministre de l'intérieur, et de Pierre Mendès France, président du conseil, lors de ma nomination, puis confirmées par Edgar Faure, chef du gouvernement. Elle avait pour principe d'abord d'appliquer loyalement le statut de l'Algérie avec toutes ses conséquences favorables à la population musulmane, ensuite de préparer l'« intégration » (terme que je n'ai pas inventé et qui fut employé notamment par Mendès) de l'Algérie à la République, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs sans aucune discrimination, et la liquidation des vestiges de la situation coloniale. Dans la pratique, j'ai développé l'accession des musulmans à la fonction publique, créé les SAS et les centres sociaux, mis en œuvre la réforme des communes, et plus généralement élaboré un plan que l'Assemblée algérienne était prête à voter à une écrasante majorité quand est malheureusement intervenue, en décembre, la dissolution du Parlement. Il n'y a donc pas eu de rupture, de revirement, de passage du « libéral » au « répressif ».

Naturellement, comme c'était le devoir de toute autorité responsable, j'ai réagi face aux exactions terroristes du FLN, qui brûlait les écoles, mutilait, égorgeait. Cette action *défensive* n'avait de sens et ne se justifiait à mes yeux que par la nécessité de rétablir l'ordre et la paix pour mener à bien une large politique de réformes.

JACQUES SOUSTELLE
de l'Académie française, ancien gouverneur général de l'Algérie.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe


Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

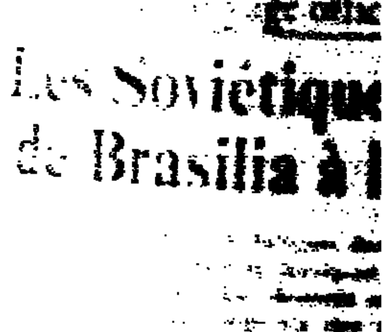
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

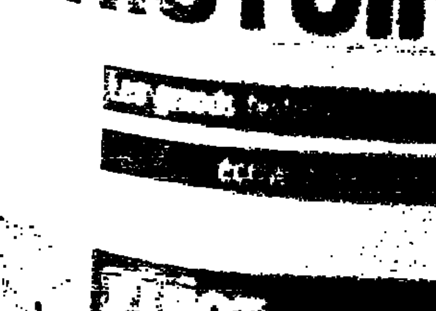
• Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

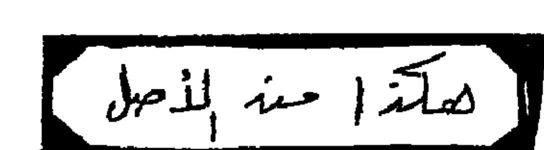
Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $480 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, INC, 45-45 39th Street, LIC, NY 11104.











La visite du vice-président Bush en Pologne

Les Etats-Unis réaffirment spectaculairement leur soutien à Solidarité

Jean-Paul II mis à part, jamais Solidarité n'avait reçu d'un visiteur *officiel* en Pologne un aussi spectaculaire soutien que celui que lui a manifesté, lundi 28 septembre, le vice-président américain.

Au lendemain du dîner auquel il avait convié M. Lech Walesa et ses principaux conseillers, M. George Bush s'est en effet rendu en compagnie *du président du syndicat dissous* à l'église Saint-Stanislas, celle où officiait et où est enterré le Père Popieluzsko, grande figure de l'opposition, et martyr de la Pologne depuis son assassinat en 1984 par des membres de la police politique.

Ce pèlerinage est devenu une sorte de rituel pour les personnalités étrangères qui veulent marquer qu'elles n'oublient pas, en acceptant une invitation du général Jaruzelski, l'existence de ce qui fut le premier syndicat indépendant à l'Est. Mais M. Bush ne s'est pas, lui, contenté de sacrifier à la tradition. Il a, en plus, ostensiblement sorti de sa poche un grand ruban frappé du nom de Solidarité dont il a orné sa gerbe.

Les caméras de la campagne présidentielle

Les *caméras de la télévision* polonaise ne filmaient pas – pas pour la diffusion en tout cas – mais celles de la campagne présidentielle du candidat Bush tournaient, elles, à tout va, et ont ensuite suivi le vice-président américain lorsqu'il a pénétré dans l'église, l'a visitée avec M. Walesa, puis s'est montré à un balcon, toujours aux côtés de l'électricien de Gdansk, pour faire le « V » de la victoire et dire sa « *fierté* » de se trouver en compagnie d'un homme aussi « *respecté* » aux Etats-Unis.

Ravie, la foule massée sur le parvis a alors laissé exploser sa joie, brandissant de petits drapeaux américains et criant « *Vive Bush! Vive Walesa!* » Bientôt diffusées en spots publicitaires et dans les réunions électorales des primaires républicaines, ces images serviront d'autant mieux M. Bush que Lech Walesa n'a pas été, en retour, avare d'amabilités: « *C'est un homme formidable* (...), a-t-il déclaré. *Je comprends maintenant la grandeur de l'Amérique. M. Bush est un homme de grande dimension qui mérite de guider une grande nation* (...). »

La politique peut ainsi relever du « donnant-donnant », mais M. Walesa n'aurait certainement eu aucune raison de refuser la réaffir*mation de son statut international* par le vice-président de cette superpuissance, dont le général Jaruzelski a tant besoin pour redresser son économie.

Quant à M. Bush, il avait d'autant plus intérêt à ne pas prendre de gants qu'outre les besoins de sa campagne, il représentait aussi la diplomatie américaine, qui ne peut renouer avec la Pologne officielle sans redonner de l'éclat à sa solidarité avec Solidarité.

En soirée, l'on vit George Bush prendre la parole en direct à la télévision polonaise juste avant le journal du soir et cinq minutes durant. Ce fut aussi une première, sans provocations excessives, mais d'une totale clarté : « *Ce n'est pas à moi de vous dire à vous, le peuple polonais, la route à prendre* », déclara M. Bush. « *Cela,* poursuivit-il, *c'est aux Polonais eux-mêmes d'en décider, mais je peux vous dire ce qui a marché dans notre pays et dans beaucoup de pays.* »

Suit une énumération ressemblant fort à un catalogue des aspirations polonaises : « *C'est*, explique M. Bush, *le respect des droits de l'homme. C'est le droit de créer, dans divers buts, des organisations indépendantes et autonomes – y compris pour protéger les intérêts des ouvriers. C'est un système économique qui encourage les gens à développer pleinement leur potentiel.* »

Puis, dans un message aux autorités, le vice-président américain résume d'une phrase les conditions mises par Washington à un réel développement de l'aide économique, qui vient de reprendre avec sa visite. « *Nous suivrons,* dit-il, *votre marche vers plus de liberté et de pluralisme en recherchant de nouveaux moyens de vous aider.* »

Au passage, M. Bush a informé son auditoire de deux nouvelles dont la presse officielle n'a pas fait état : le dîner avec Lech Walesa et la visite à Saint-Stanislas. Dès qu'il disparaît de l'écran, des journalistes polonais commentent en termes acerbes mais sans violence : « *Il me semble que* [M. Bush] *ne s'est pas encore débarrassé de tous ses mythes et de toutes ses illusions.* »

Prochain échange d'ambassadeurs

Rien de tout cela n'aura beaucoup plu au régime du général Jaruzelski, mais, après tout, M. Bush est venu à Varsovie, a promis une aide américaine pour le rééchelonnement de la dette polonaise, a signé un accord de coopération « *scientifique et technique* », a annoncé, avec le prochain échange d'ambassadeurs, le retour à la normale dans les relations des deux Etats, et il a aussi eu, à la télévision, cette phrase : « *Beaucoup de défiance et d'amertume demeurent après les événements de décembre 1981* [l'imposition de la loi martiale] *mais tout le monde est d'accord pour penser que la Pologne doit être forte, prospère et indépendante et jouer son rôle propre de grande nation au cœur de l'Europe.* »

Cette phrase-là aurait pu être du général Jaruzelski, puisque la condition de l'indépendance polonaise est, à ses yeux, le maintien de l'alliance privilégiée avec l'Union soviétique, et qu'il ne cesse d'appeler ses compatriotes à préférer un avenir réaliste à un passé idéal. Cette phrase-là aurait pu aussi être prononcée par M. Walesa, pour qui les conditions de la prospérité polonaise sont assez différentes, et qui a ainsi tiré les leçons de la visite de M. Bush : « *Les Etats-Unis sont une bonne référence depuis deux siècles en matière de pluralisme, et la Pologne, elle aussi, a besoin d'un réel pluralisme économique et politique après tant de* « perestroïka » *qui ont tourné à l'échec.* »

Après une courte journée à Cracovie et à Auschwitz, M. Bush devait quitter mardi soir la Pologne pour l'Allemagne fédérale.

A Moscou

Trois cent soixante-dix Français ont été reçus au Kremlin par M. Gorbatchev

MOSCOU
de notre envoyé spécial

C'est le lundi 28 septembre au soir que les trois cent soixante-dix Français, arrivés la veille à Moscou, ont été informés qu'ils ne visiteraient pas mardi matin, comme prévu, la Cité des étoiles, mais qu'ils seraient reçus à la même heure au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Absent de la scène publique depuis huit semaines, le numéro un soviétique a, en effet, décidé de faire sa réapparition en recevant au Soviet suprême, mardi 29 septembre, à 11 heures, les participants à ce voyage, parmi lesquels se trouvent de nombreuses personnalités politiques françaises, notamment MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Claude Estier, Roland Leroy, Anicet Le Pors, Maurice Faure et Léo Hamon.

La « France profonde »

Le numéro un soviétique avait été vu en public pour la dernière fois le 7 août dernier, alors qu'il recevait une délégation de professeurs américains. Depuis cette date, il était officiellement en vacances. Il n'avait pourtant pas été totalement absent de la vie politique puisqu'il avait signé, *le 17 septembre,* un article dans la *Pravda,* consacré à la sécurité et au désarmement. Mais son absence physique avait fait naître les rumeurs les plus diverses, tant dans les capitales occidentales qu'à Moscou. Le fait qu'il n'ait pas reçu M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, la semaine dernière, avait encore contribué à accroître la perplexité des observateurs.

La presse ouest-allemande avait ainsi évoqué une intoxication alimentaire du numéro un soviétique ; la presse suédoise, quant à elle, croyait savoir que M. Gorbatchev *avait décidé de prolonger ses* vacances pour rester auprès de sa femme, Raïssa, opérée d'une appendicite.

De retour au Kremlin en ce début de semaine, le secrétaire général du PC soviétique aurait en fait repris ses activités dès lundi. Mardi, il a voulu démontrer aux trois cent soixante-dix Français, mais, au-delà, à l'opinion publique mondiale et soviétique, qu'il est toujours en bonne santé et qu'il est encore le véritable maître à bord.

En accordant le bénéfice de l'effet médiatique lié à sa réapparition à un groupe de Français, M. Gorbatchev s'adresse aussi à la « *France profonde* », selon les termes d'un responsable soviétique. Le groupe de Français présents à Moscou comprend certes un grand nombre de personnalités politiques, mais également syndicales et religieuses (l'évêque de Poitiers, Mgr Joseph Rozier, et l'évêque de Saint-Denis, Mgr Guy Deroubaix). Mais il comprend également des Français de toutes régions et de toutes professions : un chaudronnier, un anthropologue, des artistes, des enseignants, des agriculteurs...

Venus s'informer des changements en cours en Union soviétique (la « perestroïka »), les participants ont, pour certains d'entre eux, été surpris par la tonalité nouvelle des discours des dirigeants soviétiques. A l'occasion de l'un des premiers « carrefours », consacré à la refonte dans le domaine économique, un économiste influent, M. Leonid Abalkin, directeur de l'Institut d'économie de Moscou, a ainsi provoqué quelque émoi dans une partie de l'assistance lorsqu'il s'est interrogé sur l'efficacité des entreprises d'État, évoquant à ce sujet les programmes de privatisation engagés en Grande-Bretagne, au Japon ou en Inde,mais ne se référant pas aux nationalisations françaises.

ERIK IZRAELEWICZ.

[Dans l'entourage du premier secrétaire du PS qui n'avait pu rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev lors de son récent voyage en URSS, on se refuse à tout commentaire sur la réapparition du numéro un soviétique et sa rencontre avec M. Pierre Mauroy.

M. Egor Ligatchev, numéro deux du Kremlin, avait expliqué à M. Jospin, le vendredi 25 septembre, que M. Gorbatchev aurait souhaité *le* rencontrer et que cette absence de rencontre ne revêtait pas de signification politique. M. Jospin lui-même avait jugé, samedi 26 septembre, dans l'avion du retour, que cette non-rencontre relevait d'un *« concours de circonstances »*.

Quand la délégation du premier secrétaire du PS français avait quitté Paris, son avant-programme prévoyait deux jours à Moscou, avec une rencontre « au sommet », puis un jour à Leningrad. A leur arrivée à Moscou, le mardi 22 septembre, les Français avaient appris que le programme était inversé et la rencontre « au sommet » repoussée au vendredi, comme si les Soviétiques avaient voulu se donner un délai supplémentaire. Sur place, la délégation française avait eu l'impression de faire face à des interlocuteurs d'abord *« assez crispés »* qui s'étaient détendus à la fin du voyage, *« comme des gens qui savent où ils en sont »*.

Vendredi, en effet, au moment même où M. Ligatchev rencontrait la délégation française, une source proche du comité central du PCUS affirmait, en privé, que le numéro un du parti rejoindrait Moscou dès le début de cette semaine.]

La réapparition du numéro un soviétique

(Suite de la première page.)

Suivant des informations concordantes, le numéro un soviétique pourrait entreprendre dans les jours qui viennent une tournée dans une région de l'URSS, comme il l'avait fait l'an dernier après son mois de vacances.

A Moscou même, M. Gorbatchev n'en fait pas moins face à un calendrier politique chargé. *Le Soviet suprême doit, en effet,* se réunir le 19 octobre pour une session d'automne traditionnellement consacrée aux questions économiques, session normalement précédée par une réunion plénière du comité central du Parti communiste. Le 22, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est attendu en URSS pour des conversations avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, destiné à mettre définitivement au point l'accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire et le sommet Reagan-Gorbatchev au cours duquel cet accord doit être paraphé.

La célébration de l'anniversaire de la révolution d'Octobre s'annonce, enfin, comme un événement politique majeur. Chacun de ces rendez-vous devrait permettre d'apprécier l'autorité que le secrétaire général du parti exerce toujours sur l'ensemble du régime.

Le voyage officiel de M. Chevardnadze au Brésil

Les Soviétiques comptent sur le soutien de Brasilia à leur politique d'ouverture

BRASILIA
de notre correspondant

A Brasilia, l'ambassade soviétique fait face à celle des Etats-Unis. C'est l'un des effets du zonage adopté par les fondateurs de la capitale, qui ont réuni les ministères sur une même esplanade, les banques dans un même quartier et juxtaposé les ambassades. Le bâtiment orné du drapeau rouge n'a rien de très gracieux. Mais ce n'est pas son manque de charme qui, il y a encore quelques années, faisait fuir les visiteurs. « *Personne ne vient nous voir*, se plaignait devant nous à la fin des années 70, l'un des adjoints de l'ambassadeur. *Les Brésiliens ont peur de franchir le portail.* »

A la même époque, un correspondant soviétique racontait qu'ayant serré la main dans un cocktail à un général de Brasilia, celui-ci, apprenant qui était son interlocuteur, s'était aussitôt éclipsé, comme si le journaliste avait la peste. Le Brésil vivait encore sous le régime militaire, et bien qu'il eût établi des relations diplomatiques avec la Chine populaire, on y traitait officiellement l'Union soviétique comme un épouvantail. Les temps ont évidemment changé et c'est à la suite de ces véritables ambassadeurs, que sont le ballet Bolchoï et le Cirque de Moscou – autrefois interdits – ou de certains émissaires comme le poète Evtouchenko, que M. Chevardnadze est arrivé le lundi 28 septembre à Brasilia pour la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères dans le pays. Comme d'habitude, le culturel a précédé la diplomatie.

« *C'est même une première en Amérique du sud* », a insisté l'Itamaraty, le ministère brésilien des relations extérieures, qui a abandonné sa discrétion habituelle pour souligner l'importance du voyage. Que celui-ci ait un aspect essentiellement politique, c'est ce qu'on fait ressortir en haut lieu, même s'il doit se solder par la signature, mercredi, de deux accords-cadres de caractère économique et culturel.

Dès son arrivée à Brasilia – d'où il s'envolera pour l'Argentine et ensuite l'Uruguay, – M. Chevardnadze a déclaré qu'il était important pour les pays d'Amérique latine de « *n'avoir pas de préjugés à l'égard de pays tiers* ». *Du côté brésilien*, les préjugés sont bien tombés puisqu'on affirme qu'en dépit des différences de systèmes, il est possible de trouver des points d'accord. C'est le langage que le minitre brésilien des relations extérieures, M. Abreu Sodre, a tenu il y a quelques mois à La Havane, allant même jusqu'à dire, dans la chaleur d'un banquet, que le Brésil et Cuba étaient désormais pratiquement sur la même longueur d'ondes, ce qui lui valut quelques commentaires cinglants dans la presse.

L'accord de désarmement partiel conclu récemment avec M. Shultz est évidemment au centre des entretiens de M. Chevardnadze à Brasilia, où l'on estime que les Soviétiques entendent bien trouver une caisse de résonance pour leur politique d'ouverture et de transparence et leurs propositions de paix. Le gouvernement Sarney souscrit aux efforts *dans ce sens, de même qu'aux tentatives* du même genre en Amérique centrale et il a déjà reçu l'appui soviétique à l'ONU en faveur de sa proposition pour faire de l'Atlantique Sud une zone démilitarisée.

Avec les accords-cadres qui doivent être signés, les Soviétiques se sentiront sans doute récompensés. Voici des années qu'ils s'efforçaient de convaincre les Brésiliens d'établir avec eux une coopération culturelle, une façon pour Moscou de prendre pied dans cette partie du continent.

Les deux pays échangeront des équipes de sport, des programmes de théâtre, de cinéma et de télévision, des boursiers universitaires. Enfin, un accord de coopération économique, industrielle, scientifique et technique sera également conclu, « *du même type que celui qui a été signé par l'Inde* », est-il précisé. Il aura une validité de dix ans et sera prorogeable pour des périodes de cinq ans. Ses effets sur le commerce bilatéral, qui a chuté de presque des deux tiers en trois ans, tarderont sans doute à se manifester. Entre les équipements lourds soviétiques et les biens de consommation courants fabriqués au Brésil à bon marché, on fait remarquer ici qu'il y a une évidente complémentarité.

CHARLES VANHECKE.

La presse réclame plus de «transparence» dans les affaires militaires

Moscou *(Reuter)*. – L'URSS devrait lever le secret qui entoure tout ce qui touche à l'armée et mettre fin à la pratique qui consiste à ne rien dévoiler du budget de la défense et du potentiel militaire du pays, écrivent deux influentes revues soviétiques, *Komounist* et *Novy Mir*, dans leurs dernières livraisons.

Les articles paraissent un mois après l'appel lancé par le président Reagan à l'URSS, l'invitant à publier le montant de ses dépenses militaires et ses effectifs, et deux *semaines après l'article publié par* M. Gorbatchev, qui estimait possible « *dans deux ou trois ans* » de rendre les budgets militaires comparables (*le Monde* du 18 septembre). *Komounist* écrit, mardi 29 septembre : « *Le fait est que nos journalistes ne reçoivent pas toujours les informations concernant les affaires militaires et politico-militaires dont ils ont besoin pour travailler.* ».

Pour sa part, *Novy Mir* fait remarquer que plusieurs publications occidentales ont tenté de donner le détail des potentiels militaires de l'Est et de l'Ouest, et regrette que jusqu'à tout récemment « *nous n'ayons pas eu de publications semblables* ». « *Ce dont nous avons besoin, ce sont des données officielles plus détaillées sur l'équilibre des potentiels militaires* [de l'Est et de l'Ouest], *des faits concrets concernant les budgets militaires et d'autres informations à caractère militaire, qui, à vrai dire, ne représentent pas un grand secret pour nos adversaires et qui, au contraire, sont sciemment dénaturés par ceux-ci* », écrit la revue.

[Un progrès a été fait, au moins par défaut, dans ce domaine, dans la mesure où les Soviétiques admettent maintenant que le budget militaire « officiel », *tel* qu'il est annoncé depuis des décennies (20,2 milliards de roubles actuellement), ne reflète qu'une très faible partie du budget militaire réel. Dans son discours à la conférence de l'ONU sur le désarmement et le développement, en août dernier, M. Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères, a précisé que le budget publié ne couvre que les dépenses de personnel et de maintenance du matériel, les constructions militaires et les retraites. Des postes aussi importants que la recherche et l'expérimentation et... tous les achats d'armement et d'équipement passent par d'autres chapitres du budget d'Etat de l'URSS, a-t-il dit. Même la réintégration de ces dépenses dans le budget militaire ne suffirait d'ailleurs pas à rétablir la vérité, puisqu'il faudrait pouvoir arriver à la vérité des prix. Or cela reste à faire, dans l'industrie civile comme dans l'industrie militaire.]

Amériques

ARGENTINE : la brève révolte du 3e régiment d'infanterie

La grogne persistante des militaires

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

La discipline n'a toujours pas été rétablie dans l'armée argentine depuis la rébellion militaire de Pâques, appelée par les mutins, de manière révélatrice, « Opération dignité ». Il semble bien que la méthode consistant à se cantonner volontairement dans les casernes en signe de protestation ait fait école.

Dimanche soir, au moins une partie du 3e régiment d'infanterie de La Tablada, au nord-ouest de Buenos-Aires, s'est autoconsignée dans sa caserne pour protester contre une sanction relevant son chef, le lieutenant-colonel Dario Fernandez Maguer, de son commandement. Cet officier a été puni pour avoir fait partie de ceux qui ont refusé de déloger, en avril dernier, les rebelles de Campo de Mayo, dirigés par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico (*le Monde* du 29 septembre).

Celui-ci a été accusé la semaine dernière de rébellion par un juge civil et placé en détention préventive. La décision devrait être examinée en appel au cours des prochains jours. Le porte-parole des rebelles a affirmé, dimanche, que la mesure prise à l'encontre du lieutenant-colonel Maguer violait « *les engagements pris par le président Alfonsin* » lorsqu'il obtint des mutins de Campo de Mayo qu'ils renoncent à leur action.

Selon lui, le chef de l'Etat avait alors promis que seul l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico serait sanctionné. Une affirmation toujours démentie officiellement. Les sanctions dont sont passibles les officiers qui ont fait preuve d'une complicité active ou passive lors de la rébellion de Pâques prennent une importance particulière dans la mesure où elles leur interdiraient tout espoir de promotion pour l'année à venir.

Certaines sources militaires proches de l'état-major ont laissé entendre qu'aucun des officiers susceptibles de monter en grade ne bénéficierait d'une telle promotion s'ils ont été impliqués dans l' « Opération dignité ».

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Caridi, n'a cessé de répéter tout au long de la journée de lundi que rien ne s'était passé au 3e régiment d'infanterie et que tout était une « *invention* » des journalistes. Même le lieutenant-colonel Maguer, le chef du régiment, a affirmé que personne n'était « *autoconsigné* » lorsqu'il a quitté son unité lundi soir entouré d'une garde d'honneur. C'était peut-être vrai à ce moment-là. Mais les hommes qui se sont longuement entretenus avec la presse pendant la nuit précédente n'étaient pas des fantômes.

Etonnantes déclarations

L'épreuve de force dure en fait depuis la crise de Pâques et éclaire les déclarations étonnantes du général Caridi ces derniers temps. Nommé après la crise de la Semaine sainte pour rétablir une discipline mise à mal, le général n'a cessé de réclamer publiquement au gouvernement ce pourquoi l'ex-lieutenant-colonel Rico était entré en rébellion : une amnistie générale des militaires encore accusés d'atteinte aux droits de l'homme sous la dictature, une réhabilitation des forces armées, une augmentation du budget de l'armée et des soldes. Tactique pour rétablir l'autorité de l'état-major ? Elle serait vaine à en juger par l'épisode de La Tablada.

Le bras de fer engagé entre les officiers subalternes et leur état-major concerne évidemment, au-delà du général Caridi, le président Alfonsin. Amené à céder aux rebelles de Pâques, il risque d'avoir à affronter de nouvelles menaces pour chaque décision heurtant les convictions des cadres subalternes.

CATHERINE DERIVERY.

SURINAME : le référendum du 30 septembre

Deux cent mille électeurs se prononcent sur le projet de Constitution

Paramaribo (*AFP*). – Quelque deux cent mille électeurs surinamiens sont convoqués aux urnes le mercredi 30 septembre pour se prononcer pour ou contre un projet de Constitution dont la ratification devrait mettre fin à sept ans de pouvoir militaire. L'issue de ce référendum, qui devrait être suivi d'élections générales le 25 novembre, ne fait guère de doute.

Les trois grands partis traditionnels du pays – chassés du pouvoir par le coup d'Etat du commandant Desi Bouterse en 1980 mais associés au « *processus de démocratisation* » et aux gouvernements qu'il a mis en place à partir de 1985 – ont, en effet, fait campagne pour le « oui » à la nouvelle Constitution, après avoir contribué à sa rédaction.

Ces trois partis – Parti national du Suriname (NPS, créole), Parti réformiste progressiste (VHP, hindoustani) et Parti pour l'unité nationale et la solidarité (KTPI, indonésien), – représentant les différentes communautés ethniques du pays, ont estimé que la Constitution ouvrait la voie à une réelle démocratie.

La nouvelle Constitution prévoit l'élection au suffrage universel pour un mandat de cinq ans d'une Assemblée nationale de cinquante et un membres qui élira à son tour un président de la République qui sera à la fois chef de l'Etat, chef du gouvernement, président du Conseil d'Etat et du Conseil de sécurité et chef suprême des forces armées. La Constitution garantit par ailleurs un système économique où cohabiteront les coopératives et les entreprises privées, mixtes et d'Etat.

Certaines organisations politiques et le Conseil des Eglises chrétiennes se sont inquiétés de la place octroyée à l'armée et au commandement militaire qui sera « *chargé de garantir les conditions qui permettront au peuple de mener à bien et de consolider une transition pacifique vers une société démocratique et socialement juste* ». Cet article de la Constitution ouvre la voie à une intervention de l'armée dans les affaires publiques, ont-elles estimé.

Pour les principaux partis, la nouvelle Charte, fruit d'un compromis, est le passage obligé vers les élections générales, qu'ils entendent bien gagner après s'être regroupés le mois dernier en un Front pour la démocratie et le développement.

Par ailleurs, les partis et la population sont convaincus que le retour à la démocratie devrait amener les Pays-Bas à reprendre l'aide de 100 millions de dollars annuels accordé à leur ancienne colonie depuis l'indépendance, en 1975, mais interrompue après l'assassinat de quinze opposants par le régime en 1982. L'interruption de cette aide ainsi que la chute des cours de la bauxite et de l'aluminium, principales ressources du pays, ont entraîné le Suriname, jadis un des pays en voie de développement les plus prospères, dans une crise économique sans précédent.

L'apparitions en juillet 1986 d'une guérilla dirigée par un ancien soldat, Ronny Brunswijk, et soutenue par une partie des quelque deux cent mille Surinamiens exilés aux Pays-Bas, qui a entrepris de détruire systématiquement l'infrastructure économique dans l'est et le sud du pays, a encore aggravé cette situation. Ces éléments ont sans doute pesé sur la décision du commandant Bouterse – qui dès 1983 avait chassé les cent conseillers cubains du pays – de mettre fin à l'expérience de « *pouvoir révolutionnaire* ».

Le leader du régime entend cependant rester présent à travers le Parti national démocratique (NDP), créé par ses partisans en juin dernier et placé sous la direction du premier ministre, M. Jules Wijdenbosch.

PÉROU : Le débat sur l'étatisation du système financier

Mario Vargas Llosa champion de la campagne de la nouvelle droite

LIMA
de notre correspondante

« *Libertad.* » Le leitmotiv de la campagne de la bourgeoisie péruvienne contre l'étatisation du système financier annoncée le 28 juillet dernier par le président Garcia figure sur les tee-shirts et les serre-tête. Imitant la graphie du mot d'ordre polonais « Solidarnosc », on le retrouve en graffiti sur les murs des quartiers résidentiels de Lima.

« Libertad », « Solidarnosc ». L'analogie est volontaire, bien que forcée. Existe-t-il un parallèle entre l'écrivain Mario Vargas Llosa, leader de cette croisade des conservateurs, et Lech Walesa ? Entre le président Garcia, élu avec plus de 50 % des suffrages en 1985, et le général Jaruzelski ? Enfin, peut-on assimiler l'étatisation de la banque à l'incursion des chars russes en Tchécoslovaquie ?

C'est pourtant ce raccourci hardi que la nouvelle droite péruvienne essaie de vendre à l'opinion publique en parlant de « *soviétisation du pays* ». Mario Vargas Llosa a soutenu sur la place publique que « *ce projet absolutiste et totalitaire est une épée de Damoclès pour la démocratie péruvienne... Que c'est le cheval de Troie du communisme... Car le gouvernement veut tout étatiser et employer les méthodes sinistres de la dictature* ».

Le gouvernement est accusé d'adopter la « politique de l'artichaut » pour, feuille après feuille, nationaliser l'entreprise privée, puis l'activité artisanale et les moyens de communication. Ce qui conduirait à « *la mise sous tutelle du pouvoir judiciaire, à la proscription des partis d'opposition, la persécution des dissidents, la suppression de la démocratie et l'instauration du communisme...* ».

Cette campagne contre l'étatisation a un impact très fort grâce au matraquage des communiqués des moyens de communication, largement contrôlés par la droite (quatre chaînes de télévision sur cinq, deux des quotidiens de plus grande circulation sur trois et trois hebdomadaires sur quatre).

C'est dire que l'opposition est loin d'être bâillonnée. Elle abuse de manœuvres dilatoires au Sénat, où le projet de loi est débattu et elle se propose de bloquer l'application de la loi en adressant au pouvoir judiciaire une série de recours en cassation, pour « *violation de la Constitution* ». « *Il faut gagner du temps,* explique M. Francisco Pardo Mesones, chef de file des banquiers, *jusqu'à 1990.* » C'est-à-dire jusqu'à la prochaine élection présidentielle.

Même en période électorale, la droite n'avait jamais montré une telle vitalité, ni mis en place un tel appareil de propagande, ni consacré autant de ressources pour gagner à ses vues la classe moyenne et même certains secteurs de la classe populaire urbaine. Dans une large mesure, elle a réussi – en insistant sur le fait que l'étatisation n'était pas seulement le problème de quatre banquiers, les « patrons du Pérou », mais aussi celui de milliers de petits épargnants – à convaincre une classe moyenne que l'APRA, le parti au pouvoir, avait mis des années à séduire.

La nouvelle droite est représentée par l'Institut Liberté et démocratie, fondé il y a sept ans par Mario Vargas Llosa. Sa philosophie est résumée par l'économiste Hernando de Soto dans son ouvrage intitulé *l'Autre Sentier*, un essai sur l'économie informelle.

« Mario président »

Partant du principe que l'Etat est synonyme de bureaucratie et de corruption, il assimile propriété privée à liberté et propose un « sauve-qui-peut » individuel. Pour la nouvelle droite, il n'y a pas de rapports de cause à effet entre la richesse d'une poignée de nantis et l'extrême pauvreté de la majorité de la population. C'est une thèse difficile à soutenir au Pérou, où les inégalités entre nantis et déshérités sont des plus criantes. Si l'Etat a élargi son champ d'action ces vingt dernières années, c'est justement pour essayer de remédier à l'injuste distribution du revenu.

A gauche, le sénateur Javier Diez Canseco récuse cette conception de la liberté. « *Liberté du loup dans la bergerie,* dit-il. *Liberté pour amasser des fortunes en opprimant les travailleurs, en entravant le développement des petites et moyennes entreprises, des coopératives. Liberté pour contrôler et monopoliser ce qui conditionne la vie des autres.* »

Pour l'élection présidentielle de 1990, la droite, qui cherchait désespérément un leader de rechange, a jeté son dévolu sur Mario Vargas Llosa. La bourgeoisie, qui a animé les trois meetings convoqués par l'écrivain, scandait déjà : « *Ça se sent, ça se sent, Mario président.* » L'écrivain proteste mollement, ce qui pousse le journaliste Manuel d'Ornellas à écrire : « *Qu'il le veuille ou non, Mario est d'ores et déjà notre candidat à la présidence, c'est la dynamique des événements qui le veut...* »

NICOLE BONNET.

ÉTATS-UNIS

La course à l'investiture présidentielle

La représentante démocrate du Colorado Pat Schroeder, ne sera pas candidate

Rien ne va plus dans le camp démocrate. Après le retrait de deux des favoris, l'un, Gary Hart, qui aimait trop les femmes, l'autre, Jo Biden, pour « plagiat », c'est au tour de Pat Schroeder, la représentante du Colorado, de renoncer à briguer l'investiture de son parti pour la prochaine élection présidentielle. Bien que n'ayant jamais annoncé ouvertement son intention de se présenter, Mme Schroeder, qui, à quarante-sept ans, fut longtemps conseillère de Gary Hart, avait depuis le mois de juin parcouru plus de 120 000 kilomètres à travers les Etats-Unis pour préparer sa campagne. Non sans quelque résultat d'ailleurs, car les sondages la situaient dans le peloton de tête des candidats.

« A titre symbolique »

En revanche, elle n'avait pu réunir que 1 million de dollars, trésor de guerre insuffisant à ses yeux pour lui permettre d'envisager la suite avec optimisme.

Mais surtout, après quatre mois passés à prendre le pouls de l'électorat, la représentante du Colorado a estimé que « *s'il était possible pour une femme d'être élue en 1988* », celle-ci ne manquerait pas de « *se trouver face à des barrières supplémentaires* ». « *A quoi bon tout ce travail ?* », a-t-elle expliqué, le lundi 28 septembre à Denvers (Colorado) au cours d'une conférence de presse. « *Pourquoi se présenter,* a-t-elle ajouté très émue et visiblement les larmes aux yeux, *si ce n'est qu'à titre symbolique ?* »

Après l'abandon de celle que la presse avait déjà surnommée la « Blanche-Neige » des « sept nains » démocrates, il ne reste plus en fait que cinq candidats en lice : le favori actuel, Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts ; l'ancien gouverneur de l'Arizona, Bruce Babbitt ; le représentant du Missouri, Richard Gephardt ; le sénateur du Tennessee, Albert Gore et le sénateur de l'Illinois, Paul Simon. Sans compter, bien sûr, l'outsider le plus populaire, puisqu'il se maintient toujours en tête avec 23 % des intentions de vote, le pasteur noir Jesse Jackson, qui doit annoncer officiellement sa candidature le 10 octobre. – (*AFP, UPI.*)

Ouverture prochaine des négociations sur les bases américaines en Grèce

New-York (*Nations unies*). – Le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, et son homologue grec, M. Carolos Papoulias, sont tombés d'accord, le lundi 28 septembre, pour aborder de façon « *constructive et positive* » les négociations qui doivent s'engager « *dans un avenir très proche* » sur les bases américaines en Grèce.

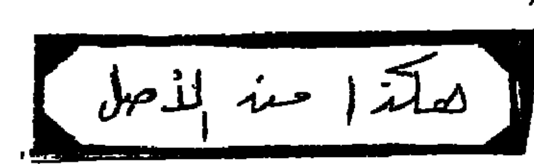
Selon M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, les deux ministres ont affirmé leur détermination de poursuivre le processus d'amélioration par étapes des relations bilatérales. Ces relations ont connu une évolution en dents de scie depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Andreas Papandréou en 1981.

Lors de leurs entretiens en Grèce en mars 1986, M. Shultz et M. Papandréou avaient exprimé l'espoir que des négociations sur l'avenir des bases américaines aient lieu à temps pour trouver une solution à ce problème bien avant décembre 1988, date d'expiration de l'accord. Mais certains responsables américains accusaient Athènes de faire traîner les choses en longueur. Les Etats-Unis disposent en Grèce de quatre bases importantes. – (*AFP*).









Asie

JAPON : la désignation du prochain premier ministre

Grandes manœuvres feutrées pour la succession de M. Nakasone

L'ancien ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, a annoncé, le dimanche 27 septembre, sa candidature à la présidence du Parti libéral démocrate, poste dont le titulaire est automatiquement nommé premier ministre. Avec la candidature de M. Susumu Nikaido (ex-vice-président du PLD) et celles, attendues, du ministre des finances M. Kiichi Miyazawa et de M. Noboru Takeshita, secrétaire général du parti, la campagne pour la succession de M. Yasuhiro Nakasone, dont le mandat expire le 30 octobre, s'ouvrira officiellement le 8 octobre.

TOKYO
de notre correspondant

Une bande dessinée intitulée « La bataille pour la présidence du Parti libéral démocrate » *(Jiminto sosaisen)* fait actuellement fureur au Japon. Elle a pour thème la succession de M. Nakasone, dont le mandat expire le 30 octobre. Cette bande dessinée sera sans doute la seule forme populaire que prendra la lutte pour le pouvoir qui se déroule actuellement dans les coulisses de la vie politique nippone et a pour enjeu la désignation du prochain premier ministre.

Bataille en cercle fermé, qui se déroule à l'abri des regards, derrière les claires-voies des restaurants traditionnels et des clubs privés dans les quartiers nocturnes huppés de la capitale, devant lesquels chaque soir stationnent, en longues files, les limousines noires à chauffeur des membres du Parti libéral démocrate (PLD).

Une savante alchimie

La course à la présidence du PLD, qui *ipso facto*, compte tenu de la majorité dont il dispose au Parlement, fera du vainqueur le prochain premier ministre, débutera officiellement le 8 octobre, mais elle a déjà commencé depuis le milieu de l'été. Elle se joue dans les nuits de Tokyo, et les premières à savoir son résultat seront les « papillons » : les *geishas* ou ces demi-mondaines que sont les hôtesses de bar de haut vol. Ce qui n'empêche pas les anxieux d'aller consulter des devins : Yoshiaki Murakami, par exemple, qui a une réputation d'Oracle de Delphes depuis qu'il annonça en 1982 que M. Nakasone deviendrait premier ministre. Sa maison d'Odawara, au sud-ouest de Tokyo, est quotidiennement fréquentée par de grands noms de la politique nippone.

Il est vrai que les analyses des politologues sont secondaires dans la désignation d'un premier ministre au Japon. Celle-ci est le résultat d'une savante alchimie où les ambitions personnelles, les intérêts et la puissance financière des clans sont infiniment plus déterminants. Que se passe-t-il derrière les portes closes des lieux où se retrouvent les milieux conservateurs nippons ? On y débat moins des grands choix de l'avenir national qu'on y « *tire à boulets dorés* », comme on dit : en d'autres termes, on y forge les alliances et on procède aux arbitrages – le byzantinisme qui, vu de l'extérieur, préside au choix d'un premier ministre se traduisant ici en de très prosaïques intérêts quantifiables. En prévision de la succession de M. Nakasone, les « donations » au PLD se sont élevées officiellement en 1986 à 20 milliards de yens. Il ne s'agit là que des dons qui doivent être déclarés : les contrôles sur les fonds dont disposent individuellement les politiciens sont beaucoup moins stricts.

Le processus est, finalement, plus simple qu'on ne le pense, et revient à une double équation : celle constituée par les sommes que peuvent mettre dans la course les candidats, qui détermine la seconde, celle des voix, dont ils pourront disposer. Au centre du jeu, il y a les factions (clans) du PLD. Le règne des factions est en fait l'un des éléments qui contribuent à la stabilité du PLD : elles sont constituées autour des hommes forts du parti et elles assurent à leurs membres une sorte de « carrière minimum garantie », ainsi que les bénéfices du pouvoir si leur chef parvient à devenir premier ministre. N'étant fondées que sur des intérêts tangibles et non sur des convictions politiques, elles évitent la formation de courants idéologiques plus difficiles à gérer.

La nouvelle génération

Pour l'élection du président du PLD, chaque faction manœuvre comme un seul homme, en fonction de la stratégie de son chef, qui négocie le prix de son ralliement avec ses homologues. Ce prix s'évalue en numéraire, mais aussi en nombre de portefeuilles qui seront alloués à sa faction : en formant son cabinet, le premier ministre répartit les portefeuilles entre les clans, mais ce sont les chefs de ceux-ci qui suggèrent le nom du membre de leur groupe qui doit en bénéficier.

Généralement, les chefs de clan préfèrent négocier la désignation du premier ministre plutôt que de risquer des affrontements au cours d'un vote en congrès national du parti. Depuis la succession, en 1972, de M. Eisaku Sato, qui avait provoqué quelques remous étant donnée l'accumulation d'impatience engendrée par son maintien au pouvoir pendant huit ans, c'est la procédure du consensus qui a prévalu (le congrès du PLD ne faisant qu'entériner des choix faits en coulisses).

Une telle procédure avait été facilitée par l'existence au cours de cette période d'une force dominante jouant un rôle stabilisateur : le clan Tanaka, qui contrôlait un tiers des membres du PLD. L'ancien premier ministre, impliqué dans l'affaire Lockeed est resté, jusqu'à ce qu'il soit atteint d'une hémorragie cérébrale en février 1985, le « faiseur de roi », le *shogun* de l'ombre (excepté pour la désignation de son successeur, M. Miki, en décembre 1974).

Cette fois, non seulement il n'y a plus de « faiseur de roi » (M. Nakasone, qui aspire certes à ce rôle, n'étant pas assez fort au sein du parti), mais encore les cinq grands chefs de clan des années 1970 ont passé la main à une nouvelle génération : ceux qu'on appelle les *new leaders* (Abe, Miyazawa, Takeshita). En réalité, ils ne sont pas si jeunes que cela, puisqu'ils ont entre soixante-trois et soixante-sept ans. A ces trois candidats s'en ajoute un autre, M. Susumu Nikaido, soixante-dix-sept ans, qui semble avoir peu de chances.

Dans le cadre d'une procédure plus ouverte, M. Kiichi Miyazawa, actuel ministre des finances, serait le plus qualifié, en raison d'une carrière qui l'a confronté aux réalités internationales, pour assurer, dans la continuité de style, la relève de M. Nakasone. Mais la loi du nombre joue en sa défaveur. M. Takeshita, actuel secrétaire général du PLD, qui s'est rallié la majorité des membres de l'ancienne faction Tanaka (n'en laissant qu'une quinzaine à M. Mikaido) est actuellement à la tête du plus grand groupe du camp conservateur (cent quinze membres). M. Takeshita est un homme de l'appareil, un habile manœuvrier des coulisses, mais beaucoup se demandent si cet homme effacé, puissant mais sans charisme, a la stature d'un homme d'Etat international. M. Takeshita a passé une alliance avec le troisième « *prétendant* », *M. Abe, ancien ministre* des affaires étrangères, dont la faction compte quatre-vingt-cinq membres.

La question qui reste à trancher est donc celle des priorités : qui, d'Abe ou de Takeshita, deviendra en octobre premier ministre, étant entendu que celui qui passera devant l'autre « *renverra l'ascenseur* » dans deux ans ? L'alliance Abe-Takeshita ne suffit cependant pas pour obtenir la majorité au sein du PLD (quatre cent quarante-six membres). C'est pourquoi les factions de moyenne importance sont particulièrement courtisées : celle de M. Toshio Komoto (trente-deux membres) et surtout celle de M. Nakasone (quatre-vingt-sept) qui ne s'est pas encore prononcée, mais cherchera à peser lourdement dans la balance, afin de conserver son ascendant sur le camp conservateur et occuper le vide laissé par Kakuei Tanaka.

PHILIPPE PONS.

Asie

PHILIPPINES : le pouvoir face à la gauche

Manifestation à Manille et combats intenses en province

Manille. – Plusieurs dizaines de manifestants ont défilé, mardi 29 septembre, dans les rues de Manille à l'occasion des funérailles du responsable syndical Leandro Alejandro, assassiné dix jours plus tôt (*le Monde* du 22 septembre). Selon la police, en état d'alerte et renforcée par des unités militaires, il s'agissait du plus grand rassemblement de manifestants de gauche depuis les obsèques, en novembre 1986, d'un autre syndicaliste de renom, Rolando Olalia.

Les protestataires, parmi lesquels des étudiants, des ouvriers et des paysans, ont parcouru une vingtaine de kilomètres derrière le cercueil d'Alejandro. Lors d'une halte devant le palais présidentiel, placé sous bonne garde, la mère du syndicaliste a pris la parole pour regretter d'avoir voté dans le passé en faveur de Mme Cory Aquino, dont le gouvernement « *a tué mon fils* ».

D'autre part, des combats, les plus durs depuis la tentative de putsch du 28 août, opposent l'armée à la guérilla communiste dans la péninsule de Bicol, au sud de la capitale. La guérilla a mis à profit les divisions au sein de l'armée pour y lancer des attaques spectaculaires, faisant sauter des ponts, des pylones électriques, assassinant des soldats en public et établissant des barrages routiers.

Un commandant de gendarmerie a estimé que la capacité de combat des militaires a été « *sérieusement affectée* » par le putsch avorté. Des renforts ont dû être dépêchés à deux reprises depuis la semaine dernière. – *(AFP, UPI)*.

CHINE : le problème tibétain

Pékin réagit vivement à la visite du dalaï-lama aux Etats-Unis

PÉKIN
de notre correspondant

La Chine a réagi avec une vigueur inaccoutumée à la visite aux Etats-Unis du dalaï-lama (*le Monde* du 17 septembre). Les communiqués du ministère des affaires étrangères et de la commission des nationalités, lus à la télévision lundi 28 septembre, ont dénoncé l'« *ingérence impudente dans les affaires intérieures de la Chine* » qu'a constitué l'invitation du chef spirituel en exil, par la sous-commission des droits de l'homme de la Chambre des représentants américaine, et exprimé « *un profond mécontentement devant le fait que le gouvernement américain n'ait pas empêché le dalaï-lama de se livrer à des activités politiques sur son territoire* ». Avec son « *plan en cinq points* », le dalaï-lama « *divise la patrie et sabote l'unité des diverses nationalités chinoises* ».

Pour Pékin, le Tibet fait partie intégrante de la Chine « *depuis le milieux du treizième siècle* ». De son côté, le dalaï-lama réclame le droit à l'autodétermination pour un territoire dont il est le principal chef spirituel et politique. L'essentiel de ses revendications porte sur le retrait des troupes chinoises et l'ouverture de négociations avec Pékin sur l'avenir du Tibet, qui devrait devenir une « zone de paix » démilitarisée entre la Chine et l'Inde.

La question est donc de savoir ce qui a provoqué l'ire soudaine des Chinois face à une situation qui n'est guère nouvelle. Certes, vingt-huit ans après la fuite du dalaï-lama, on continue à parler du problème tibétain, que Pékin souhaiterait voir oublier. Mais les Chinois n'avaient-ils pas lancé ces dernières années une entreprise de charme en direction du dalaï-lama, invité à rentrer au pays et à résider à Pékin dans une niche dorée, à l'instar de l'autre grand chef tibétain, le panchen lama ? Ont-ils abandonné tout espoir de le convaincre ? Ou bien la polémique est-elle un signe de plus des luttes de clans rivaux à Pékin, chacun voulant apparaître comme le plus patriote ?

Toujours est-il que, ces derniers mois, les médias chinois ont consacré au Tibet un nombre inhabituel d'articles, montant en épingle les efforts faits pour le développement de cette région déshéritée et les mesures prises en faveur de la culture tibétaine... La campagne de ces jours-ci montre en tout cas que Pékin est sur la défensive.

PATRICE DE BEER.

Afrique

BURUNDI : la mise en place du nouveau régime

Le président Buyoya promet des « changements en profondeur » mais n'entend pas modifier les rapports ethniques

BUJUMBURA
de notre envoyé spécial

Le jour même – le jeudi 3 septembre – où, au Vatican, Mgr Evariste Ngoyagoye, le président de la conférence épiscopale, informait le pape Jean-Paul II des derniers développements de la crise entre l'Eglise catholique et l'Etat, au Burundi, Lucifer, sous les traits du colonel Jean-Baptiste Bagaza, était chassé du pouvoir par le major Pierre Buyoya, qui promettait aussitôt de rétablir la liberté de culte. « *Il est difficile de se battre contre Dieu qu'on ne voit pas*, commentait, après coup, un journaliste local, *surtout lorsque les deux tiers de la population croient, dur comme fer, au ciel.* »

« *Le colonel Bagaza aimait les défis*, assure Mgr Ngoyagoye. *Nous étions convaincus qu'il ne ferait pas marche arrière.* » Persuadé que la puissante Eglise catholique avait juré sa perte, le président déchu avait décidé de la prendre de vitesse et n'avait pas caché son intention de transformer, si nécessaire, ses lieux de culte en entrepôts, en magasins coopératifs, voire en casernes.

Dernière mesure de rétorsion décrétée par ce « petit père Combes » burundais : plus de réunions publiques à caractère religieux sans autorisation préalable. En butte à ces « persécutions », l'Eglise catholique faisait le dos rond et s'était mise en quête de formes d'apostolat moins voyantes. Ainsi, des congrégations locales avaient-elles ouvert boutiques à Bujumbura, qui une boulangerie, qui une boucherie. « *Il sera impossible de revenir au* statu quo ante, confie Mgr Ngoyagoye. *Les épreuves que nous avons vécues sont une occasion de repenser notre présence pastorale dans la société burundaise.* »

Dans les discussions qu'il va entamer avec le nouveau régime « *pour éliminer les séquelles du passé* », l'épiscopat local se dit prêt à « *bien séparer l'essentiel de l'accessoire* ». A ses yeux, l'important est de retrouver le plein exercice de la liberté de culte. Le reste – séminaires, écoles, dispensaires, hôpitaux, etc. – est négociable. « *Mais*, se demandent les gens d'Eglise, *dans un pays aussi pauvre, l'Etat peut-il se passer de nos services ?* »

« *Le colonel Bagaza se méfiait de tout le monde, pas seulement de l'Eglise, et n'écoutait plus personne* », dit-on à Bujumbura. « *Il vivait dans un bunker* », raconte le major Buyoya qui fut l'un de ses proches. Porte-plume du régime déchu avant de devenir, sans transition, celui du nouveau pouvoir, l'éditorialiste du *Renouveau*, le quotidien burundais, a fait amende honorable : « *Nous nous sommes mis à nous triturer et torturer les méninges pour soutenir l'insoutenable, justifier l'injustifiable, en espérant chaque fois que ce serait la dernière...* »

Inquiétudes américaines

Certains bailleurs de fonds étrangers avaient fini par s'émouvoir de cette « dérive » autoritaire du précédent régime qui en prenait de plus en plus à son aise avec les droits de l'homme. Appuyés par l'Italie, les Etats-Unis avaient récemment entrepris des démarches pour tenter de ramener le colonel Bagaza à de meilleurs sentiments. L'aide bilatérale avait tendance à stagner. « *On voyait venir une baisse* », assure le major Buyoya qui s'est alors décidé à franchir le Rubicon pour rétablir l'image de son pays, ternie par des mesures souvent irréfléchies et saugrenues.

Le feu a-t-il été mis aux poudres, dans des casernes de Bujumbura, par des sous-officiers mécontents de leur sort, et le major Buyoya, très populaire au sein de l'armée, a-t-il tiré profit de cette mutinerie pour se hisser au pouvoir ? Il semble, en tout cas, qu'il lui ait fallu plus de quarante-huit heures pour rallier à sa cause l'ensemble des garnisons du pays. « *Si, au lieu d'utiliser des vols réguliers pour tenter de rejoindre le Burundi au départ de Québec où il assistait au sommet de la francophonie, le colonel Bagaza, très tôt informé de ce qui se tramait dans la capitale, avait eu la présence d'esprit de sauter dans un Jet privé, il aurait peut-être gagné quelques heures et réussi à retourner la situation en sa faveur* », notent des observateurs locaux.

Toutes ethnies confondues, la population paraît satisfaite de ce changement de régime qui s'est opéré en douceur. Le major Buyoya bénéficie d'un capital de sympathie mais pour combien de temps et pourquoi faire ? « *L'alternance, c'est bien*, ironise l'homme de la rue qui ne manque ni d'humour, ni de bon sens. *Dix ans au pouvoir, c'était assez pour Bagaza. Au tour des autres de s'enrichir...* »

Membre de la minorité tutsi aux affaires depuis l'indépendance du Burundi, le major Buyoya promet des « *changements en profondeur* ». Mais, en niant l'existence du problème ethnique – à l'en croire, « *la réconciliation nationale n'est plus d'actualité* », – il s'interdit justement d'aller au fond des choses, c'est-à-dire de répartir plus équitablement le pouvoir en faveur des Hutus, largement majoritaires dans le pays. « *Les grandes orientations ne changeront donc pas*, prédit un observateur étranger. *Le nouveau régime se contentera de gommer les excès et les abus du précédent.* »

A la vérité, il est difficile de modifier, en un tournemain, ces rapports de forces ethniques au sein d'une société paralysée par la peur. Les Burundais ne sont pas encore parvenus à chasser de leur mémoire les affrontements du passé et notamment le quasi-génocide de 1972 qui avait abouti au massacre d'au moins cent mille Hutus. Niant la réalité, certains accusent les médias d'utiliser des « clichés », de monter des « complots ». Dans un document de réflexion, publié fin août, la conférence épiscopale n'hésitait pourtant pas à écrire : « *Seul un peuple qui réussit à faire une analyse sereine de ses difficultés et à les assumer, est grand devant l'histoire...* »

JACQUES DE BARRIN.

TUNISIE : après le procès des militants islamistes

La France est satisfaite du verdict « équilibré »

Reçu le lundi 28 septembre à Tunis par le président Habib Bourguiba (*le Monde* du 29 septembre) au lendemain du verdict de la Cour de sûreté de l'Etat contre les militants islamistes, l'ancien ministre gaulliste Jean de Lipkowski a fourni, après cette audience, des précisions sur le message oral qu'il avait remis au chef de l'Etat tunisien de la part de MM. Mitterrand et Chirac.

Exprimant l'opinion commune de l'Elysée et de Matignon, l'émissaire français a fait part à M. Bourguiba de la satisfaction de Paris que l'« *irréparable ne se soit pas produit* » et que le verdict « *équilibré* » de Tunis ait « *allié rigueur et mansuétude* ». La France avait initialement souhaité accomplir une démarche dès vendredi, c'est-à-dire avant que la Cour ne rendît son arrêt. Mais M. Bourguiba préféra ne recevoir M. de Lipkowski que dimanche, une fois le verdict connu.

Au cours de son entretien avec le président tunisien, l'ancien ministre lui a réaffirmé le soutien de la France « *au combat qu'il mène pour la modernité, l'ouverture et la tolérance* ». « *La France*, lui a-t-il dit, *formule le vœu que vous poursuiviez votre œuvre de rassemblement.* » M. de Lipkowski a également annoncé à son hôte l'assignation à résidence, depuis vendredi, de M. Habib Mokni, l'un des responsables du Mouvement de la tendance islamique (MTI), exilé en France depuis six ans. M. Bourguiba s'est dit satisfait de cette mesure présentée par Paris comme un geste de bonne volonté envers Tunis.

Interrogé lundi par l'AFP, M. Mokni a démenti avoir fait l'objet d'une telle sanction. « *J'ai toujours été libre de circuler*, a-t-il affirmé. *Pendant la durée du procès de Tunis, on m'a fait seulement savoir courtoisement qu'on souhaitait que je reste discret et que je m'abstienne de toute déclaration. C'est tout. Mais je n'ai jamais été assigné à résidence.* » Agé de trente-deux ans, M. Mokni avait été condamné par contumace en 1981 à onze ans de prison. Exilé à Paris, où il bénéficiait du statut de réfugié politique, M. Mokni y fait office de porte-parole du MTI.

Enfin, l'organisation humanitaire Amnesty International a demandé, lundi 28 septembre, au président Bourguiba de commuer les sept peines de mort – dont cinq par contumace – prononcées contre les intégristes du MTI.

Diplomatie

Première visite d'un chef d'Etat angolais au Portugal

Enterrer le passé colonial

LISBONNE
de notre correspondant

« *Enterrons le passé colonial.* » Angolais et Portugais sont d'accord. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Angola, en 1975, un chef d'Etat angolais, M. José Eduardo dos Santos, est reçu officiellement à Lisbonne, capitale de l'ancienne puissance coloniale. Tout a été fait du côté portugais pour donner à cette visite de cinq jours, commencée le 27 septembre, l'éclat des grandes occasions. L'atmosphère, malgré le prestige considérable dont jouit à Lisbonne l'UNITA – mouvement rebelle nationaliste de l'Angola – est à la détente.

S'adressant aux députés, lundi 28 septembre, M. dos Santos a tenu à expliquer les aspects les plus controversés de sa politique. Le régime de parti unique qui prévaut à Luanda ne représente pas une « *forme dictatoriale de l'exercice du pouvoir* ». « *Ce système*, a précisé le chef d'Etat, *existe dans presque tous les pays africains.* » « *Dans ces continents*, a-t-il ajouté, *on n'a pas encore dépassé la phase d'intégration des tribus et de consolidation de la nation.* » Aussi, toute hypothèse de négociation avec l'UNITA est-elle vigoureusement rejetée.

Malgré le soutien dont jouit l'UNITA à Washington, le président angolais s'est montré plus modéré à l'égard des Etats-Unis : « *Nous nous efforçons d'établir avec eux des relations diplomatiques basées sur un esprit de paix et d'amitié* », a estimé M. dos Santos. « *Certains progrès ont été enregistrés dans nos conversations, les Etats-Unis ayant dernièrement manifesté, semble-t-il, une meilleure compréhension des positions angolaises sur l'Afrique australe.* »

J. R.

Le séjour du président mozambicain à Paris

MM. Chissano et Mitterrand se sont entretenus de la situation en Afrique australe

La situation en Afrique australe et les projets de coopération économique bilatérale ont été au centre de l'entretien de plus d'une heure qu'ont eu, lundi soir 28 septembre, à Paris, le président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, et M. François Mitterrand.

Au cours de cet entretien, qualifié de source française de « *très amical* », le président Chissano a exposé son analyse de la situation en Afrique australe et, en particulier, les relations entre son pays et le régime de Pretoria. A cet égard, il a souhaité que la France intervienne auprès des Etats-Unis pour qu'ils saisissent mieux les préoccupations des Etats limitrophes de l'Afrique du Sud, comme le Mozambique.

M. Chissano – dont le gouvernement marxiste lutte contre la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), un mouvement rebelle soutenu par l'Afrique du Sud – a passé la première journée de sa visite au camp militaire de Satory, où il a assisté à des exercices du groupe spécial de protection présidentielle (GSPR), une unité d'élite antiterroriste.

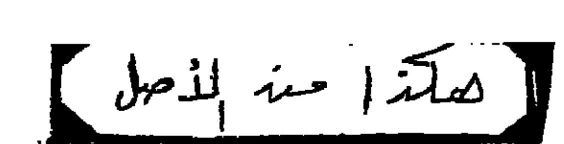
Le président mozambicain, qui cherche à obtenir de Paris un soutien à son programme de réforme économique et une aide militaire pour faire face à la RENAMO, avait été accueilli à son arrivée à l'aéroport de Roissy par le ministre de la justice, M. Albin Chalandon.

M. Chissano, ajoute-t-on à Paris, a souhaité que la France s'engage davantage dans le développement économique de son pays, où cinq entreprises françaises seulement travaillent à divers projets. La coopération en matière d'énergie (acheminement de l'électricité) et de transport a notamment été évoquée.

Avant de gagner New-York, puis Washington, où il sera reçu à la Maison Blanche, le président mozambicain devait rencontrer mardi le premier ministre français, M. Jacques Chirac, avec qui il devait reprendre les thèmes d'une coopération accrue avec son pays, ainsi que le dossier tchado-libyen, dans le règlement duquel M. Chissano est impliqué en tant que membre du comité *ad hoc* de l'OUA.







Proche-Orient

La tension dans le Golfe

Washington envisagerait des raids préventifs contre les navires iraniens transportant des mines

Selon des informations diffusées lundi 28 septembre par la chaîne de télévision américaine NBC, Washington examinerait la possibilité de raids préventifs contre des navires iraniens soupçonnés de transporter des mines dans le Golfe.

Dans un reportage en provenance du Golfe, NBC a indiqué que l'Iran avait intensifié ses opérations de minage près de l'île de Farsi, après l'attaque, le 21 septembre, d'un navire iranien, l'*Iran-Ajr*, par des hélicoptères américains. Citant des sources militaires américaines dans le Golfe, NBC a ajouté que le Pentagone étudiait la possibilité de s'attaquer à des navires iraniens dans les eaux territoriales iraniennes s'ils transportaient des mines.

Le Pentagone a refusé de commenter ces informations. Mais des responsables de l'administration américaine ont déclaré à Reuter qu'une telle opération était improbable, à moins qu'un navire iranien soit surpris en train de mouiller des mines.

Toutefois, lors de son point de presse quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, s'est borné à dire qu'il ne pouvait pas préjuger les mesures que pourraient prendre les forces américaines pour préserver la liberté de navigation dans le Golfe. Il a affirmé par ailleurs que les efforts américains visant à isoler Téhéran ne s'étendaient pas à un boycottage du pétrole iranien.

Importations pétrolières en progression

Se référant aux chiffres publiés par le département du commerce faisant état d'une augmentation des importations américaines de pétrole iranien, M. Fitzwater a précisé que les Etats-Unis voulaient isoler l'Iran *« en termes d'aptitude à faire la guerre ». « Il y a certains intérêts commerciaux qui n'entrent pas à nos yeux dans cette catégorie, et je dirais certainement qu'il en est ainsi pour les importations de pétrole »*, a-t-il ajouté.

Selon ces statistiques, les importations américaines de pétrole iranien ont atteint pour les sept premiers mois de cette année 231 524 barils par jour, soit 5,1 % du total des importations américaines de brut, contre 93000 bpj – 2,1 % – en 1986. En juillet, les importations de pétrole iranien ont même progressé, passant à 616310 bpj, soit plus de 11 % du total des importations américaines de brut.

Par ailleurs, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Faiçal, dans un discours prononcé lundi devant l'Assemblée générale des Nations unies, a vivement condamné l'attitude de l'Iran dans sa guerre contre l'Irak et sa pratique du terrorisme, avant d'appeler à des sanctions et *« au complet isolement »* du régime de Téhéran. – *(Reuter, AP.)*

IRAN

Un émissaire de très haut niveau bientôt à Paris ?

Un émissaire iranien de très haut niveau *« est sur le point de se rendre en France »* pour tenter de débloquer la crise créée par le refus de Wahid Gordji de témoigner devant la justice française, a annoncé, lundi 28 septembre, Me William Caruchet, avocat de la République islamique en France. *« Cet émissaire spécial officieux serait celui du président du Parlement iranien, Ali Hachemi Rafsandjani. Il se rendra d'abord à l'ambassade pour voir les siens. Ensuite, vraisemblablement, il aura des contacts avec le Quai d'Orsay »*, a précisé Me Caruchet, qui a régulièrement défendu les intérêts de l'Iran dans des affaires commerciales. *« Il y aura finalement une décision politique au plus haut niveau »*, a ajouté l'avocat dans une interview à Radio-France-Côte d'Azur.

Le Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire sur ces déclarations, en indiquant cependant qu'il ne traitait pas avec Me Caruchet dans le cadre des contacts diplomatiques avec l'Iran.

LIBAN

Remous au parti Kataëb

Beyrouth *(AFP)*. – Deux dirigeants du parti Kataëb (phalangiste) proches du chef de l'Etat, M. Amine Gemayel, ont démissionné, lundi 28 septembre, de leurs postes au sein de ce parti, le plus important de la communauté chrétienne au Liban. La démission des deux hommes, MM. Charles Dahdah, secrétaire général, et Joseph Abou Khalil, membre du bureau politique, exprime *« l'opposition à la manière dont le parti est dirigé aussi bien sur le plan politique qu'organisationnel »*, a affirmé à l'AFP M. Abou Khalil, également rédacteur en chef du quotidien *Al Aamal*, organe du parti.

Cette décision intervient à la suite de la publication, vendredi, de nouvelles nominations au sein du parti, décidées par son chef, M. Georges Saadé, et quatre jours après des accrochages limités entre des partisans de M. Gemayel et des miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL, de M. Samir Geagea). M. Saadé, proche des FL, a été élu en juin 1986 à la tête des Kataëb, sans l'accord de M. Amine Gemayel, fils de son fondateur Pierre Gemayel. Il a souligné à plusieurs reprises sa volonté de transformer les Kataëb en un parti « institutionnalisé » et de lui *« ôter son caractère familial »*. Les nominations qui ont touché toutes les sections du parti sont considérées par le courant proche de M. Amine Gemayel comme une mesure visant à renforcer la mainmise des FL sur le parti, a-t-on indiqué de source proche de ce courant.

Jeudi, un accrochage à l'arme automatique avait opposé, à Dékouané, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, des phalangistes partisans de M. Gemayel à des miliciens FL, selon cette milice, qui n'a pas fait état de victime. Depuis, des miliciens en armes ont été aperçus dans le Metn, au nord-est de Beyrouth, l'unique région chrétienne, où les partisans du chef de l'Etat, majoritaires, exerçaient jusque-là un contrôle incontesté.

Les partisans de M. Gemayel accusent le chef du parti de profiter de l'absence du chef de l'Etat, qui participe à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, pour faciliter le contrôle des Kataëb par les FL.

« En tout cas, nous ne leur avons pas vendu les mines »
(*International Herald Tribune* du 29 septembre.)

● **ISRAËL : un député de droite conseille de tuer les Arabes armés d'un couteau.** – L'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, M. Raphaël Eitan, a déclaré, le lundi 28 septembre, que la situation s'était détériorée sur le plan de la sécurité et a appelé les Israéliens à tuer tout Arabe brandissant un couteau, sans poser de questions. *« Si les juifs se sentent préoccupés, ce sentiment devrait être transféré sur les Arabes »*, a déclaré M. Eitan, actuellement député, membre du parti Tehiya (droite). *« Si vous attrapez un Arabe armé d'un couteau, où que ce soit, tuez-le. Tuez-le s'il a un couteau. »* M. Eitan, qui s'exprimait sur les ondes de la radio israélienne cinq jours après qu'un réserviste israélien eut été mortellement poignardé par un Arabe, a souligné que les Israéliens se sentaient moins en sécurité aujourd'hui que sous les Britanniques avant la création de l'Etat hébreu en 1948. – *(AP.)*

● **Légère augmentation de la population.** – La population d'Isaräl comptait au 20 septembre dernier 4 375 000 personnes – dont 3 590 000 juifs et 785 000 Arabes, vient d'annoncer le Bureau central des statistiques. Ce qui représente *une hausse de 1,4 % par rapport à* l'année dernière. Les chiffres publiés comprennent la population arabe de la partie orientale de Jérusalem ainsi que la population druze du Golan. Selon ces dernières statistiques, on compte également 12 000 nouveaux immigrants juifs arrivés entre septembre 1986 et septembre 1987. Soit 2 800 de plus que l'année précédente. – *(AFP)*.

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

Deux Français libérés de prison et expulsés

Stéphane Chocron et Philippe Le Comte, deux Français détenus en Centrafrique depuis onze mois, ont été libérés le lundi 28 septembre à Bangui et font l'objet d'une mesure d'expulsion, a-t-on appris de source officielle.

Les deux hommes, arrivés le 21 octobre 1986 à Bangui, deux jours après l'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa, avaient été placés sous mandat de dépôt. Inculpés d'*« atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat »* et d'avoir *« préparé le retour en force »* de l'ex-empereur, ils n'ont jamais comparu en justice. Le chef de l'Etat centrafricain, le général André Kolingba, a pris une mesure de grâce en leur faveur, accompagnée d'un ordre d'expulsion. Ils ont été remis lundi au consul général de France à Bangui, précise-t-on de source officielle.

Stéphane Chocron, ancien légionnaire de vingt et un ans, avait dû être hospitalisé en août dernier. Comme son camarade Philippe Le Comte, trente-six ans, il est originaire de Roubaix (nord de la France).

Le responsable des Constructions métalliques de l'Artois, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais), M. René Galland, qui, selon ses propres termes, avait *« mandaté »* Stéphane Chocron et Philippe Le Comte pour leur voyage à Bangui, a estimé que *« la presse n'aurait jamais dû s'occuper de cette affaire. Cela leur aurait évité tous les ennuis qu'ils ont connus »*. – *(AFP.)*

Fidji

Selon le chef des putschistes l'archipel est devenu « de facto » une république

Le chef des putschistes fidjiens, le colonel Sitiveni Rabuka, a fait, mardi 29 *septembre, un pas de plus vers la* rupture entre l'archipel et le Commonwealth en déclarant que son pays était devenu *de facto* une république, faute d'un compromis avec le représentant légal de la reine d'Angleterre, le gouverneur-général Ratu Sir Penaia Ganilau. C'est, a-t-il dit au cours de sa première conférence de presse depuis qu'il a repris le pouvoir le 25 septembre, la conséquence du refus du gouverneur d'entériner la putsch qui vise à garantir aux Fidjiens de souche la suprématie politique face à la majorité d'origine indienne.

Le colonel Rabuka a annoncé qu'une nouvelle constitution, républicaines, était en cours de rédaction, *et que les plus hauts magistrats du* pays, qu'il a rencontrés lundi, seraient remplacés pour s'être opposés à son action. *« Nous n'avons pas d'autre choix »*, a-t-il dit en déplorant les réactions négatives provoquées par son coupe d'État, le deuxième en cinq mois, chez les Australiens et les Néo-Zélandais, également membres du Commonwealth. A Wellington, le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russel Marshall, a déclaré lundi que son pays s'efforcerait de susciter une action du Commonwealth contre le putschiste fidjien lorsque les chefs des gouvernements de l'organisation se réuniront à Vancouver du 13 au 17 octobre.

Le colonel Rabuka a toutefois paru effectuer un geste de conciliation en faisant libérer lundi la quasi-totalité des personnalités qui avaient été arrêtées le 25 septembre, à l'exception de l'ancien premier ministre, M. Timoci Bavadra, et de trois de ses collaborateurs. Quelques deux cents personnes avaient été détenues.

Roumanie

Un Français d'origine roumaine retenu à Bucarest

Un Français d'origine roumaine, M. Michel Rosetti, cinquante-huit ans, est retenu en Roumanie depuis un mois pour avoir demandé à la douane l'autorisation de sortir du pays un document de famille appartenant *à un ami, nous signale son* frère.

M. Rosetti, qui réside en France depuis 1969 et a renoncé à la nationalité roumaine, s'était rendu en visite en Roumanie en août pour deux semaines. Le 29 août, avant de prendre l'avion du retour, il a demandé à la douane de l'aéroport s'il pouvait emporter, *à la demande d'un ami qui était présent*, un document de famille de cet ami. Il s'est aussitôt vu confisquer son passeport – qui lui a été rendu une semaine plus tard avec interdiction de quitter Bucarest – et a été inculpé de *« dissimulation et tentative de sortie illégale de document appartenant au patrimoine national »*.

M. Rosetti souffre d'une grave maladie qui lui impose un contrôle médical très strict à Paris. L'instruction de son procès pouvant durer plus d'un an, il pourrait éventuellement être autorisé à quitter la Roumanie mais seulement après versement d'une caution très lourde – en devises – correspondant au maximum de la peine encourue.

Sri-Lanka

Accord entre l'Inde et les Tigres tamouls

Colombo. – L'Inde et le principal groupe indépendantiste tamoul sont parvenus, lundi 28 septembre, à un accord qui attribue aux Tigres de l'Eelam un vote majoritaire au sein du conseil régional provisoire prévu dans le nord et l'est de Sri-Lanka. Cet accord lève l'obstacle majeur à l'application entière du traité de paix signé le 29 juillet par les autorités indiennes et sri-lankaises et devrait mettre un terme à l'opposition manifestée jusqu'ici par les Tigres à l'égard de ce traité.

Selon un communiqué officiel, les Tigres, qui réclamaient un rôle dominant au sein du conseil provisoire de douze membres, chargé d'administrer *les régions semi-autonomes du* nord et de l'est de l'île, ont accepté une offre de sept sièges. Les autres sièges reviendront à l'allié des Tigres, l'Organisation des étudiants révolutionnaires de l'Eelam, au Front de libération tamoul uni (modéré) et aux musulmans, à raison d'un siège par organisation, la communauté cinghalaise disposant de deux sièges.

Le communiqué a été rendu public à l'issue de pourparlers qui se sont déroulés lundi entre l'ambassadeur indien, M. Jyotindra Nath Dixit, et le chef des Tigres, M. Velupillai Prabhakaran, sur la péninsule de Jaffna, bastion tamoul situé à l'extrémité nord du pays. – *(Reuter.)*



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

M. Mitterrand à Strasbourg

Droits du Parlement, extension du référendum, pluralisme de l'information, vote des immigrés

M. François Mitterrand a prononcé, le lundi 28 septembre, au Palais de l'Europe à Strasbourg, le discours d'ouverture de la seconde conférence sur la démocratie parlementaire, organisée sous les auspices du Conseil de l'Europe. Cette conférence, qui rassemble plus de quatre cents parlementaires venant des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe et d'autres régions du monde (Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis), devait débattre pendant trois jours des moyens d'élargir dans les démocraties pluralistes la participation du citoyen à la vie publique et de l'éducation à la démocratie.

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

La démocratie n'est pas une évidence. M. François Mitterrand l'a rappelé à tous ceux qui pouvaient douter de l'utilité de convoquer une telle conférence sur ce thème : *« La démocratie parlementaire*, a-t-il dit, *nous était si familière, si évidente, du moins pour ceux de ma génération, qu'il a fallu le totalitarisme dans ses divers aspects, le fracas des armes, des morts par dizaines de millions et tant de peines et tant de drames, la souffrance du corps, les blessures de l'âme et la liberté prisonnière pour que nous en découvrions le sens, le prix et le besoin. »*

C'était une façon de rendre hommage aux travaux du Conseil de l'Europe en général *(« Un peu partout, dans nos pays, on devrait s'en inspirer davantage »*, dit le président de la République) et aux travaux de cette conférence en particulier dont le but n'était pas de redéfinir les principes de la démocratie parlementaire, mais de réfléchir aux périls qui la guettent et à ses adaptations nécessaires.

M. Mitterrand a insisté sur certains thèmes qui lui sont chers et qui, pour être de portée générale et faire l'objet d'ateliers de réflexion à Strasbourg, n'en ont pas moins une résonance particulière en France, où ils pourraient notamment nourrir une partie des débats dans la campagne présidentielle. Il s'agit des pouvoirs du parlementaire, de la fonction du référendum, de la participation des immigrés à la vie démocratique et de la liberté de l'information.

Le président de la République a longuement insisté sur l'équilibre des pouvoirs, à quoi, a-t-il précisé, il s'emploie en France en tant que gérant du bon fonctionnement des institutions : *« Un Parlement omnipotent, et c'est l'impuissance du pouvoir, donc la perte de l'autorité de l'Etat au-dedans comme au-dehors. La France en a fait l'expérience à la fin de la IIIe République et sous la IVe, et c'est la raison pour laquelle je n'avais pas voté la Constitution de 1946. Mais un Parlement faible encadré par des procédures trop strictes et un exécutif sous contrôle et voilà que s'affirme de nouveau la tentation toujours présente de contraindre les Assemblées, de leur arracher des décisions insuffisamment délibérées, de freiner leur velléité de contrôle, de méconnaître leur droit d'initiative, de peser sur la marche de leurs travaux. »*

Les « exclus » de la démocratie

En bref, il faut développer les capacités d'initiative du Parlement, restaurer sa fonction de contrôle quand elle s'étiole, et c'est là une idée déjà plusieurs fois énoncée par le président français, en particulier depuis mars 1986. *« Plus de transparence, plus de débats publics*, a-t-il dit encore. *C'est là une aspiration essentielle des citoyens qui veulent savoir comment ils sont représentés et gouvernés, qui ont besoin d'Assemblées qui veillent aux manquements de la loi, à la morale publique. »*

La démocratie parlementaire doit, en deuxième lieu, savoir s'adapter, c'est-à-dire organiser des transferts de pouvoirs, soit au plan international, soit vers l'échelon local. M. Mitterrand a évoqué à cette occasion l'Acte unique européen de 1985 comme *« un des moments décisifs »* qu'il a vécus, *« là où le destin se détermine »*, et rappelé la loi française de 1982 sur la décentralisation. Il a souhaité d'autre part pour la France, où le référendum reste un acte solennel à très fort engagement politique, exigeant pour être convoqué des conditions difficiles, *« qu'on puisse y recourir pour des problèmes de société »*.

C'est en évoquant les « exclus » de la démocratie que le président de la République a fait référence aux pays européens qui acceptent que les étrangers installés chez eux prennent part aux élections locales. *« Je suis*, a-t-il dit, *de ceux qui pensent que ce droit devrait être étendu »*.

Enfin, au chapitre de l'éducation pour la démocratie, M. Mitterrand a plaidé pour le pluralisme de l'information et ses propos, encore une fois, avaient une portée particulière pour la France, en raison de la polémique qui vient d'éclater au sujet de la CNCL. *« Il faut*, a-t-il dit, *que le pluralisme l'emporte sur le conformisme, sur le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent. Je suis de ceux qui pensent que le pluralisme est impossible sans une institution particulière capable d'échapper à ces deux pouvoirs. Nous avons besoin de définir la véritable séparation des pouvoirs. Le législatif et l'exécutif se connaissent et s'éprouvent depuis toujours. La séparation des pouvoirs dans le domaine de l'information est un droit nécessaire à construire. »*

CLAIRE TRÉAN.

« Il engrange... »

SUR la fin de son septennat, M. Mitterrand offre, à un rythme accéléré, un condensé de ses réflexions présidentielles. En un discours, lundi à Strasbourg, il a rassemblé un extrait de son message au Parlement du 8 avril 1986, la substance de son intervention du 18 mai à la Sorbonne et une partie de ses déclarations du 17 septembre à TF 1. C'est-à-dire, tour à tour, les droits du Parlement, la participation des immigrés aux élections locales, le pluralisme de l'information et le rôle de l'autorité chargée d'y veiller. Ce à quoi s'ajoute l'idée d'une extension aux problèmes de société du champ d'application du référendum, déjà avancée, à propos de l'école privée, en juillet 1984.

Le chef de l'Etat fait un lot d'une série de réflexions qui le distinguent du gouvernement et de la majorité. Il est en désaccord avec l'abus des procédures contraignantes destinées à forcer la main du pouvoir législatif, sujet sur lequel quelques-uns, à l'UDF, sont aussi sourcilleux. Il s'oppose au contrôle politique du gouvernement sur la CNCL, vilenie dont il accuse, à demi-mot, le premier ministre. Il propose un référendum élargi que la majorité a refusé en 1984. Il ajoute une idée — le droit de vote des immigrés — déjà contenue dans ses *« cent dix propositions »* de 1981 et qu'il n'a pas pu, ou pas voulu, mettre en œuvre.

Deux des thèmes traités (référendum et droits du Parlement), au moins, supposent une réforme de la Constitution, toujours souhaitée, jamais réalisée car il n'en voyait pas l'urgence ; *« les Français avaient la tête ailleurs »*, disait-il. Dans son entretien avec Jean Lacouture, publié par *l'Express* le 4 septembre dernier, M. Mitterrand avait affirmé qu'il *« faudra changer certaines dispositions »* de la Constitution *« pour mieux permettre à chacun des pouvoirs de s'exprimer, à l'autorité du président de la République de s'affirmer là où il faut, au gouvernement d'assurer sa fonction, au Parlement d'être autre chose qu'une chambre d'enregistrement »*. Bref, il avait exprimé la nécessité d'entreprendre une légère toilette des institutions, à la lumière de sept années d'expérience du pouvoir et, singulièrement, de la nouvelle pratique mise peu à peu en œuvre depuis le 16 mars 1986.

Ce disant, M. Mitterrand laisse entendre qu'il y a encore beaucoup à faire et que lui-même ferait beaucoup. *« Il engrange »*, comme dit M. Jacques Chaban-Delmas. Le président de l'Assemblée nationale, s'exprimant mardi 29 septembre à Antenne 2, traduit une analyse communément partagée lorsqu'il remarque que le chef de l'Etat, en attendant de faire connaître sa décision pour 1988, *« est obligé d'engranger le plus possible pour le cas où... »*.

J.-Y. L.

M. Raymond Barre en Savoie

« La cohabitation est un système bancal »

CHAMBÉRY
de notre correspondant régional

Pendant une journée savoyarde très chargée, on n'a certes pas vu fleurir des banderoles *« Barre président ! »*, mais la tonalité des interventions de l'ancien premier ministre — dont c'était le premier déplacement en France après sa « quasi-candidature » de Nice — ne laisse planer aucun doute sur sa détermination. Mieux même, son discours prononcé à Aix-les-Bains, dans la soirée de lundi 28 septembre, résume un futur programme présidentiel.

Au cours de cette intervention, suivie par les mille cinq cents sympathisants qui avaient pu prendre place à l'intérieur du Palais des congrès, M. Barre a pris prétexte d'un thème vaste, « les Français et la compétition mondiale », pour fixer quelques axes politiques. La géopolitique, objet de la première partie de son discours, lui a permis de situer la France dans un monde *« incertain » : « crise américaine » ; « incertitudes soviétiques »* — sur ce plan, le futur candidat a estimé qu'il ne fallait pas *« baisser notre garde et relâcher notre vigilance »* car le dialogue avec l'URSS n'est *« possible »* que si on est *« capable de résister à toute menace et à toute forme de chantage » ; « importance des marchés des pays en voie de développement » ;* place prépondérante de l'Europe occidentale qui *« émerge lentement »* d'une situation qui *« avait été longtemps préoccupante »*.

Dans cet environnement, a expliqué M. Barre, la *« recherche de la compétitivité »* nous est *« imposée »*. Et cette notion de compétitivité passe par des axiomes simples : institutions efficaces, renouveau de la famille française, formation des hommes, réforme *« profonde »* de la fiscalité, recherche de *« valeurs »*.

Autant de thèmes bien reçus par l'auditoire. Le candidat s'est taillé un beau succès de tribune en brocardant la cohabitation : *« Le pouvoir exécutif a deux têtes. L'un tire à hue, l'autre à dia. Le spectacle que nous observons se suffit à lui-même (...). Il faut quelques leçons de choses aux Français pour qu'ils comprennent. Mais ils sont aujourd'hui 60 % à dire qu'il faut revenir au bon vieux temps. »*

Sur ce même thème, peu avant, au cours d'une réunion restreinte avec des socio-professionnels, à Saint-Jean-de-Maurienne, M. Barre avait estimé que la preuve est faite que le système est *« claudiquant, pour ne pas dire bancale »*.

Un climat d'union

Quelques réflexions sur la formation de l'école ont pu apparaître comme une première réponse à M. François Léotard, dont on sait depuis son « Heure de vérité » qu'il souhaite avoir des précisions sur ce point de la part des chefs de file de la majorité. *« Nous devons en finir avec un système d'enseignement qui se caractérise par la centralisation et l'uniformité. La centralisation n'est pas autre chose*, a dit l'ancien premier ministre, *que le contrôle de l'enseignement par un syndicat. »* Puis, il a fait l'éloge de l'apprentissage au sein des entreprises pour que les jeunes *« puissent acquérir sur le terrain, la formation dont ils ont besoin »*.

Le futur prétendant à l'Elysée a évoqué, toujours dans son discours d'Aix-les-Bains, la nécessité d'une réforme profonde de la fiscalité.

Tout au long de sa journée savoyarde, M. Barre s'est gardé de toute attaque frontale contre les positions du RPR. Mais, au cours d'un déjeuner à Albertville, il a exprimé quelques *« nuances »* par rapport, notamment à la politique défendue par M. Philippe Séguin : *« Les investissements sont indispensables dans une politique de l'offre. Le traitement social du chômage ne suffira pas. Il coûte très cher et n'aboutit pas à la création d'emplois. »* M. Barre a également souhaité que l'on aille plus loin dans la voie des *« bonnes mesures »* prises depuis 1986 en faveur de la baisse de l'impôt sur les sociétés : *« Les entreprises individuelles n'en bénéficient pas, et cela ne touche pas les sociétés qui ne font pas de bénéfices et qui auraient pourtant besoin d'investir. »* L'ancien premier ministre a néanmoins tenu à affirmer qu'il n'était pas un *« maniaque de l'investissement »*.

Ces nuances ne devaient pas dissiper l'atmosphère très unitaire d'un voyage qui avait débuté sous des auspices très favorables quant à la cohésion majoritaire. C'est le député RPR de la Savoie, M. Michel Barnier, président du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville, qui a joué les hôtes exemplaires dans le département dont il préside l'assemblée. M. Barre a paru aussi sensible à la qualité de l'accueil qui lui a été réservé qu'à la beauté des sites olympiques qu'il a pu survoler en hélicoptère. Il est vrai que M. Barnier — qui s'affirme *« gaulliste engagé derrière Jacques Chirac »* — est considéré, par certains membres de l'entourage de M. Barre, comme un *« RPR à visage humain »*...

Pendant ce lundi savoyard, l'heure était bel et bien à la cohésion des deux principales familles de la droite française... *« Que l'opposition s'occupe de ses divisions, nous nous occuperons de notre vocation pour l'unité »*, a-t-il dit, avant d'affirmer que le thème de la division de la majorité est un « piège » monté par l'opposition.

CLAUDE RÉGENT.

La direction du PCF pousse la CGT à durcir ses actions

(Suite de la première page.)

Le premier intervenant, M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, met en évidence la cohérence, selon lui, entre la journée revendicative cégétiste du 1er octobre et la primauté, donnée par le PCF, au mouvement populaire. Il laisse entendre que la confédération de Montreuil enregistrera un recul aux prochaines élections prud'homales en soulignant qu'il y a *« deux millions d'inscrits en moins* [par rapport à 1982] *dont un million deux cent mille dans l'industrie »*.

M. Warcholak, selon un permanent de la CGT, aurait évalué l'hypothétique baisse de sa central à 2,5 points à l'occasion de cette consultation (36,8 % en 1982). M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse, note un *« éveil politique »* de la jeunesse, qui, selon lui, *« peut réagir à notre démarche »*, car elle est *« un peu débarrassée des grandes espérances et des désillusions »*. Chargé des jeunes au « CC », il indique qe trois numéros de *l'Huma 15-25* seront publiés d'ici à l'élection présidentielle ; ils viendront compléter les deux numéros déjà sortis.

M. Henri Martin, qui cite abondamment *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche*, souligne l'intérêt du *« porte-à-porte »* militant, et Mme Thérèse Hirszberg, responsable des fonctionnaires CGT, fait part de son expérience au sein de l'association des parents d'élèves dont elle est membre. Enfin, M. Charles Caressa (Alpes-Maritimes), clôs la matinée en expliquant que, auparavant, au vingt-cinquième congrès, le parti n'était pas mûr pour aborder certaines questions sur *« l'union et le rassemblement »*, mais que aujourd'hui, *« on peut aller plus loin »*. Il indique, par ailleurs, que l'élection présidentielle permettra de mesurer le degré de mobilisation, c'est-à-dire, selon un participant, *« le niveau de compréhension de notre nouvelle stratégie »*. Sans plus.

Placée sous la présidence de Mme Jackie Hoffmann, député, la séance de l'après-midi s'engage immédiatement, avec une intervention de M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, sur les dix *« otages de Renault-Billancourt »*, militants cégétistes, et communistes pour neuf d'entre eux, licenciés et poursuivis en justice par la direction de la Régie. Selon lui, il s'agit d'une *« affaire très importante »*. Suivent une série d'interventions, qualifiées de *« très homogènes »*, par un participant et qui *« portaient au pinacle la méthode SKF »*, selon un autre (1). Pour un membre du comité central, toutes ces interventions (MM. Marchais, Gayssot, Duteil, Fournier, Mons, Marchand, Obadia...) avaient une *« double dimension »*. D'une part, *« la direction cogne à tour de bras, mais on n'arrive pas à mobiliser*, dit ce dirigeant. *On essaie donc une autre méthode : avoir des martyrs pour susciter la solidarité »*. D'autre part, poursuit-il, *« à travers Billancourt, c'est toute l'orientation de la CGT qui est visée »*.

La lutte des classes « aseptisée »

Ainsi M. Claude Billard, membre du bureau politique chargé des entreprises, a déclaré à propos de cette affaire : *« Ce qui est visé* [par la direction], *ce n'est pas n'importe quel syndicalisme de classe, c'est celui qui affronte les difficultés. »* M. Nicolas Marchand (Val-de-Marne) a dénoncé *« la conception aseptisée de la lutte de classe »*. M. François Duteil, responsable de la fédération de l'énergie, a fait la distinction entre *« action de masse et action militante »* et montrant sa préférence pour la seconde, dans la période actuelle, il a demandé : *« A-t-on la volonté politique d'aller jusqu'au bout de notre démarche. »*

Alors que M. Michel Duffour, secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine, dénonçait l'*« offensive de la direction »* de Renault à Billancourt, mettant en cause un cadre dirigeant venu de Fiat et surnommé le *« boucher de Turin »*, en raison des licenciements qu'il y a effectués, M. Marchais est intervenu pour déclarer : *« Et comme le PCI, en son temps, n'a pas fait face à ses responsabilités, il l'a payé. »* Devant ce qu'un dirigeant appelle *« la volonté de mettre la CGT au diapason »*, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la centrale a eu, semble-t-il, une attitude *« très souple »*, selon plusieurs participants. Il a indiqué que l'« affaire de Billancourt » *« ne peut se gagner qu'avec le concours de l'opinion publique »*.

A l'évidence, des réticences quant à la stratégie de l'équipe de M. Marchais sur l'affaire de Billancourt se font jour à l'intérieur de la CGT dont une partie des dirigeants, sinon le premier, ne veulent pas recommencer « le coup » de l'action commando type SKF. A cet égard, le compte-rendu succint, mais éclairant, de *l'Humanité* du 29 septembre, sur cette partie de la discussion, laisse peu de place au doute. Faudrait-il, pour achever de s'en convaincre, constater que, depuis plusieurs mois, le secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, le premier concerné, M. André Sainjon, est resté — et continue de rester — étrangement muet.

Le « gauchissement » du président

En clôture des débats, et sans que M. André Lajoinie soit intervenu de la journée, M. Marchais a fait ce que l'on peut appeler *« quelques ajustements »* sur la campagne présidentielle. Il s'est félicité du *« gauchissement »* du discours du président de la République et du PS en remarquant toutefois que le *« contenu de classe est évacué »*. Selon le secrétaire général, cette démarche n'est qu'électorale et c'est, en tout cas, *« une version aseptisée de l'identité de gauche qui s'inspire plus de la tolérance que des valeurs progressistes transformatrices. » « Ce discours*, a-t-il poursuivi, *n'est situé à gauche que par contraste avec le discours extrémiste de la droite. »* Ainsi qu'il l'avait déjà évoqué à plusieurs reprises, M. Marchais a souligné que *« sur toutes les questions essentielles, les choix de classe sont communs au RPR, à l'UDF et au PS »*.

Enfin, le numéro un du PCF, qui a donné l'impression à un dirigeant du parti d'être *« revenu sept ans en arrière »*, sous-entendu à la campagne présidentielle de M. Marchais, a affirmé que le vote communiste ne sera pas un vote de témoignage : *« Si le PC pèse plus lourd*, a-t-il dit, *les conséquences de l'élection présidentielle et son résultat lui-même pourront être conformes aux intérêts populaires et nationaux. »* Le rapport Blottin a été adopté à l'unanimité moins l'abstention de M. Félix Damette.

M. Lajoinie effectuera, au cours de sa campagne, une visite dans toutes les régions à partir de janvier. Les cinq dernières semaines de sa campagne seront consacrées à un tour de France, en compagnie de M. Marchais.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Dans la matinée du 5 juin 1985, un commando de la CGT avait investi, par la force, l'usine de la société suédoise de roulements à billes SKF, à Ivry (Val-de-Marne), vidée de ses machines et gardée par la police depuis le 28 mai précédent. Il en avait été délogé par les CRS, quelques heures plus tard. Les heurts entre les forces de l'ordre et la CGT avaient fait trente-huit blessés et soixante-huit manifestants avaient été interpellés, dont un seul salarié de SKF. A l'occasion de cette opération, des dissensions étaient apparues dans la direction de la CGT. Le PCF avait comparé M. Pierre Joxe, ministre socialiste de l'intérieur, à Jules Moch.

Un adjoint au maire de Sedan démissionne du PCF

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
de notre correspondant

M. Jean-Paul Rigo, président du groupe communiste au conseil municipal de Sedan, adjoint chargé des sports du maire socialiste, M. Claude Démoulin, a quitté le Parti communiste.

Militant communiste le plus présent sur la scène politique sedanaise, entré en 1975 au PCF, il fut secrétaire de la section pendant cinq ans, de 1978 à 1983, et membre du comité fédéral pendant six ans, de 1979 à 1985. Militant de la CGT, qu'il quitta en 1983 à cause de *« divergences »*, il avait été, en tant que représentant des salariés, président de la section du commerce au conseil des prud'hommes pendant sept ans.

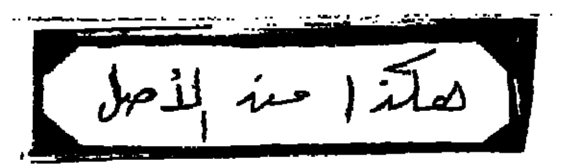
M. Rigo justifie sa démission du PCF par des raisons strictement politiques. *« Il n'est plus possible d'avoir un débat à l'intérieur du parti*, commente-t-il. *Mais c'est surtout la désignation d'André Lajoinie comme candidat du PC à la présidentielle qui a fait office de détonateur. »* Refusant cependant de se classer parmi les « rénovateurs », Jean-Paul Rigo se déclare *« plus proche de l'individu Juquin que des thèses qu'il défend »*.

Il est le second élu communiste ardennais à exprimer publiquement son désaccord avec la ligne du parti. Au printemps dernier, M. Maurice Minitte, adjoint aux transports de la municipalité d'union de la gauche de Charleville-Mézières, se réclamant clairement de la position de M. Pierre Juquin, avait appelé à un congrès extraordinaire.

Mais M. Minitte a choisi, lui, de demeurer membre du Parti communiste. Localement, la démission de M. Rigo risque d'ouvrir une crise au sein de la municipalité, qui est composée de 17 socialistes, 10 communistes et 8 conseillers d'opposition. M. Rigo, en effet, n'entend pas démissionner de ses fonctions d'adjoint. Néanmoins, le groupe communiste semble avoir adopté une attitude conciliante à son égard, en ne demandant pas à M. Démoulin de lui retirer ses délégations.

JEAN DRUART.





هكذا من الأصل

ALCATEL

CIT

"Alcatel E10 fait du RNIS une réalité."

Les Télécommunications Françaises annoncent le réseau RENAN, première ouverture commerciale du Réseau Numérique à Intégration de Services en France.

Alcatel E10 constitue la pièce maîtresse du RNIS en France, et 57 pays dans le monde ont choisi le système de commutation numérique Alcatel E10. 18 000 000 d'abonnés sont raccordés à ce système.



Politique

Le remaniement technique du gouvernement

● M. Santini promu ministre délégué chargé de la communication

● M. Cabana prend en charge les dossiers des rapatriés

M. André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), secrétaire général du Parti social-démocrate (PSD, composante de l'UDF), qui occupait depuis le 20 mars 1986 les fonctions de secrétaire d'Etat aux rapatriés, a été promu, le lundi 28 septembre, ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication.

C'est M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la réforme administrative depuis le 19 août 1986, qui prendra également en charge, désormais, en plus de ses fonctions présentes, les dossiers des rapatriés.

Ce remaniement technique du gouvernement était attendu depuis la démission du gouvernement, le 23 juin, de M. Philippe de Villiers, alors secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, élu ensuite député UDF de la Vendée.

Il s'agit du quatrième réaménagement du gouvernement de M. Jacques Chirac depuis sa formation.

M. François Mitterrand s'est finalement montré bon prince en acceptant la promotion de M. Santini au rang de ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication. Le président de la République avait fait savoir en privé, au cours de l'été 1986, qu'il s'opposerait, le cas échéant, à tout avancement en faveur du secrétaire d'Etat aux rapatriés depuis sa mauvaise querelle avec son prédécesseur, M. Antoine Courrière, sénateur socialiste de l'Aude, à propos de la gestion de l'ONASEC (Office national à l'action sociale, éducative et culturelle, aujourd'hui dissous).

Deux mois après sa nomination, M. Santini s'était livré, en effet, à partir d'un rapport de l'Inspection générale de l'administration sur les anomalies constatées dans le fonctionnement de cet organisme, à un amalgame douteux avec l'affaire du Carrefour du développement en mettant en cause, sans preuves, plusieurs dirigeants socialistes. Cette polémique avait donné lieu à un spectaculaire pugilat radiophonique entre M. Courrière et M. Santini, le 3 juillet 1986, sur Europe 1 et sur fond de procès.

Quelque temps après, M. Mitterrand avait ostensiblement rendu hommage à M. Courrière, et M. Santini lui-même avait présenté ses excuses à son prédécesseur, à la tribune du Sénat, en affirmant qu'il n'avait jamais voulu mettre en cause son « *honnêteté* ».

Cela faisait quatre mois que M. Santini pressait M. Chirac d'accorder au PSD un portefeuille de ministre, au nom du renforcement de la majorité. Depuis la formation du gouvernement le PSD s'estimait sous-représenté dans l'équipe de M. Chirac par rapport à la place faite aux autres composantes de l'UDF.

En outre, après la promulgation de la nouvelle loi d'indemnisation des rapatriés, M. Santini avait considéré que sa tâche était terminée. Il avait même ajouté qu'il n'était plus nécessaire de conserver un secrétariat d'Etat spécifique, mais les associations pieds-noirs s'étaient aussitôt opposées à une telle suppression. En leur nom, le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Roseau, se déclarait, lundi, « *déçu* » du départ de M. Santini qui « *laissera*, soulignait-il, *le souvenir d'un homme qui avait su non seulement comprendre les problèmes matériels des rapatriés mais aussi saisir toute la dimension humaine et morale de cette communauté en lui apportant ce dont elle avait le plus manqué depuis vingt-cinq ans : la considération de la nation* ».

Le vote de la nouvelle loi d'indemnisation restera la principale des mesures à porter au crédit de l'action conduite, depuis mars 1986, par M. Santini, dont l'obstination a eu raison, grâce à l'appui personnel de M. Chirac, des réticences du ministère de l'économie et des finances. Il n'en demeure pas moins que M. Santini fait à M. cabana un cadeau empoisonné, l'application de cette loi s'annonçant très aléatoire puisqu'elle est renvoyée, pour l'essentiel, au lendemain de l'élection présidentielle...

A. R.

Les convents maçonniques

La Grande Loge de France s'impose une ambitieuse réforme

M. Jean Verdun, cinquante-six ans, vient d'être réélu, pour la troisième année consécutive, grand maître de la Grande Loge de France, qui constitue, avec dix-huit mille membres répartis en quatre cent vingt loges, la deuxième obédience maçonnique française, par ses effectifs, derrière le Grand Orient de France (*le Monde* du 9 septembre).

Par la même occasion, la Grande Loge de France (GLF) a adopté, sur proposition de M. Verdun, un important plan de réformes administratives qui vont modifier sensiblement son mode de fonctionnement.

Plus de trente articles de la constitution et des règlements généraux, qui dataient de 1962, à l'époque où la Grande Loge ne regroupait que quelque six mille membres, ont ainsi été modifiés. L'obédience va se mettre notamment à l'heure de la régionalisation. Dans les régions où ils sont nombreux, par exemple l'Alsace, la Bretagne, la Normandie, les frères maçons pourront se réunir plus souvent entre eux. Il en résultera une nouvelle répartition régionale des trente-trois conseillers fédéraux qui dirigent l'obédience.

Afin d'accentuer son travail pour la défense des valeurs maçonniques la Grande Loge va également créer une commission des droits de l'homme composée essentiellement de juristes et de journalistes. Elle va aussi informatiser ses services et développer ses moyens de communication dans le cadre de locaux mieux adaptés à son expansion, l'immeuble de la rue de Puteaux, à Paris, étant devenu trop exigu.

Toutefois cet *aggiornamento* demeurera circonscrit au domaine administratif, car la Grande loge de France n'en reste pas moins fidèle aux rites traditionnels. Si les membres de l'obédience ne se réuniront plus, par souci d'économies, que deux fois par an en tenue de grande loge – au lieu de trois, – les convents, en revanche, auront lieu en juin, à l'occasion du solstice d'été, et non plus en septembre. Il s'agit là d'un retour aux sources, puisque c'est le jour de l'été que fut élu en 1717 le premier grand maître de la Grande loge de Londres, haut lieu de la tradition spiritualiste que perpétue la Grande Loge de France.

M. Verdun n'a de cesse de répéter que « *la franc-maçonnerie doit rester un ordre initiatique* », reprochant toujours au Grand Orient de France ses interventions dans les affaires temporelles, voire politiques. C'est dans cet esprit que le grand maître de la GLF a proposé aux autres obédiences françaises un projet de déclaration commune qui soulignerait à la fois les points de convergence entre les diverses familles maçonniques et leurs différences de sensibilité. Mais c'est à partir des mêmes convictions que M. Verdun entend tenir son obédience à l'écart de la prochaine compétition présidentielle : « *Je pèserai de tout mon poids*, dit-il, *pour que la Grande Loge ne s'engage pas dans cette campagne, mais également pour qu'aucune loge ne le fasse. Il faut laisser jouer le jeu démocratique et respecter celui qui sera élu.* »

S.T.

● A la Grande Loge féminine de France. – Mme Pauline Salmona, soixante-huit ans, a été réélue grande maîtresse de la Grande Loge féminine, dimanche 20 septembre, par les deux cent soixante-cinq « députés » du convent de cette obédience maçonnique exclusivement ouverte aux femmes et qui compte six mille adhérentes réparties en cent soixante-trois loges.

Le Droit humain travaille à l'avènement d'une société « multi-culturelle »

La Fédération française de l'ordre maçonnique mixte international le Droit humain a reconduit M. Claude Grenier, quarante-trois ans, à la présidence de son conseil national.

Troisième obédience française par ordre d'importance numérique (dix mille membres répartis dans trois cents ateliers), elle a consacré l'essentiel de ses travaux, à l'occasion de son convent annuel, aux moyens de réagir à la montée des thèses xénophobes et racistes véhiculées par l'extrême droite.

« *Comment préparer cette société multi-ethnique et multi-culturelle de demain où chacun pourrait vivre sa différence au sein d'une même nation ?* » Telle était la question soumise, cette année, au jugement des ateliers. La synthèse de ces réflexions a conduit le Droit humain à formuler trois propositions : le développement du bilinguisme dans les services administratifs ; l'adaptation de la scolarisation à la langue originelle des enfants ; la participation des immigrés aux élections locales.

Cette obédience suggère notamment de doter les services administratifs d'interprètes pour aider les immigrés à surmonter leurs difficultés quotidiennes dans leurs rapports avec l'Etat. Elle préconise d'assurer une assistance scolaire particulière aux enfants de six mois à deux ans dans les zones à forte concentration d'immigrés. Cette assistance serait limitée dans le temps afin de ne pas créer de classes-ghettos. Quant à la participation des immigrés aux élections locales, elle ne constituerait que la reconnaissance publique de leur participation à la vie du pays.

« *Pour éviter l'éclatement de la société française, il faut permettre une intégration économique des populations immigrées tout en admettant les différences culturelles* », souligne le Droit humain, en rappelant toutefois, son attachement à la laïcité et son refus de toute forme d'extrémisme.

Des immigrés au conseil municipal d'Amiens

AMIENS
de notre correspondant

La ville d'Amiens, dont le maire, M. René Lamps (PCF), est la première ville de plus de cent mille habitants à décider que les immigrés auront des élus au conseil municipal. Le projet a été adopté par trente-six voix (PC et PS) contre douze et une abstention. Quatre représentants des neuf mille étrangers habitant la commune – dont six mille ont plus de dix-huit ans – seront élus le 19 décembre. Toutes les communautés voteront ensemble, mais les quatre élus seront de nationalité différente afin que les plus nombreux, Marocains et Portugais, n'emportent pas les quatre sièges. Ils ne pourront pas voter lors des séances de conseil, ce qui ne serait pas légal, mais ils auront un rôle consultatif.

Le porte-parole de la droite, M. Jean-Claude Broutin, UDF, a estimé, après avoir énuméré les avantages indéniables du projet, qu'une représentation des étrangers à l'assemblée municipale pouvait avoir l'effet contraire à celui recherché, c'est-à-dire provoquer chez les Amiennois un réflexe de xénophobie. C'est pourquoi l'opposition municipale a voté contre le texte. M. Broutin a accusé la gauche, ce faisant, de préparer une réforme de la Constitution légalisant le vote des étrangers.

M. C.

Nouvelle-Calédonie

Les « loyalistes » présenteront à M. Pons un projet de statut « clés en main »

NOUMÉA
de notre correspondant

A l'approche de la visite que doit effectuer le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, en Nouvelle-Calédonie, à partir du 2 octobre, l'impasse est toujours totale sur le territoire. Les résultats du référendum, suivis de l'appel au dialogue lancé par le premier ministre, M. Jacques Chirac, n'ont pas provoqué pour le moment le « déclic » propre à créer les conditions d'un compromis. M. Pons, dont la mission est de donner le coup d'envoi des consultations sur le futur statut d'autonomie, découvrira la même situation bloquée qu'il avait connue il y a neuf mois, au moment où avaient avorté les négociations sur le référendum. Le FLNKS refuse toujours de discuter avec un ministre considéré comme « *le porte-parole de la droite locale* » et l'abandonne au dialogue avec son interlocuteur privilégié, le RPCR anti-indépendantiste.

Le ministre des DOM-TOM trouvera, en effet, des interlocuteurs anti-indépendantistes dont les propositions sur le futur statut sont quasiment bouclées. Un séminaire du RPCR s'est réuni vendredi 25 septembre, au Mont-Dore (banlieue de Nouméa) afin d'affiner le dispositif institutionnel « clés en main » que soumettra à M. Pons le député RPCR, M. Jacques Lafleur, chef de file du mouvement « loyaliste ». Ce dernier a précisé que la réflexion du RPCR avait été guidée par « *le désir de faire participer tous les Calédoniens, à l'exception de ceux qui se conduisent comme des extrémistes* ». M. Lafleur s'est également déclaré opposé à toute « *autonomie trop grande* » qui mettrait « *en cause la souveraineté de l'Etat* » et favorisait « *des groupes politiques qui abusent du pouvoir qu'ils ont* ». Cela conduirait, selon lui, « *à une espèce d'indépendance camouflée en autonomie* ». Le député s'est vigoureusement démarqué de certains « *extrémistes* » de son propre camp, partisans, à mots couverts, d'une « *indépendance de type rhodésien* » qui constitue, selon M. Lafleur « *un autre racisme* », symétrique, à ses yeux, du « *racisme du FLNKS* ».

F. B.

PROPOS ET DÉBATS

M. Pierre Joxe : le mépris

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, repart à l'attaque contre les privatisations. Il estime que le programme des prochains mois dans ce domaine, annoncé jeudi par M. Edouard Balladur, prouve la volonté du gouvernement d'« *accélérer la vente de grandes entreprises nationales à des intérêts privés soigneusement choisis par ses amis* ». M. Joxe estime que le premier ministre s'empresse de « *vendre les biens de la nation, à n'importe quel prix, à n'importe quel moment* ». A propos de la privatisation prochaine de l'Union des assurances de Paris (UAP), le député de Saône-et-Loire affirme que le président de cette compagnie d'assurances, M. Jean Dromer, est « *une fois encore proche du RPR* ». M. Balladur « *se lance dans une nouvelle fuite en avant (...) au mépris des assurés qui s'inquiètent du maintien de leur épargne* ».

M. Queyranne : les noyaux sûrs

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a expliqué, le lundi 28 septembre, que, dans les entreprises privatisées, « *les noyaux durs de M. Balladur sont les noyaux sûrs du RPR* ». Un Livre noir du PS sur « *la politique frénétique* » des privatisations devrait être publié courant novembre. Le gouvernement pratique, en guise de « *capitalisme populaire* », un « *affairisme politique et un capitalisme clos* », a déclaré M. Queyranne avant de critiquer à nouveau « *la méthode Balladur de choix des actionnaires qui s'est faite de façon totalement discrétionnaire* ».

M. Jacques Barrot : le piège

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a affirmé, le lundi 28 septembre, que les barristes n'ont pas l'intention de tomber dans le piège tendu par les socialistes et qui consiste à jouer « *la boule barriste pour taper sur la boule Chirac* ». Invité de « Face au public » sur France-Inter, le député de Haute-Loire a indiqué que ses amis feraient entendre, au cours de la campagne, leur « *différence* » sans pour autant attaquer leur partenaire du RPR. Il a précisé que la campagne de M. Raymond Barre sera « *essentiellement tournée vers les chômeurs* ».

M. André Giraud : le pari couplé

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a défini, le lundi 28 septembre au Mesnil-le-Roi (Yvelines), les cinq orientations de la campagne de la majorité pour l'élection présidentielle : « *Première règle d'or, ne pas se désunir* » ; deuxièmement : « *Jouons impérativement le pari couplé. Il faut que dans les mois qui viennent, chaque Français, de la majorité comme de l'opposition, ait deux noms en tête : personnellement, mon pari couplé c'est Chirac-Barre* » ; troisièmement : il faut « *dénoncer les actes de l'arbitre chaque fois que celui-ci montre son maillot rose* » ; ensuite, « *il ne faut plus hésiter (...) à rappeler les erreurs d'en face* » ; enfin, il ne faut pas « *tomber dans des querelles de détails* ».

M. Stirbois : solidarité

M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, a affirmé, le lundi 28 septembre, que « *toutes les fédérations départementales, tous les élus municipaux, tous les élus régionaux, tous les députés, tous les responsables de section du Front national, viennent d'affirmer leur totale solidarité à Jean-Marie Le Pen, victime des pires calomnies* ». Le député des Hauts-de-Seine accuse « *la classe politicienne – inquiète pour ses privilèges – de véhiculer ces calomnies* ».

● Connaître les acteurs de la vie politique et administrative dans les départements et les régions. – La décentralisation a accru les pouvoirs des élus et des administrateurs régionaux et locaux. Pour savoir qui fait quoi, qui est qui, et comment les contacter, la Compagnie européenne d'édition et de publications périodiques publie *l'Exécutif des départements et des régions*. Cet annuaire répertorie par département et par région, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, l'attribution et l'étiquette politique de tous les conseillers généraux et régionaux. Il indique les noms des commissaires et commissaires adjoints de la République, ainsi que les coordonnées des différentes directions régionales et départementales. Il dresse enfin l'inventaire des principaux organismes consulaires, économiques, financiers et professionnels qui interviennent dans les régions et les départements.

* Pour tous renseignements : CEEPP, 120, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Prix de lancement : 920 F, 540 p.

Publication judiciaire

Un jugement de la 3e Ch. du T.G.I. de Paris du 8-4-1987 a condamné la SARL Arcades du Louvre pour contrefaçon des marques CESAR et CAESAR appartenant à la Sté GIOLE, à 3 000 F. de D.I. et à la radiation de l'INPI des deux marques. Me Patrick BRUNOT, avocat à la Cour.

Un nouveau projet de M. Chalandon

Le juge d'instruction dépossédé du pouvoir de mise en détention

Au cours de l'émission « Médiations » diffusée, lundi 28 *septembre, sur TF 1, le garde* des sceaux, M. Albin Chalandon, a exposé les grandes lignes du projet de réforme de l'instruction qu'il se propose de soumettre au Parlement au cours de la session d'automne.

Le ministre de la justice envisage de retirer aux juges d'instruction *la décision initiale de* placer un prévenu sous mandat de dépôt. Cette responsabilité reviendrait à un tribunal composé de trois magistrats parmi lesquels ne figurerait pas le juge d'instruction. M. Chalandon souhaite aussi renforcer le contrôle exercé par les chambres d'accusation sur les magistrats instructeurs. Il estime, d'autre part, qu'il n'est pas bon de confier *« à des gens qui sortent pratiquement de l'école »* les fonctions de juge d'instruction.

M. Albin Chalandon se serait sans doute bien passé du cadeau empoisonné laissé par M. Robert Badinter : la très délicate réforme de l'instruction. Votée en un temps record à l'automne 1985, cette réforme dite aussi « réforme Lambert », tant les bévues du « petit juge » d'Epinal en avaient accéléré le mouvement, ne devait entrer en application qu'au 1er mars 1988.

Fondée sur la collégialité, cette refonte de l'ensemble de l'instruction nécessitait l'emploi de 150 magistrats et de 100 greffiers supplémentaires. Ces postes n'étant pas créés, M. Chalandon devait soit proroger la loi de son prédécesseur – ce qui politiquement était improbable, – soit mettre au point *une réforme moins ambitieuse*, en ce qui concerne tout au moins les effectifs des juges. Si M. Badinter souhaitait *« mettre fin à la solitude du juge d'instruction »*, M. Chalandon, lui, ne s'est jamais caché de vouloir limiter le pouvoir *« parfois exorbitant »* de celui-ci.

Dans un premier temps, il avait envisagé, sous la pression de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), fort bien représentée à son cabinet, de supprimer le débat contradictoire (le juge d'instruction étant tenu, avant d'incarcérer, d'entendre l'avocat et un représentant du parquet), rendu obligatoire par la loi sur la détention provisoire de 1984. Il aurait créé un *« référé de la liberté »* permettant à tout prévenu incarcéré de faire appel dans les vingt-quatre heures de la décision de placement sous mandat de dépôt devant trois magistrats du tribunal de grande instance (*le Monde* du 5 mars).

Enfin, le président du tribunal, dès l'ouverture de l'information, ou au cours de celle-ci, aurait pu instituer une instruction collégiale, le premier juge désigné gardant la maîtrise de son dossier.

Les grandes lignes du projet que s'apprête à déposer M. Chalandon diffèrent nettement de ce premier texte. En effet, si le garde des sceaux souhaite, en priorité, diminuer le nombre de détentions provisoires, il semble ne plus s'intéresser à la collégialité qu'en ce qui concerne le mandat de dépôt, dont le juge d'instruction serait entièrement dépossédé : *« Je souhaite une séparation entre le pouvoir d'instruire et le pouvoir de mettre en détention. C'est une révolution : je ne me dissimule pas le choc que cela produira dans nos institutions judiciaires »*, a-t-il précisé.

Méfiance

Deuxième volet de la réforme : l'instruction elle-même. On ne parle plus, ici, de la trop fameuse « solitude » du juge d'instruction mais seulement de sa lenteur. Les magistrats apprécieront.

La chancellerie ayant dû revoir à la baisse le plan de modernisation de la justice, mis à mal par l'effort particulier porté sur les nouvelles prisons, ce serait une modification de la procédure qui, espère-t-on, permettrait d'accélérer le fonctionnement de la justice par un renforcement du pouvoir des chambres d'accusation, qui exerceraient *« un contrôle strict sur les juges d'instruction »*.

Enfin, les fonctions du juge d'instruction pourraient ne plus être confiées à des magistrats *« tout juste sortis »* de l'Ecole nationale de la magistrature. *« Il faut qu'ils commencent un peu à faire leurs preuves dans l'institution avant d'être nommés »*, estime le garde des sceaux.

Bien loin du texte de M. Badinter, dont M. Chalandon affirme pourtant qu'il *« accède parfaitement à* [son] *esprit »*, ce projet suscite déjà et suscitera de vives réactions, d'autant que les organisations syndicales se plaignent amèrement d'une « panne » dans la concertation amorcée au printemps. Le Syndicat de la magistrature a déjà fait connaître son hostilité. Il n'est pas sûr que les amis politiques de M. Chalandon – pour des raisons différentes – fassent preuve d'enthousiasme devant cette réforme qui semblera à beaucoup plus inspirée par une méfiance à l'égard des juges d'instruction que par le souci de leur faciliter la tâche.

M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure et ancien juge d'instruction, n'a-t-il pas frémi, au cours du débat qui a précédé l'intervention du garde des sceaux à TF 1, à l'idée que ce ne soit plus *« un homme seul »* face à sa conscience et à son dossier qui décide d'envoyer un inculpé en prison ? *A fortiori*, si le juge d'instruction n'est même plus présent dans la formation collégiale, qui décidera à sa place ?...

AGATHE LOGEART.

Les réactions : de la réserve à l'hostilité

● Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature, M. Jean-Pierre Deschamps : Nous sommes contre.

« Dans la mesure, a déclaré M. Deschamps, *où il s'agit d'établir une collégialité pour la mise en détention ou la mise en liberté nous serions d'accord. Mais nous sommes contre cette collégialité-là, puisqu'il n'y a plus de juge d'instruction, plus de spécialiste. C'est dire qu'effectivement cette collégialité ne remplit pas les conditions de compétence, de connaissance d'une affaire, nécessaires pour ce genre de chose. »*

● L'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) : Réserves.

L'AFMI estime *« que cette conception du juge d'instruction réduit à un juge enquêteur méconnaît l'imbrication étroite entre les problèmes de détention et les problèmes de déroulement de l'information et laisse craindre une perte d'efficacité dans la conduite de l'instruction »*. L'Association juge en outre que *« les chambres d'accusation, qui sont les juridictions d'instruction du second degré, disposent, en l'état, de pouvoirs suffisants mais ne peuvent souvent, faute de moyens, les exercer pleinement »*. L'AFMI se déclare enfin, *« opposée à toute condition d'ancienneté minimum pour exercer la fonction de juge d'instruction »* et regrette *« qu'une nouvelle réforme de l'instruction (...) soit conduite dans la précipitation et sans concertation préalable »*.

● L'Union syndicale des magistrats : *« Autant dire : supprimons l'instruction. »* – *« Tel qu'il est conçu*, estime l'USM, *ce projet enlève sa crédibilité à la fonction même de l'instruction. On peut s'interroger sur le poids qu'aurait, dans l'avenir, le juge sur la conduite des opérations de police. La véritable question qui se pose en matière de détention provisoire, c'est la procédure que pourrait utiliser une personne contestant son incarcération. Il faut faire en sorte que cette personne puisse, dans les délais les plus brefs, avoir recours à une procédure d'urgence devant la chambre d'accusation, ce qui implique de renforcer son efficacité et ses moyens. »*

● Le Syndicat des avocats de France : « Trompe-l'œil ». – *« La défiance vis-à-vis des jeunes magistrats est injustifiée car l'âge ne fait rien à l'affaire*, estime le SAF. *Le renforcement hiérarchique des pouvoirs des chambres d'accusation, souvent très attachées à l'incarcération provisoire, est dangereux et contraire au but apparemment poursuivi. En ce qui concerne les désaisissement des juges d'instruction au profit des tribunaux correctionnels, peu importe le nom de la juridiction qui a le pouvoir de mettre en détention provisoire. C'est la détention provisoire elle-même qu'il faut remettre en question au profit du contrôle judiciaire, et non diminuer les crédits de ce dernier »*.

● L'Association professionnelle des magistrats (APM) : approbation sous condition.

L'association *« regrette pour des raisons d'efficacité dans la gestion des juridictions »* que l'idée d'un *« référé pénal »* qu'elle a proposée, *« n'ait pas été finalement reprise. Cependant, elle ne peut qu'approuver le renforcement des pouvoirs des chambres d'accusation et le raccourcissement des délais qui l'accompagne. Elle estime que ces nouvelles garanties données aux citoyens doivent s'accompagner de mesures nécessaires à assurer la protection de l'ordre public : principalement le rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet. L'APM souhaite que des moyens soient donnés aux juridictions pour faire face aux besoins nouveaux qui vont être ainsi créés. En effet, seuls des moyens adaptés peuvent donner à la procédure envisagée sa pleine efficacité. Enfin, l'APM tient à rendre hommage aux juges d'instruction qui ont (...) des fonctions difficiles. Il serait regrettable que les erreurs de certains fassent oublier les mérites de ceux qui, au quotidien, assument avec discrétion et honneur l'œuvre de la justice »*.

Appel à témoins et nouvelle prime pour la recherche de deux membres de l'ex-FLNC

Deux militants de l'ex-FLNC, Jean Vitus Albertini et Jean-André Orsoni, sont l'objet d'un appel à témoins lancé lundi 28 septembre par la gendarmerie de Corse dans le cadre de la commission rogatoire délivrée par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, après l'assassinat, le 4 août, près de Bastia, du gendarme Guy Aznar.

Un communiqué du palais de justice de Paris précise qu'une *« forte prime pouvant aller jusqu'à un million de francs est proposée à toute personne qui apportera des informations permettant leur arrestation »*. Jean-Vitus Albertini et Jean-André Orsoni seraient membres de ce que les enquêteurs appellent *« la bande des fugitifs »*, groupe nationaliste itinérant vraisemblablement responsable de la plupart des mitraillages de gendarmerie, ces derniers mois en Corse, et dont la culpabilité avait été avancée dès le lendemain de l'attentat contre le gendarme Aznar (*le Monde* du 8 août). Des étuis de cartouches de chasse et des douilles d'autres armes à feu, retrouvés à Bastia, avaient notamment permis de faire le lien avec l'attaque d'une gendarmerie quelques semaines plus tôt à Serra-di-Scopamène (Corse du Sud), attaque pour laquelle Jean-André Orsoni, parmi d'autres clandestins, avait été soupçonné.

Jean-Vitus Albertini est suspecté d'avoir participé à un autre mitraillage à Marina Viva, près d'Ajaccio. Ces deux membres de l'ex-FLNC, en fuite depuis plusieurs mois, figurent sur l'affiche du ministère de l'intérieur diffusée après la mort, en juin, du docteur Lafay. La prime offerte par le magistrat instructeur est la troisième somme récompensant toute information qui permettrait l'arrestation d'Orsoni et d'Albertini : deux primes d'un million de francs chacune ont déjà été promises cet été par le ministère de l'intérieur.

● **RECTIFICATIF.** – Dans notre enquête sur la violence au Pays basque *(nos éditions du 29 septembre)*, il fallait lire EMA (Euskerreko Mugimendu Abertzaleak), mouvement politique nationaliste jugé proche des thèses de l'Iparretarrak, et non ELAN, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire.

Le meurtre sans cadavre de Nancy

La sœur de Simone Weber retourne en prison

NANCY
de notre correspondant

La sœur de Simone Weber, Madeleine, a été placée, lundi 28 septembre, sous mandat de dépôt à la prison de Metz, après que le juge d'instruction, M. Gilbert Thiel, eut ordonné la révocation de son contrôle judiciaire. C'est une nouvelle péripétie dans l'affaire du meurtre sans cadavre de Nancy (*le Monde* du 4 septembre), qui intervient pratiquement au moment où Me Jacques Vergès vient d'accepter de devenir avocat de la défense. Après notamment Mes René-Henri Garaud et Philippe Lemaire, qui n'ont fait que passer, il devient ainsi officiellement le quinzième avocat pressenti par Simone Weber, détenue depuis le 10 septembre 1985, après avoir été inculpée de l'assassinat de Bernard Hettier, son ex-mari.

Madeleine Weber était inculpée, elle, de *« destruction de documents administratifs »*, en l'occurrence un chéquier et des papiers d'identité de Bernard Hettier. Disparu depuis juin 1985, sans que l'on ait jamais retrouvé sa trace ou son corps, Bernard Hettier possédait une voiture, que les policiers retrouvèrent avec de fausses plaques d'immatriculation, en novembre 1985, dans un garage de Cannes, loué par les sœurs Weber.

Inculpée et écrouée le 10 novembre 1985, Madeleine avait été libérée et placée sous contrôle judiciaire depuis le 5 mars 1986 au Cannet, où elle habite, avec notamment une interdiction de rencontrer environ quatre-vingts personnes, témoins directs ou indirects de l'affaire. Or, à deux reprises, elle aurait rencontré un de ces témoins habitant Toul, notamment dimanche 27 septembre. C'est le témoin lui-même qui a téléphoné aux gendarmes, amenant le lendemain le juge Thiel à prononcer la révocation du contrôle judiciaire.

Ce témoin n'est pas sans importance puisqu'on le soupçonne d'avoir, à la demande de Simone Weber, utilisé la carte de crédit de Bernard Hettier, sans doute pour faire croire que ce dernier n'avait pas complètement disparu depuis juin 1985, date à laquelle sa famille avait porté plainte. Une chose que toutefois ce témoin a toujours nié. Il a, en revanche, reconnu avoir aidé Simone Weber à déménager la maison de Rosières-aux-Salines (aux environ de Nancy), peu après la mort de son propriétaire, Marcel Fixart. Ce dernier, marié, sans le savoir, à Simone Weber, à la suite d'un faux mariage organisé à son insu à Strasbourg, mourait peu après, et Simone Weber est aussi inculpée de son assassinat.

« Il n'y a pas eu d'entrave à la bonne marche de l'instruction. La remise en détention de Madeleine Weber est un moyen de pression du juge sur sa sœur pour l'amener à être plus coopérante lors des interrogatoires », commentait, lundi, Me François Robinet, du barreau de Nancy, l'un des défenseurs de Simone Weber.

JEAN-LOUIS BEMER.

● **ERRATUM.** – Dans l'article « Les binationaux sous les drapeaux », (*le Monde* daté 27-28 septembre), il fallait lire : *« l'option* (et non l'opposition) *pour l'Algérie n'a cessé d'augmenter »*, comme le montrait le tableau qui accompagnait cet article.



Paul Amar
– LA POLITIQUE –





Brigitte Simonetta
– LES SCIENCES –

Hervé Claude
– LES JOURNAUX –





Aubery Edler
– 24 H SUR LA 2 –

Roger Zabel
– TÉLÉMATIN –



Elie Vannier
– DIRECTEUR DE L'INFORMATION –



Jean-Marie Cavada
– LA MARCHE DU SIÈCLE –

Daniel Bilalian
– LES JOURNAUX DU WEEK-END –

Henri Sannier
– LE JOURNAL DE 20 H –

François-Henri de Virieu
– L'HEURE DE VÉRITÉ –



Bernard Rapp
– ÉDITION SPÉCIALE – L'ASSIETTE ANGLAISE –









Philippe Sassier
– L'ÉCONOMIE –

Georges Bortoli
– LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE –

Patricia Charnelet
– LE JOURNAL DE 13 H –

William Leymergie
– LE JOURNAL DE 13 H –

Pierrette Bres
– LE SPORT HIPPIQUE –

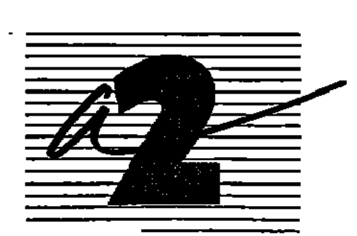


ANTENNE 2.
Le cœur de l'information

Le matin, le soleil, le monde et vous, avec Télématin vous vous levez au cœur de l'information. Ensuite, vous regardez les Flashs, le Journal de 13 H, toujours au cœur de l'information. Plus tard, c'est le Journal de 20H, et celui de 23H30. encore au cœur de l'information. Et les magazines : Assiette Anglaise, l'Heure de Vérité, la Marche du siècle, Édition Spéciale, Résistances.

Sur A2, vous vivez, vous sentez battre le cœur de l'information. Avec passion.

Ogilvy & Mather



ANTENNE 2. PROFESSION PASSION.

Société

Un sondage sur les seize - vingt-quatre ans

Jeunes, individualistes, généreux...

(Lire la suite de la première page.)

Le mouvement des étudiants n'était pas une révolte contre la société, mais un moyen d'y entrer en lui imprimant leur marque.

Touche pas à mon université, touche pas à ma radio, touche pas à mon pote... « *Moi... et les autres,* souligne Joël-Yves Le Bigot, président de l'Institut de l'enfant, qui réalise chaque année un « baromètre » des 15-25 ans. *L'égologie à succédé à l'écologie. L'individualisme, qui devient peu à peu la seule valeur sûre, celle qui commande toutes les autres, va de pair avec l'ouverture et la générosité : on peut parler d'un individualisme généreux.* » Si le tiers-mondisme ne fait plus recette, le tiers monde est très présent dans les préoccupations de cette tranche d'âge. Et, d'une manière générale, tout ce qui concerne les laissés-pour-compte et les droits de l'homme.

Ces jeunes Français vont chercher des modèles qui incarnent l'un de leurs propres traits — ou de leurs propres ambitions. Coluche symbolise la générosité et la dérision ; Jean-Jacques Goldman ou Madonna la musique ; Yannick Noah ou Bernard Tapie la réussite professionnelle... Une galerie de portraits façonnée par la télévision et fondée davantage sur l'émotion que sur les certitudes. Aujourd'jui, on aime ce qu'on « sent ». On adhère à ce qui fait vibrer.

Une clientèle en or

Les jeunes Français acquièrent très tôt une certaine autonomie. Plus besoin de courir sur les routes : le monde vient aux enfants et aux adolescents par le biais de la télévision. Et les parents — absents ou impuissants — n'ont aucun contrôle sur ces images extérieures qui s'adressent indifféremment à tous les âges. Mais, paradoxalement, cette autonomie se perd par la suite : les jeunes adultes sont privés de l'indépendance à laquelle ils pourraient prétendre, puisqu'ils habitent massivement chez leurs parents : 75 % à vingt ans, et encore 24 % à vingt-quatre ans.

Cette cohabitation prolongée est due, à la fois, à l'allongement des études et à l'augmentation du chômage.

Les voilà producteurs de plus en plus tard, mais consommateurs de plus en plus tôt. Et quels consommateurs ! Ils achètent en moyenne six pantalons par an... Cette tranche d'âge « pèse » plus de 200 milliards de francs en revenu annuel, si on additionne les salaires, les indemnités de chômage, les gains obtenus par les petits boulots, l'argent de poche... En moyenne, chacun de ces jeunes percevrait ainsi près de 2 200 F par mois. Soit le double, en francs constants, des revenus de la même tranche d'âge en 1965.

Un public solvable donc, mais un public exigeant. Qui sait apprécier la qualité — et, plus encore, le « statut » — d'un produit. Qui est prêt à retarder un achat pour acquérir une marque précise, plus chère, correspondant au « look » souhaité.

La famille avant tout

Car le « look » est fondamental. Les jeunes sont les plus gros consommateurs de produits de beauté. Et les garçons n'ont presque plus rien à envier aux filles dans ce domaine. « *La consommation est synonyme d'identité,* remarque Joël-Yves Le Bigot. *On ne se définit plus par rapport à la profession de ses parents ou à ses propres études, mais par son look, son équipement, ses projets de voyage.* »

Des observations assez fines, produit par produit, marque par marque, montrent que cette tranche d'âge détermine les modes et donne le « la ». Cohabitant à la fois avec les parents et les frères et sœurs plus jeunes, elle déteint sur les uns et sur les autres.

Une grosse différence cependant : alors que les 8-14 ans sont des passionnés de télévision, les 15-24 ans placent la musique en tête de leurs distractions préférées. De toutes les classes d'âge, c'est celle qui est le moins rivée au petit écran et celle qui lit le plus. La musique devient un nouvel espéranto, un élément central de communication. Quand on demande à ces jeunes quel est, pour eux, le premier critère d'évaluation d'un spot publicitaire, ils citent la musique, avant l'humour et l'originalité.

Entre les jeunes et leurs parents, c'est une sorte de paix armée. Tout va bien tant que les seconds remplissent le frigo, financent les achats ou les activités des premiers et évitent les sujets de friction... Mais il ne faut pas réduire la famille française à cette cohabitation forcée : les générations n'ont jamais été aussi proches les unes des autres. La famille est pour beaucoup de jeunes un lieu privilégié d'échanges, de discussions et de plaisir de vivre. De leurs parents, ils déclarent surtout attendre une présence affective et un soutien moral. La famille est aujourd'hui, malgré la multiplication des divorces, l'institution à laquelle les jeunes Français accordent le plus de crédit.

De la révolte à l'indifférence, de l'indifférence à l'angoisse... la « bof génération » d'hier, dit-on, est devenue une « flip génération ». Ne découvre-t-elle pas la sexualité sur fond de SIDA et la vie professionnelle sous la menace du chômage ?

Le SIDA ne semble pourtant pas terroriser les 16-24 ans. Parmi leurs peurs avouées, cette épidémie figure loin derrière la guerre ou le terrorisme. Seule une petite minorité de jeunes affirme avoir changé ses habitudes sexuelles à cause du SIDA. Mais programme-t-on son activité sexuelle à seize ans ? Et l'avoue-t-on si facilement ?

Curieusement, les jeunes interrogés se déclarent deux fois moins inquiets par le chômage que par la guerre. « *Ce qu'ils redoutent, c'est surtout le chômage éventuel de leurs parents, dont ils sont très dépendants* », estime Joël-Yves Le Bigot. Précision intéressante : quand on leur demande quel métier ils souhaiteraient exercer, les jeunes ne plébiscitent nullement les emplois garantis. Peu sont tentés par les ministères, les entreprises publiques ou les géants de l'industrie, alors que leurs suffrages se portent massivement sur les petites boîtes dynamiques nouvellement créées ou les agences de publicité. En d'autres termes, l'intérêt du travail et les contacts humains comptent davantage que la sécurité.

N'en déplaise aux Cassandre, 57 % des 16-24 ans sont plutôt optimistes sur l'avenir des jeunes en France. Et encore plus optimistes (74 %) sur leur propre avenir ! Mieux : ils sont heureux à une écrasante majorité. Oui, heureux, tout simplement. Faut-il nécessairement s'en inquiéter ?

ROBERT SOLÉ.

● **Etes-vous inscrit sur les listes électorales ? (*)**

Oui	71 %
Non	29 %

(*) Question posée aux personnes de dix-huit ans et plus.

● **Avez-vous l'intention de vous inscrire avant l'élection présidentielle ? (*)**

Oui	53 %
Non	39 %
Ne sait pas	8 %

(*) Question posée aux personnes de dix-sept ans et plus qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales.

● **Avez-vous l'intention de voter lors du premier tour de l'élection présidentielle ? (*)**

Oui	94 %
Non	3 %
Ne sait pas	3 %

(*) Question posée aux personnes qui sont inscrites ou qui ont l'intention de s'inscrire.

● **Parmi les candidats suivants, quel est celui dont vous vous sentez le plus proche ?**

François Mitterrand	36 %
Jacques Chirac	11 %
Michel Rocard	10 %
Raymond Barre	9 %
Jean-Marie Le Pen	4 %
André Lajoinie	2 %
Aucun	13 %
Ne sait pas	15 %

● **La campagne de Plus jamais ça.** — L'association Plus jamais ça, issue du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986, vient d'entamer une campagne pour la publication d'une affiche affirmant, dans la perspective de l'élection présidentielle : « *La gauche et la droite, ce n'est pas pareil. Inscrivez-vous sur les listes électorales.* » M. Philippe Ducat, porte-parole de Plus jamais ça, a précisé : « *L'objectif de la campagne est clair : rassembler la jeunesse sur des valeurs pour intervenir au cœur de la société, dynamique sociale devant recevoir au printemps sa traduction politique par le vote pour la gauche.* »

NI SYNDICATS NI PARTIS

● **Parmi les organisations suivantes, dans laquelle seriez-vous prêt à vous engager ?**

	1er choix %	2e choix %	Total %
Une association de défense des droits de l'homme	25	23	48
Une association humanitaire	24	18	42
Une association de défense de la paix	23	21	44
Une association de protection de l'environnement	9	11	20
Un syndicat étudiant	4	5	9
Un syndicat professionnel	4	6	10
Un parti politique	4	3	7
Ne sait pas	7	13	20

SE MARIER UN JOUR

● **Croyez-vous qu'un jour, vous vous marierez ?**

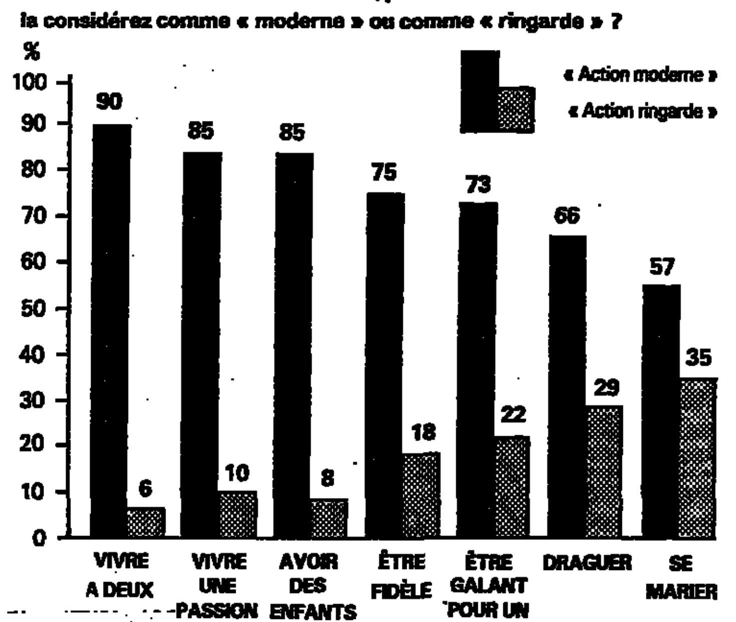
Oui	72 %
Non	17 %
Ne sait pas	11 %

● **Pensez-vous que vous aurez un jour des enfants ?**

Oui	91 %
Non	4 %
Ne sait pas	5 %

« MODERNE, RINGARD ? »

Pour chacune des actions suivantes, pouvez-vous dire si vous la considérez comme « moderne » ou comme « ringarde » ?



LA PEUR DE LA GUERRE

● **Pourriez-vous dire ce qui vous fait le plus peur dans l'avenir ?**

La guerre	34 %
Le terrorisme	18 %
Le chômage	16 %
Le racisme	13 %
Les centrales nucléaires	10 %
Le SIDA	8 %
Ne sait pas	1 %

● **Etes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ?**

Favorable	33 %
Opposé	56 %
Ne sait pas	11 %

● **On parle d'un nouveau code de la nationalité. De laquelle de ces deux propositions vous sentez-vous le plus proche ?**

Les enfants d'étrangers nés en France de parents étrangers doivent continuer à acquérir automatiquement la nationalité française à leur majorité	45 %
Les enfants d'étrangers nés en France de parents étrangers doivent en faire la demande à leur majorité	52 %
Ne sait pas	3 %

Sondage BVA, réalisé les 21 et 22 septembre 1987 auprès d'un échantillon de 610 personnes âgées de 16 à 24 ans, selon la méthode des quotas.

VIVRE EN MUSIQUE

● **La musique occupe-t-elle dans votre vie une place :**

Très importante	41	90%
Assez importante	49	
Peu importante	9	10%
Pas importante du tout	1	
Ne sait pas		–

● **La suppression de la chaîne musicale TV 6 a-t-elle été selon vous :**

Une bonne chose	11 %
Une mauvaise chose	68 %
Ne sait pas	21 %

L'AVENIR EN ROSE

● **Etes-vous plutôt optimiste, plutôt pessimiste sur l'avenir des jeunes en France ?**

Plutôt optimiste	57 %
Plutôt pessimiste	38 %
Ne sait pas	5 %

● **Et sur votre propre avenir ?**

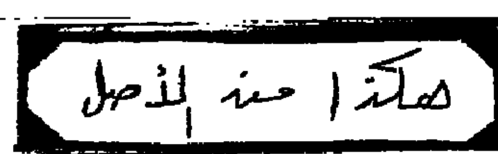
Plutôt optimiste	74 %
Plutôt pessimiste	19 %
Ne sait pas	7 %

● **Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes très heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux du tout ?**

Très heureux	23	90 %
Plutôt heureux	67	
Plutôt pas heureux	7	8 %
Pas heureux du tout	1	
Ne sait pas		2 %







(Publicité)

Clin d'œil

* Le thème enfant de la page *Clin d'œil* réunit à votre intention des informations sur la mode, les loisirs et l'enseignement.

Bébé vient de naître ! Annonçez-le à vos amis de façon tendre et de bon goût. En forme de nounours, landau... Ces faire-part préimprimés en kit, remplis de votre main seront adaptés à leurs destinataires. Vous en serez l'artisan en nouant le ruban de satin autour de chaque carte.

UNE collection automne-hiver sous le signe de l'élégance. KIDDIZ and CO propose un grand choix d'articles pour les 0-14 ans : brassières-naissance à partir de 90 F, layette raffinée, chemisiers à partir de 139 F, robes smockées main (la spécialité de KIDDIZ and CO) à partir de 380 F. KIDDIZ and CO a le plaisir de proposer chaque semaine une promotion : en ce moment des barboteuses, combinaisons, pour garçons du 3 mois au 2 ans à 200 F. KIDDIZ and CO, c'est aussi 500 points de vente en France, une charmante boutique dans le 15e, et une diffusion sur les Etats-Unis, l'Italie, le Canada et la Belgique.

Véritable théâtre pédagogique, **Le Petit Atelier** propose des cours en anglais animés par des Américains. Sketches phoniques, playback et petites scènes joués pour les enfants (soutien vidéo) permettent d'acquérir très rapidement un bon niveau d'anglais.

C'est bientôt l'anniversaire de votre enfant ? Pourquoi ne pas lui proposer de le fêter chez **McDonald's** avec ses amis ? McDonald's s'occupe de tout : le jour « J », une hôtesse prend en charge votre enfant et ses invités pour leur faire passer une heure inoubliable. Table de fête, jeux, surprises et un délicieux repas McDonald's : tout est prévu y compris les cadeaux et le traditionnel gâteau d'anniversaire. Le prix : 30 F par enfant et c'est gratuit pour celui qui invite. Adressez-vous à l'hôtesse du restaurant de votre choix. McDonald's compte 17 restaurants à Paris et en banlieue, ouverts 7 jours sur 7.

Un rattrapage scolaire ? Une mise à niveau ? Confiez votre enfant à des professionnels de la linguistique : ITS. En cours particuliers ou en petits groupes, les langues dispensées s'adapteront au programme scolaire de l'élève. Un test gratuit établira le niveau de l'enfant.

TONY BOY – Paris, 5, pl. République ; 16, r. Linois ; 19, av. Secrétan ; 36, r. du Pt-Wilson, 92 Levallois ; 65, r. M.-Thorez, Nanterre ; 4, r. Gambetta, 77 Lagny ; 35, pl. France, 91 Massy ; 129, r. P.-V.-Couturier, 94 Alfortville ; 75, r. de Fontenay, 92 Vincennes ; CC. Créteil-Soleil, 94 Créteil ; C. des 3-Fontaines, 95 Cergy ; CC. Ulis 2, 91 Les Ulis ; 34, av. de Chanzy, 93 Livry–Gargan ; 33, bd. De Gaulle, 95 Sannois ; CC. 4-Pavillons, 33 Les Gravières-Lormont ; CC. Carrefour, rue Mirepin, 33 Mérignac ; 77, r. Gambetta, 60 Beauvais ; 39, rue Jaurès, 29 Brest.

La SNCF vous propose en plus du carré jeune, plusieurs services pour vos enfants :

Service JVS (Jeune voyageur service) : une hôtesse accompagne votre enfant et assure l'animation de son voyage (pour les enfants de 4 à 13 ans).

Trains familles : si vous voyagez avec des enfants en bas âge ou avec un bébé, des facilités vous sont offertes : coin nurserie, espace enfants, restauration adaptée.

Le billet bambin : pour les enfants de moins de 4 ans, 25 % du prix perçu pour un adulte.

Vos enfants pétillent de vie, de dynamisme. **Star Agency** saura privilégier le contact avec votre rouquin, votre petit brun, votre ange-blond-aux-yeux-bleus. La photogénie, le regard, la spontanéité de votre enfant seront des atouts pour son avenir de Top Model.

AVEC VVF, les vacances de la Toussaint ne sont plus un casse-tête. Offrez-vous une semaine de liberté avec vos enfants : randonnée pédestre, tennis, équitation, canoë-kayak, escalade. Chacun vit ses loisirs en toute indépendance. Plusieurs destinations dans toute la France : villages lacustres de Salperwick et de Moullé dans le marais audomarois ; Sainte-Suzanne, Eguzon, Lagrand, Chambonas, Saint-Jean-Pied-de-Port, Amboise, Colleville-sur-Mer, La Grande-Motte, Cap-d'Agde et Sangatte-Blériot. INFOS : VVF Réservation, ZI « La Gaudrée » – 91410 DOURDAN – Tél. 64-59-78-18.

Dès sa création AMERICAN GOLF s'est intéressé aux possibilités d'équipements golf des enfants et des juniors, car il existe des matériels spécialement fabriqués pour eux. Même des cannes de golf pour juniors gauchers. Une sélection rigoureuse effectuée après les tests du laboratoire d'essais d'American Golf permet d'offrir un choix qualitatif à des prix étudiés pour leur budget (Patter 160 F, Fer 200 F...). Tous ces renseignements, vous les trouverez dans un superbe catalogue que ce distributeur vous envoie gratuitement en écrivant à : American Golf, BP 84, 92154 Suresnes Cedex.

La cloche de la rentrée a sonné ! Pour démarrer l'année scolaire du bon pied, les juniors ont choisi de s'habiller naturellement, dans des vêtements simples, confortables, pratiques à l'image de NEW MAN. Au centre commercial de Maine-Montparnasse, LEA STORE propose une gamme haute en couleur : chemises, blousons chaudement doublés, pantalons de velours doubles côtes (le classique NEW MAN), sweat-shirt américain. LEA STORE attend tous les juniors dans sa boutique : un accueil chaleureux leur sera réservé.

L'équipe dynamique et pédagogique de professeurs de **MATH-SECOURS** redonnera le goût du travail efficace à vos enfants : soutien, révisions, pendant les vacances et avant examens. La formule ski-math des dizaines de descentes à ski et une bonne remontée en math.

Fondé en 1907, l'institut **LESCHI** propose une formation aux BTS action cciale et comptabilité-gestion des entreprises. L'étudiant progresse en petit groupe, permettant concertation avec les enseignants, et réflexion sur la pratique de l'entreprise pour réussite au BTS.

Société

JUSTICE

Le procès de Modeste von Korff à Bonn

« On ne peut se souvenir de tout... »

BONN
de notre correspondant

Un vieillard est assis au banc des accusés de la grande chambre pénale du tribunal de Bonn. Il est presque sourd et suit les débats la main derrière l'oreille, tentant de saisir des bribes des propos de l'avocat général, du président, de ses défenseurs, Il s'agit du comte Modest von Korff, soixante-dix-huit ans, haut fonctionnaire retraité du ministère de l'économie de la République fédérale.

Trois fois par semaine depuis le 10 septembre dernier, il quitte sa maison de Königswinter au bord du Rhin, pour se rendre à l'audience (*le Monde* du 9 septembre). Là, il se tait sur les agissements de l'Hauptsturmführer SS von Korff, commandant de la police de sûreté pour la région de Châlons-sur-Marne, qu'il fut de juin 1942 à mai 1943. Il n'a rien à dire. Il laisse le soin à son avocat, Mᵉ Rainer Hamm, de définir une fois pour toutes son attitude.

Le comte von Korff ne se reconnaît en effet pas coupable, *« au sens où l'entend l'accusation »*. Pourtant, deux cent vingt juifs de la région de Reims et de Châlons-sur-Marne ont été envoyés, sur son ordre, dans les camps de la mort. Les documents signés de sa main et présentés à la cour par Mᵉ Serge Klarsfeld, avocat de la partie civile, sont indiscutables.

A peine entré en fonctions le 2 juillet 1942, von Korff envoyait la circulaire suivante aux préfets de la Marne, de l'Aube et de la Haute-Marne : *« Tous les juifs des deux sexes en état de travailler devront être concentrés dans votre département, dans un camp de Châlons-sur-Marne, qui sera ouvert par le préfet régional. La surveillance des juifs concentrés ainsi que leur transfert seront assurés par la police française. »*

Il était ensuite demandé aux préfets d'établir une liste des juifs concernés pour le 6 juillet 1942. Les préfets parvinrent à exclure de cette liste les juifs de nationalité française mais, pendant un an, le SS Korff accomplit avec zèle et promptitude la tâche qui lui était impartie dans la « solution finale ».

Son système de défense n'en reste pas moins simple. S'il reconnaît avoir organisé la rafle et le transfert vers les camps des juifs des départements sur lesquels il avait autorité, il déclare avoir tout ignoré du sort qui les attendait. Pour lui, il s'agissait uniquement de déplacer ces personnes vers des camps de travail à l'Est. *« C'est toujours la même chose !* s'exclame Mᵉ Klarsfeld, *dans tous les procès nazis, que ce soit celui de Liskhka, de Barbie, maintenant celui de Korff, les accusés se taisent mais les documents parlent ! »*

Amnésie

Ces documents, Mᵉ Klarsfeld les a retrouvés dans les archives départementales de la Marne, permettant à une procédure interrompue il y a deux ans de reprendre son cours.

A l'époque, Korff n'était pas seul dans le box. A ses côtés se trouvaient ses adjoints : le colonel SS Richard Freise et le lieutenant Rolf Bilharz. Depuis, Freise s'est suicidé et Bilharz est mort. Mais tous deux, comme Korff, la guerre finie, se sont retrouvés à des postes de responsabilité dans l'administration de Bonn, étant passés au travers des mailles, très larges au demeurant, de la dénazification. Un témoin pourtant aurait pu dire devant la cour où il avait été cité si Korff savait vers quel destin étaient envoyés les juifs dont il organisait le transport. C'est M. Werner Best, ancien général SS, responsable de la centralisation des transports des juifs à Paris.

« A quatre-vingt-quatre ans, on ne peut se souvenir de tout », déclare aujourd'hui M. Werner Best, qui ne se souvient même plus avoir été nommé en 1939 l'adjoint de Heydrich.

Le président, M. Martin Lickfett, a fini par s'irriter lorsque ce témoin déclara encore ne pas se rappeler le télégramme de félicitations que lui avait envoyé Himmler, à l'occasion d'une promotion : *« Vous prétendez avoir oublié ce sommet de la carrière d'un SS ? »*, s'est-il écrié.

Mais au fait, quel fut le destin de M. Werner Best après la guerre ? Malgré un dossier d'accusation plus que fourni, il fut jugé *« inapte à la comparution »*, pour raison de santé. Cela ne l'empêcha pas de faire une brillante carrière de conseiller juridique.

Le procès du comte von Korff doit continuer jusqu'au mois d'octobre.

LUC ROSENZWEIG.

● **Précision à propos de la distribution de la parapharmacie.** — Les laboratoires dermopharmaceutiques Biopha, pour lesquels plaidait Mᵉ Jean-Claude Fourgoux dans le débat les opposant notamment à Edouard Leclerc (*le Monde* du 16 septembre), nous prient d'indiquer qu' *« ils sont toujours attachés à la même distribution de leurs produits proches du médicament et qui nécessitent la garantie des pharmaciens d'officine. Même si* (comme l'avait dit ironiquement leur avocat) *M. Leclerc prétend pouvoir engager des diplômés en pharmacie à son badge, ce qui poserait d'ailleurs des problèmes déontologiques, Biopha n'entend pas modifier son système de distribution »*.

ÉDUCATION

Trois projets de décrets sur l'enseignement supérieur

• Recrutement d'étudiants vacataires
• Réforme du régime des thèses
• Changements de statuts à Paris-I et à Nantes

Arrivé au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur au lendemain de la tourmente étudiante de novembre et décembre 1986, M. Jacques Valade avait une mission : recoller les morceaux du monde universitaire en attendant des jours meilleurs. Il s'y est employé jusqu'à présent avec habileté.

Mais après avoir calmé les esprits, il semble aujourd'hui — à la veille de la rentrée universitaire — décidé à modifier la donne sur quelques points sensibles. Trois projets de décrets sont, en effet, en préparation et pourraient être adoptés dans les semaines qui viennent.

Le premier est suffisamment avancé pour que M. Chirac l'ait évoqué de façon précise, le 21 septembre, lors de son passage à l'université du Havre. *« Les universités*, avait-il déclaré, *seront prochainement autorisées à recruter des étudiants de doctorat pour encadrer les travaux dirigés. »* Le décret, qui pourrait être signé d'ici une quinzaine de jours, prévoit, en effet, la reconstitution d'un vivier d'enseignants à statut précaire. Le décret de 1982 a supprimé tous les postes de chargés de cours et allocataires divers : seuls subsistent actuellement — dans des conditions souvent pénibles — des chargés d'enseignement vacataires à condition qu'ils exercent par ailleurs une activité principale de mille heures par an au minimum.

Or le projet du ministère entend autoriser les universités à embaucher des étudiants inscrits en troisième cycle et âgés de moins de vingt-sept ans sur des postes d'agents temporaires vacataires, payés au tarif des « heures complémentaires », soit 127,50 francs/heure, et ce pour un quota annuel maximum de 96 heures de travaux dirigés ou 144 heures de travaux pratiques. Selon bon nombre de présidents d'université, une telle mesure constituerait une *« soupape »* à condition que l'on ne recrée pas *« les drames d'il y a quelques années »*, lorsque des vacataires voyaient se pérenniser leur situation sans aucun espoir d'être un jour titularisés.

Deux doctorats

Le deuxième projet du ministère pose une nouvelle fois le problème de la thèse, qui divise depuis des années la communauté universitaire. La loi Savary de 1984 a considérablement simplifié le système complexe qui prévalait jusque-là : les trois thèses existant (3ᵉ cycle, doctorat d'Etat, thèse de docteur ingénieur) avaient été supprimées au profit d'une seule, préparée en trois à cinq ans et complétée, pour le recrutement des enseignants du supérieur, par une procédure d'habilitation. Les justifications de cette réforme étaient nombreuses : clarification du système, harmonisation avec l'étalon international de formation à la recherche (le « Phd » anglo-saxon), professionnalisation d'un diplôme jugé excessivement long et académique, surtout dans les disciplines scientifiques et techniques, meilleure articulation avec le monde et les besoins de l'entreprise, rapprochement entre universités et grandes écoles...

Autant de bonnes raisons qui n'avaient cependant pas convaincu les universitaires de bon nombre de disciplines, notamment les littéraires et les juristes, très attachés aux grandeurs et servitudes de la thèse d'Etat. La conférence des présidents d'université a constaté, à plusieurs reprises, que la communauté universitaire est très partagée à cet égard.

Le projet de réforme de M. Alain Devaquet envisageait déjà, l'an dernier, le rétablissement du doctorat d'Etat — tout en maintenant le doctorat plus court de la loi Savary. L'actuel projet du ministère est à la fois plus souple et plus complexe.

Comme le projet Devaquet, il prévoit le maintien de l'actuel doctorat réalisé en trois, quatre ou cinq ans, et, en même temps, la création d'un titre nouveau sanctionnant un travail de recherche plus long. Toutefois, il ne comporte pas le rétablissement explicite de la thèse d'Etat et instaurerait un système plus souple, avec des modalités différentes selon les disciplines. Il est vrai que le ministère, en touchant au régime de la thèse, est amené à modifier un article de la loi de 1984 et ne pourrait le faire ouvertement au seul moyen d'un décret. Il est donc contraint de biaiser.

Pour justifier ces retouches, on insiste dans l'entourage de M. Valade sur les problèmes de recrutement d'enseignants du supérieur qui commencent à apparaître trois ans après l'instauration du doctorat unique. Un tiers environ des sections du Conseil national des universités n'ont pas mis en place la procédure d'habilitation qui devait accompagner la nouvelle thèse ; dans ces disciplines, les universités ne peuvent donc pas recruter d'enseignants nantis de la seule thèse « Savary ». Encore marginal, le problème pourrait effectivement devenir épineux. Mais derrière ce débat technique, c'est toute la logique de la formation par la recherche qui est en jeu : le doctorat doit-il favoriser le recrutement de jeunes chercheurs dans le secteur économique ou, au contraire, déboucher principalement sur le remplacement des professeurs d'université ? Le choix du ministère favorise indéniablement la seconde hypothèse.

Retour aux facultés

La troisième initiative envisagée par M. Jacques Valade est hautement symbolique : elle vise, dans deux universités (Paris-I-Panthéon-Sorbonne et Nantes), à autoriser des composantes classiques (unité de formation et de recherche) à se transformer en instituts, conformément à l'article 33 de la loi de 1984. Cette modification de statut juridique permettrait aux trois UER de droit de Paris-I de se regrouper en une seule structure, beaucoup plus autonome par rapport à l'Université. La même possibilité serait offerte aux enseignants de gestion de Paris-I et aux juristes de Nantes.

A Paris-I, la fièvre est montée très vite depuis quelques jours. Le 21 septembre, le ministère a, en effet, soumis à l'examen — consultatif — du CNESER les projets de décrets créant les instituts de droit et de gestion. Pour les uns, en sciences humaines, sciences politiques et économie notamment, il s'agit d'un *« coup de force »*, d'une *« menace de démantèlement de l'Université »* : les deux instituts reconstitueraient les anciennes facultés nanties d'une grande indépendance financière, et leur directeur disposerait de pouvoirs, importants, notamment sur les nominations de personnels. Pour les juristes et les gestionnaires qui avaient fait cette demande de transformation statutaire dès le mois de mars, il s'agit d'*« une tempête dans un verre d'eau »*. Pour M. Dominique Caro, directeur d'une UER de droit, cette réforme *« n'est pas un coup fourré : elle nous permettrait de mieux fonctionner, de trouver des financements complémentaires et de revendiquer le label de faculté de droit que Paris-II-Assas s'est attribué »*.

En rompant — même à titre expérimental — le prudent équilibre institué depuis quelques mois (*le Monde* du 9 juillet), le ministère prend donc le risque de relancer les débats théologiques qui accompagnent depuis des années toute modification du statut des universités. Surprenant pari à quelques mois de l'élection présidentielle.

GÉRARD COURTOIS.

● **Une journée de salaire pour une heure de réunion.** — Trente professeurs du lycée Pergaud de Besançon (Doubs) ont perdu une journée de salaire pour avoir organisé une réunion d'une heure, jeudi 24 septembre, entre dix et onze heures, dans la cour de l'établissement, pour sensibiliser les parents d'élèves au problème des classes surchargées. Le recteur, constatant le *« service non fait »*, a décidé d'appliquer une retenue sur traitement qui, en vertu de l'amendement Lamassoure, voté par le Parlement en juin dernier, s'élève au trentième de la rémunération mensuelle pour tout arrêt de travail d'une durée égale ou inférieure à une journée. Selon le rectorat, la réunion, organisée par le SNES et le SGEN-CFDT du lycée, avait privé de cours mille élèves sur trois mille pendant une heure.

FAITS DIVERS

● **Un restaurateur écroué après avoir blessé une jeune fille.** — M. Jean-Luc Peterlin, trente-deux ans, restaurateur à Drusenheim (Bas-Rhin), a été inculpé, lundi 28 septembre, de coups et blessures avec arme et écroué à la maison d'arrêt de Strasbourg. Dans la nuit de samedi à dimanche, il avait grièvement blessé une adolescente de quinze ans, en tirant un coup de feu en direction d'un groupe de jeunes gens qui faisaient du bruit après l'extinction des derniers lampions de la fête du village. Le restaurateur a affirmé aux enquêteurs qu'il avait fait feu au hasard avec sa carabine 22 long rifle, après avoir perçu des bruits suspects et cru à une tentative de cambriolage.

● **Un cadavre de nouveau-né dans une fosse d'aisance.** — Une mère de famille, Mᵐᵉ Anita Lefebvre, âgée de vingt-cinq ans, et son mari, domiciliés à Grenay, près de Lens (Pas-de-Calais), ont été placés en garde à vue, lundi 28 septembre, après la découverte, dans une fosse d'aisance, du cadavre du nouveau-né dont cette jeune femme venait d'accoucher. Le couple a déjà trois enfants, âgés de quatre ans, trois ans et deux ans.

ARTS

Quatre expositions autour de Berlin

La peinture sans frontière

Quatre expositions à Berlin, San-Francisco et Paris partent à la recherche de la peinture berlinoise. Mais qu'est-ce qui est... berlinois ?

« *L'homme n'aspire pas au bonheur ; il n'y a que l'Anglais qui fait cela.* » Telle est la conclusion de Nietzsche au détour d'une maxime, dans le *Crépuscule des idoles*, cela après avoir constaté que « *si l'on possède son pourquoi de la vie, on s'accommode de presque tous les comment* ». Ailleurs, cette véritable providence de la citation que fut le philosophe se sera inquiétée du caractère pluriel de l'âme allemande, partant du proverbial « *Was ist deutsch ?* » (Qu'est-ce qui est allemand ?) Ailleurs encore, il s'interdit, malgré sa tentation, de répondre « Bismark » à une personne qui lui demande quels sont les vrais artistes allemands. Toutes ces considérations, pour être intempestives, ne sont pas inactuelles.

Cette actualité, elle se lit aux quatre coins du monde, dans l'extrême attention que les nations, par expositions interposées, portent à leur spécificité artistique, comme si l'internationalisation des styles leur faisait craindre la perte de leur identité.

Identité, narcissisme et économie

Les Américains, s'ils n'ont pas été les premiers, ont donné à la version narcissique (et économique) du phénomène une extraordinaire dimension. Les Français, qui ont toujours eu tendance à placer Paris sur le méridien de Greenwich, se sont tard aperçus que l'équilibre du monde s'était déplacé et ont rétabli leur centralité à titre posthume, grâce aux voyages du Centre Pompidou, par exemple : « Paris-Berlin », « Paris-New-York », « Paris-Moscou »... « Paris-Paris ». Les Anglais, malgré leur bonheur nietzschéen, nous ont donné voici quelques mois une belle version de l'art britannique au vingtième siècle (1). Et puis voici les Allemands.

Pas n'importe quels Allemands, protesteront les Bavarois ! Il s'agit bien sûr de Berlin, qui fête comme chacun le sait son 750e centenaire, lassée d'attendre son millénaire. On a déjà parlé de la grande exposition qui retrace l'histoire de la ville (2). Restent, dans la myriade de manifestations qui célèbrent cette cité des mythes déchirés (3), celles consacrées à la peinture engendrée par la ville. A Berlin même : « *Ich und die Stadt* » (moi et la ville) (4), version Ouest de l'aventure. Version Est : « *Kunst in Berlin* » (5), considérable ensemble traité sur un mode classique, propre et austère, qui part des origines de la ville et de ses collections, mais dont la moitié est consacrée au seul art du vingtième siècle.

Car toutes ces interrogations sur l'identité picturale des uns et des autres — qu'ils soient Anglais, Allemands ou Berlinois, de l'Est ou bien de l'Ouest — ont en effet ceci de commun et de particulier qu'elles sont autant de respectueux hommages à notre propre époque. Entendez-vous d'ici les sarcasmes du bienveillant Nietzsche ? Hommages sincères, hommages horrifiés, hommages prurits peut-être... Mais hommages tout de même.

L'idée vient aussitôt, bien sûr, de voir ce qui les différencie. Et pour cela, pour compléter cette vision double de la peinture selon Berlin, deux nouveaux voyages seront nécessaires. L'un à San-Francisco, où sera présenté, après l'avoir été tout l'été à New-York, l'exposition « Berlinart », 1961-1987 (6). L'autre plus raisonnablement à Paris, au Centre culturel de la République démocratique allemande, qui présente sous le titre moyennement original de « Tempéraments » trente jeunes artistes de Berlin-Est (7).

Et ce qui devait arriver arrive. L'effet-vitrine, l'effet-reflet gomme la frontière des commentaires, efface l'homogénéité des thèmes : « Berlinart » devient « Moi et la ville », et si l'itinéraire de « Moi et la ville » nous conduit de Kirchner à Baselitz, la même pensée — presque le même pinceau — nous conduit de... Kirchner au réalisme socialiste, ou ce qui est classé comme tel, d'un Walter Libuda, par exemple. Ce dernier, bien mis en valeur à Berlin-Est, près de travaux bizarrement inégaux, est aussi exposé à Paris, et on peut donc en mesurer la liberté formelle. Le mot signifie-t-il pour autant liberté d'expression ? C'est ce que l'histoire nous dira dans ses prochains chapitres... En fait, la perception politique des œuvres s'aplatit à l'évidence devant la constante tragédie berlinoise, ou d'inspiration berlinoise — puisque Berlin-Ouest, comme New-York, s'est donné quelques libertés de frontière.

Le grand absent de l'Est

La sculpture d'après-guerre, terriblement académique (ce qui ne veut pas dire toujours nulle), est ce qui pénalise les deux expositions venues de l'Est. Un seul ensemble, puissant, continu, pourrait être tiré de ces visions séparées, presque séparatistes. La *Margot*, de Rudolf Schlichter (Est), trouve sa cousine, en un peu fade, dans le portrait de *Jenny assise*, du même (Ouest). Grosz, Dix, ricannent ou grincent pareillement des dents de part et d'autre du rideau de fer.

L'Est a son grand absent : Christian Schad, dont la présence glaciale, à l'Ouest, vous réveille des sens oubliés. Mais l'Ouest aussi a ses manques, comme John Heartfield (né et mort à Berlin) ou Alice Lex-Nerlinger, dont les formules prémonitoires, les montages antihitlériens, ne sont ni plus déshonorants ni moins perspicaces que bien des constructions d'après-guerre, telles que New-York nous en donne d'énergiques exemples (Beuys, Vostell, etc.).

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) « British Art in the 20th Century », Royal Academy, 15 janvier-5 avril 1987 (*le Monde* du 31 janvier 1987)

(2) « Berlin Berlin, die Austellung zur Geschichte der Stadt », jusqu'au 22 novembre. Catalogue 696 pages, 28 DM (*le Monde* du 22 août).

(3) Sur ce thème précis, « Mythos Berlin » (le mythe Berlin), exposition en plein air à l'emplacement de l'ancienne gare Anhalter Bahnhof, a contribué à alléger le poids du passé dans les autres manifestations, leur donnant la possibilité d'aller au plus vif et au plus net de leurs sujets.

(4) « Ich und die Stadt » (l'homme et la grande ville dans l'art allemand du vingtième siècle), Martin Gropius Bau, jusqu'au 22 novembre. Catalogue, 406 pages, 24 DM.

(5) « Kunst in Berlin » (l'art à Berlin), 1648-1987, Staatliches Museum zu Berlin, Altes Museum. Jusqu'au 25 octobre. Catalogue : 512 pages, 78 DM.

(6) *Berlinart*, 1961-1987, San Francisco Museum of Modern Art, du 22 octobre au 3 janvier 1988

(7) *Tempéraments*, trente artistes de Berlin, Centre culturel de la RDA, 117, bd Saint-Germain, 75006 Paris. Jusqu'au 21 octobre. Catalogue gratuit (jusqu'à nouvel ordre).

Renseignements sur les manifestations du 750e anniversaire. Par écrit : 750 Jahre Berlin Offentlichkeitsarbeit, Budapester Strasse 44, D1000 Berlin 30. Par tél. : (030) 254 89-250.



Karl Hubbuch : *Die Saaltochter (la Fille de salle)*, circa 1926, aquarelle 100,5 × 56,8 cm, à l'exposition « Ich und die Stadt »

Joël Kermarrec

Enigmatiquement vôtre...

« Au principe le fantôme est le verbe de la forme », « l'ange, trois couleurs, le chiffre, cercle et le roseau pour mesurer » et *« si en riant on pouvait concevoir l'absence, le vide que créé le rire »*... Des titres comme ceux-là, on le reconnaîtra, ne sont pas faits pour élucider la peinture, une peinture qui, depuis vingt ans, suit son cours énigmatique, privé, entre turbulences affectives, forces obscures et lucidité. S'il est un artiste qui a son monde à part et à lui, c'est bien Joël Kermarrec, qu'on a vu au fil des années 70 s'arracher d'une figuration à clefs qui vous laissait à la porte, lâcher les objets problématiques donnés en rébus sur fond de toiles en voie de recouvrement, pour plonger dans les blancheurs hallucinées de formes ovoïdales.

Il en extrayait quelques fragments de corps, signalait la présence humaine et animale, dessinait des dents, un regard, un crâne, un corps doux, des traces de doigts, des taches de couleurs... entre dessin et peinture fœtale, la couleur qui entachait le blanc finalement l'a emporté. Force motrice des dernières œuvres, elle recouvre, envahit, se déploie en éventail dans la nuit, s'émiette, s'étire entre feu et glace autour du cercle magique dont la figure centrale est une raie — le poisson — volatile comme un cerf-volant, carrée comme une figure géométrique, trouée comme une palette de peintre. Un morceau de choix et de roi que Kermarrec nous balance avec ses anges aux sourires figés, jouant plus que jamais les sorciers séducteurs, conjuguant plus que jamais le verbe peindre sur le mode onirique, avec aussi cette minutie, un petit côté étriqué dans la façon de faire qui arrête, coupe le circuit des forces sauvages, pudiquement. On peut le regretter.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, jusqu'au 10 octobre.

Jean Edelmann géomètre du quotidien

D'abord, on ne voit qu'une architecture très savante, complexe et bizarre. Des triangles, des trapèzes, des demi-cercles, des cercles complets, toutes sortes de polygones fortement irréguliers se pénètrent, s'agglomèrent et s'équilibrent. Il faut du temps, et parfois le secours d'un titre, pour reconnaître la tasse, la lectrice de journaux, la plage, un instrument de musique, des objets ordinaires, des scènes plus ordinaires encore. C'est le monde selon Jean Edelmann, réseau de lignes qui se prolongent au-delà des contours et dessinent un système cloisonné. L'œil, quand il s'est habitué, identifie natures mortes et intérieurs : où il supposait une abstraction, il découvre une figuration qui sait ce qu'elle doit au cubisme.

Les tons demeurent assourdis, la touche point trop visible, la technique est toute de suggestion. Cet art cultivé poursuit la tradition de la peinture intimiste, en la renouvelant.

Ph. D.

★ Galerie d'Art international, 12, rue Jean-Ferrandi, jusqu'au 31 octobre.

Golub, peintre de séries noires

Pour aimer Golub, Leon, natif de Chicago, il faut aimer Day Keene et Chester Himes. Il faut aimer les romans policiers qui se passent en Floride ou en Alabama. Dans les livres de ces excellents auteurs, il arrive souvent que l'on ramasse des cadavres au petit matin, alors que la chaleur n'est pas encore insupportable. On les traîne par les pieds dans la poussière jusqu'à une antique camionnette Chevrolet pour les conduire ensuite dans un entrepôt frigorifique, faute de morgue dans le village. Assis sur le trottoir, des Nnoirs regardent le spectacle. Ils ne disent mot, ils ne bougent pas, et l'on soupçonne qu'ils savent tout de l'affaire et ne diront rien.

C'est ce que peint Leon Golub, dans un style précis et graphique, avec des matités de fresque. Sans doute son œuvre doit-elle une bonne part de son charme aux réminiscences littéraires qu'elle suscite dans l'esprit de ceux qui ne connaissent le Sud qu'à travers Truman Capote ou Jim Jarmusch. Golub n'en reste pas moins l'un des meilleurs parmi les réalistes américains actuels.

Ph. D.

★ Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, jusqu'au 1er novembre.

Culture

DANSE

Le Zénith pour la danse contemporaine


JEAN GOUSSEBAIRE

« Faons et éléphants » de Daniel Larrieu

Christian Tamet, directeur du Théâtre contemporain de la danse présente le programme de sa soirée au Zénith : *« Régine Chopinot a décidé de reprendre* Appel d'air, *autoportrait à l'origine de sa popularité auprès des jeunes. Elle en présente une nouvelle version avec une musique de Glenn et des costumes de Jean-Paul Gaultier. J'ai passé commande à Angelin Preljocal. Daniel Larrieu a composé* Faons et éléphants, *une rencontre entre quatre danseurs, dont deux de l'Opéra, Jean Guizerix et Wilfride Piollet, et un délicat pachyderme. J'ai pensé que le Zénith donnerait une dimension intéressante à la chorégraphie de Dominique Bagouet et Boltansky,* le Saut de l'ange. *Anne-Marie Reynaud a choisi de travailler avec Bernard Lavilliers sur la chanson* Chez Yvette. *Il y aura aussi quelques moments insolites et drôles, un clin d'œil à la danse classique avec les ballets Trockadéro, des travestis qui vont donner leur interprétation du* Lac des cygnes, *et aussi un groupe zoulou et le chanteur Mahlathni. »*

M. M.

★ Le Zénith, 30 septembre, 20 h 30.

CINÉMA

« Lettre d'une inconnue », de Max Ophüls

Vienne d'amour et de mort

L'univers de Stefan Zweig admirablement transposé à Hollywood. Une reconstitution parfaite du « climat » viennois, de ce qu'on appellera plus tard « l'Apocalypse joyeuse ».

En 1933, à l'arrivée de Hitler au pouvoir, Max Oppenheimer, dit Max Ophüls, a quitté, avec sa famille, l'Allemagne où *Liebelei* (d'après la pièce d'Arthur Schnitzler) vient de le rendre célèbre. Il va tourner, en France, jusqu'en 1940. Son dernier film, avant l'arrivée des nazis et un second exil, est *De Mayerling à Sarajevo*, drame historique sur la décadence de l'empire austro-hongrois et la fatalité conduisant à l'attentat de Sarajevo.

Après, il y a les Etats-Unis, via la Suisse, Hollywood où Max Ophüls doit tout recommencer, reste à la porte des studios pendant cinq ans, travaille quelques jours sur *Vendetta*, puis réalise enfin en 1947 un film de cape et d'épée, *l'Exilé*. La confiance des producteurs américains vient alors. Bill Dozier, vice-président de l'Universal (et mari de l'actrice Joan Fontaine), s'intéresse à un sujet qui passionne Ophüls : l'adaptation d'une nouvelle de Stefan Zweig, *Lettre d'une inconnue*. A son tour, le président de la compagnie, William Goetz, dit oui. Joan Fontaine tiendra le rôle principal, avec le français Louis Jourdan. Le film est tourné en mai-juin 1948.

Il s'est produit, ici, une espèce de miracle. Malgré quelques transformations de l'intrigue, la transposition de l'univers de Stefan Zweig dans une production hollywoodienne est admirable. Un soir, à Vienne, un homme riche et célèbre reçoit une lettre d'une femme inconnue qui a traversé trois fois sa vie, à des époques différentes, sans qu'il la reconnaisse. Elle s'est totalement engagée et brisée dans la passion qu'elle avait pour lui. On voit, sous le drame sentimental, pointer le mélodrame qu'un Douglas Sirk, après tout, n'aurait pas négligé. Lui aussi était venu d'Europe. Il faut bien, à propos de *Lettre d'une inconnue*, œuvre tragique, insolite, sur la gravité d'un amour donné une fois pour toutes, et jusqu'à la mort, parler de culture. Max Ophüls, juif sarrois qu'on disait « viennois » à cause d'une certaine inspiration dont *Liebelei* fut la pierre de touche, était profondément empreint de la littérature (théâtre, roman ou nouvelle) viennoise, justement, littérature d'écrivains juifs autrichiens, touchée par l'aile de la psychanalyse de Freud, représentant tout le contraire de la mythologie des valses de Strauss et de la « douceur de vivre ». Schnitzler et Stefan Zweig, pour ne citer qu'eux, appartiennent à cette époque qu'on appellera, bien plus tard, « l'Apocalypse joyeuse ». En 1948, lorsque Max Ophüls réalise *Lettre d'une inconnue*, Stefan Zweig est mort depuis six ans. Emigré au Brésil, il n'a pas pu attendre la fin de Hitler. Il s'est suicidé. Rescapé du passé, le chef-opérateur de *Liebelli*, Franz Planer, devenu Frank Planer aux Etats-Unis, signe les images romantiques, glauques, déchirantes, contant la passion de Liza Berndle (Joan Fontaine) et l'égoïsme du dandy Stefan Brand (Louis Jourdan). On parlait de miracle : il est dans cet héritage culturel imposé à Hollywood, il est aussi dans des décors de studio conçus par l'architecte Charles Baker (non crédité au générique), exécutés par Russell A. Gausman et Ruby R. Levitt. Vienne surgit du temps, de la brume, Vienne d'amour et de mort, où le Danube, le Prater, la statue de l'empereur François-Joseph, les officiers en uniforme et les conventions sociales ressuscitent littéralement le climat pathétique de l'Autriche habsbourgeoise. Sans doute Max Ophüls a-t-il trouvé en Liza – jusqu'à faire se confondre Joan Fontaine avec le personnage – le type d'héroïne qui, dans tous ses films, voit sombrer son aspiration au bonheur dans les jeux truqués de l'amour et du plaisir. Mais il fallait sans doute qu'à ce moment-là il retrouve, lui, les racines de tous les exilés. Penson-y en voyant – revoyant – ce pur chef-d'œuvre.

JACQUES SICLIER.

MUSIQUES

L'Orchestre de Bordeaux en grève

Les quatre-vingts musiciens de l'OBA ne veulent plus jouer sous la direction de Roberto Benzi. Ils observent une grève illimitée à partir du mardi 29 septembre pour *« faire revenir Roberto Benzi sur sa décision de ne pas donner sa démission »*. Une ultime confrontation devait avoir lieu le soir même entre l'orchestre et son chef, à qui seront exposés les résultats d'un référendum favorable, à une très forte majorité, à son départ. La commission d'orchestre évoque *« une lassitude humaine et musicale compréhensible au bout de quinze ans »*. *« Nous avons connu une ascension normale due au talent de Roberto Benzi, pendant cinq ou six ans, assure la commission d'orchestre. Elle fut suivie d'une période de croisière avant de glisser sur des pentes très savonneuses. »* L'absence à Bordeaux d'un auditorium digne de ce nom n'a sans doute pas contribué à restaurer le climat au sein de l'Orchestre Bordeaux-Aquitaine. Hébergé à sa création par le Grand Théâtre, l'OBA joue depuis 1978 au Palais des sports où des manifestations sportives continuent à avoir lieu entre les concerts. Roberto Benzi observe un mutisme total. On avance le nom d'Alain Lombard pour lui succéder.

GINETTE DE MATHA.

« La Damnation de Faust » à Lyon

Enfin fidèle !

John Eliot Gardiner confirme sa réputation de perfectionniste.

Pour ne pas s'asttirer d'injustes reproches, le programme du festival indique prudemment : « Version oratorio » comme s'il pouvait y en avoir une autre... Ce n'est parce que l'idée de Roul Gunsbourg (en 1893) de mettre en scène un ouvrage prévu pour le concert a fait école qu'il faut s'excuser de se conformer, pour une fois, aux intentions du compositeur. Tout le plaisir de l'auditeur vient donc de ce qu'il entend et de ce que ces sensations musicales liées aux paroles suggèrent à son imagination. Mais il faut bien redire ce que chacun sait à Lyon : l'auditorium Maurice-Ravel reste un échec acoustique.

Peut-être faut-il ajouter que le choc des *Troyens* dans leur noblesse un peu hautaine, est si fort que les éléments pittoresques de la *Damnation* semblent des concessions du compositeur à l'écriture. On pouvait attendre de la direction de John Eliot Gardiner à la tête de l'opéra de Lyon, qu'elle rende à la partition sa fraîcheur originelle loin des exagérations et des boursouflures imposées par des chefs convaincus d'avoir mieux à faire que ce que l'auteur a prévu.

La distribution est nettement dominée par Anne Sofie Von Otter qui confère à Marguerite une sorte de fragilité diaphane très émouvante. Le *Faust* de Michaël Myers, malheureusement, ne passe guère la rampe et l'on aimerait que son louable souci de réserve ne vienne pas d'un manque d'engagement ou de vaillance. Jean-Philippe Lafont est un bon Diable d'opéra, mais Méphisto devrait avoir plus d'un tour dans sa voix : les différents couplets de *la Chanson de la puce*, par exemple, sont dits sur le même ton.

Les Chœurs du Festival d'Edimbourg enfin, dirigés par Arthur Oldham. A eux seuls, ils ont une part importante dans la réussite de cette *Damnation de Faust*.

GÉRARD CONDÉ.

★ Reprise de la *Damnation* (en clôture du festival Berlioz) : mercredi 30 septembre, 20 h 30.

« Le Triptyque », de Puccini, salle Favart

Subtil et brillant

L'Opéra de Paris et son administrateur n'ont pas manqué leur rentrée. Le Triptyque, *de Puccini, a connu lundi, salle Favart, un succès mérité.*

Les œuvres réunies dans ce *Triptyque*, de Puccini ne sont pas de celles qui attirent irrésistiblement l'intérêt : un drame réaliste sur une péniche *(la Houppelande)*, une tragédie conventionnelle dans un couvent de femmes, avec un miracle douceâtre comme happy end *(Sœur Angélique)*, et, heureusement, une étourdissante comédie macabre en conclusion *(Gianni Schicchi)*.

Mais Puccini a tant de métier et de sincérité, il sait si bien créer des atmosphères et des mélodies efficaces, qu'il finit par retourner le public en sa faveur. Le décor d'Hans Schavernoch pour *la Houppelande (Il Tabarro)* est le moins bon des trois, il faut quelque imagination pour reconnaître la péniche pétrifiée dans ces docks où l'on accède par une inutile échelle de fer. Mais peu importe, l'action est rapide, le marchand de chansons évoque les quais du vieux Paris, avec l'allusion nostalgique à *la Bohème*, et si Lando Bartolini ressemble plus à un intellectuel minable qu'à un manœuvre paumé, Léona Mitchell, donne une vraie grandeur à cette femme frustrée qui projette sa nostalgie et son amour impossible sur un être misérable. Jean-Philippe Lafont incarne avec une sobriété impressionnante le marinier bafoué. Notre Papageno, devenu Falstaff, a maintenant une stature tragique. Dans *Sœur Angélique*, le monastère du dix-huitième siècle a pris avec Schavernoch une allure moderne. Si les robes et les attitudes conventuelles sont quelque peu fantaisistes, l'atmosphère n'est pas trop sucrée et la musique de Puccini s'en porte nettement mieux, d'autant que la mise en scène nous a débarrassés de l'apparition finale de la Vierge avec l'« enfant du péché ».

Léona Mitchell, une nouvelle fois, fait éclater le sujet mélodramatique (la sœur coupable qui s'empoisonne pour rejoindre son enfant mort) avec sa voix immense, pétrie d'humanité. Autour d'elle, les religieuses recréent avec grâce et spontanéité cette « volière de l'enfant Jésus » où, dans une innocence un peu artificielle, les caractères s'affinent, s'aiguisent et s'affrontent à la fois. Une réussite toute en finesse de Martinoty.

Enfin *Gianni Schicchi* libère le spectateur encore crispé par les roueries et la grandiloquence de Puccini. La mise en scène étincelante, les portraits impayables de toute cette « famille » avide et caquetante, le formidable numéro de Gabriel Bacquier parachèvent cette soirée pleine de saveur.

A Léona Mitchell toujours, en Lauretta, on associera Julia Marpozan, Guy Gabelle, Vincenzo La Scola, Jean-Philippe Courtis, Anna Ringart, Valérie Chevalier, en s'excusant de ne pouvoir mentionner tous ces excellents chanteurs et acteurs. Sans faire d'étincelles particulières, Marcello Panni et l'Orchestre de l'Opéra donnent une assise solide au spectacle.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 1er, 3, 6, 9, 12, 15, 17, 27 et 29 octobre (19 h 30). Le programme substantiel donne les textes complets, bilingues, des livrets.

Culture

CINÉMA

Un entretien avec David Puttnam

La Columbia sans son PDG

Au cours d'un séminaire réunissant le mercredi 23 septembre deux cents employés des studios Columbia à Burbank, David Puttnam a annoncé sa démission du poste de PDG qu'il occupait depuis treize mois. La démission de David Puttnam coïncide avec le parachèvement, d'ici à deux mois environ, de la fusion Columbia Pictures-Tri Star en une nouvelle société nommée Columbia Pictures Entertainment.

Selon l'organe professionnel Variety, *c'est David Puttnam lui-même qui aurait décidé de partir après plusieurs réunions avec M. Victor Kaufman, nouveau PDG de la Columbia Pictures Entertainment. Il a confirmé sa décision de regagner la Grande-Bretagne, soulignant que l'effet de son action à la tête de la Columbia ne serait perceptible qu'après son départ. Il a exhorté son auditoire à* « laisser parler les films ». *Ainsi, l'aventure aura duré un peu plus d'un an. La décision avait, à l'époque, secoué violemment le Landerneau hollywoodien. Pour donner du sang neuf et une nouvelle impulsion à la Columbia, une de ses filiales du département « Entertainment », l'empire Coca-Cola, faisait appel à David Puttnam. Un producteur indépendant, jeune (quarante-six ans), au palmarès certes éclatant* (de Bugsy Malone à la Mission *en passant par quelques Ken Russell,* Midnight Express *et l'oscar des* Chariots de feu), *mais un homme extérieur au sérail. Pire encore : un Britannique, un étranger. Au cours du premier tiers de son mandat, David Puttnam a procédé à une refonte draconienne des structures, mettant l'accent sur l'importance – financière et culturelle – de l'Europe d'une part, du marché international de l'autre.*

Quarante-huit heures avant l'annonce de son départ, après son intervention au symposium organisé dans le cadre du Festival de Toronto (Canada), David Puttnam, s'élevant au-dessus des querelles de palais, redéfinissait pour nous le rôle du cinéma dans la société. Il apparaissait tendu, fatigué. On ne savait pas qu'il s'agissait de son « testament » américain.

H. B.

● WALL STREET. – « La fusion Columbia-Tri Star devait logiquement s'effectuer, mais dans un an au moins. Elle est à mon avis trop précipitée. Elle s'est faite uniquement pour des raisons comptables et fiscales. Compte tenu du délai de soixante jours nécessaire à la ratification, Coca-Cola a gagné un milliard de dollars. En ne réagissant qu'à Wall Street, l'industrie cinématographique oublie tout simplement le produit. Cela remonte à l'achat des studios et des organismes de production par les grands conglomérats industriels et financiers, et je crains que l'industrie cinématographique ne suive le même chemin que l'industrie automobile. »

● LE PUBLIC. – « 43 millions d'Américains ont aujourd'hui entre quarante et un et soixante ans. Dans treize ans, ils seront 80 millions, constituant un groupe influent qui, plus qu'aucun autre au cours de notre histoire, sera libre de son choix quant à l'aménagement de son temps de loisir...

» En tant que Britannique dirigeant une entreprise américaine, j'ai perçu ici, aux États-Unis, un sentiment profondément provincial. Attitude impliquant qu'on se tient pour le centre du monde. Or, en 1995, la France aura 57 millions d'habitants, l'Allemagne de l'Ouest 61, l'Espagne 40,5, la Suède 8,5. Le Japon atteindra le chiffre énorme de 127 millions et le Brésil 172 millions. Cela réprésente un public gigantesque et un nombre colossal de fauteuils.

» J'y suis peut-être plus sensible que d'autres... En arrivant aux États-Unis, j'avais une appréciation personnelle de l'ampleur des revenus qui pouvaient provenir du marché extérieur ; celui-ci, à mon avis, n'a pas encore été exploré. Or, *Out of Africa*, par exemple, doit 60 % de ses recettes globales au reste du monde. Dans le cas de *Mission*, ce chiffre atteint 75 %. D'autres doivent pouvoir réussir ce score. C'est une question de sujet, d'énergie, de planning, et d'engagement. »

● UN LANGAGE INTERNATIONAL. – « Il nous faut créer, ou découvrir, le talent ; le trouver et le financer. Au bout du compte, un studio a peu à offrir sinon sa capacité de canaliser ce talent vers les écrans. Nous avons l'absolue responsabilité de le déceler, de le reconnaître, de le nourrir. Nous avons quotidiennement affaire à de nouvelles technologies : magnétoscopes, vidéodisques, la nouvelle cassette 8 millimètres Sony, bientôt les satellites... Ce ne sont que des systèmes de messagerie... Le temps de la diffusion simultanée, globale, à l'échelon mondial, approche à grands pas. C'est pourquoi Columbia a restructuré son département marketing en une seule organisation mondiale. Car la grande chance, à mon avis, viendra de l'étranger.

» Mais, pour atteindre une audience internationale, il faut maintenant tourner en anglais. C'est une réalité. Il y a quelques années, quelqu'un comme Bertrand Tavernier s'était élevé contre ce phénomène au nom d'une autonomie, d'une indépendance, d'une identité culturelle. Il tourne maintenant en anglais...

» J'ai demandé à Agnieska Holland, à Doris Dorrie, à Istvan Szabo, à Lino Brocka, à Eumir Kusturica, de faire des films pour nous. En anglais. Ce n'est pas leur langue, et les expériences précédentes n'ont pas toujours été convaincantes. Ils apprendront. Ils se forgeront l'oreille, ils auront auprès d'eux quelqu'un qui les aidera. Je sais que les metteurs en scène, en Europe particulièrement, sont tenus pour maîtres à bord après Dieu. Mais il leur faudra bien comprendre que nous ne sommes pas des empêcheurs de filmer en rond. Nous faisons le film avec eux. »

● LE POUVOIR DU RÊVE. – « Nous œuvrons tous les jours pour un art qui représente autre chose, et bien plus, que des contrats, de la prestidigitation fiscale, des fusions d'entreprises.

» C'est la notion de rêve qui a conduit notre industrie dès sa conception. Ceux d'entre nous qui font des films, ceux qui les mettent sur le marché, ceux qui les distribuent, ceux qui constituent le public, sont les complices de ce rêve. Ils conspirent à mettre de côté leurs tourments individuels et à se réunir, chez eux ou dans une salle de cinéma, pour emprunter les plaisirs et les peines, les amours et les haines, le rire et les larmes, les triomphes ou les désastres d'autrui. Je suis convaincu que l'art du film commence avec l'individu. »

● L'ÉTHIQUE. – « A celui qui lui demandait ce qui se passerait en cas de guerre nucléaire, Einstein répondait simplement : *« Nous ne serons plus en mesure d'écouter la musique de Mozart. »* Comme lui, je crois à la nécessité d'une communauté moralement responsable où l'artiste pourra fonctionner et être encouragé.

» On peut dire qu'aujourd'hui le talent est aux mains des rois et des princes de nos systèmes. Quelles sont leurs obligations, et comment les remplissent-ils ? Je constate que l'industrie et la société, dans leur rôle de « parents créatifs », semblent faillir à leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants de « talent ». La qualité devrait être soulignée plutôt que la quantité, et les rapports humains privilégiés par rapport à la stricte concurrence... L'originalité de pensée, plutôt que la répétition, doit être encouragée. Nos problèmes, aujourd'hui, ne sont pas simplement politiques ou économiques, ils sont, avant tout, éthiques. »

● L'OUTSIDER. – « Le changement interviendra, j'espère. Avec ou sans moi. Sinon, d'ici à 1993, Los Angeles sera devenu Detroit. Presque par accident, je me suis retrouvé dans la position d'un homme confronté à lui-même. Je me suis rendu compte qu'il fallait mettre ses *credo* en première ligne, les envoyer au front. Pour certains, je suis venu murmurer à l'oreille des dragons et me battre contre des moulins... Or, je ne suis ni saint Georges ni Don Quichotte. Je suis simplement un producteur de films européen qui a traversé l'Atlantique pour poser quelques questions et chercher une autre voie. »

Propos recueillis par
HENRI BEHAR.

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h : « Dialogues des Carmélites. »

COMÉDIE-FRANÇAISE, Salle Richelieu (40-15-00-15) ; 20 h 30 : « Turcaret ».

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre Montparnasse (43-22-77-30) Grande salle : 21 h : « Autres horizons ». Petite salle : 21 h : « C'était hier. »

CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Gémier : 20 h 30, Compagnia Carlo Colla Figli (marionnettes italiennes en langue originale).

ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (43-25-70-32), 20 h 30 : Génousie.

PETIT ODÉON (43-25-70-32) 18 h 30 : Bréviaire d'amour d'un haltérophile.

TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Entre passions et prairie.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS 20 h 30 : Récital Barbara.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Iphigénie.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30) 20 h 30 : The Great Hunger.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17) 20 h 30 : Je ne demande qu'une chose...

ATELIER (46-06-49-24) 21 h : le Récit de la servante Zerline.

BASTILLE (43-57-42-14) 20 h : l'Hypothèse ; 21 h : Mystère bouffe.

BOUFFES DU NORD (48-04-74-77) 20 h 30 : Dom Juan.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) 20 h 45 : l'Excès contraire.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35), 22 h : le Petit Bruit des perles de bois.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) 20 h 15 : Bien dégagé autour des oreilles ; 22 h : Derec.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Tempête (43-28-36-36) 20 h 30 : Aller-retour.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) 20 h 30 : Casanova.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) 21 h : Poil de carotte.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) 20 h 30 : Fleur de cactus.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31) 20 h 30 : le Misanthrope.

DAUNOU (42-61-69-14) 21 h : Monsieur Masure.

DIX HEURES (42-64-35-90) 20 h 15 : Cul sec.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ARTS ET MÉTIERS (45-65-18-11) 20 h 45 : Une femme tuée par la douceur.

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Babas cadres, 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

ÉDOUARD VII/SACHA GUITRY (47-42-57-49), 20 h 30 : les Jeux de l'amour et du hasard.

ESPACE CARDIN (42-66-17-81), 20 h 30 : Normal Heart.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 22 h : la Donjuanne ; 21 h : Finie la marelle.

FONTAINE (48-74-74-40), 21 h, S. 20 h, 22 h : Au secours, tout va bien ; les Inconnus.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 21 h : l'Éloignement.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Bretayal.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. : 20 h 15 : Palier de crabes ; II. 22 h : Carmen Crû.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), 20 h 30 : Crime et Châtiment.

GRÉVIN (42-46-84-47), 21 h : les Trois Jeanne/Arthur.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 19 h 30 : le Lutin aux rubans ; 21 h : Fragments ; 22 h 15 : Egarement.

GYMNASE (42-46-79-79), 20 h 30 : Madame Sans-Gêne.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Métro fantôme ; II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.

MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : les Pieds dans l'eau.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h, mat. : Kean. Petite salle (42-25-20-74), 21 h : la Menteuse.

MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 30 : l'Idiot.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 45 : Pyjama pour six.

MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double mixte.

MODERNE (48-74-16-82), 18 h 30 : Hamlet.

MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : Cabaret.

MONTPARNASSE (43-22-77-74) Grande salle, 20 h 45 : Autres horizons. Petite salle, 21 h : C'était hier.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?

ŒUVRE (48-74-47-36), 21 h : Léopold le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Manoe ; 18 h 30 : Kleen.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81), 20 h 30 : l'Hurluberlu.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-10), 20 h 30 : l'Affaire du courrier de Lyon.

POCHE MONTPARNASSE (45-48-92-97), 19 h 30 : Variations sur un canard.

POTINIÈRE (42-61-44-16), 19 h : Madame de la Carlière ; 20 h 30 : le Journal d'un curé de campagne.

RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Buffo.

RENAISSANCE (42-08-18-50), 20 h 45 : Un jardin en désordre.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : les Seins de Lola.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27), 20 h 30 : J'ai tout mon temps, où êtes-vous ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 20 h : Jango Edwards.

TAI THÉÂTRE (42-78-10-79), 20 h 30 : l'Ecume des jours ; L., 20 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-88), 20 h 30 : le Salon.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-16-82), 20 h 30 : Capitaine Fracasse.

THÉÂTRE DU ROND-POINT BARRAULT-RENAUD (42-56-70-80), 21 h, D. : J.-J. Rousseau.

THÉÂTRE 14 (45-45-49-77), 20 h 45 : L'homme qui savait.

T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50), 21 h : La Madeleine Proust à Paris.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : Violons dingues.

TOURTOUR (48-87-82-48), 19 h : Un cœur sous une soutane ; 20 h 30 : le Sous-sol.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : C'est encore mieux l'après-midi.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35) 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 23 h 30 : Fou comme Fourcade.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) I. 20 h 15 : Tieus, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

CLUB DES POÈTES (47-05-06-03) 22 h : Festival de poésie insolite d'A. Allais à A. Frédérique.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 20 h : P. Pellerin ; 22 h 45 : Tie break.

TINTAMARRE (48-87-33-82) 20 h 15 : A. Lamy ; 22 h 15 : le détournement d'avion le plus fou de l'année.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée...moi.

Le music-hall

ARLEQUIN (45-89-43-22), 20 h 30 : M. Valette.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h 30 : E. Kibaro.

OLYMPIA (47-42-82-45), 20 h 30 : M. Leeb.

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-13-73), 20 h 30 : C. Aznavour.

TAC STUDIO (43-73-74-47), 20 h 15 : C. Gilys.

La danse

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 30 : Vidya (Bharata Natyam).

18 THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : Lettres de Camille (R. Léger).

Les concerts

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 21 h : voir le 28.

Eglise Saint-Séverin, 21 h : Chorales Kuentz de Paris et Brest, B. Schlick (soprano) (Mendelssohn).

Eglise des Invalides, 20 h 30 : Orchestre A. Stajic (Bach).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Orchestre Français d'Oratorio, Chorale R. de Lassus (Saint-Saëns).

Jazz, pop, rock, folk

BERCY (43-46-12-21), 20 h 30 : J. Hallyday.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : M. Laferriere Dixieland jazz band.

CLOWN (45-55-00-44), 22 h : A. Mion.

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (42-52-25-15), 20 h 30 : Julian Cope, Triffids, Noir Désir.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h : Zaka Mangala.

KISS (48-87-89-64), 24 h : Pela.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37), 20 h : Trashing Doves.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 23 h : Ray Anderson, M. Hollias, G. Hemmingway.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Quartet P. et H. Florens.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Swing Limited Corporation.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h 30 : C. Bolling Trio.

Mardi 29 septembre

SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : R. Guerin.

SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : B. et N. Rangell Quintet.

TABLE D'HARMONIE (43-54-59-47), 22 h 30 : The Boogie Woogie Boys.

LES TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 22 h : Raul Barboza.

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J.-Prévert (48-68-00-22), 21 h : Cocteau-Marais.

IVRY, Théâtre (46-70-21-55), 21 h : les Libertins.

LE VÉSINET, CAL (39-76-32-75), 21 h : les Brumes de Manchester.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Monsieur Fabre, de H. Diamant-Berger ; 19 h, le Code criminel, de H. Hawks (v.o.) ; 21 h, La foule hurle, de H. Hawks.

BEAUBOURG

(42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES AILES DU DÉSIR (All., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; V.O. et V.F. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.F. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Ang., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BOIRE ET DÉBOIRES (a., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Galaxie, 13e (43-31-56-86).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

EVIL DEAD 2 (A., v.o.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26)) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79).

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME VOILÉ (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Conventions, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MAN ON FIRE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-30) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).

MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Republic cinéma, 11e (48-05-51-33).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-36).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang. : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

PERSONAL SERVICES (A., v.o.) (*) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PLATOON (*) (A, v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

PREDATOR (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Rex, 2e (42-36-83-93).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A.), v.o. : Action Ecoles, 6e (43-25-72-07) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08), à p. de v. :

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 6e (43-54-07-76) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).

RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Vendôme, 3e (47-42-97-52).

RITA, SUE ET BOB... AUSSI (*) (Brit., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). V.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SI LE SOLEIL NE REVENAIT PAS (Fr.-Suis.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

SOUL MAN (A., v.o.) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). V.f. : Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), h.sp.

LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TANDEM (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

THE ASSAULT (Hol., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉRÈSE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-03-16-16).

TIN MEN, LES FILOUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

TRAVELLING AVANT (Fr.) : Studio 43, 3e (47-70-63-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40). V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VALLÉE FANTOME (Suis.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet-Parnasse, 14e (43-26-58-00) : 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), (2 salles) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Les festivals

MIKHALKOV (v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) : Cinq soirées.

MINNELLI (v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) : Comme un torrent.

M. MONROE (v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60) : Sept ans de réflexion.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) : Extrême préjudice.

ROHMER : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : Pauline à la plage ; Les nuits de la pleine lune ; Le beau mariage ; La femme de l'aviateur ; Perceval le Gallois ; Le signe du lion ; La marquise d'O. – Denfert, 14e (43-21-41-01). En alternance : Le beau mariage ; Perceval le Gallois ; Les nuits de la pleine lune ; La femme de l'aviateur ; La marquise d'O ; Le signe du lion.

M. SIMON : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) : Boudu sauvé des eaux.

TARKOVSKY (v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33). En alternance : Nostalghia ; Solaris ; Andreï Roublev ; Le sacrifice ; Stalker ; L'enfance d'Ivan.

TEX AVERY (v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

W. WENDERS (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) Alice dans les villes.

LES FILMS NOUVEAUX

COMÉDIE. Film français de J. Doillon : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

ENVOUTÉS (*). Film américain de J. Schlesinger, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MIRIANA. Film yougoslave de J. Acin, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 6e (43-54-07-76) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE MOINE ET LA SORCIÈRE. Film français de S. Chiffman : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-33-44).

REQUIEM POUR UN MASSACRE. Film soviétique de E. Klimov, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK. Film américain de G. Miller, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) : UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43.36.23.44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 17e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SPIRALE. Film français de C. Frank : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE. Film britannique de P. Greenaway, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

WERTHER. Film espagnol de P. Miro, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 30 SEPTEMBRE

« Une journée des métiers d'art à Paris », 9 h 30, place de la Concorde, côté Tuileries (car) (Paris et son histoire).

« La paroisse des rois de France », 15 heures, devant le portail de Saint-Germain l'Auxerrois (Paris et son histoire).

« Fragonard », 18 heures, Grand Palais (Mme Caneri).

« Les vieilles rues du quartier de la Bourse », 15 heures, entrée galerie Vivienne, 4, rue des Petits-Champs (Monuments historiques).

« Le musée Picasso dans l'hôtel Salé », 14 h 30, 5, rue de Thorigny, Mme Cazès (Arts et curiosités).

« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Les primitifs du cardinal Fesch de Giotto à Bellini », 12 heures et 15 heures, Louvre, pavillon de Flore, quai des Tuileries (Mme Adda).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Du quartier Gaillon aux Grands Boulevards », 14 h 30, métro 4-Septembre (Paris pittoresque et insolite).

« Jardins de Neuilly », 15 heures, 34, avenue de Neuilly (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Les origines de la peinture occidentale ».

IFRI, 6, rue Ferrus, 17 h 30 : « Fidel Castro, trente ans de pouvoir absolu » (exposé par Tad Szulc, écrivain et journaliste de l'IFRI. Tél. : 45-80-91-58).

108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « La sexualité sacrée, Inde, Rome, Grèce » (AGEASAC. Tél. : 43-21-88-13).

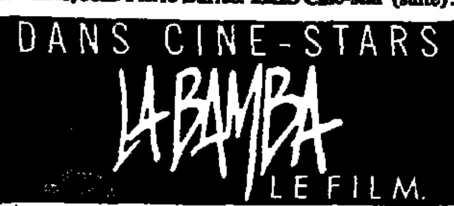
Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 29 septembre

TF 1

20.35 Ciné-star : la Carapate ■ Film français de Gérard Oury (1978). Avec Pierre Richard, Victor Lanoux, Raymond Bussières, Jean-Pierre Darras. **22.25 Ciné-star (suite).**



Magazine de Michel Denisot. Avec Jean-Hugues Anglade et Nastassja Kinski pour *Maladie d'amour*, Caroline Cellier et Laurent Mallet pour *Charlie Dingo*, Fanny Cottençon pour *Journal d'un fou*, Musumarra. **23.25 Journal. 23.40 Permission de minuit.** Émission de Frédéric Mitterrand.

A 2

20.30 Cinéma : Coup de torchon ■■■ Film français de Bertrand Tavernier (1981). Avec Philippe Noiret, Isabelle Huppert, Jean-Pierre Marielle, Stéphane Audran, Eddy Mitchell. ▶ **22.35 Documentaire : Le Corbusier.** Rétrospective de l'œuvre de l'architecte à l'occasion du centenaire de sa naissance. **23.45 Informations : 24 h sur l'A2. 0.15 Série : Brigade criminelle.** Un mort pour un mort (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : la Diligence vers l'Ouest □ Film américain de Gordon Douglas (1965). Avec Ann Margret, Rene Buttons, Michael Connors, Alex Cord, Bing Crosby. **22.30 Journal. 22.55 Magazine : Décibels.** Spécial Zoulous Rap-Dup. Avec Puppa Leslie, Iode, Pablo Master, Mickey Mossman, Destroy Man et Johnny Go, Dee Nasty, Solo, Sheek et Fat, le groupe Princess, Sly and Robbie, Martin Meisonnier. **23.40 Espace francophone.** Émission de Dominique Gallet. La chanson française de l'Ontario.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Gandhi ■■ Film anglo-indien de Richard Attenborough (1982). Avec Ben Kingsley, Candice Bergen, Martin Sheen, John Mills. **23.35 Flash d'informations. 23.40 Cinéma : Recherche Susan, désespérément** ■ Film américain de Susan Seidelman (1985). Avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn, Mark Blum. (v.o.). **1.20 Cinéma : F comme Fairbanks** ■■ Film français de Maurice Dugowson (1975). Avec Patrick Dewaere, Miou-Miou, John Berry, Michel Piccoli, Jean-Michel Folon.

LA 5

20.30 Cinéma : les Aventures de Rabbi Jacob ■■■ Film français de Gérard Oury (1973). Avec Louis de Funès, Suzy Delair, Claude Giraud, Marcel Dalio. **22.10 Série : Spenser.** Péché mortel. **23.05 Série : Baretta.** Le fils illégitime (rediff.). **0.00 Série : Max la menace.** Max joue et gagne (rediff.). **0.30 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Les cinq dernières minutes** Les enfants du faubourg (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Don Camillo en Russie □ Film franco-italien de Luigi Comencini (1965). Avec Fernandel, Gino Cervi, Graziella Granata. **22.15 Série : Maîtres et valets.** Mademoiselle Foreste (rediff.). **23.05 Journal. 23.15 Météo. 23.20 Club 6.** Invités : Michel Galabru, Georges Guétary. **0.05 25 images seconde. 0.10 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Mode d'emploi. Jean Sibelius. **20.30 Le journal du corps.** Face à la presse médicale. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson.** Avec Yvan Dautin. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même ; littérature. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 mai à Schwetzingen) : Quatuor à cordes en sol mineur, op. 74, nº 3, de Haydn ; Quatuor à cordes nº 1, de Bartok ; Quatuor à cordes en ré mineur, D. 810, de Schubert, par le Quatuor Hagen. **23.07 Club d'archives.** Le Mozart des années 30 ; Un orchestre de luxe : l'orchestre Walther Straram ; Les introuvables du Quatuor Amadeus.

Mercredi 30 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée. Les bioniques ; Radio scarab ; Le mot mystérieux ; Le sport ; Top junior ; Les Minipouces ; GI Joe ; Les aventures de Dorothée ; Les Bioman. Trouble, l'invisible ennemi. Variétés avec Jean-Paul Césari. **17.30 Variétés : Jacky Show. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Football : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.** Marseille-Leipzig (match retour). **21.15 Tirage du Loto. 21.30 Football.** 2ᵉ mi-temps. En cas de prolongations, les émissions suivantes seront retardées d'autant. **22.20 Magazine : Pirates.** Emission humoristique de Bernard Boothier. Au programme : L'instrhumain de Pirates : Les impostures ; Interview inédite de Raymond Barre ; Fume, c'est du belge ; French lovers ; Les disparus de Mourmelon ; Leçon d'imitation de François Mitterrand ; C'est un scandale ; Enquête surprise : interview exclusive d'Yves Montand ; Le journal télévisé familial ; La vérité sur la carte bleue ; Enquête sportive. **23.20 Journal. 23.35 Permission de minuit.** Émission de Frédéric Mitterrand. Afin de « protéger » le match Auxerre-Panathinaïkos, qui se déroulera à la même heure que le match Marseille-Leipzig, la région auxerroise recevra le programme suivant : 20.25 Téléfilm : Capitaine courageux, de Harvey Hart, d'après Rudyard Kipling ; 21.52 Dessin animé : Tom et Jerry.

A 2

13.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. La porte de la mort. **14.40 Récré A2.** Tchaou et Grodo ; Les Poupies ; Zorro ; Quick et Flupke ; L'empire des cinq ; La comédie de Récré A2 : Les casse-pieds ; Heidi ; Les mystérieuses cités d'or ; Galaxy Rangers. **17.30 Magazine : Mambo satin.** De Billy Bourne. Au sommaire : Moto bobo ; Les jumeaux ; Les synthétiseurs ; Les 3 D ; La Bibliothèque nationale. **17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Les maléfices d'Endora. **18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec François Valéry, Louis Bertignac et les visiteurs, Blues Trottoir, un clip de Dalida. **19.10 INC. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A2. 20.00 Journal.** ▶ **20.30 Magazine : La marche du siècle.** De Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Bertrand. Thème : « 30 ans en l'an 2000 ». **22.00 Football : Coupe de l'UEFA.** Match retour : Auxerre-Panatinaïkos (en différé d'Auxerre). **23.40 Informations : 24 h sur l'A2. 0.10 Histoires courtes.** Pan, t'es mort, d'Ariel et Thadé Piesecki ; L'orage, de Michelle Pãa.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Spécial jeunes. Présenté par Pierre Nicolas. **14.00 Magazine : Décibels.** (rediff.) **14.30 Feuilleton : Les naufragés de l'île perdue.** (4ᵉ épisode). **15.00 Flash d'informations. 15.03 Série : Agatha Christie.** La femme disparue. **16.00 L'invité de FR 3.** Don Quichotte. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show.** L'orgue. **17.35 Magazine : Ciné-hit. 18.00 Dessin animé : David le gnome.** (1ᵉʳ épisode). **18.30 Feuilleton : Thibaud, ou les croisades.** 18ᵉ épisode : L'ermite. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.56 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La moelle osseuse. **20.05 Jeux : La classe. 20.35 Théâtre : le Misanthrope.** Comédie en cinq actes de Molière ; mise en scène de Pierre Dux. Avec Georges Descrières, Michel Duchaussoy, Bernard Dhéran, Béatrice Agenin, Gérard Caillaud. **22.35 Journal. 23.00 Magazine : Océaniques.** De Pierre-André Boutang et François Ribadeau-Dumas. La danse contemporaine en France, en 1987 : Jean-Claude Gallotta, à Grenoble ; Angelin Prejlocaj, à Champigny ; Maguy Marin à Créteil. **0.00 Musiques, musique.** Chant sans paroles, opus 109, de Mendelssohn, par Ima Zost, violoncelle, et François Vierdoneuf, piano.

CANAL PLUS

14.00 Série : Batman. 14.25 Série : Le retour de Mike Hammer. Menue monnaie. **15.10 Téléfilm : Espionnage à Londres.** D'Anthony Page, avec Ellen Burstyn, Teri Garr, Alan Bates. **16.55 Football. Dynamo de Berlin-Girondins de Bordeaux.** Match retour des 16ᵉˢ de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en direct de Berlin-Est. **18.50 Flash d'informations. 18.51 Top 30.** Présenté par Marc Toesca. **19.14 Dessin animé : Le piaf. 19.15 Mythofolies.** Avec Michel Galabru. **19.25 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Richard Bohringer. **21.00 Cinéma : Maxie** ■ Film américain de Paul Aaron (1985). Avec Glenn Glose, Mandy Patinkin, Ruth Gordon. **22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : le Paltoquet** ■■ Film français de Michel Deville (1986). Avec Fanny Ardant, Daniel Auteuil, Richard Bohringer, Philippe Léotard, Jeanne Moreau, Michel Piccoli. **0.10 Cinéma : Au-delà du réel** ■ Film américain de Ken Russell (1980). Avec William Hurt, Blair Brown, Bob Balaban, Charles Haid (v.o.). **1.45 Les superstars du catch.**

LA 5

13.30 Série : Insiders. Un autre monde. **14.20 Série : Shérif, fais-moi peur.** Adieu général Lee. **15.15 Série : Super Jaimie.** Pour que vive le roi. **16.10 Série : Buck Rogers.** Un amour de princesse. **17.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé : Dans les Alpes avec Annette. 17.40 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.05 Série : Hôtel.** Un parcours difficile. **19.00 Jeu : La porte magique.** Animé par Michel Robbe. **19.30 5, rue du Théâtre.** Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow.** Emission de Stéphane Collaro. Avec Gold, Laurent Voulzy, Dorothée. **22.00 Série : Arabesque.** Don du ciel. **22.55 Série : Le renard.** Une valise. **0.05 Série : Max la menace.** L'ennemi est dans la place (rediff.). **0.35 Série : Les chevaliers du ciel. 1.05 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Série : La cloche tibétaine.** L'escadron d'or (rediff.). **2.25 Série : Arsène Lupin.** Le bouchon de cristal.

M 6

13.00 Série : Cher oncle Bill. Le trophée (rediff.). **13.30 Série : Le frelon vert.** Le rayon de la mort. **14.00 Magazine : Ciné 6 première.** L'actualité des films de la semaine. **14.30 Musique : Clip fréquence FM. 15.20 Magazine : Starter.** Magazine musical. **15.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Les espions.** Un certain Smith. **18.00 Journal. 18.16 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** L'étranger. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Venez-vous danser ? **19.30 Série : Daktari.** Judy agent secret. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Dynastie.** Le choix. **21.20 Série : Falcon Crest.** Pas de deux. **22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : Les espions.** La rançon. **23.15 Club 6.** Invités : Pierre Arditi, Macha Méryl, Lolleh Bellon. **0.00 Série : Les têtes brûlées.** Pilote de la série. **1.35 25 images seconde. 1.40 Clip des clips.** Le chouchou de la semaine : Julie Piétri.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Cinéma aux Antilles. **21.30 Musique : Le roi Arthus,** par Jean-Louis Cavalier (Motet trans-départemental d'Alain Savouret, enregistré les 15 et 16 mai 1987 à Saint-Sever, dans les Landes). **22.30 Nuits magnétiques. 0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 juin au Théâtre du Châtelet) : Menuet antique, Trois cantates (Myrrha, pour soprano, ténor, baryton et orchestre ; Alcyone, pour soprano, alto, ténor et orchestre ; Alyssa, pour soprano, ténor, baryton et orchestre), de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Léonard Slatkin. **23.07 Jazz club.**

Audience TV du 28 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne   1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	46.3	Santa Barbara 20.5	Actual. région. 10.5	Actual. région. 4.2	Mythofolies 1.6	Porte magique 5.8	Oncle Bill 3.7
19 h 45	54.7	Roue fortune 25.8	Bon mot d'A2 3.2	Actual. région. 7.4	Nulle part 3.7	5, rue Théâtre 12.1	Daktari 2.8
20 h 16	67.9	Journal 24.2	Journal 21.1	La classe 9.5	Nulle part 2.6	Journal 4.7	Daktari 5.3
20 h 55	69.5	Les Valseuses 30.0	Peau d'un flic 26.8	Coiffeur dames 5.3	Pied sur Nil 0.5	Une femme 4.2	Les assassins 3.7
22 h 08	64.2	Les Valseuses 29.5	Peau d'un flic 25.3	Journal 2.6	Canal foot 0.0	Une femme 3.7	Les assassins 4.2
22 h 44	33.7	Médiations 11.6	30 ans télév. 14.7	Océaniques 0.5	Canal foot 0.5	Matlock 4.7	Pub 1.6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 septembre à 0 h TU et le dimanche 4 octobre à 24 h TU.

Le beau temps va se dégrader à partir de jeudi soir près des côtes atlantiques et vendredi sur la moitié ouest.

Ondées et orages gagneront l'est du pays samedi et dimanche tandis qu'un temps frais et variable avec averses s'établira sur les autres régions.

Mercredi, la journée sera ensoleillée.

Le matin quelques nappes de brume ou de brouillard se formeront puis se dissiperont rapidement pour laisser place à un ciel bien dégagé. Seuls quelques nuages persisteront sur le nord des Alpes.

Dans la journée il y aura du soleil en toutes régions et le ciel sera peu nuageux. En soirée un voile de nuages élevés préorageux débordera d'Espagne sur le massif des Pyrénées et sur le Pays basque.

A la pointe de Bretagne le ciel se couvrira aussi en bordure d'une zone de pluie qui circule sur l'océan.

Pas de changement dans les températures. Les minimales seront entre 3 et 7 degrés sur la plupart des régions ; localement il fera de 0 à moins 1 degré. En bord de Méditerranée, il fera encore 8 à 11 degrés.

Les températures maximales évolueront entre 15 et 25 degrés du nord au sud.

Jeudi, la matinée sera brumeuse avec même des nuages bas sur le littoral méditerranéen. Les températures minimales seront toutefois moins basses que les jours précédents.

La journée sera encore belle mais le soleil se voilera l'après-midi de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes. Quelques foyers orageux se développeront le soir sur les Pyrénées.

Vendredi, le beau temps persistera sur la moitié est du pays, par contre les nuages deviendront abondants sur toutes les régions atlantiques et méditerranéennes.

Des bruines ou pluies intermittentes se produiront sur la Bretagne et la Vendée. Les ondées orageuses deviendront plus fréquentes sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et au sud du Massif Central.

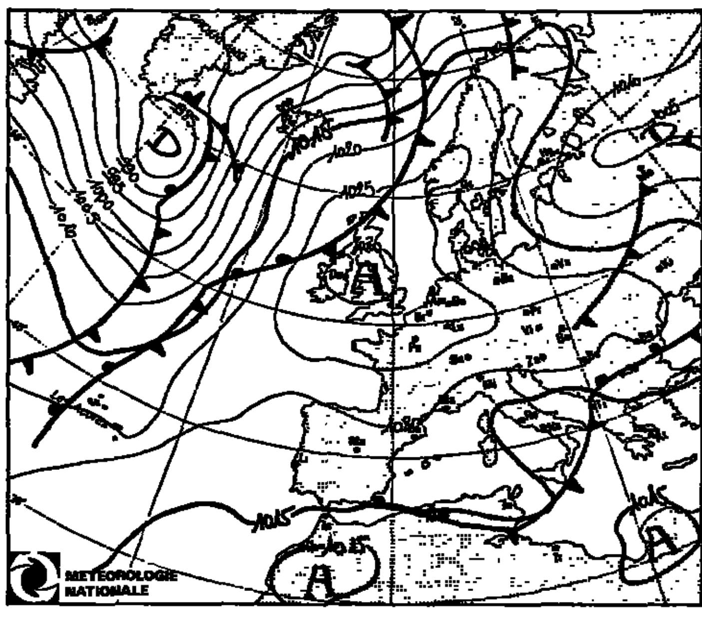
Samedi, les pluies orageuses qui s'étendront le matin des Pyrénées-Orientales à l'Auvergne, à l'Ile-de-France et à la Normandie gagneront, en s'intensifiant dans la journée, Rhône-Alpes, la Bourgogne, la Champagne et le Nord.

Sur la moitié ouest de la France, le temps deviendra plus variable et plus frais avec de nombreuses averses de l'Aquitaine à la Bretagne.

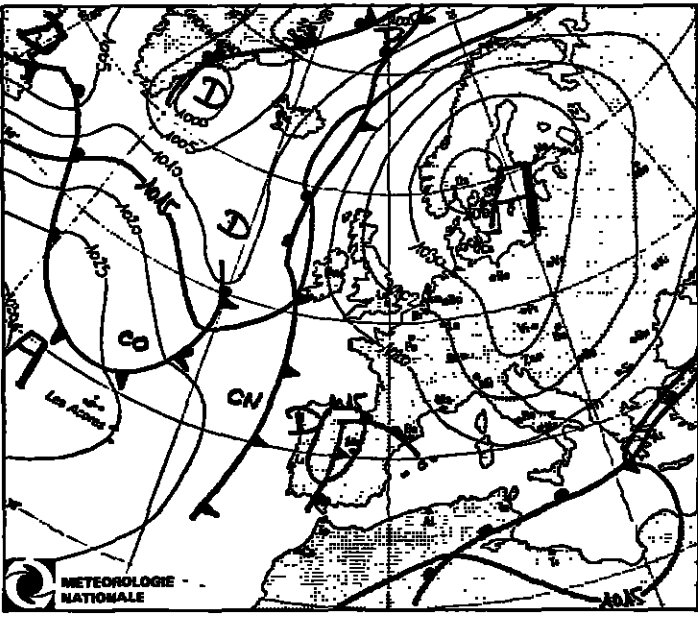
La Corse devrait être relativement épargnée.

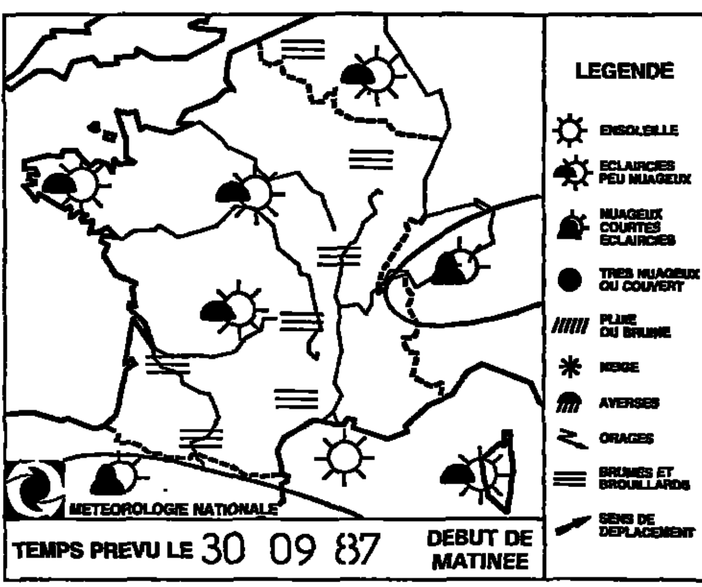
Dimanche, de la Provence aux Alpes, au Jura, aux Vosges et à l'Alsace, le temps restera médiocre et très pluvieux. Sur le reste du pays, les nuages se développeront dans la journée avec des averses plus fréquentes de la Bretagne et des pays de la Loire au bassin parisien et aux Ardennes.

SITUATION LE 29 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1ᵉʳ OCTOBRE A 0 HEURE TU





TEMPS PREVU LE 30 09 87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 28-9 à 6 heures TU et le 29-9-1987 à 6 heures TU — le 29-9-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	25	12	D
BIARRITZ	19	9	D
BORDEAUX	19	6	D
BOURGES	15	6	D
BREST	15	8	N
CAEN	14	7	C
CHERBOURG	12	8	N
CLERMONT-FERR.	12	7	N
DIJON	15	4	D
GRENOBLE St-M-H	15	10	D
LILLE	14	8	P
LIMOGES	15	6	D
LYON	15	7	C
MARSEILLE-MAR.	20	8	N
NANCY	14	1	D
NANTES	17	7	D
NICE	24	18	N
PARIS-MONTS.	15	10	D
PAU	19	6	D
PERPIGNAN	24	11	D
RENNES	17	5	N
ST-ÉTIENNE	15	5	N
STRASBOURG	14	4	D
TOURS	16	6	N
TOULOUSE	21	5	D
POINTE-A-P.	32	23	A

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	28	23	O
AMSTERDAM	15	5	D
ATHÈNES	30	22	D
BANGKOK	32	27	N
BARCELONE	26	19	O
BELGRADE	15	9	C
BERLIN	13	5	A
BRUXELLES	14	5	N
LE CAIRE	31	20	C
COPENHAGUE	15	3	D
DAKAR	30	24	N
DELHI	34	26	D
DJERBA	34	22	N
GENÈVE	15	6	C
HONGKONG	27	25	C
ISTANBUL	29	20	N
JÉRUSALEM	27	15	D
LISBONNE	25	19	D
LONDRES	14	6	N
LOS ANGELES	24	18	D
LUXEMBOURG	11	5	N
MADRID	27	12	D
MARRAKECH	29	18	C
MEXICO	27	14	O
MILAN	16	9	D
MONTRÉAL	19	11	D
MOSCOU	12	3	C
NAIROBI	28	16	C
NEW-YORK	28	17	D
OSLO	14	1	D
PALMA-DE-MAL.	30	20	P
PÉKIN	21	12	D
RIO-DE-JANEIRO	26	19	C
ROME	28	16	D
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	9	8	P
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	21	16	A
TUNIS	35	21	N
VARSOVIE	11	7	O
VENISE	18	9	O
VIENNE	14	6	N

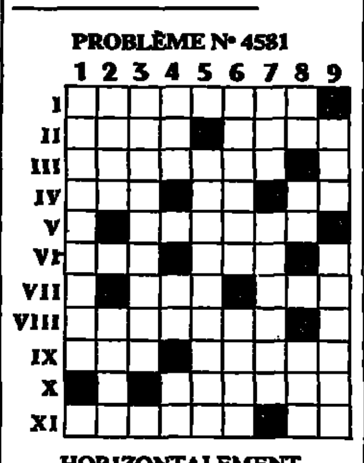
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4581



HORIZONTALEMENT

I. Air du soir apprécié du haut d'un balcon. – II. Drôle, il n'a rien de comique. Numéro hors pair. – III. Qui s'efface généralement sans difficulté. – IV. Nourrice d'un personnage ayant beaucoup biberonné. Démonstratif. Grecque. – V. Points d'aboutissement allégoriques d'une ptose viscérale. – VI. La vieille tige est loin de sa fleur. Pépinière de technocrates. – VII. Pépinière de techniciens. Contesta à tort ou à raison. – VIII. A boudin, pour certaines restaurations. – IX. Peuple des campagnes. Peau fine. – X. Ne pas continuer. – XI. Ouvrage en cours. Note.

VERTICALEMENT

1. Groupe de travail ou lieu de réflexion. – 2. On y forme la gentry. Selon le sens, c'est une mauvaise ou bonne perspective pour le marin. – 3. Sujet d'un entretien difficile. – 4. Pousse les travailleurs à la grève. Préposition. Symbole. – 5. Déveines pour des veines. – 6. L'altruiste comme l'affairiste recherche toujours la bonne. Le prix d'un fromage. – 7. Habitat d'une grisante clairette. Berceau d'un promoteur de vaisseau spatial. – 8. Préposition. Un bon bout de temps. Dans une expression se rapportant, hélas ! faussement à certaine guerre. – 9. Lequel ? Dans l'eau ou dans la sauce.

Solution du problème nº 4580

Horizontalement

I. Hercule. – II. Aviateurs. III. Bât. Ut. – IV. Isoptère. – V. Liure. – VI. Lori. Bava. – VII. Ennemi. Il. – VIII. Erudite. – IX. Elle. Oort. – X. Nelson. – XI. Tue. Osier.

Verticalement

1. Habillement. – 2. Evasion. Leu. – 3. Ritournelle. – 4. Ça. Prières. – 5. Ut. Té. Mû. Oô. – 6. Lève. Bidons. – 7. Eu. Ria. Io. – 8. Rue. Vitrée. – 9. Ost. Valet.

GUY BROUTY.

EN BREF

● **Quatrième dimension.** – Baudelaire écrivait : « *Paris change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel* ». C'est sur cette grande idée que, l'Association des conférenciers officiels, sous l'égide du ministère de la culture, entend faire découvrir ou redécouvrir le Paris d'hier et celui d'aujourd'hui, du 7 octobre au 11 octobre. Un contexte familier pour une fête inhabituelle qui se déroulera dans le cadre du Forum du patrimoine.

★ Renseignements : Cité des sciences et des techniques de La Villette. Prix des visites : 27 F.

● **Un colloque sur l'art brut.** – L'Aracine organise un colloque sur l'art brut le samedi 3 octobre, de 10 heures à 17 heures, au petit auditorium du Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, 75016, Paris. Communications, tables rondes, films et diapositives. Entrée libre.

« services »

VIE PRATIQUE

Les enlèvements de véhicules à Paris

Quinze minutes de sursis

Les enlèvements de véhicules en stationnement gênant à Paris seront plus surveillés et moins brutaux. C'est ce qu'a promis le préfet de police, dans une communication au Conseil de Paris lundi 28 septembre. Mais il n'est pas question de retirer ces tâches d'enlèvement au secteur privé : les services de police, avait déclaré M. Jacques Chirac, en présentant, le jeudi 24 septembre, cette communication, *« ont des missions plus importantes à assurer que le remorquage de voitures en stationnement illicite »*.

Des protestations s'étaient élevées, y compris parmi les élus de la capitale, devant certains abus et des manques de discernement au moment de l'enlèvement des véhicules. Pour y remédier, un effort sera fait sur les opérations d'enlèvement et l'information des automobilistes.

Désormais, il devra s'écouler au moins quinze minutes (sauf cas dangereux) entre le moment où le procès-verbal d'enlèvement sera apposé sur le pare-brise et celui où le véhicule sera enlevé. Jusqu'à présent, aucun délai n'était fixé. En principe, un agent doit prévenir par radio la salle d'informations et de commandement de la circulation (SICC), qui avertit elle-même l'entreprise chargée de l'enlèvement. Des cas ont été constatés où les ondes radio étaient vraiment très rapides...

Le nombre des policiers chargés de surveiller les enlèvements, les « brigadiers de contrôle », sera triplé. Il passera de neuf à vingt-six. Ainsi, en permanence, un gradé sera-t-il présent sur chacun des sept secteurs de pré-fourrière. Dotés de cyclomoteurs, ces agents se déplaceront rapidement.

Quant à l'information, elle consistera à installer dans les voies prioritaires des panneaux tels qu'il en existe déjà dans le 8ᵉ arrondissement. Ces panneaux représentent une grue enlevant un véhicule. Un papillon sera apposé sur le pare-brise des véhicules en infraction pour prévenir des sanctions encourues, selon le principe qu'un homme averti en vaut deux. Et puis, quand ce sera trop tard, mais pour ménager l'avenir, les clients des fourrières recevront une notice sur les règles de stationnement à Paris.

Règles dont on se doute qu'elles ne seront pas totalement respectées, au moins dans l'immédiat. Paris compte en effet 750 000 places de parking autorisé. Or, chaque jour, 1 650 000 voitures pénètrent dans la capitale et se mêlent aux véhicules immatriculés à Paris. Même si toutes ces voitures ne sont pas présentes en même temps, le déficit en places de stationnement oblige à circuler ou à transgresser les règles. Circuler, encore faut-il pouvoir : dès que le flot dépasse les cent vingt mille véhicules, il a tendance à se coaguler, la préfecture de police estimant que si ce nombre diminue d'une dizaine de milliers, le trafic devient fluide. Pour y contribuer, on recourt à l'enlèvement des véhicules gênants. En 1985, les fourrières parisiennes en ont accueilli sept cents par jour en moyenne. Les mesures annoncées ne signifiant pas une indulgence soudaine des pouvoirs publics, qui étudient d'ailleurs la possibilité d'enlèvements de véhicules la nuit, en cas de plainte des riverains. Les poids lourds gênants, à défaut d'être enlevés, pourraient faire suspendre le permis de conduire de leur chauffeur.

CHARLES VIAL.

EN BREF

● **Architecture.** – L'Ecole d'architecture de Versailles organise un stage de formation professionnelle continue en réhabilitation et amélioration de l'habitat ancien du 30 novembre au 13 mai inclus. Pour tous renseignements, s'adresser à : l'Ecole d'architecture de Versailles : 2, avenue de Paris, 78000 Versailles. Tél. : 39-51-52-51, poste 402.

● **Stage radio.** – L'ARACQ organise des stages de formation à l'expression orale et aux techniques radiophoniques. Cet enseignement s'adresse aux personnes souhaitant devenir speaker, réalisateur ou animateur, mais aussi à celles qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans leur vie professionnelle. Un stage intensif de cinq jours à raison de six heures par jour aura lieu du 26 au 30 octobre inclus. Un stage de deux mois débutera le 2 novembre à raison d'une séance de trois heures par semaine au choix, du lundi au vendredi, de 19 heures à 22 heures.

★ Rens. : ARACQ, 3, rue de Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : 43-70-54-48.

● **La flotte marchande française dans un annuaire.** – Le Comité central des armateurs de France (CCAF) vient de publier son nouvel annuaire de la marine marchande 1987. C'est une sorte de « registre d'état civil » très détaillé des entreprises françaises de transport maritime, avec des classements par société, par type de navire, par tonnage.

★ CCAF : 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Prix de l'annuaire : 462 F.

● **Langues étrangères rentrée 1987-1988.** – Pour tous ceux qui voudraient préparer un examen de langue pratique afin de compléter leur formation ou renforcer leur qualification, le CICCEF envoie gratuitement des documents d'information et tous les renseignements utiles sur le contenu et les moyens de préparation de ces examens et des diplômes de langues en général (chambres de commerce étrangères, université de Cambridge, BTS de traducteur commercial).

★ CICCEF, service 403, 147, rue Jules-Guesde, 92309 Levallois-Perret. Tél. : (1) 47-37-50-32.

● **Approches de la vieillesse.** – Des journées de formation et de réflexion pour les professionnels du troisième âge se dérouleront les 11, 12, 13 et 14 janvier 1988 de 9 heures à 17 heures à Paris. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser au Club européen de la santé : 9, bd. des Capucines, 75002 - Tél. : 42-65-51-23.

● **Droits de l'homme.** – A l'occasion de son trentième anniversaire, le mouvement ATD quart-monde organise le 17 octobre au Trocadéro, de 14 heures à 22 heures, un grand rassemblement international des Droits de l'homme, suivi d'un spectacle auquel participeront plusieurs milliers d'acteurs et de choristes, des groupes vocaux et musicaux internationaux, ainsi que des artistes français.

★ ATD quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye. Tél. : 30-37-11-11.



RESULTATS COMPLETS N° 42

LOTO SPORTIF

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	1	10 000 000,00 F
15 bons résultats	108	24 317,00 F
14 bons résultats	1 817	1 505,00 F
13 bons résultats	17 471	156,00 F
12 bons résultats	97 294	32,00 F
7 Numéros de la chance	12 383	29,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance" du Dimanche 27 Sept. 1987 : 1 5 8 9 12 15 16

Le Carnet du Monde

Décès

– Le directeur et les membres du conseil de l'unité de formation et de recherche d'économie et de gestion de l'université Paris-X-Nanterre,
Le directeur et les membres de l'Institut d'économie appliquée et d'économétrie (UA 1239 du CNRS),
Les enseignants, chercheurs, étudiants, tous ses collègues et amis

ont le regret de faire part du décès subit de

Jean-Marie BETHENOD,
chargé de recherche au CNRS,

survenu le 26 septembre 1987.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 30 septembre, à 9 h 15, en l'église Saint-François-d'Assise, 16, avenue Raymond-Aron, à Antony (Hauts-de-Seine).

– On nous prie d'annoncer le décès de

Georges BLANCHON,
fondateur de l'Ecole nationale du ski français,
président d'honneur de la Fédération française de ski,
fondateur à Grenoble des Heures alpines,

survenu le 24 septembre 1987.

L'inhumation a eu lieu à Redon (Ille-et-Vilaine).

Lola Blanchon,
4, rue de Louvois,
75002 Paris.
Georgette Ricordel,
9, avenue du Havre,
Cesson 22000 Saint-Brieux.

– L'Association française pour le développement de la géographie,
Les membres de son conseil d'administration,

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue

Michel CHADEFAUD,
maître de conférences à l'université de Pau,

survenu le 17 septembre 1987.

– Mᵐᵉ Miguel Chovet,
Et toute la famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Miguel CHOVET,
chirurgien-dentiste,

survenu le 27 septembre 1987, à l'âge de cinquante-sept ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Ambroise, 71 bis, boulevard Voltaire, Paris-11ᵉ.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Bourg-en-Bresse (Ain).

– Mᵐᵉ Ginette Cummins, née Kitmacher,
sa fille,
Seymour, son gendre,
Ses petits-enfants,
Son arrière-petit-fils,
Ses sœurs,
Et toute la famille,

ont le regret d'annoncer le décès à Cannes le 8 septembre 1987 de

Mᵐᵉ Marthe LEBER,
née Schpira.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le mercredi 30 septembre 1987, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14701 Cumberland Drive, Delray Beach, Flo. (USA).

– Paris, Les Sables-d'Olonne, Nantes.
Mᵐᵉ Marie-Noël Le Foll,
Patrick et Marc,
ses enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès subit de

Maître Joël LE FOLL,
avocat du barreau de Paris,

survenu le 23 septembre 1987.

Une cérémonie religieuse a été célébrée lundi 28 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Sables-d'Olonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, allée de Brem,
85100 Le Château-d'Olonne.

– Mᵐᵉ Mattei,
son épouse,
M. et Mᵐᵉ Augustin Mattei,
M. et Mᵐᵉ Félix Mattei,
ses enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François MATTEI,
médaille de la Résistance,
médaille du combattant volontaire,
interné de la Résistance,
Mérite civil,
chevalier du Ouissam Alaouite,

survenu le 25 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 1ᵉʳ octobre à 14 heures au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20ᵉ, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la Fondation GODF, 16, rue Cadet, 75009 Paris.

7, rue de l'Abbé-Fleury,
95100 Argenteuil.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Joseph de PASTOR,
proviseur honoraire du lycée Carnot,

survenu le 22 septembre 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Osseja (Pyrénées-Orientales).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue du Progrès,
66 Osseja.
14, rue Juliette-Lambert,
75017 Paris.

– Mᵐᵉ Robert Leloup,
sa sœur,
Les familles Lecoq, Lestien, Leloup, Allard,
ses beaux-frères, neveux et nièces,
font part du retour à Dieu de

Colette PEYRON,

le 26 septembre 1987, à l'âge de cinquante-huit ans.

Ayant fait don de son corps à la science, une célébration eucharistique aura lieu samedi 3 octobre à 11 h 30, en la chapelle du 39, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6ᵉ.

– Mᵐᵉ Emile Veysset,
sa veuve,
M. et Mᵐᵉ Henri Veysset,
M. et Mᵐᵉ Jean-François Veysset,
Mˡˡᵉ Françoise Veysset,
M. Pierre Veysset,
ses enfants,
Mˡˡᵉˢ Marie-Hélène, Florence, Virginie, Agnès, Odette et Julie Veysset,
ses petites-filles,
Et toute la famille,

font part du rappel à Dieu de

M. Emile VEYSSET,
ingénieur ETP,
docteur en droit,
ingénieur principal hors classe honoraire à la SNCF,
ancien conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
grande médaille d'or du travail,

pieusement décédé, le 26 septembre 1987, à Saint-Mandé, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ses obsèques religieuses auront lieu le jeudi 1ᵉʳ octobre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris-13ᵉ, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière d'Orly-sur-Morin (Seine-et-Marne) dans le caveau de famille, le même jour, après une bénédiction à 15 heures, en l'église du village.

Priez pour lui.

« Il faut, quand on approche du grand but, être en droit de se dire : j'ai fait ce que j'ai pu. » Louis Pasteur.

20, boulevard Saint-Marcel,
75005 Paris.
Place Bernard-Palissy.
77610 Fontenay-Trésigny.
86, avenue Jean-Baptiste-Clément,
92100 Boulogne-Billancourt.

– **Le Père Jacques-Guy VIDAL,**
franciscain,
professeur à l'Institut catholique de Paris,

est entré dans la paix de Dieu, le 26 septembre 1987, à l'âge de soixante-deux ans, après quarante et un ans de vie religieuse et trente-cinq ans de sacerdoce.

De la part du Père provincial des franciscains de Toulouse,
D'Arlette et Jean Fontan,
sa sœur et son beau-frère,
De Jacques-François, Elisabeth et Hélène,
ses neveu et nièces,
De Georgette Pardiac,
sa tante,
De ses nombreux collègues et amis,
Et de la communauté franciscaine.

7, rue Marie-Rose, Paris-14ᵉ, où aura lieu la messe de funérailles, le mercredi 30 septembre, à 16 heures.

Anniversaires

– Il y a quatre ans

Michel POMEY,
conseiller d'Etat,

nous quittait.

Le prix Michel-Pomey-Fondation de France 1987 a été décerné à la série télévisée « Music-hall », de M. Bluwal et J.-C. Grumberg.

Son souvenir reste présent chez tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire de

Mᵐᵉ Aldo OSTI,
née Christine Richard,

décédée accidentellement le 5 août 1987 à Civitavecchia, Italie, sera célébrée en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, avenue Raymond-Poincaré, le vendredi 2 octobre, à 17 h 30.

Messes anniversaires

– Pour le septième anniversaire du décès du général d'armée aérienne

Martial VALIN,
compagnon de la Libération,

une messe sera célébrée le 6 octobre, à 18 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, ainsi qu'à la mémoire des compagnons décédés.

Une pieuse pensée est demandée à leur intention.

Communications diverses

– L'assemblée générale de l'amicale et coopérative du Cinéfases de Beaumont-sur-Oise aura lieu le mardi 6 octobre, à 17 heures, 2, avenue Wilson, 95260 Beaumont-sur-Oise.

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 69 F
Abonnés .... 60 F
Communicat. diverses ... 72 F
Renseignements : 42-47-95-03

ENVIRONNEMENT

● **Le téléphérique de Briançon : ouverture du chantier malgré l'interdiction de la préfecture.** – Malgré un arrêté du préfet des Hautes-Alpes interdisant les travaux de construction d'un nouveau téléphérique devant relier Briançon à la station de Serre-Chevalier, un chantier a été ouvert, lundi 28 septembre, à 1 600 mètres d'altitude, au niveau d'une future gare intermédiaire. Cet épisode marque un durcissement dans la partie de bras de fer qui oppose depuis des mois M. Robert de Caumont, maire socialiste de Briançon, à la préfecture des Hautes-Alpes. Le premier, appuyé par les commerçants, veut absolument relier sa ville aux champs de neige de la haute montagne par une série de sept remontées mécaniques (*le Monde* du 31 août). L'administration, constatant qu'il n'y a pas eu d'enquête publique préalable, s'oppose au lancement des travaux. Or le maire souhaite inaugurer son téléphérique dès Noël prochain. *« En montagne,* dit-il, *perdre un mois c'est peut-être perdre un an, à cause des conditions météorologiques. »*

Défense

Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 23 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** – Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Carbonneaux, Bernard Duval et Philippe Arnold ; général de brigade, les colonels Bruno Pierre, Bernard Brosset, Jean Chevalier-Rufigny et André Martini ; commissaire général de brigade, les commissaires colonels Jacques Augusseau et Guy Barjou.

Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division François Beaussant ; commandant et directeur des transmissions d'infrastructure de l'armée de terre, le général de brigade Jean-Claude Egreteaud ; directeur adjoint du commissariat de l'armée de terre de la 1ʳᵉ région militaire, le commissaire général de brigade Guy Barjou.

● **Air.** – Est nommé : commandant la 2ᵉ région aérienne, le général de brigade aérienne François Vallat.

● **Marine.** – Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Marc Merlo, nommé chef de la division « forces nucléaires » à l'état-major des armées.

● **Armement.** – Sont nommés : délégué aux relations internationales, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Retat ; délégué aux études générales auprès du ministre de la défense, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Conze.

RELIGIONS

Padre Paola...

Un prêtre transsexuel, ayant subi une intervention chirurgicale et devenu femme pour l'état civil italien, vient de se confesser à *La Stampa* de Turin.

Le prêtre s'appelle désormais Paola et a cinquante ans. Il a été curé de paroisse dans un grande ville italienne. Vivant mal sa condition masculine, il a tenté de se suicider, avant de se faire opérer.

Paola vit à présent retiré dans un petit village et, bien que l'Église interdise le sacerdoce aux femmes, ayant reçu l'ordination, restera prêtre toute sa vie. *« Contradiction vivante pour l'Église-institution »,* dit Paola, qui s'abstient cependant de célébrer la messe, de confesser ou de bénir des fidèles. Il se borne, dit-il, à *« vivre seule dans la prière »*.

Démission de Mgr Rousset évêque de Saint-Etienne

Mgr Paul-Marie Rousset a renoncé, pour raison de santé, à sa charge d'évêque de Saint-Etienne. Sa démission a été acceptée, le 28 septembre, par le pape. Il reste administrateur apostolique du diocèse jusqu'à la nomination d'un nouvel évêque. Né en 1921, Mgr Rousset est originaire et prêtre du diocèse de Belley depuis 1945. Il a été nommé en 1966 auxiliaire du cardinal Jean Villot, archevêque de Lyon, et il fut le premier évêque de Saint-Etienne à la création de ce nouveau diocèse en 1971.

● **Quarante mille jeunes à Taizé cet été.** – De juin à septembre dernier, quarante mille jeunes venus de quatre-vingt-quatorze pays ont participé à des Rencontres intercontinentales d'une durée d'une semaine, organisées à la communauté des frères de Taizé.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

TABAC : les bienfaits de la Seita

M. Francis Eyraud, PDG de la Seita, désapprouve le rapport officiel sur le tabagisme : le tabac peut être bénéfique.

LANCÉE il y a quelques jours dans ces colonnes avec le point de vue des professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana, puis avec la publication des grandes lignes du rapport officiel sur le tabagisme (*Le Monde* des 3 et 8 septembre) la controverse sur les méfaits du tabac rebondit avec l'entretien accordé au *Monde* par M. Francis Eyraud, président directeur général de la Seita (Société nationale d'exploitation industrielle du tabac et des allumettes). Le PDG de la Seita met notamment en cause le caractère « non scientifique » du rapport du professeur Albert Hirsch. Il conteste violemment l'affirmation selon laquelle le tabac serait directement responsable de 53 000 morts chaque année en France, se prononce contre l'interdiction de la publicité pour le tabac et n'envisage pas de diminution de la consommation française.

« Le rapport sur la lutte contre le tabagisme remis par le professeur Albert Hirsch à Mme Michèle Barzach met en cause l'existence même de la Seita. Que peut répondre le PDG de cette société ?

– Nous avons été associés à la rédaction de ce travail tout comme l'ensemble de la profession. Pourtant, la publication de ce rapport a constitué pour nous une très grosse surprise, car il n'était pas du tout conforme à ce qu'en avait laissé entendre M. Hirsch. Ce n'est pas le produit d'un travail scientifique. C'est un rapport de convictions *a priori*. On ne peut pas établir, comme le fait le professeur Hirsch, que le tabac est à l'origine de 53 000 morts chaque année en France. C'est absolument non scientifique. Bien évidemment, nous vivons tout cela assez mal. Il faut, de mon point de vue, distinguer soigneusement le tabagisme et l'usage du tabac. Or, manifestement, sous couvert d'esprit scientifique, le rapport mélange ces deux notions. Il faudrait de plus ne parler que de risque et pas de causalité. Dans ce domaine, en effet, les facteurs sont multiples. Je vais prendre mon exemple personnel. Je suis fumeur. Mon médecin me surveille pour les problèmes cardiologiques. S'il m'arrive demain un accident, à quoi l'attribuera-t-on ? A l'hérédité ? Effectivement, ma mère est morte brutalement, mon grand-père aussi. A la surcharge pondérale ? C'est un fait. Au stress de mon métier ? Je suis effectivement soumis – surtout en ce moment d'ailleurs – à des tensions multiples. A l'usage du tabac ? Comment pourra-t-on me comptabiliser ? Il faut raison garder. Le tabac est indiscutablement un facteur de risque pour la santé, mais il ne faut pas établir un lien de causalité, systématique entre sa consommation et les effets pathologiques dont on parle. Le rapport a, en outre, systématiquement éliminé tous les effets favorables du tabac.

– Les effets favorables... ?

– Ils existent. Il y a l'effet paradoxal de la nicotine, c'est-à-dire que le tabac soutient les gens un peu faibles et, au contraire, calme ceux qui sont nerveux. D'autre part, on sait que le tabac à un effet bénéfique sur la maladie de Parkinson, sur certaines maladies intestinales comme sur certaines maladies des organes génitaux de la femme. Tout cela n'apparaît pas. Pourquoi avoir fait un rapport univoque ? Il faut être objectif.

– Vous évoquez toutefois la notion de risque médical lié au tabac. Que fait la Seita dans ce domaine ?

– Nous offrons sur le marché des produits légers. Dans ce domaine, nous avons été les premiers et ceux qui sont allés le plus loin. Nous avons même fait un *flop* commercial dans le lancement, en 1971, de la Gallia parce que nous étions trop en avance sur l'évolution du marché et des habitudes de consommation.

– Le professeur Hirsch écrivait pourtant, il y a quelques jours, dans nos colonnes : *« La plupart des cigarettes produites par la Seita ont une forte teneur en goudron cancérigène ».*

– Mais c'est faux. Complètement faux. Nous avons toute une panoplie de cigarettes. Dans la classe des cigarettes les moins chères, de 5 à 6 francs, il y a 40 % de cigarettes légères. Toutes ces accusations sont outrancières.

– On critique aussi vos actions publicitaires.

– Mais je ne vois pas en quoi elles peuvent être condamnables. Il y a encore une notion infondée : c'est de penser que la publicité a pour effet d'augmenter la consommation. On sait bien que c'est faux. La publicité en matière de cigarettes n'a un effet que sur la répartition entre les marques.

» Nous consacrons à peu près les mêmes sommes en actions publi-promotionnelles (publicité dans la presse et actions promotionnelles sur le terrain) que nos concurrents.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 25.)



L'effet paradoxal de la nicotine...

LE CHOIX DU POISON

JUSQU'OU le corps médical pourra-t-il aller dans sa lutte contre le tabac ? En attaquant, comme il le fait ici, l'auteur du rapport contre le tabagisme, le président-directeur de la Seita ne fait pas que relancer la controverse sur un sujet très sensible. Il trace dans le même temps les limites que les professionnels du tabac entendent ne pas voir dépasser par les professionnels de la santé.

La tactique adoptée n'est pas sans cohérence. La consommation de tabac est un fait : en France, quatre adultes masculins sur dix sont des fumeurs. Le marché français est, pour diverses raisons, le terrain privilégié d'une très vive concurrence opposant la Seita aux firmes étrangères. Laissons donc, peut-on dire, le goût du public et les lois du marché faire leur œuvre, la question sanitaire étant réglée par la présence dans la panoplie des buralistes des cigarettes « ultra-légères ». Au libéralisme économique répond ainsi le choix du poison.

L'idéal pour les fabricants serait de pouvoir établir une barrière infranchissable entre la consommation modérée de tabac et le tabagisme. D'un côté, un plaisir sans risque. De l'autre, un comportement pathologique, un vice à l'origine de nombreux maux.

Pour les spécialistes médicaux, les choses sont bien plus complexes et bien plus graves. D'abord, parce que l'entrée dans le monde du tabac – le plus souvent aujourd'hui au début de l'adolescence – est très vite suivie d'une consommation régulière et importante. Ensuite, parce que les risques – cancer, infarctus, troubles respiratoires – paraissent bien être proportionnels aux quantités consommées. Enfin, parce que les récents travaux sur le tabagisme passif démontrent sans ambiguïté que le fumeur est un réel danger pour son entourage.

L'urgence médicale – comme l'a rappelé Mme Michèle Barzach, sans toutefois en tirer toutes les conséquences – est d'agir au niveau de la publicité, qu'il s'agisse des incitations traditionnelles à la consommation ou des actions de parrainage. Ces opérations publicitaires ont en effet pour conséquence d'abord de faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du tabac, puis de les conforter dans leur situation de consommateurs.

La loi Veil de 1976 avait démontré à quel point une action dans ce domaine pouvait être efficace. Elle avait aussi permis d'observer l'aisance avec laquelle les fabricants pouvaient sans mal contourner un texte trop peu contraignant. On ne voit pas bien aujourd'hui quelle action le gouvernement pourrait entreprendre dans ce domaine, puisque le ministre de la santé lui-même estime, en matière de boissons alcoolisées, ne pas devoir confondre la publicité et le parrainage.

J.-Y. N.

SYNCHROTRON : le « wait and see » des Britanniques

Malgré la défection possible de la Grande-Bretagne, l'avenir de la source européenne de rayonnement synchrotron ne paraît pas compromis.

EN se déclarant, le 23 septembre, *« momentanément incapables »* d'indiquer le montant de leur participation à la future source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) *dont* la construction à Grenoble (Isère) est sur le point d'être engagée, les Britanniques n'ont fait qu'ajouter aux difficultés qui ont émaillé la gestation de ce projet. L'absence de la Grande-Bretagne, qui devait participer pour 15 % au financement des 3,6 milliards de francs nécessaires à la construction de l'ESRF (1), ne devrait pas cependant, si elle s'avérait, mettre en péril l'avenir de la machine.

Pour deux raisons. La première tient à la volonté enfin affirmée des pays à l'origine du projet d'aller vraiment de l'avant et d'engager les premiers travaux même en l'absence des Britanniques. Nul doute que la pression courtoise, mais ferme, des Allemands, manifestée juste avant l'été, n'ait aidé à faire converger plus vite les points de vue. La seconde raison a son origine dans la demande récente de nouveaux pays à participer au projet. C'est ainsi, que, outre la France (38 %), la République fédérale d'Allemagne (28 %), l'Italie (15 %) et l'Espagne (4 %), les pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède) réunis en consortium, ainsi que la Suisse, seraient prêts à financer chacun 4 % du projet.

Le calcul est simple. Si la Grande-Bretagne ne participe pas, il ne manquera finalement que 7 % au financement de l'ESRF. Qui réglera alors ce « manque à payer » ? Vraisemblablement la France et l'Allemagne pour la plus grande partie. Encore que tout ne soit pas joué. D'autres pays, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas et même Israël, dit-on, seraient prêts à devenir membres du futur laboratoire européen. De plus, la Grande-Bretagne n'a pas encore dit son dernier mot. Sa réponse définitive devrait être connue à la fin de novembre ou au début de décembre.

Les projets américains et japonais

Que fera-t-elle ? Nul ne le sait tant sa position est délicate. D'un côté, elle connaît des difficultés budgétaires, de l'autre, sa communauté scientifique pousse à la roue pour être dans cette aventure, soutenue dans son action par le directeur général de l'ESRF, M. Ruprecht Haensel, qui estime que l'absence des Britanniques serait *« une perte intellectuelle regrettable »*. En outre, la Grande-Bretagne, qui espérait négocier sa participation à l'ESRF contre une contribution financière internationale à l'utilisation et au développement de sa source à spallation Isis (*le Monde* du 12 novembre 1986) vient de se voir déçue dans ses espoirs. Aux Allemands, qui, très tôt, avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas intéressés par une telle opération, viennent de se joindre les Français qui, pourtant, ont contribué pour quelque six millions de francs en 1987 au financement de quelques expériences sur Isis.

Comment les Britanniques se sortiront-ils la tête haute de cette impasse diplomatico-politique tout en sachant que leur communauté scientifique, peu soutenue par Mme Margaret Thatcher, a beaucoup à perdre à ne pas participer au projet ? Certes, ils peuvent toujours rejoindre les Européens en 1993, lorsque la machine sera opérationnelle. Mais il leur faudra alors payer le prix fort pour entrer dans le club, comme ce fut le cas en 1972 lorsqu'ils demandèrent à devenir membres à part entière du réacteur à haut flux de neutrons de l'Institut Laue-Langevin. Ce jour-là, le ticket d'entrée leur coûta 115 millions de francs 1973, payables sur dix ans. En ira-t-il ainsi pour l'ESRF ? Ce n'est pas à souhaiter.

Même si tout n'est pas réglé dans le détail, les membres du conseil d'administration de l'ESRF sont prêts à commencer les travaux dès le 1er janvier 1988, considérant que la participation des pays actuellement intéressés couvre déjà 93 % de l'investissement. *« Même si les Britanniques s'en vont*, affirme M. Robert Comès, représentant du Centre national de la recherche scientifique dans l'ESRF, *on finira par boucler le dossier de financement. »*

Tout va donc pour le mieux pour les promoteurs de cette source de lumière européenne que physiciens, chimistes et biologistes attendent avec d'autant plus d'impatience que les Américains et les Japonais s'apprêtent à lancer leurs propres projets. Aussi envisage-t-on pour accélérer les choses de faire signer avant le 1er novembre aux ministres de la recherche des pays impliqués dans l'ESRF une sorte de protocole d'accord pour lancer les travaux.

Malgré la relative ampleur du financement (2), il serait surprenant que M. Jacques Chirac ne donne pas son feu vert à cette initiative dans la mesure où elle contribue au resserrement des liens entre la France et l'Allemagne, à une période où la recherche française est en principe *« prioritaire »*. Restent toutefois quelques détails à régler au plan français, notamment en ce qui concerne l'apport financier de la région au projet. Lors de la polémique sur les sites d'implantation de la machine, la ville de Strasbourg et la région avaient proposé un terrain aménagé et 100 millions de francs. Mais Grenoble fut choisie, qui propose un terrain dont l'aménagement lui coûte 85 millions de francs. Manquent donc au bout du compte 100 millions de francs pour lesquels il faut s'attendre à des négociations serrées entre l'Etat et la région.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le coût global du projet est de 3,6 milliards de francs. Il se décompose de la manière suivante : 2,2 milliards de francs sur six ans et demi pour la construction de la machine avec une partie seulement de ses faisceaux de lumière ; 400 millions de francs supplémentaires pour la mise en place de nouveaux faisceaux dans les trois ans et demi suivants ; un milliard de francs environ pour financer les trois premières années de fonctionnement.

(2) Pour des raisons budgétaires, mais aussi techniques, le calendrier du projet a été quelque peu modifié pour être plus supportable.

LES ENTRETIENS DE BICHAT

La biologie à la portée de tous

Les progrès de la micro-immunologie ont permis la mise au point de tests de diagnostic rapides qui modifieront la pratique médicale.

L'INVENTION, il y a dix ans, des hybridomes produisant à volonté des anticorps purs, spécifiques, dits monoclonaux, a des applications scientifiques et cliniques que n'avaient même pas soupçonnées ses auteurs, qui furent récompensés par le prix Nobel.

Le principe en est relativement simple. Il consiste en la « fusion » de deux cellules qui deviennent dès lors hybrides. L'une est immortelle, car elle est cancéreuse ; l'autre est un globule blanc (lymphocyte B) de souris immunisée spécifiquement contre la substance que l'on a choisie : protéine, sucre, hormone, microbe, drogue ou autre. Les anticorps ainsi produits se fixent électivement sur la substance de laquelle ils sont spécifiques. L'hormone de la grossesse par exemple, les gonocoques ou... la marijuana. Il ne reste plus qu'à concevoir un dispositif rapide et simple à manier qui caractérise, par une réaction colorée, cette fixation.

C'est tout le principe des tests de grossesse, sans cesse plus précoces et plus précis, et que connaissent toutes les femmes depuis plusieurs années.

C'est le principe aussi de la recherche de sucre ou d'albumine dans les urines que médecins ou patients peuvent conduire eux-mêmes par de simples bandelettes diversement colorées.

Les progrès foudroyants accomplis ces dernières années – ou en cours d'accomplissement – dans ce domaine de la micro-immunologie de haute précision à domicile ont été exposés par le professeur R. Masseyef (Faculté de Nice).

Le diagnostic minute

On devine la révolution que représente l'indication obtenue en quelques minutes, plus vite que l'examen clinique, de la nature exacte de l'infection, du trouble fonctionnel ou métabolique, de l'intoxication dont souffre éventuellement le patient.

Certains de ces tests sont même quantitatifs (dosage de médicaments, mesure d'allergie). D'autres donnent une réponse positive, ou négative (grossesse, ovulation). Certains peuvent être conservés dans le dossier médical car ils donnent une réaction colorée durable dont on peut observer ainsi l'évolution. Les uns détectent une seule hormone, ou une bactérie. Les autres plusieurs à la fois (par exemple immunité d'une femme enceinte ou jeune mariée à la rougeole *et* à la toxoplasmose.

Le tout n'exige aucun appareillage et peut être réalisé en quelques minutes, les étalonnages et contrôles nécessaires étant inclus dans le test. Un échantillon de sang (piqûre au bout du doigt), de salive ou d'urine suffit, et le professeur Masseyef souligne que l'avènement de ces tests constitue non seulement un transfert de technologie du laboratoire d'analyse vers le médecin praticien mais une véritable innovation technologique.

Ainsi, le diagnostic d'hépatite virale A ou B peut-il être fait en trente minutes, alors que certains tests de laboratoire actuellement pratiqués durent de dix-huit à vingt-quatre heures... De nombreux tests disponibles détectent les drogues « dures » ou « douces » en cinq minutes par un simple échantillon de salive ou d'urine.

Nombre de maladies sexuellement transmissibles deviennent accessibles à un diagnostic précis de leur germe causal en moins de trente minutes...

L'intérêt d'une telle avancée technique est évidemment considérable tant pour les patients que pour les praticiens et pour les laboratoires d'analyses. Il semble en outre qu'elle doive constituer une source importante d'économie pour le budget de la santé.

Mais son extension se heurte, en France, à une réglementation qui limite rigoureusement (à l'inverse des Etats-Unis, de la Suisse ou de la RFA) les possibilités d'analyses biologiques effectuées par des praticiens, qui ne peuvent les faire rembourser par la Sécurité sociale et qui ne bénéficient pas, durant leurs études, d'un enseignement spécifique de biologie clinique.

Une nouvelle organisation, résultant d'une large concertation entre toutes les parties intéressées, s'avère d'autant plus nécessaire que l'harmonisation des techniques et des réglementations dans le cadre européen rendra rapidement caduc le système actuel et les retards technologiques qu'il implique, retards dont les malades seront les premières victimes.

Dr. E.-L.

L'obligation du savoir

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'ARTICLE 4 du code de déontologie fait *« obligation aux médecins d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances »*. Les milliers d'entre eux qui se réunissent toute la semaine aux Entretiens de Bichat viennent à la fois pour remplir cette obligation et pour soumettre à leurs pairs ou aux spécialistes les dossiers qui les préoccupent.

L'effet médiatique de ce grand rassemblement annuel ne saurait cependant occulter les difficultés que rencontre toujours la profession pour l'organisation de la formation médicale continue. En dépit des efforts qu'elle déploie dans toute la France et sous toutes les formes, l'UNAFORMEC (Union nationale des associations de formation médicale continue) estime que seuls 30 à 50 % des praticiens suivent les manifestations, rencontres, débats ou autres organisés pour mettre à jour leurs connaissances. Or la pratique médicale évolue à une rapidité sans précédent, et il est clair que la compétence d'un médecin est directement proportionnelle aux efforts qu'il accomplit pour se tenir au courant des nouveautés diagnostiques ou thérapeutiques quasi quotidiennes.

Il est deux façons d'y parvenir. La première est l'*obligation*, qui existe dans de nombreux pays, et notamment aux Etats-Unis, mais qui exige la mise en œuvre de moyens administratifs importants.

Les Français ont opté pour l'*incitation*, qui leur paraît plus réaliste mais qui implique l'instauration de structures et d'une véritable organisation dont, pour l'instant, on ne voit pas même l'ébauche dans notre pays.

Promotions honorifiques, avantages tarifaires ou fiscaux, priorité d'accès à certaines fonctions pourraient-ils persuader les quelque deux tiers de nos deux cent mille médecins qui ne suivent aucune formation continue de s'intéresser de plus près aux progrès de leur pratique, et donc au bien-être de leurs malades ?

Ou les méthodes actuelles de perfectionnement de leurs connaissances sont-elles désuètes et, surtout, incompatibles avec leur mode d'existence et le poids de leurs occupations ?

Le découragement n'est certes pas de mise, si l'on sait que le nombre des associations de formation médicale continue est passé en France, en dix ans, de deux cents à neuf cents...

Une formation que l'évolution du système de soins vers des formes à la fois plus sûrement efficaces et plus restrictives rend plus que jamais nécessaire, dans un contexte économique qui se trouve au premier rang des préoccupations mondiales.

Les tiques de l'homme

La maladie de Lyme, identifiée en 1975, très invalidante, frappe des milliers de personnes dans le monde.

PERSONNE n'avait entendu parler, il y a encore quelques années, de la maladie de Lyme, due à un spirochète très proche de celui qui donne la syphilis, et qui est provoquée par la piqûre d'une tique forestière, l'*Ixodes ricinus*. Or voici que l'on en identifie les symptômes dans six continents, 32 États, que 6 000 cas ont été recensés aux Etats-Unis, 1 100 en France (ce chiffre sûrement très en dessous de la réalité) et qu'un symposium international vient de lui être tout entier consacré.

C'est que les symptômes, lentement évolutifs, de cette affection sont particulièrement trompeurs. Il s'agit, dans 70 % des cas environ, d'une éruption cutanée (érythème migrant) qui survient jusqu'à un mois après la morsure de la tique. L'éruption (claire au milieu, rouge sombre à la périphérie) s'accompagne parfois de fièvre, de raideurs articulaires et d'une fatigue intense. Reconnue et traitée dès ce stade, l'infection peut être facilement maîtrisée par des antibiotiques banals, ceux-là mêmes qui sont utilisés contre la syphilis.

En l'absence de traitement, les complications apparaissent : arthrites multiples, atteinte cardiaque, méningite, névrites, paralysie et même encéphalites peuvent se succéder, dont l'origine a été longtemps ignorée.

Les signes de la maladie avaient été décrits en Europe il y a plus d'un siècle, mais on doit à un rhumatologue américain l'identification de sa cause, en 1975, et donc la description de ses modes de traitement et de prévention.

Le docteur Allen Steere avait été intrigué par un groupe d'enfants habitant tous un petit village du Connecticut, Lyme, et qui tous souffraient de formes mystérieuses d'arthrites. C'est lui qui eut l'idée de relier ces arthrites aux piqûres d'une minuscule tique dure qui, avant de se gorger de sang, doit se fixer dans un repli de la peau pendant une semaine. Ce n'est que beaucoup plus récemment qu'une équipe de bactériologistes découvrirent le spirochète (borrelia) que ces tiques injectent dans l'organisme animal ou humain et qui provoque la maladie. Maladie si bien reconnue à présent qu'elle est en cours d'inscription au tableau des maladies professionnelles pour les gardes-chasse, les bûcherons et tous ceux dont le travail s'effectue en forêt.

Dans l'Ouest de la France

L'*ixodes ricinus* est en effet une tique essentiellement forestière, et la transmission du spirochète ne peut se faire que lorsqu'elle est en activité, c'est à dire au printemps et à l'automne. En France, c'est en juillet, août et septembre que le plus grand nombre d'érythèmes migrants est observé, ce qui correspond au délai d'infection après la fixation de la tique (laquelle doit durer au moins vingt-quatre heures pour que l'infection se produise). Ce fait montre que la meilleure prévention de la maladie – très invalidante à sa période d'état – consiste, après les séjours forestiers, en l'ablation immédiate des tiques (minuscules) qui pourraient s'être fixées sur les chevilles ou les poignets.

De même, toutes les populations exposées, professionnels, promeneurs ou cueilleurs de champignons, devraient s'imprégner de répulsifs, porter des vêtements fermés, et savoir qu'ils doivent examiner leur peau soigneusement pour enlever, le cas échéant, les tiques. Des panneaux indicatifs en ce sens ont été exposés devant certaines forêts américaines où la maladie est endémique, afin d'avertir intelligemment le public.

Le professeur J.M. Doby (Rennes), qui a relevé 700 cas de maladie de Lyme dans les départements de l'ouest de la France, suggère que les autorités françaises adoptent à leur tour cette attitude. Il souhaite aussi que le public et les médecins soient informés des signes de cette maladie, dont un examen biologique permet de préciser l'origine de façon formelle, et qui cède parfaitement, même dans ses manifestations tardives les plus graves, à la pénicilline, aux tétracyclines et à l'érythromycine. Pour les professionnels de la forêt, le professeur Doby suggère en outre qu'un dépistage sérologique (qui permet d'identifier la présence du spirochète) soit fait chaque année à l'occasion de la visite annuelle de santé.

Dr E.-L.

Doit-on redouter l'anesthésie ?

LA crainte de l'anesthésie est restée très ancrée dans l'esprit de beaucoup, et de ceux en particulier qui ont eu un infarctus ou deux, qui sont allergiques ou très âgés, ou hypertendus...

Cette crainte – souvent partagée par le médecin généraliste qui a posé l'indication opératoire – repose en grande partie, estime le docteur F. Clergue (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris), sur une méconnaissance des progrès accomplis depuis vingt ans en la matière.

Sur les 2 600 000 anesthésies effectuées chaque année en France, on relève un décès pour 6 600 anesthésies, et elles sont responsables de moins de 5 % de la mortalité péri-opératoire. Il est clair que si ce chiffre est faible il pourrait l'être encore beaucoup plus grâce aux efforts de tous, chirurgiens, anesthésistes et généralistes.

L'importance de la surveillance postopératoire n'est plus à souligner, et si les salles de réveil sont à présent obligatoires dans tous les établissements, il n'est pas absolument évident que cette phase décisive se déroule partout et toujours dans les meilleures conditions (42 % des accidents surviennent au cours du réveil).

Avant l'intervention, c'est le bilan de l'état physique du patient qui importe, car la mortalité liée à l'anesthésie passe de 0,02 pour 1 000 pour les sujets bien portants à 10 pour 1 000 lorsqu'une fonction vitale est défaillante. Il peut s'agir de l'hypertension artérielle, qu'il importe de détecter et de traiter avant toute intervention. De même, l'insuffisance coronaire (infarctus notamment) commande de différer les interventions non urgentes, bien qu'une surveillance intensive permette de réduire le risque de récidive d'infarctus à moins de 4 %.

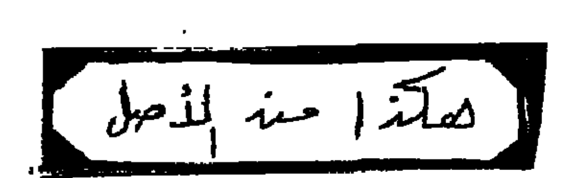
Les patients atteints de bronchite chronique présentent des complications respiratoires après l'opération vingt-trois fois plus fréquemment que les autres. Les méthodes actuelles de surveillance et de kinésithérapie postopératoire permettent de réduire nettement ce risque s'il a été prévu.

Sans séquelles

Les accidents allergiques restent, dit le docteur Clergue, relativement fréquents au cours de l'anesthésie générale. Ils représentent le tiers de tous les accidents au début de l'anesthésie, et il est donc essentiel d'identifier les sujets à risque (asthme, eczéma, rhinite spasmodique, allergies alimentaires ou médicamenteuses) avant l'intervention, afin de pouvoir soit utiliser des médications non allergisantes, soit, si ce n'est pas possible et si, par exemple, le curare est obligatoire, préparer le patient pendant trois jours avec des antihistaminiques spécifiques, des corticoïdes et des anxiolytiques.

En outre, et si un accident survenait malgré tout, les traitements modernes permettent dans l'immense majorité des cas une guérison sans séquelles.

Encore faut-il que le médecin traitant (ou le patient lui-même) ait prévenu l'anesthésiste, et que ce dernier ait vu son patient suffisamment tôt avant l'opération pour entreprendre un traitement spécifique. Ce qui exclut, bien entendu, la rencontre du futur opéré et de son anesthésiste cinq minutes avant l'entrée en salle d'opération, situation qui, hélas ! se voit encore...



SCIENCES/MÉDECINE

Les bienfaits de la Seita

(*Suite de la page 23.*)

» Soit 250 millions de francs environ chaque année. En ce qui concerne le sponsoring, nous dépensons environ 30 millions de francs alors que l'ensemble de nos concurrents dépensent environ 200 millions (1).

— Vous bafouez tout de même régulièrement la loi Veil de 1976.

— N'attendez pas que je vous confirme cela. Nous respectons la loi Veil. Nous avons même, comme beaucoup, un code de déontologie que nous nous sommes fixé.

» Interdire la publicité aurait des conséquences économiques particulièrement graves, qu'il s'agisse du milieu publicitaire ondu sport. Si l'on veut que nous supprimions tout soutien du tabac au sport, on verra ce qui se passera. C'est le sport français qui en supportera les conséquences.

— Selon le professeur Hirsch, vos opérations de parrainage visent essentiellement à conquérir un nouveau marché : celui des jeunes.

— Non, alors là vraiment ! c'est donner aux jeunes un niveau d'intelligence, une absence de maturité qui ne sont pas les leurs.

— Vous êtes malgré tout aujourd'hui accusés nommément, et dans une situation délicate. Comment pensez-vous réagir ? La Seita se préoccupe-t-elle de la santé des Français ?

— Nous avons décidé de faire, depuis quatre ans au moins, un effort particulier pour la promotion des cigarettes légères.

— On lit aussi dans le rapport officiel concernant la Seita : *« Un plan de reconversion de l'entreprise, notamment dans le secteur agro-alimentaire (cultures de substitution), sera engagé ».*

— Mais c'est stupide ! La filière tabac commence avec les planteurs et se termine avec les débitants. Nous n'avons rien à voir ni avec les uns ni avec les autres. Mais si le marché s'effondre, il est bien évident que les planteurs devront se reconvertir. D'ailleurs, je vois mal vers quoi, dans l'Europe agricole actuelle, ils pourraient se reconvertir.

— Etes-vous favorable à une augmentation du prix des cigarettes ?

— En tant que responsable de cette entreprise, je ne peux qu'être favorable au relèvement des prix industriels. Mais je ne suis pas sûr que le relèvement des prix ait une influence sur le marché. Ce sont les modalités de ce redressement des prix qui pourraient avoir éventuellement une influence.

— Interdire la consommation de tabac à l'école, comme vient de le faire Mme Barzach : êtes-vous pour ou contre ?

— En général je ne suis pas pour les interdictions. Mais je trouve souhaitable qu'à l'école il y ait une certaine discipline, et que ce soit interdit notamment dans les salles de cours. Il y a aussi une formation à donner aux enfants sur le tabagisme. Non pas leur dire que le tabac c'est l'ennemi, mais que l'excès de tabac est effectivement quelque chose de nocif.

— Dans le même esprit : interdire ou pas la consommation de tabac à la télévision ?

— C'est idiot. Cela relève de l'infantilisme intégral. Ce n'est pas parce que quelqu'un fume à la télévision que cela a une quelconque influence sur la consommation en général.

— Assiste-t-on ailleurs dans le monde à une offensive du corps médical spécialisé contre les producteurs de cigarettes ?

— Oui, bien sûr, tout cela vient des Etats-Unis. Avec, en outre, là-bas, toute une dimension judiciaire. Nous sommes en fait les derniers touchés. Nous nous attendions, pour tout dire, à une telle action.

— Vos publicités ne comportent jamais de mention relative à la santé. Pourquoi ne pas indiquer qu'une consommation modérée est souhaitable comme le font les fabricants d'alcool ?

— Les fabricants d'alcool le font parce que c'est obligatoire. Nous n'avons pas, pour notre part, une telle obligation. S'il fallait en venir là, nous ne serions pas opposés à une telle mesure. mais nous avons déjà les Warning « abus dangereux » sur les paquets.

— Le lobby anti-fumeurs se fait de plus en plus puissant dans les pays industrialisés. Comment envisagez-vous l'avenir pour la Seita ?

— Le marché français permet mieux que les autres de résister, dans la mesure où il est plus faible. On fume 1 600 cigarettes par an et par habitant en France contre 2 700 aux Etats-Unis.

— Mais si vous parvenez à augmenter ce nombre, à développer votre marché, les spécialistes médicaux vous accuseront d'être à l'origine de plus de morts.

— Les spécialistes diront n'importe quoi. La prochaine fois ils parleront de 70 000 morts. Je vous l'assure : dire que le tabac est responsable de 53 000 morts annuels en France, comme ils l'ont fait, cela ne peut pas être scientifique. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU.

(1) Le marché français est détenu pour 55 % environ par la Seita et pour le reste par des firmes étrangères.

Nos petits champignons atomiques

La commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité relève des contaminations importantes sur certains champignons... Le ministère de la santé dément.

LES champignons que nous cueillons cet automne sont-ils dangereusement radioactifs ? Nul, en l'état actuel de la recherche, n'est en mesure de l'affirmer, car ceux qui se préoccupent du problème se comptent sur les doigts d'une main. C'est encore une fois la CRIIRAD ou Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité (1) qui vient de tirer la sonnette d'alarme, comme elle l'avait fait l'an dernier pour le thym de la Drôme. Selon son animatrice, Michèle Rivasi, qui est agrégée de biologie, des doses très élevées de césium 137 et de césium 134 – particules radioactives qui n'existent pas à l'état naturel – ont été décelées cet été dans plusieurs échantillons de champignons cueillis dans l'est de la France.

Les bolets, notamment, présentent des concentrations importantes, puisque les doses de contamination atteignent parfois 15 000 becquerels par kilo chez le bolet bai *(Boletus badius)* et même 24 000 becquerels chez le bolet à chair jaune *(Boletus chysenteron)* – heureusement peu apprécié des gastronomes. De même, les chanterelles en tube *(Cantharellus tubiformis)* et les trompettes de la mort *(Cantharellus cornucopioides)*, toujours selon les analyses de la CRIIRAD, concentrent beaucoup plus le césium que les girolles, les morilles et les coulemelles, très faiblement contaminées.

Mais, plus que la constatation des chiffres de cette année, c'est la comparaison avec les relevés effectués l'an dernier qui intrigue nos chercheurs. Les valeurs de cet été 1987 sont en hausse par rapport à celles de 1986, au lendemain de l'accident de Tchernobyl. D'où cette hypothèse : étant donné le mode d'alimentation des champignons, qui absorbent la matière organique déjà formée (nutrition saprophyte), il est plausible que la contamination des arbres, en 1986, passe progressivement dans les champignons qui les entourent. De même qu'on a parfois constaté des accumulations de métaux lourds dans certains champignons, pourquoi le césium, à son tour, ne se fixerait-il pas sur ces plantes sans chlorophylle ? Déjà, les lichens de Laponie ont en leur temps joué un mauvais tour aux rennes...

Cette hypothèse ne convainc guère le professeur Louis Lacoste, directeur du laboratoire de cryptogamie au Muséum d'histoire naturelle de Paris. *« Pour conclure, il faudrait comparer à des chiffres antérieurs que nous n'avons pas*, dit-il. *La radioactivité dans le sol est permanente. »* S'il est vrai que les champignons mycorhiziens (qui vivent en symbiose avec les racines des arbres, dont ils absorbent la matière organique en échange de minéraux) peuvent concentrer longtemps des composants dans leur mycélium, on ignore dans quelles proportions et selon quelles modalités. *« Pour prouver quoi que ce soit en la matière, il faudrait faire des essais en laboratoire*, poursuit le professeur Lacoste. *Or on ne sait pas faire pousser des champignons mycorhiziens en laboratoire. »*

Au ministère de la santé, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) affirme que *« les résultats de nos propres mesures de radioactivité sur les champignons de la saison, qui sont régulièrement poursuivies, ne montrent pas de différence notable avec les niveaux précédemment mesurés. »* Mais on ne donne pas de précision sur ces mesures.

En tout état de cause, même si le champignon concentre les éléments dans son carpophore – la partie aérienne, qui produit les spores de reproduction et que l'on mange, – il est tellement léger que la concentration reste faible au regard du corps humain. Un kilo de cèpes représente tout au plus 100 grammes de matière sèche. Il faut donc, d'emblée, diviser par dix la quantité de becquerels éventuelle. En outre, une fois cuisiné, le champignon devient « lourd » (à digérer). On ne peut donc absorber beaucoup de becquerels en dégustant un plat de cèpes.

ROGER CANS.

(1) CRIIRAD, 8, rue Louise-Gémard, 26200 Montélimar. Tél. : 75-90-17-51.

SECTEURS DE POINTE

Des barres et des chiffres

La percée des codes à barres dans le commerce et l'industrie

COMMENT peut-on, à l'heure actuelle, identifier automatiquement *« à peu près tout et n'importe quoi »*. Les marchandises en vente dans un supermarché, les pièces d'un moteur avant assemblage, des fûts de déchets radioactifs, des médicaments, des analyses de laboratoires, des livres et des journaux, et même les participants du marathon de New-York ! Au moyen d'un assemblage de traits et d'espaces blancs verticaux et parallèles, d'épaisseur variable, que les spécialistes appellent « code à barres ».

Ces traits et ces « blancs », on s'en doute, n'ont pas été choisis à la légère. Il s'agit en fait d'un langage binaire, puisque ces traits et ces blancs se subdivisent en modules de base, qui sont des 0 et des 1. C'est l'adjonction de ces modules qui fait varier l'épaisseur des traits et des espaces et qui permet *in fine* de représenter des chiffres ou des lettres. Dans le code à barres EAN, le plus répandu, utilisé dans les supermarchés, et qui est uniquement numérique, il faut sept modules pour faire un chiffre. Les modules noirs correspondent à des 0, et les modules blancs à des 1. Ce principe de base étant posé, toutes les combinaisons sont possibles. Mais le choix du nombre de modules pour réaliser un caractère et la sélection du nombre de caractères pour identifier un produit est spécifié de manière très stricte par différents codes. Il existe dans le monde une dizaine de grands codes à barres.



D.R.

Gestion en « temps réel »

La lecture d'un code à barres s'effectue au moyen de différents lecteurs optiques (crayon optique, « douchette », « scanner », pistolet laser), Mais tous, qu'ils soient en lumière laser ou non, envoient un spot lumineux qui balaie transversalement le code. Les traits absorbent la lumière émise. Les espaces la réfléchissent. Variations lumineuses qu'enregistre le lecteur optique, qui les transforme en un signal électrique analogique, puis numérique. L'information est ensuite transmise à un ordinateur. L'ensemble lecteur optique-code à barres est, en fait, un système de saisie des données.

Dans le cas d'un supermarché, l'information est envoyée à un ordinateur central qui possède le fichier de tous les produits et qui enregistre la transaction. De cette manière, à tout moment, le gérant, ou le commerçant, possède l'état de ses stocks, article par article, et peut aussi mesurer avec exactitude la « démarque inconnue » (vols). Chose difficilement réalisable avec des moyens classiques. C'est de la gestion en « temps réel ».

Les produits des grandes surfaces sont identifiés au moyen du code EAN (European Article Number), qui a fait l'objet d'une normalisation internationale et est reconnu par une trentaine de pays. Dans chaque pays, une société nationale de codification veille au respect des règles internationales et à une bonne attribution du code. En France, ce rôle est tenu par Gencod. Le code EAN est constitué de treize chiffres. Le premier est l'indicatif propre au pays (3 pour la France). Les cinq chiffres suivant identifient le fournisseur du produit, détenteur de la marque commerciale, et sont attribués par Gencod. Les six chiffres suivants répertorient l'article chez le fournisseur. Le dernier chiffre, enfin, est le chiffre de contrôle. Un algorithme, effectuant diverses opérations sur les chiffres du code, permet de savoir s'il y a, ou non, erreur. En France, le code EAN peut identifier 79 999 sociétés et un million d'articles différents.

Les économies réalisées par un hypermarché utilisant le code à barres peuvent atteindre au minimum 0,5 % du chiffre d'affaires. Cela explique que ce système d'identification se répande de plus en plus dans les grandes surfaces. Il y avait, en janvier 1987,14 900 magasins dotés de ce système dans le monde, sans compter les Etats-Unis, qui ne les recensent plus depuis 1985, et qui comptaient déjà en octobre 1984 11 000 magasins équipés. Le Japon arrive derrière les Etats-Unis, avec 7 930. Puis la France (1 626), l'Allemagne fédérale (966), le Royaume-Uni (793), la Suède (575). Le code à barres a véritablement décollé dans les magasins en France en 1983. Et le nombre des supermarchés équipés devrait, selon certaines estimations, atteindre 3 000 à 3 500 d'ici à la fin de 1988.

Les pays européens sont venus plus tardivement à l'utilisation des codes à barres que les Etats-Unis, qui sont les véritables promoteurs du sytème, et qui l'ont d'ailleurs inventé. En octobre 1949, deux inventeurs américains, Norman Woodland et Bernard Silver, déposaient un brevet sur un sytème d'identification par code à barres intitulé « Classifying Apparatus and Method ». Mais en l'absence d'un besoin réel, ce procédé restera en sommeil jusqu'en 1960, où il sera utilisé outre-Atlantique pour identifier des wagons de chemins de fer. Le premier magasin américain sera équipé en 1967, puis le processus s'étendra pendant les années 70-75, en même temps que l'expansion de l'informatique. Il est à noter que tous les codes à barres ont été créés aux Etats-Unis, par des fabricants de lecteurs optiques en majorité américains.

Si le commerce de détail représente environ deux tiers des utilisations des codes à barres, l'industrie s'approprie le tiers restant et devrait d'ici à 1990 atteindre les 50 %. Contrairement aux magasins qui utilisent un code « en système ouvert », le code EAN, les industriels préfèrent des codes en « systèmes fermés », internes à leur société. On peut citer le code 39, le code 93, le 2/5 entrelacé, le 2/5 standard, le codabar, le code 11, le code 128... Le code à barres s'impose dans l'industrie, pour le suivi de la fabrication, la gestion des stocks, des expéditions, des commandes. Selon un dossier de la revue *Sciences et Techniques* de mars 1987, l'industrie automobile est une des premières utilisatrices du code à barres.

Aux Etats-Unis, Ford estime avoir économisé des millions de dollars grâce à ce système. A Rennes, en France, le code à barres est utilisé par Citroën sur la ligne de production des BX. L'industrie nucléaire française n'échappe pas à ce raz de marée. Puisque depuis le 1er juin 1987, tous les colis de déchets radioactifs de faible et moyenne activité destinés au centre de stockage de la Manche de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) doivent être obligatoirement identifiés au moyen d'un code à barres. Ce système est destiné à éviter les fraudes, à effectuer un bilan quotidien de l'exploitation et à localiser l'emplacement des déchets.

Les codes à barres sont sans doute destinés à rendre aussi de grands services dans le secteur tertiaire. La société ID Sytèmes, seule société française d'ingénierie en identification automatique, a ainsi plusieurs idées dans ses cartons. Elle étudie, entre autres, l'utilisation du code à barres pour la gestion des loyers d'une importante société de gérance et pour la gestion des « immobilisations » (matériel qui, dans une société, doit être amorti). En cas de sinistre, il est important de savoir exactement, et rapidement, l'état de ces immobilisations. Un expert, équipé d'un lecteur optique et d'un micro-ordinateur portable, pourrait gagner ainsi une journée sur quatre lors de leur recensement.

On peut donc gager que ce motif graphique constitué de traits et d'espaces ne disparaîtra pas de sitôt de notre environnement. Car, notent les spécialistes, ce système *« rustique et rudimentaire »*, même s'il inclut des techniques électroniques et optiques avancées. n'en est encore qu'à ses débuts d'utilisation. Et sa fiabilité est remarquable : une erreur pour 284 millions de caractères lus...

CHRISTIANE GALUS.

PROGRAMMATION D'UN SEUL TRAIT

Si le code à barres est surtout utilisé pour l'identification de produits, il peut aussi, le cas échéant, avoir d'autres applications, notamment en hi-fi. La société Panasonic-France, filiale du groupe japonais Matsushita, commercialise depuis peu dans notre pays deux magnétoscopes dotés d'une programmation par code à barres, avec lecture au moyen d'un crayon optique à laser infra-rouge.

Partant du fait que nombre d'utilisateurs de magnétoscope ont encore des difficultés à manipuler leur appareil – on estime qu'un tiers des programmations sont défaillantes, – Matsushita a développé ce nouveau système, qui a fait l'objet d'un dépôt de brevet dans le monde entier. Fini donc, les casse-tête chinois pour programmer un magnétoscope et se retrouver *in fine* devant « Sexy folies » alors qu'on souhaitait regarder l'émission d'Alain Decaux !

Pour réaliser la programmation, Panasonic remet à ses clients une feuille de codes à barres. Disposés en colonne, ces codes permettent de sélectionner au moyen du stylo optique la chaîne choisie, la date, l'heure de départ et celle de la fin. Pour transmettre l'information au magnétoscope, il suffit de retourner le stylo vers l'appareil et de presser sur la touche « transmit ».

Ce moyen de programmation doit s'étendre à l'avenir, puisque d'autres constructeurs y songent sérieusement, tels Blaupunkt et de nombreux fabricants japonais.

C. G.

Communication

La mode des entreprises de production privées

Quand les stars se mettent à leur compte...

Les temps sont durs pour les vedettes de télévision. A peine débarqués sur la Cinq, Sabatier, Collaro et Sébastien voient leur audience fondre comme neige au soleil. *« J'irai chercher les spectateurs un par un »*, déclare Patrick Sébastien, alors que Stéphane Collaro rappelle qu'après tout *« la Cinq était un challenge »*. Les vedettes n'en suivront pas moins — et avec quelle attention ! — l'évolution de leurs sondages. Question de prestige, sans doute, mais aussi, pour celles qui ont créé leur propre société de production, question d'argent !

« Dorothée s'est maquée avec des gangsters ! » Jacqueline Joubert, responsable des émissions pour enfants sur Antenne 2, n'est pas tendre pour son ancienne protégée. C'est que la *« grande sœur des enfants »* a abandonné sa *« bonne fée »*, sa *« seconde maman »* sans crier gare, pour voler de ses propres ailes. Non contente de passer, avec armes et bagages, de A 2 à TF 1 — transfert banal par les temps qui courent, — Dorothée a troqué son rôle d'animatrice de « Récré A 2 », Bécassine en socquettes blanches, contre un titre autrement prestigieux, celui de « conseillère pour la jeunesse auprès de la direction générale de TF 1 ».

« J'ai appris la nouvelle par la radio, fulmine Jacqueline Joubert. *Mais le plus grave, c'est que Dorothée s'est acoquinée avec des gens peu scrupuleux qui ont essayé de débaucher toute mon équipe. Dorothée est passée entre les mains de producteurs privés... »* Voilà le mot lâché ! Le véritable crime de la vedette est d'être passée à l'ennemi. Forte d'un succès phénoménal — une dizaine de millions de disques vendus en sept ans, — Dorothée a décidé de gérer ses intérêts elle-même par l'intermédiaire de sa propre maison, AB Production, qui vient de s'engager à fournir à TF 1 six cents heures d'émissions pour enfants.

Six cents heures de programmes, clés en main, dont beaucoup ont simplement été achetés à l'étranger. Retour des Etats-Unis, où elle a fait le tour des sociétés de production, Dorothée se vante d'avoir acquis les droits intégraux de deux dessins animés, « Candy » et « Goldorak », et pris des options sur bien d'autres. La création française ? *« Nous avons énormément d'heures à assurer*, répond Dorothée avec une franchise désarmante. *Et, pour le moment, la France n'a pas une industrie d'animation suffisamment développée pour y faire face. »*

Ce choix ne manque pas de susciter des critiques. Si la colère de Jacqueline Joubert pouvait être mise sur le compte d'une déception personnelle, les réticences d'une responsable de la production sur TF 1 comme Pascale Breugnot ne sauraient être taxées de partialité. *« Il est anormal*, dit-elle, *que la société de production de Dorothée ait obtenu le monopole des émissions pour enfants, alors que le Centre national du cinéma regorge de projets en ce domaine ! »*

Le problème n'est pas nouveau. La concurrence a toujours existé : entre secteur public et secteur privé, entre la production des chaînes et celle des réalisateurs indépendants. Mais le contexte a changé radicalement depuis la privatisation d'une grande partie de l'audiovisuel. Et, surtout, depuis le véritable engouement des vedettes de télévision à créer leur propre entreprise de production. A l'époque où les chaînes d'Etat devaient passer un quota fixe de commandes obligatoires à la Société française de production (SFP), les petites sociétés privées étaient contraintes de chercher d'autres débouchés que la télévision pour leurs produits. Et les vedettes du petit écran qui se lançaient dans la production portaient deux casquettes bien distinctes.

C'est ainsi qu'Alain Jérôme, connu du grand public comme présentateur des « Dossiers de l'écran » sur A 2 depuis vingt ans, est aussi le patron, depuis 1969, d'une société de production de films industriels, Procitel, dont le chiffre d'affaires pour 1987 est estimé à 25 millions de francs. Prenez encore le cas de Laurent Broomhead, qui, après le succès de son émission « Planète bleue » en 1978, a cherché à répondre à la demande des entreprises attirées par une communication audiovisuelle. Créée en 1980 en association avec Denis Dugas, sa société — Public Image — est spécialisée dans les conventions (avec films, spectacles, shows vidéo) et les films d'entreprise. Elle emploie une cinquantaine de personnes et espère atteindre cette année, avec sa filiale lyonnaise toute neuve, un chiffre d'affaires de 20 millions de francs. *« Je suis persuadé que la création viendra des boîtes de production*, dit Laurent Broomhead dans ses studios de tournage qui, des hauteurs de Suresnes, surplombent Paris. *Ayant reconquis ma liberté, je travaille sans stress, et j'ai de nombreux projets, y compris pour la télévision. »*

Le « tiercé » de la Cinq

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Si la mode, chez les stars du petit écran, est plus que jamais à la création de sociétés de production, ce n'est pas pour tâter de la communication d'entreprise, mais simplement pour acquérir une plus grande autonomie et pouvoir se vendre ainsi plus librement sur le marché ! Objets de surenchères insensées de la part des chaînes concurrentes, les vedettes en concluent, non sans logique, que leur valeur marchande constitue un capital qu'il leur faut désormais gérer à l'échelle industrielle. C'est le cas, notamment, du « tiercé » de la Cinq : Collaro, Sabatier et Sébastien.

Stéphane Collaro est bien dans sa peau. Entouré sur la pelouse de sa maison de Boulogne par sa bande de copains et de collaborateurs (femme, cocogirls...), il tient à dissiper, une fois pour toutes, le mythe du « Collaro-cousu-d'or ». *« Ecoutez*, sourit-il patiemment, *il est de bon ton de se gausser des stars mégalos qui créent leur boîte de production par intérêt personnel. Pour moi, c'était simplement une conséquence logique de mon activité. En créant Julia-Production le 1er janvier, et en devenant producteurs de « Cocoricocoboy », nous avons réalisé une économie de 45 000 F par jour sur ce que nous versions à la SFP, bref un cadeau de 6 millions de francs à TF 1 !*

« Sur la Cinq, on nous accorde un budget fixe par émission — environ 3 millions de francs pour « Collaricocoshow ». Après, c'est à moi de me débrouiller ! Les bonnes émissions coûtent cher — nos nouvelles marionnettes reviennent à elles seules à la bagatelle de 35000 francs pièce ! — et elles ne s'improvisent pas. Julia-Production emploie quarante personnes, qui gagnent bien leur vie, et les bénéfices — éventuels — seront réinvestis dans de nouvelles créations. Car il faut penser à l'avenir. Je vais avoir quarante-cinq ans, et je ne vais pas lutter dix ans pour rester en tête du hit-parade des humoristes de la télé. Quand nous aurons livré les soixante numéros de la nouvelle émission, nous tournerons autre chose, peut-être pour d'autres chaînes, ou pour l'étranger, où je ne serai sans doute pas devant la caméra ! »

Tout en livrant un *« produit fini »* à la Cinq, Collaro ne revendique pas une autonomie totale. *« Il faut un dialogue permanent avec la chaîne, qui garde un droit de regard sur notre travail »*, estime-t-il, en se disant *« choqué par la déclaration de certaines vedettes qui se posent en entités »*. Allusion à Patrick Sabatier ? *« Je ne m'arrête pas à ces gamineries »*, lâche-t-il pour tout commentaire.

Patrick Sabatier, lui aussi, a exprimé très vite ses velléités d'indépendance. Avec, dit-il, le désir *« d'être associé à certaines décisions qui peuvent avoir des conséquences sur mes émissions, et avec voix consultative sur toute la grille des variétés »*. C'est pourquoi il a exigé de *« ne dépendre que de la direction générale de la chaîne »*. Ayant fondé, lui aussi, sa propre société de production — Télévasion — qui emploie une quinzaine de personnes, il a promis de fournir quarante et une émissions à la Cinq, dans des genres divers.

Et ce n'est pas tout ! De nouveaux programmes sont en préparation, notamment deux émissions qui seront diffusées l'année prochaine sur d'autres chaînes que la Cinq. Refusant de jouer le « jeu de la vérité » sur ses gains personnels, Patrick Sabatier avoue seulement que ses émissions coûtent moins de 2 millions de francs et que son salaire, dont il ne dira pas le montant, *« est payé par le biais de Télévasion »*.

Le cas de Patrick Sébastien est légèrement différent puisque ses émissions sont produites par une société créée il y a trois ans par Jacques Marouani — LM Télévision, — dans laquelle l'imitateur, salarié également par la Cinq, est associé à 50 %. Installé près des Champs-Elysées dans de luxueux bureaux tapissés de photos de son poulain, Jacques Marouani explique volontiers sa satisfaction, persuadé, avec Sébastien, de tenir une affaire. Sans doute a-t-il de nombreux projets — il a produit des émissions pour les Charlot et prépare pour la Cinq un grand show de Noël avec Henry Salvador, — mais il mise avant tout sur l'animateur de l'émission « Carnaval », laquelle avait connu sur TF1 un immense succès avec une audience de 42 %.

Malgré les tentatives des chaînes pour s'attacher durablement leurs stars — Canal Plus et la Cinq ont eu l'idée astucieuse de les intéresser financièrement aux bénéfices, — celles-ci chercheront de plus en plus à étendre leur autonomie. Avec, comme objectif à terme, comme le dit Patrick Sabatier, de *« présenter des émissions sur une chaîne et d'en produire sur d'autres »*.

Produire ou diffuser ?

Certains producteurs privés souhaitent une évolution à l'américaine, avec l'interdiction pour les diffuseurs, c'est-à-dire les réseaux de télévision, de produire leurs programmes. Evolution évidemment mal vue des responsables de la production à l'intérieur des chaînes. *« Il faut une politique cohérente des programmes*, insiste Jacqueline Joubert sur A 2. *A force d'acheter des produits clés en main, qui finissent forcément par se ressembler, les chaînes perdront leur identité et leur spécificité propre. »* Responsable des variétés sur TF1, Dominique Cantien prend le contrepied : *« Cela ne me dérange pas du tout que nos vedettes comme Jean-Luc Lahaye ou Dorothée produisent leurs propres émissions. J'y mets cependant une condition : que cela ne revienne pas plus cher ! »*

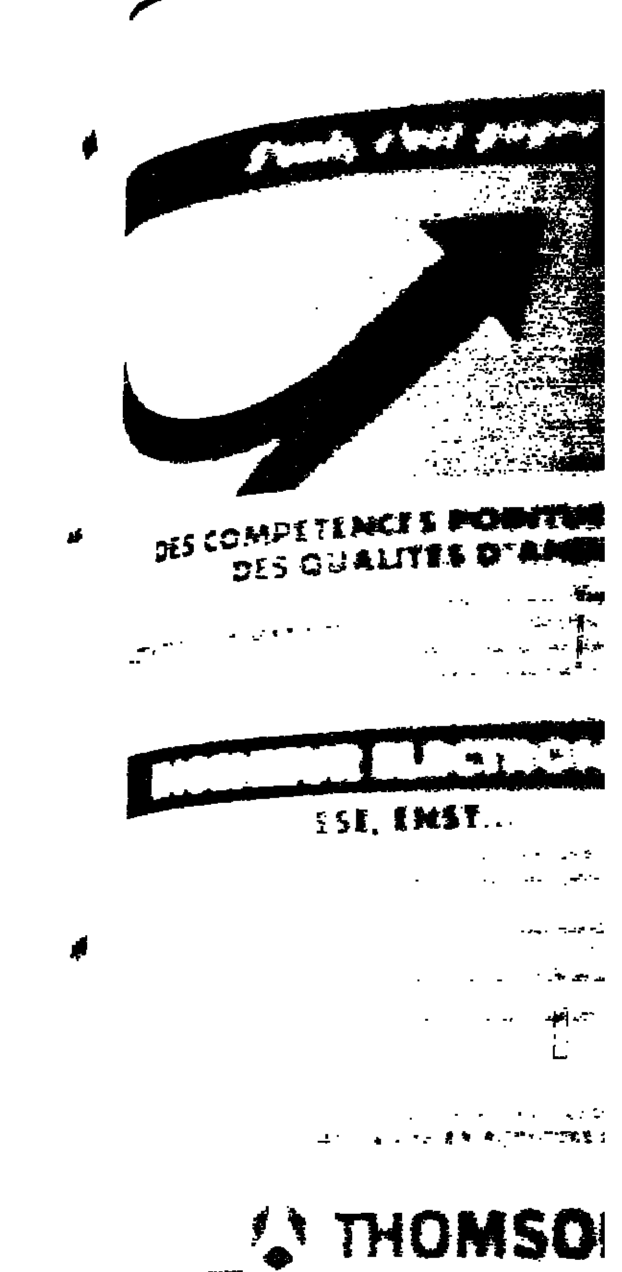
Quant à Marie-France Brière, qui, en lançant sur la Une Collaro et Sabatier, avait fait beaucoup pour l'audience et les recettes publicitaires de la chaîne, et porte aujourd'hui le titre de « directrice de production et directrice artistique » de la Cinq, elle n'a pas l'ombre d'un doute : *« Collaro, Sabatier et Sébastien sont assez grands pour faire leurs émissions tout seuls ! Je leur dis ce que je veux et de quel budget je dispose ; et ils viennent me voir pour partager leurs bonnes idées... ou leurs doutes ! »* « *C'est vrai*, dit Stéphane Collaro, *quand j'ai un problème, je fais appel instinctivement à elle.* »

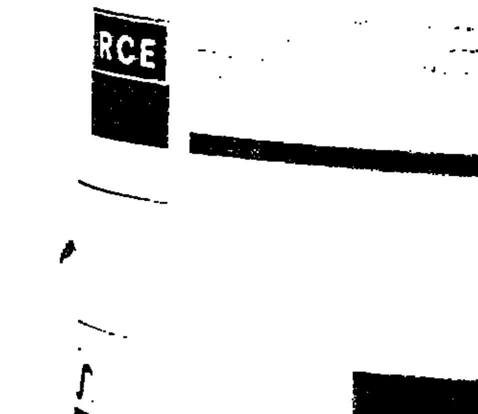
Pascale Breugnot, enfin, se montre plus nuancée. *« Le système peut se révéler dangereux car deux logiques s'affrontent : celle de la chaîne, qui m'oblige à être très vigilante sur le budget dont je dispose ; et celle des vedettes, dont le souci premier devient de faire tourner et rentabiliser leur entreprise ! » « Les sociétés de production ont cependant de nombreux avantages*, admet-elle. *Elles offrent une souplesse, des équipes légères et la possibilité de tourner des petites séquences grâce à un travail artisanal et soigné. »*

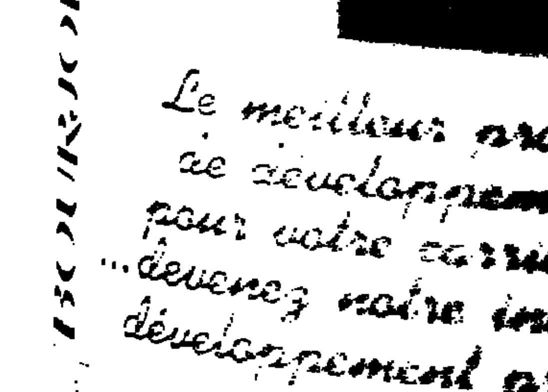
A tous, le phénomène paraît inéluctable. Pour Michèle Cotta, aujourd'hui directrice de l'information sur TF 1, *« c'est, de toute façon, une évolution nécessaire, le nombre croissant d'heures de programmes à assurer dépassant les possibilités de production des chaînes »*. Alors, l'amorce d'une « guerre des étoiles » ?

« La surenchère autour des vedettes est évidemment dommageable, reconnaît Michèle Cotta. *Mais ce qui importe, c'est qu'une concertation s'établisse entre prestataires de services, d'un côté, et diffuseurs de l'autre. Ces derniers devant toujours avoir le dernier mot ! »*

ALAIN WOODROW.





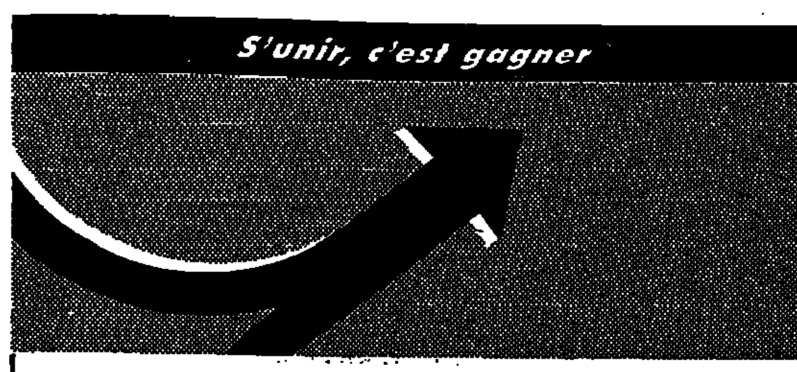




SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner



DES COMPETENCES POINTUES
DES QUALITES D'ANIMATEUR

Au tout premier rang de la compétition internationale, **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES** (2 500 personnes réparties sur 3 unités, CA 1,3 milliards de francs) conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine. Pour faire face à notre expansion, nous souhaitons intégrer à notre centre de Brest (350 personnes) un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

ESE, ENST...

Vous assurerez l'étude et la mise au point d'équipements SONAR.
Votre dynamisme et vos qualités relationnelles, vous permettront de :
- diriger une équipe de plusieurs techniciens ;
- maîtriser un système complet et de maintenir des contacts étroits avec d'autres équipes ;
- assurer de l'interface avec des clients français ou étrangers.

Une première expérience en Traitement du Signal serait particulièrement appréciée.
La maîtrise de l'ANGLAIS est indispensable.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions en précisant la référence IE/LM à Rolland LE MOULLEC - **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES** Route du Conquet - 29283 BREST.



HAVAS CONTACT

Chez Digital, la formation n'est pas un vain mot. En y consacrant 21 % de notre masse salariale, nous poursuivons deux objectifs : développer le potentiel de notre personnel et satisfaire nos clients en leur fournissant le savoir-faire nécessaire à l'utilisation de nos produits.

Ingénieurs formation logiciel

pour la filiale du leader mondial de l'informatique de communication.

Enseignez en réseaux

(Réf. MON 441 F)

Vous exercez depuis plusieurs années, 5-10 ans, en études, développement ou support dans le domaine Réseaux chez un *grand constructeur ou en SSII.*

La seule technique ne vous suffit plus, vous souhaitez aujourd'hui introduire dans votre métier une dimension humaine supplémentaire.

La conception, l'organisation et l'animation de cours Réseaux répond à votre besoin tout en vous maintenant au «top niveau» de la technologie.

Enseignez nos produits logiciel

(Réf. MON 442 F)

Vous justifiez d'une première expérience de développement informatique. Vous avez déjà manifesté une motivation pour l'enseignement et la pédagogie.

Notre service formation constitue pour vous une très bonne occasion d'approfondir la connaissance de nos produits pour évoluer rapidement au sein du service ou vers d'autres fonctions.

Vous organisez et animez les cours de bases de VMS et d'exploitation des systèmes.

Indispensable : votre maîtrise de l'anglais vous permet de dispenser des cours à une population internationale, clients ou personnel interne.
Merci d'adresser votre candidature en rappelant la référence de votre choix à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Service Recrutement - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

1er constructeur français de réseaux locaux, compatibles Starlan, Novell et Netbios, nous recherchons



INGENIEURS COMMERCIAUX

Possédant une expérience mini, micro ou grand système. Une formation à notre technologie sera assurée. Anglais indispensable, **(Réf. IC)**

et pour renforcer notre équipe de développement

INGENIEUR LOGICIEL

Débutant à 4 ans d'expérience.
Connaissances souhaitées : Temps réel, DOS, UNIX, C, Assembleur, Protocoles ISO - CCITT, IBM, DEC, BULL. **(Réf. IL)**

Pour ces postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en indiquant la réf. choisie, à R.C.E. - Immeuble Ordinal - rue des Chauffours - 95002 CERGY-PONTOISE Cedex.

RCE

MEDIA BA

UN SENS AIGU DU DEFI



INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de la vente de solutions informatiques.

Aiguisez vos armes auprès d'une clientèle de haut niveau : réseau de revendeurs, administrations et collectivités, grande distribution, industrie, grands groupes, tourisme...

En évaluant les besoins de vos clients, vous élaborez avec eux leur stratégie informatique. Assaut final : vous préconisez une solution globale et personnalisée. Affaire conclue, affaire à suivre : gardez le contact pour toute évolution ultérieure.

Des objectifs aux performances, vous évoluez vers le marketing ou la direction d'agence.

Of course, you speak English.

Postes à pourvoir dans toute la France.

Pour faire mouche, adressez votre dossier complet, s/réf. NH/019/LM, à Elisabeth LOYE - ICL FRANCE - Division des Relations Humaines - 24, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY Cedex.

ICL

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE

MEDIA BA

PARIS
BOURJOIS

Le meilleur procédé de développement pour votre carrière... ...devenez notre ingénieur développement procédés

Rechercher les nouveaux équipements et procédés industriels, améliorer l'existant, définir et contrôler les essais de faisabilité des nouveaux produits (100 nouveautés par an), tel sera le rôle moteur que vous aurez dans l'évolution de notre outil technologique.

De formation ingénieur grande école, vous possédez une expérience d'au moins 3 ans en milieu industriel.

Sens des contacts, capacité d'implication et compétences techniques vous permettront d'être rapidement opérationnel pour participer à l'ouverture de notre troisième usine (1000 personnes en production).

Pour rejoindre notre équipe, contactez Bertrand-Pierre ECHAUDEMAISON, DGRH, 12/14 rue Victor Noir, 92521 Neuilly-sur-Seine sous réf. IP/M.

média-system

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 800 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

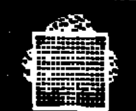
Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, **nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.**

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 122 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.





SOURCES



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SOCIETE INDUSTRIELLE MULTINATIONALE DU GROUPE SAINT-GOBAIN, recherche

ANIMATEURS PRODUITS

Réf. 403.PA.503 M

Ingénieurs Grandes Ecoles scientifiques, Centrale, Mines, Arts et Métiers...

Rattachés à la Direction Commerciale, ils seront chargés d'analyser et de synthétiser la situation du marché et participeront à la conception de la politique de vente et de *développement des produits de canalisation pour* l'Eau et l'Assainissement.

Ils assureront l'élaboration des plans d'action et animeront leur réalisation dans le réseau commercial.

Une formation commerciale complémentaire ou quelques années d'expérience seraient appréciées.

CADRES COMMERCIAUX

Réf. 503.PA.504 M

Ecoles commerciales supérieures ou formations équivalentes.

Rattachés au Directeur d'Agence (Paris ou Province), ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos produits de canalisation pour l'Eau et l'Assainissement.

Ils devront animer un circuit de distribution (négoce) et assureront les contacts avec les prescripteurs, les bureaux d'études et les entreprises.

Quelques années d'expérience industrielle ou dans une entreprise de Travaux Publics seraient appréciées.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans la Société et dans le Groupe.

Merci de nous envoyer lettre manuscrite et C.V., sous référence choisie, à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS



JEUNE DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEUR, UNIVERSITAIRE 3e CYCLE SCIENTIFIQUE

DÉBUTEZ DANS L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE

Nous vous donnerons pour cela les meilleures armes, grâce à un "training" intensif, reconnu comme l'un des meilleurs dans notre domaine.
UNILOG, un groupe indépendant de plus de 600 ingénieurs répartis dans 12 sociétés.
UNILOG Multisystèmes, spécialisé dans l'informatique de gestion représente une force d'intervention de 100 spécialistes. Jeunes, passionnés, ils sauront vous communiquer le meilleur de leur expérience (ingénierie système, gestion de production, bureautique). Plus qu'un métier de conseil, un partenariat. Proches de leurs clients, ils participent à chaque phase de leur organisation ou de leur automatisation administrative ou industrielle, depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise en route (mini ordinateurs IBM 36-38 et WANG). Peu à peu, les responsabilités de conduite de projets, d'audit, de conseil... vous deviendront accessibles.

Nous nous y engageons. C'est aussi cela, l'esprit UNILOG. Prêt pour le challenge ?
La prochaine session de formation s'ouvre le 26 Octobre 1987.
Adressez vite votre candidature (lettre man., C.V. et photo), sous réf. DMTS 643 à

UNILOG
9, rue Alfred-de-Vigny – 75008 PARIS
Membre de SYNTEC Informatique

AD'COM.

Ingénieur Chimiste Confirmé

ENSI - chimie ou textile

La chimie macro-moleculaire (plastiques, adhésifs...) vous connaissez !
Vos 5 années d'expérience industrielle en laboratoires ou services techniques vous ont permis de mettre en pratique votre domaine de compétences, de développer votre esprit d'équipe et votre tempérament novateur.
Au sein de notre division «techniques industrielles» vous prendrez en charge l'assistance technique des colles et adhésifs pour l'industrie et assurerez l'interface entre l'entreprise et les clients en France, mais aussi à l'étranger *où vous investirez une partie de votre temps (grande disponibilité exigée).* Pour ce poste clé basé à Rueil (92) nous demandons une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible des connaissances en allemand. En contrepartie, nous vous offrirons un salaire motivant et des perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.
Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous référence DS/IC à Danièle Savinien, 3M France, Division des Ressources Humaines, boulevard de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

L'ENTHOUSIASME 3M
3M
média-system



CNETI

Le défi de la réforme...

Confronté à un monde bancaire en pleine mutation, le Réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance a engagé une réforme de ses structures et de ses produits. Le Centre National d'Etudes et de Traitements Informatiques aide les Caisses d'Epargne à relever ce défi, en assurant des traitements plus rapides, en offrant de nouveaux services et en participant à l'élaboration des réseaux informatiques du futur.

ingénieurs grandes écoles

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience informatique. Quels que soient votre domaine d'activité et votre environnement, vous êtes attiré par les applications bancaires.

Contactez-nous vite. Nous vous apporterons la formation complémentaire nécessaire (techniques de pointe et/ou bancaire) et votre potentiel nous permettra de mener à bien cette mutation.
Les possibilités d'évolution sont réelles.
Lieu de travail : Montparnasse.

Frédérique JACLOT vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence ING/LM qu'elle étudiera en toute confidentialité. CNETI - Tour Montparnasse - B.P. 6 - 75755 PARIS cedex 15

Organisation et Publicité

CORNING FRANCE

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, recherche pour l'une de ses usines (500 personnes - unité à feux continus) située près de Nemours (77) et fabriquant les verres de lunetterie un

Responsable de production

Haut niveau

Rattaché au Directeur de l'usine vous prendrez en charge d'importantes responsabilités à la fois humaines et techniques : encadrement du personnel (300 personnes), organisation de la production, maintenance, gestion des résultats.
Diplômé d'une G.E. d'Ingénieur, vous avez 30 ans + et justifiez d'une expérience de 5 ans minimum en fabrication. *Rigueur et qualités de communication sont les atouts nécessaires pour réussir dans ce poste et évoluer ultérieurement dans notre organisation.*
Connaissance de la langue anglaise demandée.
Merci d'adresser sous réf. RPM, lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du personnel - 44 avenue de Valvins, 77211 AVON CEDEX.

média-system

L Y O N

Importante société d'ingénierie à vocation nationale et internationale à la pointe de la technologie dans son domaine, recherche

Ingénieur commercial

Rattaché au Directeur Commercial, vous participez à la réflexion de stratégie marketing, aux études de couple Produit/Marché et à la prise en charge de l'analyse sectorielle.

En homme de terrain, vous assurez également la *coordination de la prospection sur les marchés* nouveaux.

A 30/35 ans, votre formation d'ingénieur diplômé indispensable pour appréhender la culture technique de l'entreprise, est complétée par une formation marketing et/ou une expérience commerciale dans la vente de services de maîtrise d'oeuvre et d'ingénierie. Anglais impératif. (Réf. 926 IC).

Ingénieur thermohydraulicien

Intégré à l'équipe thermohydraulique, vous participez au développement et à la mise en oeuvre de moyens de calcul importants en thermique et mécanique des fluides.
Vous assurez également le suivi et l'interprétation d'essais et êtes en contact avec des interlocuteurs européens.
A terme, vous animerez une équipe de spécialistes dans ces domaines.
Ingénieur grande école avec une spécialisation, vous êtes très intéressé par les aspects théoriques des phénomènes de thermohydraulique et des mises en oeuvre informatiques associées.
Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans ces disciplines.
Anglais indispensable, allemand souhaité. (Réf. 926 IT).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions, sous référence choisie, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

média-system

Maîtriser l'énergie par son comptage ou son utilisation judicieuse, telle est notre vocation première.
Dans le cadre de son expansion, l'activité Energie et Communication intègre dans son département Comptage électronique – Etalonnage **un jeune ingénieur commercial** basé à CLICHY (92).

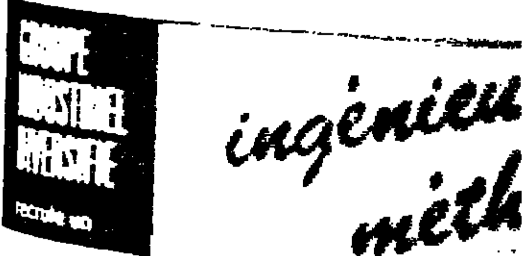
LANDIS & GYR

Ingénieur Commercial H/F

Télécomptage de l'énergie
Grands clients industriels.

Vous aurez pour mission de promouvoir et de vendre des systèmes de comptage et de gestion de l'énergie électrique auprès des grands industriels, avec l'appui du réseau commercial.
Vous développerez, en étroite collaboration avec les Services Techniques des clients, des solutions spécifiques et adaptées à leurs cahiers des charges.
Vous établirez les propositions et assurerez la négociation et le suivi de chaque affaire.
De formation ingénieur (Electrotechnique, Electronique) ou équivalent, vous avez de bonnes connaissances informatiques (logiciels d'application sur IBM PC et compatibles). Par une première expérience, vous avez valorisé vos qualités de contact, de rigueur et d'organisation.
Ce poste implique de nombreux déplacements de courte durée en France.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. IC/M au Service du Personnel, LANDIS et GYR, 16, Bd du Général Leclerc, 92115 CLICHY



هكذا من الأصل

Groupe international

implanté dans plus de 50 pays recherche pour Paris

chef de projets

expérimenté

Diplômé d'une grande école

Au sein de la Direction Centrale d'Informatique, dans un environnement de télécommunication complexe (micro-informatique et réseau local, réseau de télécommunication hétérogène) vous prendrez en charge ***une application en télétraitement stratégique*** *pour le développement du groupe.*

A moyen terme, vous vous verrez confier de larges responsabilités au sein de la direction informatique. *Vous justifiez d'une expérience de 5 ans en conduite de projets d'informatique de gestion.*

L'anglais courant, une parfaite connaissance du monde IBM et la pratique des L4G sont les meilleurs atouts pour réussir dans ce poste. Rémunération motivante.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 3603 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Un responsable commercial France

pour vendre notre connectique

PARIS SUD — 370 KF

Notre société multinationale est spécialisée dans la conception, la production et la distribution de produits électroniques au niveau de performance élevé : connecteurs et sockets.

Grâce à ces produits haut de gamme, notre filiale européenne, basée en Suisse, possède 10 % du marché européen et couvre également le marché asiatique. Nous recherchons notre Responsable Commercial France.

Nous vous proposons un rôle moteur dans notre nouvel enjeu : développer notre présense sur le marché français jusque là peu exploité.

Bénéficiant d'une large autonomie, vous serez chargé de commercialiser nos produits auprès des distributeurs électroniques et des OEM (informatique, automatisme, télécommunication, industriel...).

Ingénieur micromécanique, électronique ou équivalent, vous avez déjà fait vos armes d'ingénieur des ventes dans le même secteur d'activité. Votre performance vous permettra de prendre rapidement la responsabilité de la filiale française.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A/114.87 M à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

AUDIT, INFORMATIQUE, BANQUE...

Vous êtes **INGENIEUR INFORMATICIEN.**

Vous avez une première expérience dans l'un des domaines suivants :
- audit de chaînes de traitement et de services informatiques,
- conduite de projets,
- contrôle de qualité des logiciels,

acquise de préférence sur site IBM dans le domaine bancaire.

Venez vous joindre à l'équipe d'Audit Informatique intégrée à l'Inspection Générale.

Vous prendrez à terme la responsabilité de celle-ci (5 personnes), après une période de formation qui sera mise à profit pour mieux maîtriser les nombreux aspects du poste :
- Missions d'audit de l'environnement informatique (bureau d'étude, centre de traitement, chaînes centrales, programmes et réseaux locaux...)
- Mise en oeuvre de projets informatiques au service de missions classiques d'inspection.

Pour en savoir plus sur notre Société et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h au

(1) 42.65.29.28

ou écrivez, sous la référence 939/M à

notre Conseil OUTSIDER

18/20 Place de la Madeleine 75008 PARIS.

Crédit du Nord



L'informatique industrielle : au cœur de la décision.

Vous le savez : la production des usines les plus performantes au niveau international s'accroît et s'améliore grâce à la mise en place d'un outil informatique hautement efficace.

C'est le choix que nous avons fait, dès la création de notre usine il y a une dizaine d'années. Nous l'avons conçue dans cet esprit et sommes reconnus aujourd'hui dans le monde parmi les meilleurs.

Pour être toujours plus efficaces, toujours plus novateurs, nous renouvelons intégralement le plan informatique de l'usine; c'est le 2e départ de notre unité de Production.

Nous vous convions à ce nouveau challenge, c'est pour vous l'occasion exceptionnelle de faire vos preuves de jeune et brillant

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE - X, MINES, CENTRALE,... DÉBUTANT OU 1ère EXPÉRIENCE

Nous sommes réputés avoir réussi un plan de communication interne et externe de grande efficacité. Le dialogue production-informatique existe, il est même intelligent. L'entreprise cherche ses managers de demain. Rencontrons-nous.

Pour cela, adresser votre dossier de candidature à C.E. Koehrer, CPA - 3, rue de Liège 75009 Paris, sous la réf. 47 M 219.

CPA — GROUPE VOCATION

MEMBRE DE SYNTEC

Très grand groupe industriel international (50 000 personnes) recherche pour le siège parisien son

Directeur informatique

Issu d'une **Grande Ecole Scientifique** (X, Centrale, Mines...), âgé d'environ 40 ans, vous avez déjà **dirigé de grands projets informatiques**, de leur conception jusqu'à leur mise en œuvre complète. Vous avez également l'**expérience réussie de l'animation d'une équipe.**

Vous souhaitez aujourd'hui donner une **nouvelle dimension** à votre carrière et participer au développement d'un réseau informatique international.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/ITB/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜÉ, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA



ingénieur méthodes

afin de participer au développement de nouveaux produits, nécessitant une bonne pratique de la mécanique de précision.

Le poste s'adresse à un Ingénieur expérimenté, qui devra faire évoluer les process de fabrication et développer les automatismes, en restant très sensibilisé aux problèmes de sécurité.

Usine située près d'une grande ville du Centre de la France.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 30402 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts du marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

FUTURS INGENIEURS LOGICIEL BULL ENGAGE VOTRE TECHNICITE AU SERVICE DE SES CLIENTS

La satisfaction de nos clients passe par la compétence de notre service maintenance.

Futurs ingénieurs diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum, options téléinformatique, informatique ou réseaux) nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Basés dans un centre national à Paris, vous serez chargés d'assurer la maintenance de logiciel d'exploitation très performant, des systèmes transactionnels et informationnels.

Notre formation constructeur vous permettra d'acquérir les connaissances spécifiques.

L'esprit d'équipe vous motive, alors adressez votre dossier de candidature sous réf. 720 M à BENEDICTE MAUDUIT - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cèdre - 3, avenue Val de Fontenay - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



SOURCES

L'URSSAF DE PARIS

recherche

LE RESPONSABLE DE SON CENTRE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE DE MARNE-LA-VALLÉE

Compte tenu des responsabilités à exercer sur une équipe de 180 personnes chargées de la saisie, du système et de l'exploitation d'un Bull DPS 90 dans un environnement DB/DC (20 milliards de caractères, 500 terminaux) et informatique répartie (DPS 6, micro-ordinateurs).

Ce poste de gestionnaire et d'informaticien de haut niveau requiert de fortes qualités personnelles ainsi qu'une expérience certaine.

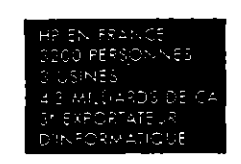
Envoyer c.v. et prétentions à :
URSSAF DE PARIS
D.O.T.I.
3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL Cedex.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INFORMATIQUE INTERNE

ARCHITECTE DE NOS GRANDS PROJETS EUROPEENS ?



Chez HP, l'informatique interne est une réalité européenne. Elle fait communiquer les grandes branches de l'entreprise (Marketing, Vente, Crédit, Support Technique) et sert l'optimisation de leurs performances.
Dans le cadre d'une réorganisation au niveau européen, HP FRANCE s'est vu confier la responsabilité de dynamiser les systèmes d'information de la branche *Marketing* pour toutes les entités européennes.
Pour ce grand projet, le centre de développement européen, basé au siège social d'Evry, recherche des

Analystes/chefs de projet

En relation constante avec les utilisateurs européens, vous développez des stratégies de complémentarité avec les systèmes des autres branches ; vous construisez une analyse fonctionnelle et organique dans le respect des standards.
De formation *MIAGE, ENSIMAG, INSA...*, vous possédez une expérience de l'informatique de gestion orientée vers l'optimisation commerciale. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour certains de ces postes, des compétences plus larges seraient appréciées :
- technique pour conduire un projet de dimension internationale impliquant un contact permanent avec les Etats-Unis,
- commerciale dans le domaine de la vente par distribution directe pour accroître la compétitivité de cette activité.

Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance du HP 3000 serait un atout.
Rejoindre HP FRANCE, c'est intégrer une entreprise qui offre de larges perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. EDP/02/M, à Monique d'Hautefeuille, HEWLETT-PACKARD FRANCE, Parc d'activités du Bois Briard, avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.





N°1 français de l'automate programmable
offre des opportunités de carrière à des

Ingénieurs Commerciaux — Paris

Nécessairement diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, homme de terrain dynamique, vous avez si possible une expérience de 2/3 ans dans la vente de biens d'équipements industriels.

Débutant ? Nous vous formerons à nos produits. Dans tous les cas, vous intégrerez une structure souple et autonome... atout majeur pour évoluer rapidement dans vos fonctions. **Réf: M 130.**

Ingénieurs d'Application — Paris

Impérativement de formation Ingénieur en Informatique Industrielle ou Automatismes, débutant ou doté d'une première expérience, vous exprimerez votre créativité sur un marché en pleine expansion.

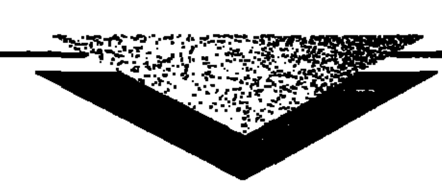
Sur le terrain et en liaison avec le service Etudes et Développement, vous aurez pour mission de faire évoluer nos produits en fonction des besoins de la clientèle. **Réf: M 131.**

Pour tous ces postes, le contexte de travail est stimulant, et doit permettre à chacun une évolution rapide au sein du groupe.



Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil
ROUBEIX DECISION, 32 rue des Volontaires 75015 PARIS.

DESSIN



IMPORTANT ORGANISME RECHERCHE POUR SON CENTRE DE CALCUL BASÉ DANS LA RÉGION NICOISE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

débutants
Miage, maîtrise d'informatique...

Nous utilisons les techniques de gestion informatique les plus performantes et disposons d'un matériel informatique très important (Ordinateurs IBM 3081 - 3083 - 32 et 48 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards caractères en lignes).

Formation complémentaire assurée, réelle possibilité d'évolution dans un environnement enrichissant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8695 à :
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

Groupe Concept, nous sommes le n°1 Français de la gestion financière sur micro-ordinateur et proposons une gamme diversifiée de produits répondant aux besoins de tous les financiers, du logiciel de trésorerie d'entreprise ou bancaire à la gestion financière et comptable pour la multinationale, la banque et la P.M.E. Dans le cadre de notre très forte expansion nous souhaitons intégrer des

Jeunes Diplômés

Écoles d'ingénieurs, Universités (option gestion finance)
Débutants ou 1re expérience
et leur proposer de devenir

Ingénieurs Informaticiens

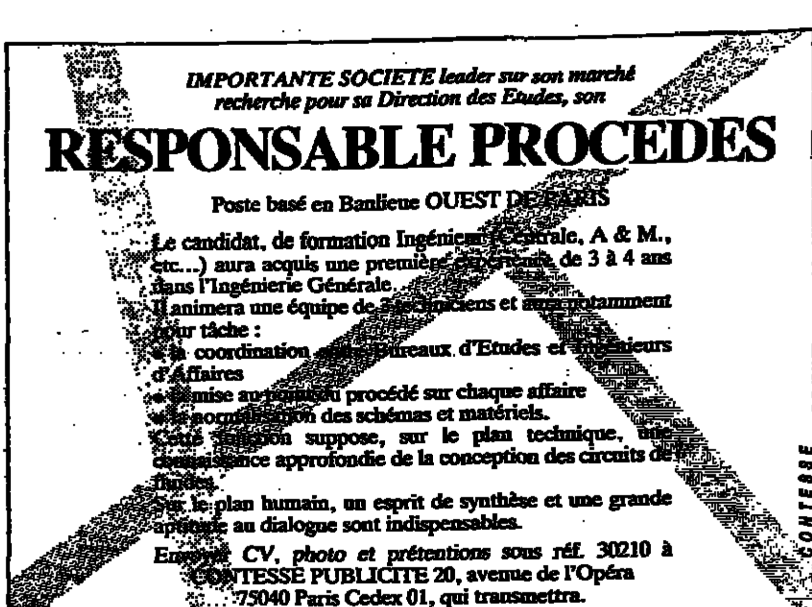


Formés aux outils performants et puissants de développement informatique Concept, ils concevront et réaliseront des logiciels répondant aux besoins des financiers. Assurant l'installation chez le client, ils mettront en œuvre tout autant leurs compétences techniques que leurs capacités relationnelles. Formation pointue, métiers d'avenir, rémunération attractive dans un groupe performant sont les atouts que nous proposons à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. LT91 à notre Filiale.
CONCEPT RECRUTEMENT 111, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

Conseil en recrutement financier

Dabo



CONCEVOIR L'ARCHITECTURE DE RESEAUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

GSI-TECSI est la filiale haute technologie de GSI, Société de Service de 2500 personnes placée au tout premier rang national et international.
Le dynamisme de notre développement nous amène à rechercher de nouveaux collaborateurs :

INGENIEUR CONSULTANT

Vous aurez une activité d'étude d'architecture de réseaux, d'élaboration de systèmes d'information et de coordination de projets auprès de notre clientèle nationale et internationale.

Vous avez une formation supérieure d'ingénieur et une expérience de 5 à 10 ans avec une pratique confirmée des grands systèmes IBM, des réseaux de transmission de données et la connaissance des normes et protocoles internationaux.

Outre un contexte technologique de pointe, nous vous offrons un mode de management très décentralisé s'appuyant sur des collaborateurs autonomes et responsables. Nous leur en donnons les moyens. Avec votre compétence technique, c'est cet aspect de votre personnalité qui fera votre réussite dans le groupe.

Pour en savoir plus sur notre société et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence RG7/9 à notre Conseil, OUTSIDER - 18/20, place de la Madeleine - 75008 PARIS



OUTSIDER 42.65.29.28
Conseil en recrutement, Organisation et Informatique



JEUNE INGENIEUR

Le Groupe DMC (8 milliards de C.A.) est l'un des premiers groupes textiles européens et connaît une forte progression.

Pour renforcer sa Division INGENIERIE, *nous recherchons un* JEUNE INGENIEUR (AM, ECL, ENSM...).

Il sera chargé de la conception, définition et sélection des équipements industriels de génie civil, énergie, électricité, automatisme, thermique... destinés à de grands ensembles créés en France et à l'étranger.

Il devra également, au cours de brefs séjours sur les sites, d'une part suivre la réalisation des projets en coordonnant l'ensemble des travaux, et d'autre part apporter aux complexes industriels existants une assistance technique complète.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste ayant une première expérience de l'élaboration de projets industriels, doté d'un sens développé des relations humaines et des responsabilités.

Il devra avoir la pratique courante de la micro-informatique. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. 837/M, à Catherine MANGET, DMC, Gestion des Cadres, 88, rue de Rivoli, 75004 PARIS.

CURRICULUM



A world leader in image processing graphics systems. We develop, manufacture and market sophisticated turnkey computer systems for printing, publishing and CAD/CAM applications

Multinationale en pleine expansion, notre société est spécialisée dans la vente de systèmes ordinateurs de mise en page électronique destinés à l'industrie des arts graphiques et à la cartographie.
Notre bureau de Paris cherche un (m/f)

électronicien de maintenance

qui sera responsable de l'installation et de l'entretien des systèmes installés chez nos clients français.

Profil souhaité:
□ une expérience de plusieurs années comme électronicien de maintenance d'ordinateurs en service clientèle; □ préférence sera donnée à un électronicien ayant travaillé dans le domaine des arts graphiques; □ personnalité dynamique, sociable et aimant le contact avec les clients; □ bonne connaissance du français et de l'anglais; □ âgé d'au moins 25 ans.

Nous offrons:
□ une rémunération en fonction de l'expérience et des qualifications du candidat; □ une formation continue; □ une voiture de société, de multiples avantages sociaux et un environnement motivant.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Mademoiselle Benahmou au 14/46872411 de 8h30 à 17h30 du lundi au vendredi

Responsable com

PA

Ingénieurs Grandes

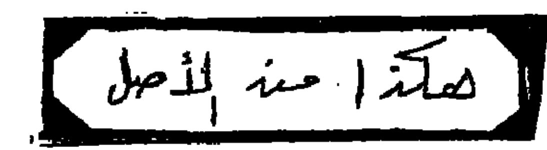
Directeur des systèmes d'inform

CAP SOGETI SELECTIO

Crédit Mutu

CHEF DE PROJETS INFORMATI







SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable commercial

France - 350/400.000 F

Paris - informatique graphique - Un important groupe international, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de terminaux graphiques à haute définition, recherche son responsable commercial pour la France. Basé à Paris et placé sous l'autorité du directeur commercial de la maison mère, il aura pour mission de promouvoir les ventes directement auprès des OEM, des grands comptes et des revendeurs (VAR). Ce poste s'adresse à un cadre commercial confirmé âgé d'au moins 30 ans et possédant une solide formation de base (ingénieur spécialisé en électronique, diplomé d'école supérieure de commerce ou équivalent). Il devra justifier d'une connaissance approfondie du marché de l'électronique et d'aptitudes réelles à la vente et au management. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement), sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE, en précisant la référence A/R9309M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ENTREPRISE SPÉCIALISÉE EN DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES MILITAIRES

recherche

pour études, conception et réalisation de systèmes radar (traitement du signal, gestion par microprocesseurs, hyperfréquences)

Ingénieurs Grandes Écoles

débutants ou quelques années d'expérience.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. La connaissance de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 68777 à PROJETS 12, rue des pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

Directeur des systèmes d'informations

PARIS

réf. GA9

agrr Groupe de 1 200 collaborateurs, nos activités diversifiées concernent la retraite, la prévoyance et l'assurance. Présent dans plus de 50 villes de France, nous sommes en pleine expansion. L'informatique représente aujourd'hui notre outil de production.

• VOTRE MISSION : En relation étroite avec la Direction Générale, vous serez chargé de concevoir notre nouveau système d'information. Votre souci des méthodes, votre excellente connaissance des technologies de pointe (réseau, télématique, informatique répartie) devront vous permettre de mettre en œuvre des choix techniques stratégiques pour notre Entreprise et de participer à la réorganisation des équipes de développement.

• VOTRE PROFIL : Une formation d'ingénieur Grande Ecole (X, Télécom, Centrale, Supélec...) et une solide expérience en tant que chef de projet dans le secteur tertiaire sont indispensables pour mener à bien cette mission. Vos aptitudes relationnelles vous permettront de dialoguer avec l'ensemble de nos Départements. Une importante évolution de carrière sera proposée à un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre CV + photo + prétentions à Reine-Marie HALBOUT, en précisant la référence du poste.

CAP SOGETI SELECTION

Tour mattei 207 rue de Bercy 75012 Paris.

Crédit Mutuel

LES ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL (VIE-IARD)
(300 salariés ; 3,3 milliards de F. de chiffre d'affaires, en progression de 50 % en 1986), recherchent un

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

H/F

Interlocuteur des services utilisateurs, il assurera l'analyse des besoins et l'élaboration de cahiers des charges, concevra et réalisera des projets et développements, et aura la responsabilité de leur mise en application.
Intégré dans une équipe de 12 personnes, il travaillera en liaison étroite avec le centre d'exploitation du Groupe, doté d'un matériel performant (IBM 3090, 3000 terminaux) et ouvert aux techniques de pointe (serveur minitel, micros connectés, infocentre, interconnexion de machines,...).
De formation type Ecole d'Ingénieur, Maîtrise Informatique, MIAGE..., il aura une expérience d'au moins 2-3 ans de conduite de gros projets dans une grande entreprise.
Une connaissance en gestion de bases de données et en télétraitement est vivement souhaitée.
Ses qualités : un esprit conceptuel, des aptitudes à l'organisation, le sens des relations humaines et du travail en équipe, des qualités d'animateur.
La fonction est basée à Strasbourg, ville historique et universitaire, siège du Parlement Européen.
Nous pensons avoir les moyens de satisfaire les ambitions de carrière d'un jeune cadre performant.

Merci de témoigner votre intérêt en adressant un dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) au CREDIT MUTUEL - DRH - Service Recrutement - BP 412 - 67002 STRASBOURG CEDEX, en précisant la réf. 87/6.

CONTESSE

S'unir, c'est gagner

COTE D'AZUR : PORTE OUVERTE SUR L'INTERNATIONAL

Au tout premier rang de la compétition internationale, **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES** (2500 personnes, CA 1,3 milliards de francs), conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine.
Pour conquérir de nouveaux marchés, notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la qualité et le professionnalisme. Aussi nous recherchons quatre spécialistes.

INGENIEUR FORMATEUR

Vous assurerez la formation théorique et pratique de nos clients à l'exploitation et la maintenance de nos systèmes sonars (matériel et logiciel).

Pour cela, vous prendrez en charge :
- l'établissement des devis de formation,
- la mise en œuvre des programmes de formation.

Vous êtes passionné par l'enseignement et vous pouvez vous prévaloir de plusieurs années de pratique en milieu industriel. REF.987/IF

INGENIEUR LOGISTICIEN

Homme de contact, vous serez chargé de la définition et de la prise en compte des spécifications logistiques à la conception ainsi que de la coordination des différentes taches logistiques au cours de la phase Développement/Production.

Pour chaque équipement, vous prendrez notamment en charge les études de l'évaluation de :
- la maintenabilité
- la fiabilité
- la disponibilité. REF.987/IL

INGENIEUR MAINTENANCE APRES-VENTE

Vous serez chargé de :
- assurer l'assistance technique auprès de nos clients France et Export,
- coordonner les actions de maintenance en usine ou sur le site,
- établir des propositions logistiques.

Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années en études (développement d'équipements électroniques complexes). REF.987/AV

INGENIEUR DOCUMENTATION

Vous êtes responsable de l'élaboration des manuels techniques destinés à nos clients.

Justifiant d'une expérience similaire d'une ou deux années, vous souhaitez utiliser votre potentiel, alliant compétence technique, qualités de contact et d'expression écrite. REF.987/ID

Votre formation supérieure d'ingénieur électronicien et/ou informaticien, votre maîtrise de l'anglais et l'expérience que vous avez déjà acquise dans un contexte international constituent des atouts indispensables.
Votre aptitude à travailler dans des équipes pluridisciplinaires, votre capacité à faire évoluer votre environnement nous permettront de satisfaire vos ambitions.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, nous vous proposons d'adresser sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA - **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES**
Chemin des travails - BP 53 - 06801 CAGNES-SUR-MER
en précisant la référence de votre choix.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

1[er] groupe français en optique lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10400 collaborateurs pour qui information, communication et évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Gestion de production

Rendre opérationnels de nouveaux systèmes

Vous avez une formation de type A & M, une expérience industrielle dans un secteur production, et l'aspiration d'intégrer une importante société où, après la réalisation d'une mission formatrice, vous aurez l'opportunité d'évoluer vers une fonction opérationnelle. Votre intervention sur la mise en place de nouveaux systèmes de gestion de production sur plusieurs de nos établissements, donc votre important rôle d'interface entre la production, les services prestataires et les utilisateurs implique bien sûr un grand sens de la communication.
Pour ce poste, basé dans l'Est de la France, à proximité de Bar le Duc, quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous référence 137 à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, avenue de Condé 94106 SAINT MAUR cedex.

Est de la France



Dassault systèmes, Catia : 90 % à l'export

Pour répondre avec efficacité aux besoins d'un marché mondial en pleine expansion, nous comptons sur de nouvelles compétences,

INGENIEURS

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans l'industrie (C.F.A.O., Bureaux d'Etudes, Production...) et une parfaite connaissance de l'anglais. Nous vous offrons, après une période de formation à notre technologie et à nos produits, la possibilité d'intégrer notre DIRECTION TECHNICO-COMMERCIALE en tant que

INGENIEURS D'AFFAIRES

pour accroître la diffusion de nos produits en France et à l'étranger.

INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE

pour assurer nos différents services auprès de nos clients (conseil, installation, démonstration...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DTC/09 à DASSAULT SYSTEMES. 40, bd Henri-Sellier - 92150 SURESNES.





dassault systemes

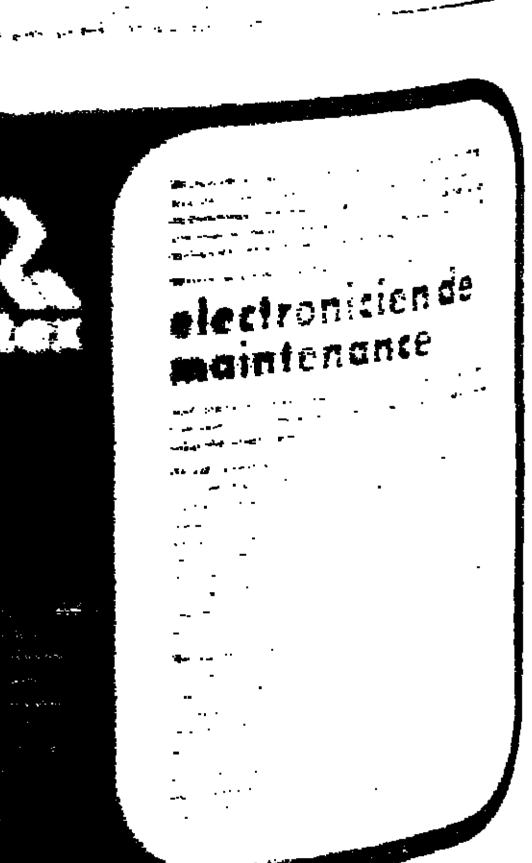
média-system

...NSABLE PROCEDES

...ngénieur consultant

DMC

...UNE INGENIEUR





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PARIS 9ème - Nous sommes une compagnie d'assurances IARD faisant partie d'un groupe privé.
Face à un marché de plus en plus concurrentiel, nous nous dotons de moyens matériels et humains afin d'améliorer notre compétitivité. Dans ces choix stratégiques, notre Département Organisation joue un rôle primordial.
Ceci nous amène à renforcer ses effectifs et à recruter des

■ Ingénieurs organisateurs

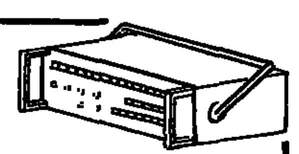
Rattachés au Responsable de l'Organisation, vous participerez à l'élaboration de nos nouveaux systèmes d'information.
Vous prendrez en charge différents projets et vous vous impliquerez dans l'analyse de l'existant, la conception de nouvelles procédures (automatisées ou non), l'étude de leur rentabilité, les actions préalables à leur mise en œuvre, le suivi de leur réalisation,...
Après une grande école scientifique ou économique ou un diplôme de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience dans un Service Organisation ou en Cabinet. Sans être un technicien de l'informatique, vous en connaissez les nouvelles technologies. Vos qualités d'analyse, de rigueur et de contact sont essentielles. Votre ambition et votre potentiel sont à la hauteur des capacités d'évolution que nous attendons de vous.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/AS/IO à

ORDIS

MEDIA BA

LEA LABORATOIRE ELECTRO ACOUSTIQUE



P.M.E. en pleine expansion, filiale du groupe 3M, implantée à 70 km à l'Ouest de Paris dans un cadre agréable, spécialisée dans l'étude et la fabrication d'APPAREILS de MESURE ELECTRONIQUE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS, recherche son :

Responsable qualité (réf. RQ)

Vous prendrez en charge le système qualité de l'entreprise, en particulier :

- le contrôle d'entrée,
- le contrôle en cours de fabrication,
- le contrôle final de sortie.

Ingénieur électronicien de formation, vous avez au moins 30 ans et justifiez d'une première expérience dans un poste équivalent.
Ce poste peut également convenir à un Technicien Supérieur, titulaire d'un DUT ou d'un BTS d'électronique, ayant une dizaine d'années d'expérience.

2 Ingénieurs Electroniciens (réf. IE)

Ingénieur Diplômé Sup Telecom, ESE, ENSTA ou équivalent, vous possédez une expérience de 2 à 4 ans en électronique numérique, analogique ou traitement du signal.

Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans un environnement de technique de pointe et d'obtenir une rémunération fonction de votre potentiel.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste à L.E.A. - Service du Personnel - rue de l'Ornette - 28570 ABONDANT.

3M

Informatique industrielle Midi-Pyrénées / Rhône-Alpes

april société aux ambitions internationales est parmi les leaders de sa spécialité : construction d'équipements pour les automatismes industriels. Dans le cadre de nos projets, nous renforçons nos équipes et intégrons :

Jeunes Ingénieurs Informaticiens de haut niveau

Grande Ecole, base ou spécialisation informatique ou Docteur d'Université, vous souhaitez démarrer ou continuer votre carrière en spécification, conception et réalisation de logiciels intégrés dans nos produits : les automates programmables.
Outre vos compétences de base, votre spécialité ou votre expérience vous permettra d'intégrer l'une de nos équipes :

■ DEVELOPPEMENT DE PRODUITS LOGICIELS destinés à la mise en œuvre d'automates programmables.
Votre culture ou votre expérience en GENIE LOGICIEL (méthodologies de conceptions et spécifications) ou en TECHNIQUES DE COMPILATION sera un plus.

Base : Castres. Réf. M.CIM.

■ DEVELOPPEMENT DE «SUPERVISEURS».
Sensible aux problèmes d'interface homme x machine, vous possédez une expérience ou une excellente maîtrise théorique des méthodologies orientées «OBJET» dans le cadre «d'applications graphiques».

Base : Grenoble. Réf. M.GIG.

■ «COMMUNICATION».
Télé-informaticien, vous maîtrisez les problèmes des RESEAUX LOCAUX hétérogènes ou homogènes en milieu industriel, essentiellement du point de vue logiciel.

Base : Grenoble. Réf. M.GC.

Pour tous ces postes, nous vous offrons un environnement technique et des outils de développement de haut niveau, une solide formation aux spécificités de notre environnement industriel, de réelles perspectives d'évolution au sein d'une structure souple, jeune et en pleine expansion.

Nous souhaitons donc rencontrer de jeunes ingénieurs qui, au-delà de la compétence informatique, soient mobiles, créatifs, entreprenants et motivés par un travail concerté en équipe.

Merci d'écrire sous référence choisie à notre Conseil :
INFORAMA CARRIERES,
24, rue de Metz
31000 TOULOUSE



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE SPÉCIALISÉE DANS LA TÉLÉMATIQUE recherche pour consolider son équipe

Jeunes ingénieurs

INGÉNIEURS ANALYSTES, futurs chefs de projet, ayant de préférence des connaissances en langage C ou Pascal.

INGÉNIEURS LOGICIELS, pour intégration dans une équipe de développement ; des connaissances en langage C ou Pascal sont appréciées.

Envoyez CV + photo à
SOFTEC - 4, Route de Chatou
92000 NANTERRE - sous référence I/206

Softec

catia : Le défi français high-tech

Récemment couronné par les médias pour ses succès dans le domaine des hautes technologies, DASSAULT SYSTEMES poursuit sa conquête du marché mondial de la C.F.A.O.
Notre croissance amène aujourd'hui notre Direction Technique à rechercher de nouveaux

INGENIEURS INFORMATICIENS

DEBUTANTS OU EXPERIMENTES

Vous intégrerez une équipe jeune de recherche et de développement où vous participerez à des projets d'avant-garde.
Informaticien de formation ingénieur grande école, au Chef de Projet ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans dans une activité similaire, vous souhaitez évoluer au sein d'une entreprise performante et vous êtes prêt à relever avec elle de nouveaux défis. Alors adressez-nous dès à présent votre dossier de candidature sous la référence DT/09 à DASSAULT SYSTEMES, 40, bd Henri-Sellier - 92150 SURESNES.

dassault systemes

média-system

GROUPE TAT

2000 salariés - C.A. : 1215 Millions de F.

VOUS AVEZ LE GOUT DES RESPONSABILITES
LE SENS DES INITIATIVES, L'AMBITION DE REUSSIR

NOUS VOUS OFFRONS L'OPPORTUNITE D'INTEGRER UNE EQUIPE A L'IMAGE DE NOTRE GROUPE

Ingénieur Méthodes

De formation AM, EMSICA, ESTACA, débutant ou première expérience, vous avez des qualités de gestionnaire et un sens aigu des contacts humains. Rattaché à la direction technique, vous établirez les plans de charge des ateliers en liaison avec les chefs de service.
Réf. IM

Directeur Technique

A 30/35 ans, de formation supérieure, doté de grandes qualités relationnelles, vous avez une connaissance approfondie de la règlementation et une solide expérience de l'encadrement. Responsable de la définition de l'évolution et de l'application de la politique d'entretien de la flotte, vous organiserez et coordonnerez les activités du service technique.
Réf. DT

Pour sa filiale :
1ère Compagnie Aérienne Régionale Européenne

TAT

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. choisie TAT BP 0237 - 37002 TOURS CEDEX.

Nous sommes une fonderie de 300 personnes, nous produisons des pièces en petites et moyennes séries pour divers secteurs. Dans un souci de performance et de qualité, nous créons un poste de :

Responsable des Ateliers Finitions
région Champagne - Ardennes

Votre mission : • Animer et former les équipes (70 pers.). • Réorganiser la méthodologie de travail des ateliers. • mettre en place des procédures informatiques.

Votre profil : • 28/30 ans environ. • Ingénieur Arts et Métiers, ICAM, INSA, ENI... • Une expérience de 3/5 ans en fonderie, métallurgie ou mécanique.

Poste évolutif, conduisant à terme à d'importantes responsabilités au sein de l'entreprise.

Adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous référence BS08 à Bruno SCUDELLER - **CNPG RESSOURCES HUMAINES**, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT





IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

recrute

ANALYSTES-PROGRAMMEURS DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS

diplômé de l'enseignement supérieur exigé.

Connaissances DPS 8, Mini 6, Protée, Total, Merise appréciées.
Salaire annuel brut de 81 850 F à 128 975 F, selon expérience, évolution possible.

Lieu de travail : Montreuil-sous-Bois (93)

Envoyer c.v. et prétentions à :
Directeur du Personnel URSAAF de Paris
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex.

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, propose un poste d'avenir à un

Responsable des ventes indirectes

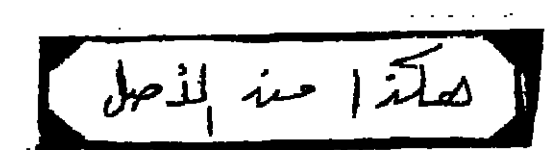
Au sein du département Marketing, il prendra en charge la promotion des produits et services TRANSPAC auprès des organismes prescripteurs, groupements professionnels, constructeurs, SSII...
Il travaillera en collaboration étroite avec les services commerciaux.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole possédant de bonnes connaissances en télécommunications et Télématique et un sens aigu des affaires, allié à une efficacité certaine.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines.

Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC





SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

TELIC ALCATEL

N°1 européen en communication d'entreprise

DIRECTION QUALITE A STRASBOURG

Notre objectif dans la compétition internationale : conforter et accroître notre avance technologique. La qualité de nos produits et de nos services est un élément primordial dans cette stratégie. Nos marchés se développent, nos produits se diversifient notre métier s'élargit. Et pour répondre à ces nouveaux besoins, notre Direction Qualité se dote d'outils plus performants et renforce son équipe par un

INGENIEUR QUALITE

La mission est d'importance : d'abord participer à l'élaboration des objectifs et plans de qualification des produits, puis mettre en place les moyens appropriés pour assurer la qualité des produits livrés. En tant qu'expert, vous interviendrez dans les opérations d'audit interne, ainsi qu'en clientèle. Vous informerez vos " clients " des résultats obtenus et coordonnerez la mise en œuvre des actions correctives.

De formation, vous êtes ingénieur électronicien. Et vous avez une bonne expérience, soit dans ce domaine précis, soit dans la conception ou l'industrialisation d'équipements électroniques.

Ce projet vous intéresse ? Pour prendre contact, adressez votre C.V., sous référence IQ/M à C. Lejeune, Direction des Ressources Humaines TELIC ALCATEL, 206, route de Colmar, 67023 Strasbourg Cedex.





VOCATION MÉDIA

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénièrie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Nous recherchons
pour notre **Département Informatique Industrielle** des

INGENIEURS INFORMATICIENS
EXPERIMENTES

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, dont 1 an au moins en Systèmes Temps Réel.

Connaissances requises :

- VAX/VMS et/ou ● SOLAR 16/XX (série SPS 5)
- bonne pratique des outils VMS ● RTES D - MPES
- langages évolués (Fortran, Pascal) ● PL 16 - Fortran

Les postes sont à pourvoir en région parisienne (banlieues Sud et Ouest Paris) et en région Provence - Côte d'Azur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 285 à :
SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline - 92213 St-Cloud Cédex

SYSECA SELECTION

Chef de projet en organisation

Filiale d'un puissant groupe financier très diversifié, la Fnac, 3000 personnes, 4 milliards de CA - recherche et développe en permanence de nouveaux systèmes d'organisation (administratifs, commerciaux ou logistiques) destinés à accroître sa performance.
Elle crée, dans ce cadre, un poste de Chef de Projet en Organisation.

A ce poste, vous prendrez en charge de manière totale - du diagnostic jusqu'à la réalisation finale - des projets relevant de tous les secteurs de l'entreprise. Votre action sera résolument orientée vers le service des utilisateurs opérationnels auxquels vous apporterez des solutions concrètes.
La mise en place d'un dispositif de gestion unitaire de notre produit «Livre» sera votre première mission.

Pour ce poste, nous recherchons un esprit logique et organisé doté d'excellentes qualités de contact et de pédagogie.
Il s'agit d'un **professionnel de l'organisation** : au minimum 3 ans d'expérience dans ce domaine.
La connaissance de la distribution sera un atout important ; celle des circuits d'approvisionnements et de vente du livre sera appréciée.

fnac

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 427 à Fnac, Service Recrutement, 101, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

média-system



Division de Control Data

Répond
au French Big Bang
par sa situation de leader
dans la technologie de l'intégration
des réseaux privés, internes et mondiaux.
Il commercialise son système
destiné aux salles
de marché des
banques

Recherche
le *Senior Project Manager*
Presales Oriented

volontaire pour participer au
décollage de notre équipe en France

De formation supérieure, expérimenté, professionnel, bon connaisseur des systèmes de communication et des applications sur micro, à l'aise en anglais, vous aimez travailler en équipe et être en liaison avec les clients.

Responsable aux plans techniques, financiers et calendaires de la réalisation d'affaires, vous animerez l'équipe projet et prendrez en charge la réponse à des appels d'offres ainsi que l'exécution jusqu'à la mise en service.

Basé à Paris centre, vous travaillerez dans un environnement international très motivant pour un système en constante évolution bien implanté dans le monde.

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre + photo + C.V. + prétentions) à :
MICROGNOSIS/CONTROL DATA
Service du Recrutement, B.P. 139 – 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

Plain Champs

Valoriser votre première expérience
c'est l'opportunité que le Groupe

Allianz – Protectrice

filiales du 1er assureur européen
peut offrir à

un jeune ingénieur
(A et M – ou équivalent)

pour faire face à son développement dans le domaine des Assurances Techniques et plus particulièrement des Risques Bris de Machines et Pertes d'Exploitation consécutives.
Il sera chargé de l'analyse technique des risques avant la souscription, de la négociation et de la mise au point du contrat d'Assurance; il participera à l'instruction et au règlement des sinistres.
Allemand ou Anglais indispensable.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions à
Allianz France – La Protectrice – Mme Rougé
Cedex 32 – 92099 Paris La Défense

Allianz **La Protectrice**



Jeune Ingénieur d'Etudes
Picardie

Notre société fait partie d'un groupe industriel français à vocation internationale : 45 % du CA à l'export. Bénéficiaire et en croissance soutenue nous sommes parmi les leaders pour nos principales fabrications Robinetterie, Raccords du Bâtiment.

De formation type A.M., E.N.S.A.I.S., intéressé par le thermique vous serez rattaché au B.E., et aurez la responsabilité de la conception et de la réalisation de votre produit.

Vous pourrez exprimer à ce poste votre créativité en étant à la fois garant de la qualité technique de votre produit et de son adaptation au marché.

Des déplacements auprès de nos distributeurs allemands notamment seront nécessaires et vous permettront de mettre en valeur votre sens de la communication.

Langue allemande courante.

Merci d'adresser CV., photo et lettre manuscrite s/réf. C à notre Conseil J. LANCIAL

J.L. Consultant
Conseil en Ressources Humaines
125-127, rue du Faubourg Bannier 45000 Orléans

UM-TOURNAY/ASSCOM



IMPRIMANTES SPECIALISEES
PRINTER SPECIALISTS FOR SPECIALIST PRINTERS

Leader mondial dans la fabrication
d'IMPRIMANTES SPECIALISEES

Classée 4ème des entreprises de l'informatique française pour sa rentabilité, IER, en plus de ses propres fabrications, importe et revend des matériels mettant en oeuvre les technologies les plus modernes du marché (laser, projection d'ions, etc.).
Sa forte expansion conduit IER à rechercher un

inspecteur de maintenance
BTS ELECTRONIQUE

Bonne maîtrise de l'anglais parlé. Pratique électromécanique indispensable. Expérience de missions à l'étranger souhaitée (pays anglophones). Connaissance informatique appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de ce poste, envoyez votre Curriculum-Vitae et lettre manuscrite avec photo et prétentions, sous référence LM.29.09 : Service du Personnel, I.E.R. - 12, r. Sébastopol - 92400 Courbevoie

P.R. Bary

Le Département AERODYNAMIQUE THEORIQUE d'une importante Société performante dans le domaine aérodynamique et spatial recherche (H/F)

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour participer à l'élaboration de modèles numériques en aérodynamique théorique.

Ce poste, basé en Région Parisienne, nécessite des déplacements ponctuels en France et à l'Etranger.

Nous confierons ce poste à un Ingénieur plus formation universitaire en mécanique des fluides et analyse numérique, possédant une première expérience.

Cependant, nous examinerons attentivement les candidatures de débutants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée sous la référence 9869 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

Poste basé à **TOULON**. Centre d'études et de recherche, au sein d'un organisme de 8 000 personnes, intègre un

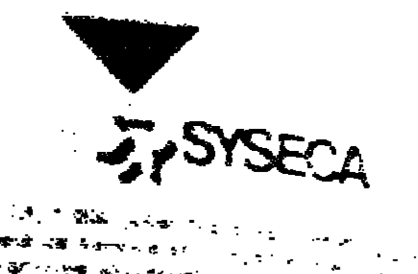
JEUNE DIPLOME
SUPELEC, ENSI, ISEP, INT,...
Option électronique ou transmission

Au sein d'une équipe projet de 5 personnes, dotée de moyens techniques très puissants, vous serez chargé d'études et expérimentations de systèmes de transmissions destinés à la Marine Nationale.

Inventif, motivé, prêt à vous passionner pour un travail en équipe de recherches et d'expériences scientifiques.

Venez nous rejoindre, en adressant votre dossier de candidature, sous référence DC/I/M, à notre Conseil :

LGP - 38, rue Marbeuf - 75008 PARIS.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable portefeuilles obligataires

Importante banque - Paris

Importante Banque française réputée pour son dynamisme et sa volonté d'entreprendre, nous souhaitons renforcer notre Centre de Gestion des Valeurs Mobilières par l'intégration d'un Gérant de Portefeuilles.

Nous lui confierons la **gestion de comptes importants, investis en obligations.** L'animation d'une petite équipe et la gestion de son centre de profits feront également partie de ses responsabilités ...

Le candidat devra impérativement justifier d'une **expérience minimale de 3 ans** dans la gestion obligataire. Bien sûr, un **réel sens des contacts,** tant au niveau commercial que dans son équipe, sera nécessaire pour réussir dans sa fonction.

Ce poste basé à Paris permet à un élément performant d'envisager d'intéressantes **perspectives d'évolution** au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3983 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à

RSCG CARRIERES

48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra .

DIRIGER NOTRE BUREAU D'ETUDES

Centrale, Mines, AM... **Région Lyonnaise**

Leader Européen dans son domaine d'activité, très fortement exportatrice (75 % du C.A. - 80 pays) cette importante Entreprise industrielle (2 000 personnes, 1,3 milliard de C.A.) conçoit, produit et commercialise des biens d'équipement grandes séries. En relation étroite avec la Production, les Achats et le Laboratoire, le Responsable de la Cellule "Groupes Frigorifiques" animera une équipe de 4 ingénieurs et techniciens dont la mission essentielle est de réduire le prix de revient (analyse de la valeur) en maintenant la qualité à son plus haut niveau. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 29 ans, issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (option Mécanique ou Thermique) ayant acquis une première expérience industrielle Méthodes ou Etudes d'au moins 3 ans, si possible avec utilisation pratique de techniques de créativité et d'analyse de la valeur. L'Entreprise et le groupe dont elle est filiale, ouvrent d'importantes perspectives de carrière à un candidat de valeur.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 709 551 M.



35, rue du Rocher - 75008 Paris.

Consultant Chef de Projet «Matériaux»

ACTINOVE groupe ALGOE

Lyon

Société d'Etudes et de Conseil en Management du Développement Technologique

Au sein d'un équipe jeune et professionnelle, vous piloterez des missions diversifiées : audit technologique, évaluation de projets et de portefeuilles de brevets, études de marchés, recherche de produits, de procédés et de partenaires, mise au point d'outils méthodologiques, mise en place de plans d'action marketing...

Vos interlocuteurs : responsables de PMI, de groupes industriels, de centres de recherche ou responsables économiques régionaux...

De formation Ingénieur ou Scientifique (+ CESMA, IAE...), vous avez acquis une spécialisation matériaux : polymères (élastomères et plastiques), composites et/ou céramiques. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel : ingénieur d'affaires, marketing industriel...

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature. Ecrivez s/réf. 183 M à Michèle GOMEZ.

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX.



DESSEIN

CABINET LEADER EN AUDIT ET CONSEIL

membre d'un réseau international

recherche pour ses bureaux de
LILLE, MARSEILLE, MONACO, NANTES et STRASBOURG.



Auditeurs confirmés

Les candidats seront de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou autres ESC) et auront acquis une formation auprès d'un grand cabinet d'audit. Il devront être fortement motivés, désireux de s'impliquer totalement dans les missions qui leur seront confiées et d'utiliser les techniques les plus modernes dans l'exercice de leur profession.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HSD
Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 PARIS-LA-DEFENSE 2,
à l'attention de Mme LIPPUNER.

CONTESSE

cisigraph — GROUPE CISI

Ingénieurs commerciaux rejoignez le leader de la CFAO !

Nous sommes en pleine expansion et recherchons aujourd'hui pour Paris et Lyon des

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation grandes écoles d'ingénieurs ou équivalent vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la vente ou le support de systèmes en informatique industrielle auprès des PME ou grands groupes.

Intégré à une équipe, vous serez chargé du développement des ventes de notre système de CFAO STRIM 100.

Nous vous offrons une rémunération élevée qui tiendra compte des objectifs fixés et des résultats obtenus.

Si vous voulez rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), à Guy SARREY, CISIGRAPH, Direction Commerce France, 76 rue des Gémeaux, Silic 413, 94573 Rungis Cedex.



GROUPE LUCHAIRE

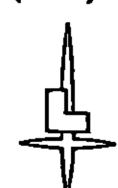
DIVISION ARMEMENT

Ingénieurs d'études & recherches

Trois postes sont à pourvoir dans notre Centre d'Etudes et de Recherche implanté près de Bourges :

- Ingénieur mécanicien généraliste, diplômé Grande Ecole et possédant une première expérience en industrie. (Réf. I.M.)
- Ingénieur mécanicien spécialisé dans les plastiques et matériaux composites - débutant ou avec première expérience. (Réf. I.P.)
- Ingénieur en balistique (diplômé ENSMA - ESTACA - ENSAE - ENSICA) débutant ou avec première expérience. (Réf. I.B.)

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à :
LUCHAIRE S.A., Direction des Relations Humaines,
180, Boulevard Haussmann,
75382 PARIS Cedex 08.





SAFEGE Ingénieurs-Conseils
Ingénierie de l'eau, de la ville et de l'environnement en France et à l'International.

Propose à de **JEUNES INGÉNIEURS**

diplômés, débutants ou première expérience, les postes suivants à son Siège de NANTERRE :

- INGÉNIEURS au Département HYDRAULIQUE pour études et projets d'aménagement hydraulique, d'hydraulique urbaine, de traitement des eaux. Formations souhaitées : ENSHG, ENSEEIHT, ENITRTS, ISIM, INSA...
- INGÉNIEUR au Département GÉNIE CIVIL pour études ouvrages, calcul de structures, ... Formations souhaitées : ESTP, INSA...
- INGÉNIEUR au département INFORMATIQUE APPLIQUÉE pour études et développements en informatique scientifique, temps réel et graphique. Formations souhaitées : PONTS, MINES, CENTRALE, SUPELEC...

Adr. cand. avec lettre man., C.V., photo, prétentions à :
SAFEGE - B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

ING. GDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :

- LOGICIELS DE BASE ;
- LOGICIELS SYSTÈMES ;
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL ;
- TÉLÉCOM, RÉSEAUX ;
- CA, CFAO, IA ;
- GESTION.

C.V. + prétentions à :

SDI, tour Galliéni-1
78/80, avenue Galliéni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

Participez au lancement d'une activité au sein d'une petite équipe conviviale.

NOUS RECHERCHONS
Pour le développement de produits à base de microprocesseurs :

INGÉNIEUR HARDWARE
exp. en analogie appréciée.

INGÉNIEUR SOFTWARE
C, Ass. Micro, temps réel.

Première expérience souhaitée.

Envoyer lettre + c.v. à :
HARLOG, 64, rue Dutot,
75015 PARIS.

Union nationale ADMR recrute son

RESPONSABLE

COMMUNICATION EXTERNE excellente présentation formation en rapport et expérience exigées. Motivé par secteur associatif et social. Souplesse d'horaires, nombreux déplacements statut cadre. Poste libre immédiatement. Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétent. au directeur général U.N.A.A.D.M.R., 184, A, rue du Fg-St-Denis, 75010 Paris.

PHONE PERMANENCE recrute

ÉTUDIANTS

Bac + 2, orientation gestion conn. produits financiers indisp. Bonne éducation, parf. éducation. Disponibilité 18 h 30/20 h 30. Formation téléphone ass. T. 40-60-04-95 pr r.-vs.

Vous avez minimum 25 ans. Vous avez 2 à 6 ans d'expérience de la conduite et la gestion de projets, chantier de tuyauterie, chaudronnerie ou mécanique.

Vous recherchez des responsabilités humaines, technique et commerciale.

Rejoignez notre équipe de

CHARGÉS D'AFFAIRES

Notre challenge vous passionnera.

Poste en région Parisienne et Aube.

Ecrire sous le n° 8 053 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS 8e RECHERCHE pour sa direction économique UN CHARGE D'ETUDE STATISTICIEN-ÉCONOMISTE I.E.P. (ECO-FI) ou ENSAE ou maîtrise d'économie + formation statistique (ISUP) quelques années d'expérience. Adresser lettre manuscrite, c.v. et prét. S/Nº 8054M Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Fiscaliste : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience de la fiscalité. Attiré par le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir rapidement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes l'un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous souhaitons aujourd'hui engager de jeunes professionnels.



Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions de nous l'adresser sous référence 970-03 à PEAT MARWICK SARL - Tour Fiat - Cedex 16
92084 PARIS LA DEFENSE

Organisation et Publicité

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio-Télévision, Le Monde des Affaires... - la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne et les bénéfices en 1986, démontrent la réussite du redressement du journal. Pour maîtriser notre développement, nous recherchons

UN CHEF DE PROJETS - GESTION

En liaison étroite avec le Directeur des Systèmes d'Information et d'Organisation, vous animerez une petite équipe d'Analystes Programmeurs dans la conduite des projets concernant la comptabilité, les finances, le personnel, la distribution, la publicité... De l'établissement des cahiers des charges en passant par la conception jusqu'à la réalisation, vous travaillerez avec méthode et le souci permanent des utilisateurs. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des Chefs de Projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dans un environnement IBM Gamme 43 sur des projets importants de même type et rompus à la méthode MERISE. De formation Ingénieur ou MIAGE nous vous demanderons de nous parler de vos succès et de nous convaincre de vos qualités de rigueur et d'organisation ainsi que de votre sens de la communication et de la pédagogie.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions + lettre de motivation à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la réf. 346.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL



Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

EXPERT - COMPTABLE DIPLOME

Notre Cabinet est spécialisé dans l'expertise industrielle et financière pour le compte des Compagnies d'Assurances. Nous intervenons à ce titre dans le réglement de sinistres industriels.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons *un expert-comptable diplômé*, parlant *Anglais couramment*, ayant acquis *5 ans minimum d'expérience* dans un cabinet anglo - saxon.

Après une période de formation à Paris et chez nos Correspondants aux USA, il sera chargé de l'audit et de l'examen de réclamations présentées par des industriels, soit en responsabilité civile, soit en pertes d'exploitation, puis de la rédaction et de la présentation de rapports.

Adresser CV, avec photo et prétentions sous réf : 68765 à
Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris

Recherche de cadres

PA Conseil en Recrutement est un département de PA Ressources Humaines, filiale française du groupe PA (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays). Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA connaît en France un développement de tout premier plan : + 35 % par rapport à 1986. Dans le cadre de cette très forte expansion, le bureau de Paris renforce ses structures et recherche aujourd'hui deux consultants supplémentaires.

Département banque

Ce département, leader dans son secteur est composé exclusivement d'anciens banquiers, souhaite intégrer un cadre bancaire confirmé (classe V, VI ou VII), diplômé de l'enseignement supérieur, et motivé par une formation et une spécialisation dans le métier de conseil en recrutement. Basé à Neuilly et bénéficiant de l'infrastructure du groupe, il utilisera les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...), entretiendra des relations permanentes avec les banques françaises et les banques étrangères établies en France et sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il gèrera puis développera de façon autonome.

Département industrie

Ce département, qui intervient dans les secteurs les plus divers, est au service de l'industrie française depuis plus de 25 ans. Il recherche aujourd'hui un nouveau consultant âgé d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, et doté d'une réelle connaissance des techniques modernes du recrutement. Basé à Neuilly, il deviendra rapidement responsable d'un portefeuille-clients, et mettra au service de celui-ci la technicité qu'il aura acquise au sein de la direction du personnel d'un groupe industriel. Les candidatures émanant de personnes employées actuellement dans un cabinet-conseil ne sont envisageables que si elles sont assorties d'une expérience préalable en entreprise.

Pour ces deux postes, la pratique courante de l'anglais est souhaitée. Ecrire à JP ROUGIER, en précisant la référence A/062M et le département choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

L'INSTITUT DE L'EXPANSION

créé dans le cadre du Groupe Expansion, conçoit, organise et commercialise des séminaires de formation "TEMPLUS" destinés à des Cadres Dirigeants,

recherche un

commercial

JUNIOR

Chargé de vendre les produits de l'Institut, il établit, en liaison avec la Direction Commerciale, un plan de prospection. Il rencontre des Responsables de Formation, des Directeurs du Personnel, des Responsables opérationnels de Division ou des Chefs d'entreprise afin de leur vendre des séminaires de gestion du temps. Pendant les sessions, il assure un suivi commercial de ces contacts – qu'ils aient lieu à Paris au siège du Groupe, ou en Province.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES débutant, ayant prouvé au cours de ses stages ses motivations et ses aptitudes à la vente ainsi que son intérêt pour la vie des entreprises. La structure très légère de l'Institut, la qualité et l'enthousiasme de l'équipe qui la compose, devraient permettre à un excellent vendeur d'évoluer de manière très motivante.

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo) - Réf. CL2 - seront adressés à NICOLE JULHIET : Groupe Expansion, 2 rue Béranger 75003 Paris.

LA PASSI N DE CONVAINCRE !

CHEF DE PUBLICITE 210 KF +

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (lettres, écoles de commerce...), vous avez acquis une expérience significative du conseil et de la vente, que vous voulez valoriser.

De son côté, MEDIA P.A., 2e agence de publicité spécialisée dans la communication de recrutement, progresse d'une façon spectaculaire (CA 86 : 105 MF - CA 87 : 140 MF) grâce à ses convictions :
- conseiller efficacement dans leurs recrutements des interlocuteurs de haut niveau,
- rendre les annonces plus attractives grâce à des textes et des créations graphiques spécifiques,
- réfléchir sur une conception globale de la communication de recrutement.

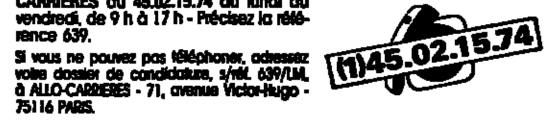
Nous avons une volonté commune : associons nos qualités et travaillons ensemble.

MEDIA P.A. progressera ainsi grâce à vous, Chef de Publicité, qui viendrez renforcer une équipe motivée : vous prospecterez, développerez et suivrez une clientèle d'entreprises.

Passionné par votre travail, possédant des qualités évidentes d'écoute et un excellent sens commercial, vous évoluerez très vite, à l'image de notre société.

A vous de nous convaincre ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la référence 639.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 639/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS.



NORPICOM

Premier groupe de communication dans le Nord, Pas-de-Calais et la Picardie, cherche son futur :

SECRETAIRE GENERAL (H. ou F.)

QUI SERA CHARGÉ :
- de la diversification du GROUPE (presse écrite, radio, audiovisuel, télématique, affichage...),
- de la gestion des filiales du GROUPE,
- des relations avec les associés du GROUPE.

PROFIL : Candidat(e) de formation supérieure, ayant dirigé ou ayant participé étroitement à la direction d'une P.M.E. ou d'une filiale d'un groupe de sociétés.

NORPICOM, un GROUPE qui associe :
- LA VOIX DU NORD ;
- Les Caisses du CREDIT AGRICOLE (Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme) ;
- Les C.R.A.M.A. (Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles) de la Somme et de l'Oise ;
- SOFIPICARDIE, Société Financière commune au CREDIT AGRICOLE et aux Assurances Mutuelles Agricoles de Picardie ;
- LE COURRIER PICARD.

Envoyez c.v. et photo sous le n° 8 050, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Groupe **Allianz-Protectrice**
Filiales du 1er assureur européen
recherche le

responsable des organisations commerciales

de sa Direction des Risques d'Entreprises.

Le poste, attaché au Directeur
- conviendrait à un candidat jeune (35/40 ans) ayant une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs) et une expérience professionnelle d'une dizaine d'années acquise en Compagnies ou dans le Courtage, dans le domaine des assurances de l'Entreprise;
- requiert des qualités personnelles indispensables : dynamisme, sens de la communication et de l'animation;
- implique de fréquents déplacements en province auprès de nos Délégations Régionales;
- comporte la responsabilité :
  – de la mise en œuvre de la politique commerciale déterminée avec la Direction
  – de la fixation des objectifs de développement et des budgets
  – du contrôle et du suivi de l'activité.
- la connaissance de langues étrangères (allemand, anglais) sera un atout supplémentaire.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions à
Allianz France – La Protectrice – Mme Rougé
Cedex 32 – 92099 Paris La Défense



La Protectrice

ORGANISATION PROFESSIONNELLE
quartier Etoile
Recherche pour son service juridique de la formation professionnelle

JURISTE DROIT SOCIAL (H./F.)

Niveau DESS ou DEA, disponible immédiatement. Poste exigeant de bonnes qualités rédactionnelles et de contacts. Débutants acceptés. Connaissance de la législation de la formation professionnelle appréciée.

Ecrire sous n° 8045 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

CRÉDIT LOGEMENT

Groupe crédit foncier de France
Société financière, Paris-8e

SPÉCIALISÉE DANS LE FINANCEMENT IMMOBILIER

Recherche pour son département
CAUTIONNEMENT DE PRÊTS ACQUÉREURS

ATTACHÉ DE DIRECTION

Ayant expérience des affaires et de la négociation pour mener à bien l'aboutissement des créances contentieuses sur prêts immobiliers dont le montant justifie une intervention dynamique et personnalisée.

Ce poste rattaché au service contentieux nécessite une mobilité géographique fréquente de courte durée.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo, prétentions à :
Crédit Logement, service du personnel,
29, rue du Colisée, 75008 PARIS.

DIRIGER L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS DE LORIENT

Le rôle de l'agence : favoriser l'implantation d'entreprises industrielles et de services dans le Pays de Lorient. Aussi la mission que nous confierons à notre Directeur sera d'assurer la promotion économique de la région auprès des interlocuteurs français et étrangers concernés; faciliter les relations entre les milieux économiques et les collectivités locales.
Pour réussir dans cette mission, vous justifiez d'une expérience importante à un poste de Direction en entreprise ou dans une activité similaire.
Votre aptitude aux relations d'affaires nationales et internationales et votre talent "d'apporteur d'affaires" sont des atouts.

Basé à Lorient, ce poste implique de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 424/M à Monsieur le Président de l'Agence de Développement Economique, Hotel de Ville de Lorient, 56321 LORIENT CEDEX.

CURRICULUM

Société d'Etudes Marketing en forte expansion recherche un

Commercial Etudes Marketing.

L'expérience de la vente de services aux entreprises est indispensable.

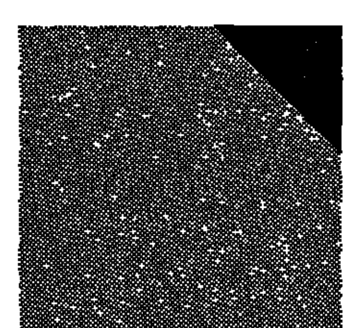
Adresser rapidement CV, photo et rémunération actuelle à

OBEA/IREQ 3, rue du Javelot 75013 PARIS



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ADJOINT DIRECTEUR STRATEGIE-RESEAU



Nous sommes l'une des plus importantes banques françaises. Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'adjoint de notre Directeur Stratégie - Réseau.

A 35 ans environ, diplômé X, Centrale, HEC ou ESSEC, vous avez une solide expérience (de 5 ans) en conseil à haut niveau, acquise dans un grand cabinet d'organisation.

Vous possédez tous les paramètres pour occuper ce nouveau poste de première importance : être l'adjoint de notre Directeur Stratégie - Réseau.

A ce titre, vous participerez à l'analyse de l'ensemble de nos problèmes et suivrez la mise en place des solutions retenues.

Si vous souhaitez valoriser ce profil dans une grande entreprise et profiter de réelles perspectives d'évolution, merci d'envoyer vos C.V. et prétentions, sous la référence 4993, à

MEDIA PA. 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

DANS LA MONÉTIQUE AU CÔTÉ DU P. D.G. : UN DÉVELOPPEUR

300.000 +

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de ses activités en France. En tant qu'adjoint de notre PDG, vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée dans les secteurs péri-informatique/bureautique, ou bien vous a permis de rencontrer le milieu bancaire, ou encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M31.125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

C&L Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

CHEF DE PUBLICITE H-F

Faire communiquer les entreprises est notre métier. Publicité de recrutement et communication interne en sont les deux pôles. Agence spécialisée d'un groupe leader sur le marché européen, nous avons une forte volonté de développement et de qualité.

Votre rôle : rechercher et développer de nouveaux budgets. En véritable "chef d'orchestre", vous en assurez le suivi et la gestion.

Vos interlocuteurs : Directeurs des relations humaines, conseils en recrutement et directions générales.

Votre formation supérieure (BAC + 4) et une première expérience réussie de la vente sont indispensables. Outre des qualités de VENDEUR, vous avez une excellente culture générale, une bonne connaissance des entreprises, de l'aisance pour rédiger, de la rigueur... et beaucoup d'idées.

Nombreux déplacements en région parisienne et parfois en province.

Si vous vous êtes reconnu dans cette annonce, nous attendons votre candidature avec CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel s/référence M 28 M. PICARD - 149, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Choisir, c'est préférer.

Depuis plus de 25 ans, l'équipe d'ingénieurs de QUE CHOISIR élabore et met au point des méthodologies de testing pour apprécier les performances et les limites des produits concurrents sur leurs marchés.

Comme eux, vous êtes curieux, à l'écoute de l'actualité et de ses nouveautés, l'univers de la Consommation au sens large vous captive. Il éveille votre intérêt et votre esprit critique.

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

Vous avez une expérience diversifiée dans l'industrie : BE, essais, qualité... Vous avez la capacité d'adaptation nécessaire pour traiter toute question technique, de la mécanique à l'électronique.

Vous avez le professionnalisme et les motivations indispensables pour vous intégrer et pourquoi pas, prendre à terme la tête de notre équipe «Etudes Techniques».

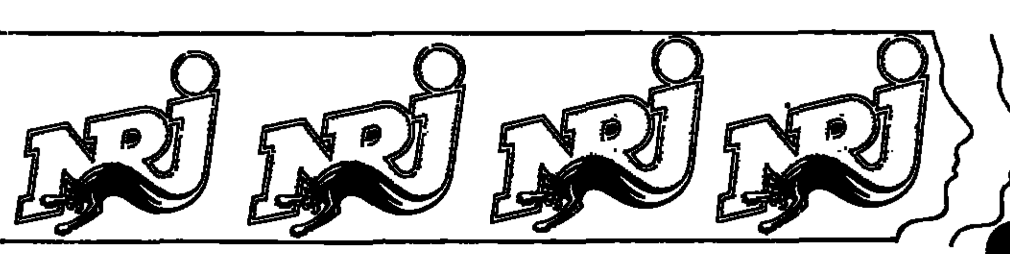
Au cœur du **grand spécialiste de la presse consumériste** vous participerez à sa vocation dans la recherche permanente de la qualité.



Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous la réf. 67 M 222.

GROUPE VOCATION

MEMBRE DE SYNTEC



1er réseau FM français, 4,5 millions d'auditeurs quotidiens *, 40 millions de bénéfices... et, seulement 6 années d'existence !

Cette notoriété et ce succès résultent de la force du concept, d'un management souple et pragmatique et du dynamisme d'un réseau de 25 filiales.

Pour se développer encore, N.R.J. souhaite mettre en place plusieurs

DIRECTEURS DE FILIALE

GENEVE, NANCY-METZ, BREST...

ANIMATEURS DE LEUR EQUIPE (commerciaux, gestion, animation), ils sont responsables des résultats (CA et rentabilité),

PATRONS D'UNE VERITABLE P.M.E., ce sont des gestionnaires qui ont le souci de la rigueur et l'ouverture du développement.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant au minimum 4 ANNEES D'EXPERIENCE de la vente et de la GESTION D'UN CENTRE DE PROFIT dans une structure décentralisée.

De réelles perspectives d'évolution existent dans un groupe au développement rapide.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 704161/M (à mentionner sur l'enveloppe).

• Source médiamétrie juin 87

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

Urgent mission locale recherche

SON RESPONSABLE DU SECTEUR EMPLOI

Connaissant dispositif 16/25, entreprise...
Pour accueil, suivi et travail d'équipe. Contrat à durée déterminée 1 an possib. transformable en CDI.
Disponible mi-octoble.
Salaire mensuel brut : 7 750 F + prime + 8 semaines congés payés.

C.V. + lettre + photo à env. avant le 2-10-87 à MISSION LOCALE CRÉTEIL 7, esplanade des Abymes, 94000 Créteil (ne pas téléph.).

Etablissement privé d'enseignement à distance recherche

RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES ET PROFESSEURS

EN

- électronique
- micro-informatique
- télématique
- bureautique
- biotechnologie
- résistance des matériaux
- analyse de la valeur.

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur ou à des BTS/DUT avec expérience.
Lieu de travail : ROUEN.
Adresser lettre manuscrite + c.v. à CEFODI, P. VERDEZ, 40, rue Saint-Eloi, 76000 ROUEN.

Vous savez écrire
Vous avez nos idées
Vous avez un peu d'expérience ou plus

LE TRAVAIL EN FREE-LANCE VOUS INTÉRESSE

Envoyer lettre + c.v. à : AMWAY FRANCE Service du Personnel, 14, avenue François-Sommer, 92164 Antony.



INTERNATIONAL CIS

International CIS est la branche commerciale de Compagnie Oris Industrie (filiale biomédicale du Groupe CEA Industrie). La Société occupe une place de premier rang sur le marché mondial des biotechnologies (diagnostic et thérapie) et recherche un :

MEDECIN HF

Responsable Adjoint des Affaires Médicales

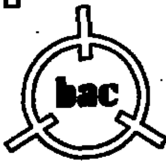
Vous assurerez les relations de INTERNATIONAL CIS avec la communauté médicale dans les domaines de l'évaluation des produits et de la qualité de l'information.

Vous participerez, en étroite collaboration avec les équipes de la Direction Marketing, à l'élaboration de produits correspondant à la demande.

Agé de 32/35 ans, doté d'une solide formation clinique, vous avez peut-être une première expérience industrielle.

Des compétences en médecine nucléaire seraient appréciées.

Ce poste, basé à SACLAY (91), est à vocation internationale, implique des déplacements fréquents et nécessite une très bonne connaissance de l'anglais.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV., photo et prétentions, sous référence 09.733 M, à Catherine DUBIN.

Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS

Créez un Cabinet de Recrutement

Paris - Province

CONSULTANT PERFORMANT ou PARTENAIRE pour ASSOCIATION, RACHAT, PARTICIPATION

Société de prestations de services aux entreprises, nous créons un cabinet de recrutement à Paris ou en Province. Pour réaliser ce projet, nous recherchons un Consultant Performant possédant 5 ans minimum de pratique ou un partenaire pour Association, Rachat, Participation.

Merci d'adresser un dossier complet à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 paris, Réf. EX 17044, à préciser sur l'enveloppe ainsi que le nom des sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise.
Confidentialité assurée.

Banque française de niveau international spécialisée dans la gestion de trésorerie et les opérations financières

recherche

CHEF COMPTABLE h./f.

ayant plusieurs années d'expérience.

Diplôme de base : D.E.C.S. complet.
Connaissance de la comptabilité devises indispensable.

Le dynamisme et la mobilité de nos opérations, la délégation de responsabilité à tous niveau, l'ambiance d'équipe sont les principaux points d'intérêt de ce poste intimement intégré à la raison d'être de la société. Quartier : Etoile.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite + photo + prétentions SI nº 8 812, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

La formation est pour vous un investissement qu'il faut optimiser, et cela vous passionne. Les hommes sont la richesse vive des entreprises et vous avez envie de les choisir. Venez nous rejoindre au poste

FORMATION RECRUTEMENT

en liaison avec le Directeur des Ressources Humaines et assisté d'une petite équipe.

Vous avez un diplôme de l'enseignement supérieur, une **expérience concrète de la formation**, une pratique confirmée du recrutement et une bonne connaissance de la **législation sociale**. Vous aimez les contacts et avez de bonnes capacités **d'animation de groupe.**

Filiale d'un groupe anglo-saxon, en forte croissance grâce à la diversification de nos activités et aux mutations technologiques, nous sommes la première société française d'études de marché (750 personnes).

René PILLOY examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous référence 830/M.

Nielsen Recherches Marketing
9, av. des 3 Fontaines 95000 CERGY.

CURRICULUM



Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe spécialisé dans le traitement industriel des déchets recherche son

directeur commercial

Responsable du développement commercial, de la gestion et de l'animation des Ressources Humaines de la force commerciale nationale et export, de la gestion et du suivi de la vente de projets clé en main.

Profil : Animateur et homme de terrain, vous avez environ 40 ans, une formation d'ingénieur consolidée par une expérience commerciale réussie, une bonne connaissance de l'environnement des collectivités locales et des marchés publics, une bonne maîtrise de l'anglais, de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Marie May Consultant, 42 rue Pitot, 34000 Montpellier.

média-system

RFI
Radio France Internationale

Radio-France Internationale

Nous sommes la première radio francophone dans le monde : 80 millions d'auditeurs à l'écoute 24 heures/24 de nos programmes en français et en 11 langues étrangères. Nous recherchons notre

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au président directeur général, vous aurez la responsabilité d'une équipe de 80 techniciens. Il vous reviendra de définir et de mettre en œuvre de nouveaux projets d'équipement en matériels de production et de diffusion.

De formation supérieure grande école, vous avez environ 35 à 40 ans et vous souhaitez élargir vos responsabilités après une expérience réussie de 8 à 10 ans acquise dans le domaine audiovisuel (fabricants de matériels – BF, HF, – de sociétés de radios, télévisions).

Envoyez lettre manuscrite, c.v., prétentions au service de Gestion du personnel de RADIO-FRANCE INTERNATIONALE, B.P. 9516, 75762 PARIS CEDEX 16.

Fédération Nationale des Transporteurs Auxiliaires (FNTA) recherche pour son siège social à PARIS

ADJOINT au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FONCTION : Essentiellement en contact et relation technico-commercial. 50 % du temps au siège social, 50 % en déplacement toutes régions, pour négociation et coordination auprès des chefs d'entreprises de transports adhérents à la FNTA.

PROFIL : Débutant diplômé d'une école supérieure de commerce ou de l'école supérieure de transports. Connaissance du langage basique.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à **CONSILIA** *5, rue de Lincoln, 4e étage 75008 PARIS*

Consilia
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

LES ÉDITIONS MILAN

recherchent pour leur développement et leurs magazines pour enfants :
TOUPIE, TOBOGGAN, DIABOLO, MIKADO et *WAPITI.*

Rédacteurs (trices)
Rédacteurs (trices) en chef adjoints (es)
Rédacteurs (trices) en chef
Concepteurs (trices) maquettistes.

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une expérience minimum de 2 ans dans ce secteur d'activité.
Ces postes sont à pourvoir à TOULOUSE et à PARIS.

Envoyer c.v. + lettre d'intention + photo aux
ÉDITIONS MILAN
9, rue des Gestes, 31000 Toulouse.
Réf. : CAND/PA/BM.

Chambre de Commerce et d'Industrie Interdépartementale Val-d'Oise-Yvelines, rech. un

CONSEILLER EN FORMATION H/F

Formation supérieure exigée. Bonne connaissance de l'entreprise (secteur tertiaire apprécié). Connaissance de la législation sur la formation. Goût des contacts et de la négociation.

Contrat à durée déterminée (1 an).

Poste à pourvoir rapidement à Saint-Ouen-l'Aumône (95).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à C.C.I.I. Service du Personnel, 21, av. de Paris, 78011 VERSAILLES.

RECHERCHE

SECRÉTAIRE COMPTABLE

bonne formation comptabilité et informatique.

Adr. c.v. directeur F.J.T. 32, r. H.-Litloff, 92700 Colombes.

Laboratoire recrute

ASSISTANT

pour rech. et enseig. en Statistique et Informatique. Niv. 3e cycle. Hôpital Rég. Ouest. Ecrire sous le no 8826M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ville région parisienne proche banlieue 55.000 hab. recherche

DIRECTEUR H./F. D'UN ÉQUIPEMENT CULTUREL DE QUARTIER

avec mission de participer au développement culturel de la ville.
Solide expérience de gestion.
Exp. prof. de l'animation culturelle.

Adresser candidature et c.v. sous no 8047 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Société Internationale d'Assurances recherche pour la France

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

minimum 30 ans. Formation supérieure AM ou ENSI ou équivalent, 3 ans d'expérience professionnelle minimum. Si possible connaissances courtage assurances (souscriptions, vérifications, recherche d'affaires).

Envoyez C.V., photo et prétentions à G. AIGOIN G B F 47, rue Le Peletier 75009 PARIS

DEVELOPPEMENT

recherche

psychologue consultante

Après une période de formation à nos méthodes, elle prendra progressivement un rôle de conseil auprès des Entreprises, basé essentiellement sur des évaluations psychologiques approfondies, dans le cadre de recrutements ou de promotions internes.

Elle aura une FORMATION SUPERIEURE en PSYCHOLOGIE avec une DOMINANTE CLINIQUE et une expérience d'au moins cinq années, lui ayant permis d'acquérir à la fois une bonne maîtrise des méthodes d'investigation psychologique (Entretiens, Tests Métriques et Projectifs, ...) et une connaissance de l'organisation et de la vie des Entreprises.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3392 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Agro-alimentaire marketing international

recherchons

CHEF DE PRODUITS JUNIOR

- Diplômé grande école.
- Passionné par le marketing.
- Langues : anglais nécessaire. allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions : Ecrire sous no 8037 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Groupe industriel agro-alimentaire demande pour son département

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

deux Ingénieurs (niveau Chef de Service)

L'un est spécialiste des arômes alimentaires avec une expérience approfondie du domaine de l'aromatisation.

L'autre a une expérience éprouvée des diverses techniques assurant la conservation des produits alimentaires.

L'expérience professionnelle indispensable sera prise en compte pour les rémunérations.

L'anglais est exigé.
Le poste est en région parisienne.

Prière adresser lettre manuscrite, photo, rémunération sous le no 7751 à SOREP, 45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS RECHERCHE POUR SON CENTRE D'INTEGRATION AERONAUTIQUE SITUE EN SOLOGNE (160 PERSONNES)

RESPONSABLE SERVICE SECURITE

SA MISSION :
- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions de sécurité concernant la protection des personnes, des biens et du secret.
- Organiser la maintenance des installations de protection.
- Appliquer et faire appliquer les réglementations en matière de sécurité du travail, pyrotechnique, et de protection du secret.
- Collaborer à la sensibilisation et à la formation du personnel dans les domaines précités.

SON PROFIL :
Nous confierons ce poste à un ingénieur possédant une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine de la sécurité du travail.
Sa connaissance du milieu pyrotechnique et de sa réglementation sera déterminante.

Pour un premier contact, adresser votre dossier de candidature à Solange MONTEIL.

Plein Emploi
10 rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

Notre groupe spécialisé dans la prévoyance collective et les régimes de retraite, recherche pour compléter son Service des Relations Extérieures

UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL
POUR PARIS ET LA RÉGION PARISIENNE

Ayant une bonne connaissance des régimes sociaux, une expérience de terrain réussie et le goût de la compétition.
Nous offrons au candidat, âgé d'environ 30 ans, le statut de salarié, une rémunération fixe, le remboursement de ses frais et une carrière évolutive dans le cadre d'une équipe dynamique et motivée.
Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. sous réf. 13950 M à BLEU Conseil BP 86 - 94303 VINCENNES CEDEX

CABINETS DE CONSEILS JURIDIQUES NORD-PICARDIE recrute

CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS OU FUTUR CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

pour prise en charge progressive de la responsabilité du suivi et du développement d'une clientèle.
La fonction suppose de l'ambition, ainsi qu'un esprit dynamique et commercial.
De bonnes connaissances en droit des affaires ainsi qu'une pratique du droit des sociétés sont nécessaires.
Le cabinet offre d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser c.v. détaillé, photo et rémunération actuelle sous no 8049 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LAFFON, une Société suisse spécialisée dans le design et la fabrication d'emballage cosmétique,

recherche

pour son bureau à Paris

une personne
- d'environ 35 ans ;
- commerciale ;
- dynamique ;
- parlant parfaitement l'anglais ;
- se chargeant du développement Produit et Marketing.

Des connaissances dans le domaine de la cosmétique seraient un avantage.

Bon salaire et pourcentage sur CA.

Envoyer c.v., photo et prétentions au journal sous le no 7066 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

---

europcar
location de voitures
Oui, je peux.

EUROPCAR INTERNATIONAL, holding d'un groupe implanté dans 72 pays, recherche

UN AUDITEUR SENIOR

Le Département d'Audit Interne, outre sa fonction de contrôle, participe à l'amélioration des structures, de l'organisation et des performances du Groupe.
Le candidat recherché sera chargé notamment :
- d'audits opérationnels des filiales et du réseau,
- du développement des méthodes.

Son profil :
- 25 à 30 ans,
- diplômé Ecole de Commerce, DECS...
- parfaitement bilingue anglais,
- 2 ans d'expérience en cabinet,
- maîtrise des techniques de traitement de l'information.

Prière de bien vouloir adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence A 94, à la D.R.H Europcar International, 65 av. E. Vaillant, 92100 BOULOGNE.

CENTRE DE PHYSIQUE PARTICULES DE MARSEILLE

recrute

2 ING. RECHERCHE POSTE CNRS

Exp. connais. : Etudes, constructions, essais d'appareillages pour expériences physique part.
Ils animeront 2 équipes.
Ing. ÉLECTRONICIEN
Format. SUPÉLEC ou équiv., exp. souhaitée électronucléaire, vidéo TV, haute fréquence ou radar.
Ing. MÉCANICIEN
Format. A et M, CNAM ou équivalent.
Exp. ou affinités pour développement détecteurs physiques part. Labo dispose moyens modernes dévelop. et de CAO.

Adr. c.v. : CPPM fac. sciences Luminy, Case 907, 13228 Marseille Cedex 9.

Rech. PROFESSEUR ANGLAIS A DOMICILE PARIS-9e 45-23-51-75 de 15 h à 19 h.

SOCIÉTÉ DE SERVICES spécialisée dans MAITRISE D'ŒUVRE ET MAINTENANCE TECHNIQUE GLOBALE D'IMMEUBLES recherche

INGÉNIEUR

Formation Centrale, Centrale lyonnaise ou similaire, spécialiste génie climatique, perfectionnement par stage COSTIC apprécié. POSTE CADRE. Expérience en entreprise chauffage souhaitable.
Adresser lettre manuscrite de candidature avec c.v., photo et prétent. sous no 258 à L.T. ASSCOM, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

VENDRE DES LIVRES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Bac + 2 minimum.
Déplacements fréquents.
Anglais, allemand indisp.
Véhicule fourni.
Commission + frais.

C.V. à A. Van Ginneken BP 31, 31390 Carbonne. Tél. : (16) 61-87-02-64. Le 2 octobre 1987.

Association séj. linguistiques rech. 3 Déléguée régionaux Secteurs Paris, 38, 73, 74 introduits auprès CE et (ou) établissements scolaires. Envoyer c.v. + lettre à C.L.S. 44, rue de Cuire, 69004 Lyon.

LYCÉE PRIVÉ proche Montélimar ch. 2 prof. électrotech. BTS ou DUT. Tél. : (16) 75-49-02-44.

SOCIÉTÉ DE SERVICES spécialisée dans MAITRISE D'ŒUVRE ET MAINTENANCE TECHNIQUE GLOBALE D'IMMEUBLES recherche

INGÉNIEUR

FORMATION E.S.T.P.
BATIMENT ou similaire pour poste CADRE avec responsabilités. Expérience de maîtrise d'ouvrage immeubles, bureaux et logements 2 ans minimum.
ADRESSER lettre manuscrite de candidature avec c.v., photo et prétent. sous no 257 à L.T. ASSCOM, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société d'Expertise Comptable - Paris-10e

recherche

ASSISTANT(E) CONFIRMÉ(E)

de formation supérieure, parlant l'anglais, minimum 2 ans d'expérience niveau certificats supérieurs.
Le (la) candidat(e) aura la responsabilité de missions de Commissariat aux Comptes et d'Expertise Comptable.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + prétentions à : ENOCEC, 37, boulevard Exelmans, 75016 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2e arrdt

RUE DE CLERY
2 p., cuis. d., 34 m², 330 000 F. 3 p., cft., 437 000 F. Immo. Marcadet, 42-52-01-82.

Mº Sentier, pierre de t., 3 pièces, 56 m², état parfait. Px 780 000 F. 46-33-36-86.

5e arrdt

CENSIER 1/2 P. tt cft ref. nf cal., 450 000 F, 43-25-97-16.

6e arrdt

Bon appt. près Seine, très beau duplex, salon, s. à manger, 2 chb., 2 bains, 3 400 000 F. 46-24-93-33.

8e arrdt

GEORGE-V
Bel imm. pierre de taille, triple récept., 2 chbres, 150 m² + chbre service, BALCON et SOLEIL. Prix 5.750.000 F. 45-62-17-17.

12e arrdt

PTE VERSAILLES
Imm. pierre de t., dble séj., 3 chbres, 100 m², gd cft, balc. 1.500.000 — 47-36-06-05.

13e arrdt

Mº Maison Blanche, studio tout confort, balcon, 330 000 F. Immo. Marcadet. 42-52-01-82.

PTE VERSAILLES
P.d.t., dble séj., 3 ch., 100 m², 1 500 000, 47-36-10-25.

14e arrdt

ALÉSIA
GRAND 2 P., tt cft, refait nf, 650.000 F — 45-26-99-04.

RASPAIL DENFERT
6 PCES. Plan exceptionnel, 200 m² environ. GD STANDG. Imm. ravalé. — 45-26-99-04.

15e arrdt

Mº Felix Faure, imm. récent. s/rue et jard. cal., soleil, r-d-c, séj. + 2 ch., 900 000 + park. Prof. libér., 45-74-42-60.

16e arrdt

SUR AV. FOCH
Récept., 2 chbres, 2 bains, 125 m², imm. récent. Soleil, excellent standing embassy. 45-62-16-40.

BUGEAUD
135 m², récent. Excellent stand., 2 chbres, 2 bains, park. Embassy, 45-62-16-40.

Mº MUETTE
Bon imm., p. de t., calme, vue dégagée, soleil, asc., chauf. cent. ind. 4 p., entrée, cuis., salle de bains, w.c., + service. 33, rue Singer. Mardi, mercredi 14 h-17 h.

18e arrdt

ABBESSES
Studio, 40 m² mezzanine, charme, 7e et asc. avec vue, parking, 45-02-13-43.

QUARTIER GOUTTE D'OR
3 pces cft, 298 000 F. Immo. Marcadet 42-52-01-82.

Pl. du Tertre, agréable studio, 2e ét., soleil, vue. 400 000 F. 46-33-36-86.

Province

TIGNES (Savoie) vend STUDIO aménagé 4 personnes, 28 m², salle de bains, coin cuisine, confort. Tél. : 87-75-23-88 ou 87-62-31-40.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
recherche achat APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS PARIS RÉSIDENTIEL.
Tél. : (1) 45-62-16-40.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

20, BD ORNANO
Séj. dble + 2 ch., 85 m², tt cft, bel imm. pierre, asc., tapis escalier, 5.500 + ch. 900 F. Visites mercredi 30 de 12 h 30 à 15 h 30. Tél. : 42-66-19-00.

locations non meublées demandes

Paris

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Locat., vente, gestion, 5, rue Berryer, 75008 PARIS. Rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti.
42-89-12-52.

Etudiant sérieux recherche chambre ou studio à louer quartier 18e ou 19e, urgent Tél. après 18 h au : 42-02-20-69.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : I.S.I. 42-85-13-05.

hôtels particuliers

92, av. St-Mandé (12e)
Maison particulière 280 m² s/3 nivx, poss. usage profess., parf. état, belles prestations, calme, soleil, terrasse, box. S/pl. samedi de 14 h à 17 h.

91-BIÈVRE
12 KM PARIS - 20 MN ÉTOILE Hôtel part. de caractère dominant vallée de la Bièvre, 590 m² s/3 nivx (asc.), terrasses panoram. 157 m² s/terr. 4.500 m², gar. 2 voit. Prix justifié 6.600.000 F. S.I.E.T.R.A. (1) 47-83-24-28.

maisons individuelles

185 KM SUD PARIS Ancien presbytère, cft. sur cour et jardin agrément clos sans vis-à-vis. 350.000 F. Ruffini Immobilier Tonnerre. Tél. : 86-55-11-19.

BELLE MAISON PIERRE
30 KMS OUEST
gd liv., 4 chbres, très bel. cuis., 3 bains, gd gar. jardin, 1 900 000. 48-05-58-70.

terrains

Part. vds 120 km ouest Paris verger const. 4.500 m², 2 terr. const. 2.500 m² et 1.400 m². Sur Vallée de l'Eure, viab. toute proche, gare à 3 km. Tél. : (16) 37-23-36-35.

propriétés

PARC D'ORMESSON 94
prox. golf, maison 160 m² + 122 m² s/sol, jardin 2.150 m². Tél. : 42-93-20-36.

Part. vd propriété, 10 p., tt cft, garages, jardin, verger, cave, dépendances clôturées, arborées, 3.317 m², 16 km de Vichy (03), 470.000 F. Tél. : (16) 70-43-50-72.

LA FLÈCHE (72) A VDRE très belle propriét., 7 pces, parc clos, 5 mn ctre ville, parfait état. 800.000 F. 43-45-02-05/43-94-00-45.

85 km Est Paris, part. vend mais. bourg., 7 p. avec chem., 3 s.d.b., gren., dép., ch. centr. neuf, 5.000 m² parc + bois. 1.150.000 F. (16) 29-45-01-05.

BELLES DEMEURES DOMAINES, MANOIRS EN BOURBONNAIS MICHEL PEZET EXPERT MINITEL (16) 70-45-59-71.

villas

COSTA BLANCA (Espagne)
Vivez au soleil même l'hiver au milieu des orangers, près de la mer, vue panoramique. Pavillon avec jard. 171.683 F*. Villa 3 p., 500 m terr. 285.068 F* (*clés en main, prix TTC).

VENEZ VISITER NOTRE GRANDE EXPOSITION
au KISS, 26, rue des Lombards, Paris-4e, les 26, 27 et 28 septembre 87, un cocktail à la sangria vous est offert. QUESADA & QUESADA
(1) 45-64-42-30.

viagers

TRÈS JOLI APPT
Bel imm., asc., s/jard., 12e arrdt, 3 p., cuis., bains. 150.000 + rente, occupé 80-75 a. Tél. : 48-05-58-70.

OFFRE CPT + rente indexée notaire pour viager libre ou même occupé si âgé. LEROY, 29, bd Voltaire. 47-00-57-52.

VIAGER OCCUPE près PLACE MONGE imm. pierre de t. 3 P. cuis. 43-36-20-83.

Recherche appartement ou pavillon en viager, avec terrasse ou jardin. Paris ou proche banlieue. Tél. : 43-36-45-11, après 16 heures.

3-4 P., tt. cft. 68 m², imm. mod. Boulogne Pt. St-Cloud, 250.000 cpt + 4.500 F/mois, occupé fme 83 ans. — F. Cruz, 8, rue La Boétie. 42-66-19-00.

Libre juillet 88 entre Lagny et Meaux, belle villa récente s/3.000 m², 190.000 + 7.000 mens. Viagers F. Cruz, 42-66-19-00.

LIBRE. Le Perreux, calme, gde maison meulière à rénover, couple 77/85 ans. 550.000 F + 5.500 F/mois. Viagers Cruz, 8, r. La Boétie. 42-66-19-00.

bureaux

Ventes

VENTE PAR APPEL D'OFFRES
IMM. DE BUREAUX R + 4 + SS.SOL + PARK.
Situé à VERSAILLES 6, rond-point des Condamines Pour tous renseignements : TRANSAMA S.A. Tél. : (1) 43-60-33-42 • Tél. : (1) 43-60-33-41.

Locations

URGENT — Cherche à louer bureaux 60 m² ou plus, 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e 10e ou 11e arrondissement. Maximum 10.000 F de loyer mensuel. Tél. : 43-29-98-46 ou 43-29-46-19, de 9 h à 20 h. Sous-location ou bail précaire envisageable.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS
Forum des Halles. Bureaux, *constitution de sociétés*, télex, secrétariat. ACCESS - 40-26-15-12.

Domiciliation depuis 80 F/mois Av. des Ch.-Elysées (Etoile) Rue St-Honoré (Concorde) Rue Cronstadt, Paris-15e, 21 bis, rue de Toul, Paris-12e. Constit. SARL 1.500 F HT. INTER DOM — 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

ENTREPRENEZ MALIN Domiciliations depuis 80 F/ms *Location de bureaux équipés.* Pour siège social ou antenne. 12e Boss Office (1) 43-45-12-13. 17e Time Buro (1) 42-29-09-09.

DOMICIL. CIALE 8e TELEX/SECRET. TEL. BURX
AGECO 42-94-95-28.

locaux commerciaux

Ventes

Mº Maubert, imm. classé, rez-de-ch., 2 fenêtres s/rue, mezzanine, ss-sol voûté impec., 80 m², 45-74-42-60.

L'IMMOBILIER dans Le Monde du Lundi au Vendredi Tél. 45-55-91-82

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre supérieur, 35 ans
BANQUE IMMOBILIERE 10 ANS D'EXPERIENCE
en crédits, acquéreurs et promoteurs.
Etudierait toutes propositions.
Ecrire sous nº 8055M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

INGÉNIEUR 45 ANS
DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS HABITUÉ AUX CONTACTS AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS

Son expérience :
dans importante société pétrolière internationale, planning, organisation, supervision opérations géophysiques, terrestres et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient.
- Maîtrise parfaite de l'anglais.

Son objectif :
changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel.

Ecrire ou téléphoner à Jean PROUTEAU, 10, allée des Orangers, 06160 Juan-les-Pins. Tél. : 93-61-83-93.

DIRECTEUR INFORMATIQUE
46 ANS - 17 ANS D'EXPERIENCE
- motivé par le parti à tirer des technologies de l'information dans les Entreprises,
- formé à l'Ecole anglo-saxonne - bilingue français/anglais (15 mois aux USA),

CHERCHE A REJOINDRE L'EQUIPE DE DIRECTION D'UNE GRANDE ENTREPRISE
- pour apporter les éclairages techniques et organisationnels en support de sa stratégie,
- pour conduire les adaptations, les mutations nécessaires.

Invite les responsables d'Entreprises à manifester leur intérêt sous référence M 80260 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

H. 37 a., Comptable, B.P., ch. entrepr. dynam., suivi budgét., compta. anal. informat. Libre de s. Ecrire sous le nº 1519 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INFORMATICIEN CONSULTANT
Disponible pour missions organisation, schémas directeurs, audit, mise en place de services et de systèmes informatiques. 18 ans d'expérience. Tél. : 46-33-62-24 de 9 à 12 h.

MANAGER ET INGÉNIEUR avec longue expérience en tant que gérant et directeur des ventes de la filiale allemande d'une grande entreprise française du secteur technique. Prouvés par meilleures références. Désire changer de situation et s'intéresse à : création, direction d'une filiale en Allemagne ou représentation commerciale indépendante. Ecrire sous le nº 7068 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Cherche emploi de bureau dactylo (traitement de texte) logiciel TEXTOR Jeanne ALEXANDRE 6, rue du Massif-Central 94800 VILLEJUIF. Tél. : 47-26-98-95.

Mlle POUCH Valérie, 70, rue Amelot, 75011 Paris, recherche poste assistante dentaire au fauteuil. 4 ans d'expérience. Libre au 1er octobre 1987 pour un emploi à temps complet. Tél. : 43-57-18-56 entre 12 h 30 et 14 h et après 19 h.

Spécialiste vidéo 3/4 et TV locales possédant important matériel professionnel (car vidéo, etc.) ch. entreprise ou mairie intéressées. Tél. : 45-42-45-96.

F. 35 ans, bonne présentation recherche mi-temps le matin, standard, dactylo. Tél. : 48-47-65-24.

RÉCEPTIONNISTE H. 37 ans, exp. de réception d'hôtel en Espagne, dactylographie, Anglais, Allemand et Espagnol parlé. Recherche un emploi dans un hôtel de PARIS ou BANLIEUE. Ecrire sous le nº 8043 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ASSISTANT SOCIAL 47 ANS Etudes sup. Exp. ind. coll. cherche empl. sur projet. Ecrire sous le nº 8036 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

POUR VOS PROBLÈMES PONCTUELS...
MARKETING PUBLICITÉ CONCEPTION FILMS
JE SUIS publicitaire indépendante. Ecrire sous le nº 8 051 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

DIRECTEUR ADMINISTR. ET FINANCIER, 34 ans Conseil en organisation vous propose sa collaboration. Tél. : 45-83-28-77.

CHAUFFEUR DE DIRECTION
Avec limousine ou sans Rech. place stable, bon. réf. Libre de voyager. Tél. : 47-46-15-34.

Jeune femme 24 ans, maîtrise de gestion + 2 ans M.B.A. New-York en finance internationale, ch. poste stable dans organisme financier. Dynamisme et organisat. à proposer. Ecrire sous le nº 7065 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JEUNE JURISTE MAITRISE DROIT DES AFFAIRES Expérience chez un conseiller *juridique, recherche poste* stable et valorisant. PARIS ET PROCHE BANLIEUE. Libre au 1er octobre 1987. Tél. journée : 47-49-53-29, après 18 h 30 : 47-91-40-65.

Cadre 38 ans, après 12 ans expér. dans Direction du Personnel de terrain (en 3 postes : grands Groupes et multinationale US, y compris création d'un établissement high tech de + de 300 personnes), Juriste + IAE + Anglais recherche une DIRECTION CENTRALE DES R.H. ou éventuellement poste de Consultant (formation, organisation, gestion des R.H.) préférence région lyonnaise ou parisienne (préavis métallurg. négociable). Ecrire nº 9864 à PARFRANCE Annonces, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

formation professionnelle

1992, C'EST DEMAIN ! ET C'EST LE CFAO !
INVESTIR par la formation mais sur un SYSTÈME DE RENOM
- Demandeurs d'emploi.
- Etudiants.
- Techniciens de grandes entreprises et de PMI, PME.

INVESTISSEZ !
Appelez-nous pour une format. FAO, génie mécanique 718 H en centre + 156 H en entreprise. Niv. proj. petite étude ou BAC + 2, du 5 oct. au 27 mai.

Prix :
12 000 F pour demandeur d'emploi dans limite place disponible 28 000 F pour les personnels d'entreprise. Tél : 64-39:41-63 GRETA DE MELUN château de la Rochette, 77012 MELUN CEDEX.

capitaux propositions commerciales

INVESTISSEZ DANS LE SHOW BUSINESS Dev. product. d'un chanteur. Tél. : 42-65-42-65.

Maison suisse cherche AGENT ou IMPORTATEUR GÉNÉRAL POUR LA FRANCE pour ses produits diététiques et biocosmétique dérivant de l'apiculture. Chiffre 44 : 64'149, Publicitas, case postale, CH-8021 Zurich.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

BMW 735 janv. 87 1re main gar., ttes opt. cuir, 275 000, crédit. Tél. : 47-99-52-12.

L'AGENDA

Accessoires

AUTO-RADIO
toutes grandes marques. Pose immédiate par pro. Forfait à partir 135 F.
AUTO-RADIO ALARME
41, av P.-V.-Couturier, en sortant du Périph. Pte de Gentilly. Tél. : 45-46-23-24.

Bateaux

A VENDRE 500 000 F beau voilier hollandais 15 m X 4,50 m, 1928. Visible Paris/Concorde carénage 05/87, excell. état. Tél. : 45-23-08-14.

Expositions

Toujours en excellent état, *l'exposition ambulante :* LES GRANDS CONTEURS DU MERVEILLEUX ET LEURS IMAGIERS. De Perrault à Andersen. Circulera encore en 1988. Disponible en novembre 1987. Pour la location téléphoner au : 39-73-11-22.

Maisons de retraite

CHATEAU DE BRION
Près Migennes
Résidence pour personnes âgées. Ouv. le 1er oct. 1987. Tél. : (16) 86-91-92-56.

Bijoux

TOUS LES BIJOUX ANCIENS
et rares. Bagues romantiques 20 % ESCOMPTE ACHAT OR GILLET — 19, rue d'Arcole, 75004 Paris. T. 43-54-00-83. Cité guide GAULT et MILLAU.

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. « Que des affaires exceptionnelles », écrit le guide de Paris pas cher en alliances, brillants, solitaires, etc., bagues, rubis, saphirs, émeraudes, toute la bijouterie or.
PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens, 4, chaussée d'Antin. Achat tous bijoux ou échanges. Autre magasin autre gd choix. Etoile, 37, av. Victor-Hugo.

Antiquités

ACHAT TOUTES ANTIQUITÉS au meilleur cours. Tél. : 48-05-06-97.

Vêtements

Nouvelle boutique LEVI'S STOCK MARNE Z.I. des Courtillières 77400 St-Thibault-des-Vignes. Tél. : 64-30-59-47.

Tatouage

ART'S STUDIO AMATO Dessins traditionnels et originaux. Amélioration et recoloriage d'anciens tatouages. Tous les jours 10 h à 19 h (sauf dimanche). 21, bd du Temple, PARIS-3e (Mº République). Tél. : 42-74-44-52.

Relations humaines

Centre ABAC
VAINCRE LA SOLITUDE moins de 35 ans s'abstenir PARIS, téléph. : 45-70-80-94.

Spécialités régionales (vins)

MONTLOUIS A.O.C.
POUR CONNAISSEURS vin blanc sec., 1/2 sec. moelleux et méthode champenoise. Tarifs sur demande A. CHAPEAU, vigneron, 15, rue des Aîtres, HUSSEDY. 37270 MONTLOUIS-S/LOIRE.

Cours

J.F. 1er prix conserv. donne à domicile cours piano., solfège. Tél. : 42-36-02-79 ap. 20 h.

Vacances Tourisme Loisirs

Sur les collines de Vallauris VUE SUR MER A louer vacances au mois. Au r.-d.-c., grand 2 pièces, cuisine. Confort et calme. Pouvant loger 4 personnes et 2 enfants. Libre à partir du 1er octobre. Prix abordable. Renseignements : Tél. :(16) 93-64-10-29), M. CARON.

ASSOCIATIONS

Appels

13e Sans Frontières Solfège, Musique, Chant COURS GRATUITS ENFANTS Les mercredis et samedis par SU XIAO-MING, artiste de grande notoriété en Chine. Renseignements : 70, avenue d'Ivry. Tél. : 45-83-82-98.

ETES-VOUS CERTAINS DE BIEN ENTENDRE ?
LA SURDITÉ est fréquente. La médecine actuelle solutionne vos problèmes d'AUDITION.
RENSEIGNEZ-VOUS !
Association 1901, répondu en permanence :
— sur minitel : tél. 45-47-98-55.
— au tél. + rép. : 46-64-88-11.

MASSAGE AYURVÉDIQUE
Pour bébés et adultes Système traditionnel hindou de santé et bien-être. Diffusé par Swami-yoga Anand, *moine népalais, formation et* consult. Tél. 43-56-01-33.

COURS D'OCCITAN Institut d'estudis Occitans, 6, rue René-Villermé, 75011 Paris. Rens. sur activ.: conférences, stages, fêtes : 43-38-44-10.

Sessions et stages

THÉATRE Si vous avez toujours voulu en faire sans jamais l'oser : le « THÉATRE QUAND MÊME » Accueille tous âges, tous niveaux, tous handicaps physiques. — Tél. : 42-51-40-83.

En 6 jours ARC-EN-CIEL vous dévoile votre MALLE AUX TRÉSORS Changez de regard sur vous-même, les autres, le monde ! Acquerez conf. en vous, énergie, écoute, créativité, joie de vivre. Tarif hyper-réduit aux chômeurs (la plupart trouvent un emploi en qq. jours). Séance grat. infor. 1er octobre, 18 h 30 ; 11-13, rue Ferrandi (6e), Mº Saint-Placide. Rens. : (1) 30-71-57-17.

LIERRE & COUDRIER « LOIS ET LIMITES DE L'ACUPUNCTURE TRADITIONNELLE » DANIEL DUMAINE 6 octobre, 20 h. A L'IDPE 38, rue de Turenne — 75003 Paris Entrée lib. Tél. : 42-69-20-81.

Pour vous relaxer, augmenter votre confiance en vous, communiquer mieux, atteindre vos buts plus vite et guérir des *problèmes psychosomatiques :*
HYPNOSE PRATIQUE
10 & 11 octobre — 9 h 30 à 17 h 30.
AUTO — HYPNOSE
17 octobre - 9 h 30 à 17 h 30. Communiquez avec confiance :
AFFIRMATION DE SOI
18 octobre — 9 h 30 à 17 h 30 Tél. : 47-46-03-62/45-82-14-74

SÉANCES DE RELAXATION ET THÉRAPIES PSYCHO-CORPORELLES. En groupe ou individuelles. 1er R.V. gratuit. Tél. : 45-65-16-10.

COURS D'ARABE
Stages tous niveaux, le soir, le samedi matin, autres formules. *Début des cours, 2e sem. d'oct.* Inscrip. immédiate à l'A.F.A.C., 67, rue de Dunkerque, PARIS-9e. Tél. : 42-82-92-82.

COURS Stages d'italien tous niveaux L'association TRILOGOS reprend ses activités pour l'année 87-88. Contactez-nous pour renseig. test et inscriptions 48-07-83-38 (16 h-20 h). 8, impasse des Trois-Sœurs Paris 11e — Mº Voltaire.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING 3, rue Jean-Bart — 75006 Paris Tél. : 45-48-07-93. Documentation sur demande, stages de sensibilisation : 19-20 sept. ; 26-27 sept. ; 3-4 oct. ; 17-18 oct.

VICTOIRE SUR LE TABAC
Sans stress et sans grossir, vous pouvez vous libérer progressivement du tabac. Notre exp. éprouvée et reconnue depuis 5 ans vous garantit les résultats concrets et durables que vous êtes en droit d'attendre. Informez-vous « VICTOIRE SUR LE TABAC » Tél. : (1) 45-61-15-13.

עברית
INITIATION SÉRIEUSE A L'HEBREU PAR professeurs universitaires cours en groupe à Paris ouverture : 20-10-87 Institut Meguila 42-62-25-91

ASSOCIAT. RUSLAN PROPOSE INITIATION AU RUSSE PR. ADULTES/ENFTS-TS NIV. PARIS BANLIEUE SEMS. SR. ACTIVITÉS : Tél. : 43-06-17-76.

COMMUNICATION
Journalisme, publicité. Relations publiques, Relations presse, cycle d'études complet. Stages de formation. Tél. : 42-25-38-25.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES. SE FORMER A LA GESTION. LA GESTION EN 5 JOURS... Un pari réalisable du 19 au 23 octobre 1987, du 12 au 18 novembre 1987.

FORMATION PRATIQUE A LA COMPTABILITÉ Cycle complet : 6 demi-journées, rappels théoriques et travail sur les documents de votre entreprise, 1 séance tous les 15 jours, 16/20 heures : paye, rapproch. bancaires, TVA, immob. et amortissements, gestion. Clients et fournisseurs. A partir du 8 octobre 1987.

L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE Comment concilier projet social et activité économique. Quels statuts ? Quel produit ? Quels sont les nouveaux textes ? 30 novembre au 4 décembre.

BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS 95, bd Voltaire, 75011 Paris Tél. : 43-55-09-48.

PSYCHANALYSE Participative, courte durée. Boulogne 82-46-09-08-51.

Séminaire de COSMO-ENERGETIQUE étude des mythes et des idéologies dans une optique psychanalytique. Paris-Toulouse. 4 sessions. A. Rosa, Lierre et Coudrier, 20, av. de Clichy, *Paris 18e, Tél. : 43-87-42-85.*

MÉTIERS DE LA COMMUNICATION Le Centre national de formation à l'animation organise à partir de janvier 1988 un cycle de formation professionnelle de 20 semaines pour préparer à leurs fonctions les futurs gestionnaires de services « médias-communication » dans un CE, une municipalité, une administration régionale, une grande association. Rens. : CNFA, 54, rue du Théâtre, 75015 Paris. Tél. : 45-78-65-66.

- Prix de la ligne 40 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre « Agenda », dans les pages annonces classées.

Economie

SOMMAIRE

■ Dans un entretien accordé au *Monde,* le président d'EDF définit la stratégie de son entreprise. *(Page 43.)* ■ A Washington, les discussions sur l'augmentation du capital de la Banque mondiale ont franchi une étape décisive, alors que celles concernant l'accroissement des ressources du FMI marquent le pas. *(Voir ci-dessous.)* ■ Le projet de budget espagnol pour 1988 met l'accent sur une baisse de l'impôt sur le revenu, tout en prévoyant un renforcement de la fiscalité indirecte. *(Page 44.)* ■ La CGT et FO lancent les premiers mouvements sociaux revendicatifs de l'automne. *(Page 45.)*

Les réunions monétaires de Washington

La voie est ouverte pour une augmentation du capital de la Banque mondiale

Présidée par le ministre des finances et de l'économie nationale de Bahrein, M. Ibrahim Abdul-Karim, la quarante-deuxième assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale s'est ouverte mardi 29 septembre à Washington. La session, qui prendra fin jeudi 1er octobre, sera surtout marquée par un certain nombre de décisions de principe destinées à atténuer le poids de la dette des pays les plus pauvres et à fournir des ressources supplémentaires aux institutions internationales, même si les montants des sommes qui seront mises à la disposition de la Banque mondiale, sous forme d'une augmentation « substantielle » de son capital, et du Fonds monétaire, sous forme dans l'immédiat d'un accroissement de la « facilité d'ajustement structurel », ne seront pas encore déterminés.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

En ce qui concerne l'augmentation générale du capital de la Banque mondiale, un pas décisif est franchi. Le comité de développement a chargé la Banque de lui présenter un rapport sur ses besoins en capital d'ici au mois d'avril 1988. La voie est désormais ouverte à cette solution, pour laquelle il existait déjà un accord de principe et dont les Etats-Unis retardaient la mise en œuvre.

Dans la pratique, la Banque mondiale emprunte les ressources qu'elle traite, mais, ses statuts l'obligeant à limiter ses prêts au montant de son capital souscrit (et non effectivement versé), elle ne peut plus s'engager au-delà de quelque 14 milliards de dollars, alors qu'elle souhaiterait porter ses opérations à 20 milliards en 1990. Le capital souscrit est actuellement de quelque 60 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent un peu plus de 15 milliards de réserve, soit un total approchant 80 milliards de dollars. La France et la plupart des pays européens, ainsi que le Japon, sont partisans d'un doublement. M. Edouard Balladur s'est expressément prononcé en faveur d'une augmentation du capital souscrit de quatre-vingt milliards.

Le plan Baker, lancé il y a deux ans à Séoul par le secrétaire américain au Trésor, consistait à inviter les banques commerciales à consentir de nouveaux crédits aux pays endettés, moyennant l'engagement par ces derniers de procéder à des réformes économiques et financières. Cependant, les banques n'ont guère répondu à l'appel. La nouvelle politique consisterait-elle à demander aux contribuables des pays riches à prendre le relais ? C'est l'interprétation que la presse américaine est encline à donner à l'évolution en cours, qui a conduit l'administration de Washington à accepter l'accroissement du capital de la Banque et, par conséquent, s'apprête à demander le vote des crédits correspondants au Congrès.

Accord retardé sur l'augmentation des ressources du FMI

Le communiqué du comité de développement s'inscrit en faux contre cette façon de présenter les choses. On y lit que, dans l'esprit des pays participants, l'augmentation du capital de la Banque ne devrait pas être considérée comme un *« substitut »* des ressources d'origine privée mises à la disposition des pays débiteurs. Tel est, en tout cas, le vœu formulé.

Par contre, les discussions au sein du comité intérimaire n'ont pas permis de dégager tout de suite un accord sur l'augmentation, qui devrait être substantielle, des ressources allouées à la « facilité d'ajustement structurel » (FAS), un des mécanismes d'intervention du FMI destiné à lui permettre d'accorder aux pays les plus pauvres des prêts à dix ans assortis d'un taux quasi symbolique (simple commission) de 0,5 %. M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré à la presse, que contrairement à certains propos (tenus par un ministre japonais), *« on ne se trouvait nullement dans une impasse ».*

Une décision positive sera bien prise avant la fin de l'année, conformément à l'engagement pris par les Sept à Venise. Reste à savoir si les ressources actuelles, qui s'élèvent à 3 milliards de droits de tirage spéciaux (environ 4 milliards de dollars), seront triplées, comme l'a proposé le directeur général du FMI et comme le souhaite vivement M. Balladur, qui a promis une contribution française, au moins 500 millions de dollars. Le ministre allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a parlé d'un doublement.

Une décision attendue a été prise : la procédure dite d'accès élargi aux crédits du FMI a été de nouveau prorogée pour une année. Elle permet aux pays qui s'engagent à prendre des mesures « renforcées » pour rétablir l'équilibre et stimuler leur capacité de croissance économique d'obtenir pour trois ans un montant de crédits égal à 270 %-330 % de leur quota (avec un maximum de 90 %-110 % par an). Selon le communiqué, *« la position de liquidité du Fonds reste satisfaisante »*, et ne constitue donc pas *« un obstacle au maintien de ces limites ».*

L'imagination brésilienne

Le communiqué du comité intérimaire fait enfin observer que *« des initiatives unilatérales présentent de grands risques pour toutes les parties »*, allusion claire aux propositions faites au début de ce mois par le ministre des finances du Brésil, M. Luiz Carlos Bresser Pereira. Le projet brésilien revenait à forcer la main aux banques. Celles-ci auraient dû remplacer les créances qu'elles détiennent sur le Brésil par des titres obligataires remboursables en plus de vingt-cinq ans et ne représentant plus qu'une fraction, environ la moitié, de la valeur nominale des créances en question. Le piquant est que M. Bresser Pereira est un des vingt-deux ministres siégeant au sein du comité intérimaire.

Il est vrai que, depuis lors, le Brésil, admonesté par M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, a mis de l'eau dans son vin. Les banques se verront bien offrir des obligations à long terme, qualifiées dans le vocabulaire consacré d'« obligations de sortie » (*exit bonds*), mais à titre d'option laissée à leur discrétion.

M. Balladur, qui devait s'entretenir dans l'après-midi de lundi avec M. Bresser Pereira, a, quelques heures auparavant, déclaré aux journalistes qu'il avait du mal à suivre les manifestations successives de l'imagination brésilienne.

PAUL FABRA.

L'inflation en France : + 3,5 % en un an

Mois	%
Sept. 1986	0,4
Nov.–Déc. 1986	0,1
Janv. 1987	0,9
Mars 1987	0,1
Avril 1987	0,5
Août 1987	0,2

(Axe : % 0 – 0,2 – 0,4 – 0,6 – 0,8 ; Sept. Oct. Nov. Déc. 1986 ; Janv. Fév. Mars Avril Mai Juin Juil. Août 1987)

Les prix à la consommation ont progressé de 0,2 % en août et de 3,5 % sur douze mois, indique l'INSEE, confirmant ainsi ses premières estimations. Après une hausse de 0,2 % en juin comme en juillet, la tendance est proche de la moyenne de 3,4 % enregistrée dans la CEE. Mais l'écart avec la RFA reste de 2,7 points, les Allemands ayant enregistré une baisse de leur indice de 0,1 % en août. Le mois dernier, les prix des produits alimentaires n'ont guère changé, progressant, comme en juillet, de 0,1 %. Les services se sont assagis et n'ont augmenté que de 0,2 %, en dépit d'une hausse traditionnelle à cette époque de l'année des locations de résidences secondaires et de terrains de camping. Sur douze mois, leur progression reste malgré tout forte : 5,8 %.

Autre facteur inflationniste, attendu celui-ci, les prix des produits énergétiques, qui interviennent pour près d'un dixième dans l'indice, ont augmenté de 1,1 %, les seuls produits pétroliers progressant de 2 %. Sur douze mois ces derniers ont augmenté de 7 %, confirmant la fin de la période bénie de la *« manne pétrolière »*, due à la chute des cours de 1986. Notons par ailleurs l'influence sur l'indice d'août du relèvement de 2 % du prix du tabac. En revanche, les produits pharmaceutiques sont en baisse. Depuis le début de l'année, l'inflation s'inscrit au total à 2,6 % en France, le nouvel objectif gouvernemental étant de 3,4 % sur l'ensemble de 1987.

● **M. Balladur « ministre des finances 1987 » pour « Euromoney ».** — La revue britannique *Euromoney,* qui, depuis 1981, attribue chaque année un prix à celui qu'elle considère comme le meilleur ministre des finances, a choisi pour 1987 M. Edouard Balladur. Le ministre français de l'économie et des finances n'a pu que se déclarer *« très heureux »* de succéder ainsi à M. James Baker, le secrétaire au Trésor américain, sacré meilleur ministre des finances 1986. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a adressé un télégramme à M. Balladur, actuellement à Washington pour l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, pour le féliciter d'avoir été retenu, selon les termes d'*Euromoney, « pour son importante contribution à la libération de l'économie française et au développement de la coopération économique internationale ».*

Des prévisions très optimistes pour l'économie française

LES prévisions économiques pour 1988 qui accompagnent le projet de budget de l'année prochaine ont-elles quelques chances de se réaliser ?

Leur faiblesse saute aux yeux sur un point important : comment est-il possible d'envisager une progression de la consommation des ménages de 1,5 % en volume – ce qui est appréciable – alors que chacun sait fort bien que dès le mois de mai 1988, c'est-à-dire après l'élection présidentielle, les Français devront accepter un nouvel et important effort pour rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale ?

L'ampleur de cet effort est connu : 30 à 35 milliards de francs de cotisations supplémentaires et quelques milliards de francs d'économies de dépenses. Les sommes sont si considérables qu'on peut se demander si le gouvernement qui dirigera le pays au lendemain de l'élection présidentielle aura assez de détermination – ou d'imprudence – pour effectuer l'opération en une seule fois, ou s'il ne devra pas l'étaler un tant soit peu dans le temps.

Quoi qu'il en soit, la consommation des ménages en sera très sérieusement affectée pendant toute la seconde partie de 1988. On peut alors sérieusement s'interroger sur la croissance retenue pour la consommation des ménages : + 1,5 %. On imaginerait plutôt une stagnation totale. Il est vrai que les pouvoirs publics justifient leur « optimisme » – si l'on peut dire – par une baisse d'un point du taux d'épargne, qui reviendrait de 13,3 % du revenu disponible des ménages à 12,3 %. Mais l'on se demande bien pourquoi l'épargne, déjà réduite, continuerait de baisser. Un autre argument, plus sérieux, est celui de la hausse des revenus des entrepreneurs individuels, qui, grâce à la libération des prix, voient leur pouvoir d'achat s'améliorer.

Une autre surprise des comptes pour 1988 est la croissance relativement faible des importations (+ 3,7 %). Est-ce réaliste ? Il est bien évident que le chiffre retenu n'est pas neutre. Il sous-entend que, dans les ressources dont disposera la nation en 1988, une plus grande part proviendra de la production nationale par rapport aux achats à l'étranger. C'est le même raisonnement qu'on retrouve dans la croissance des exportations (+ 4,5 %), en nette reprise par rapport aux années précédentes, mais surtout augmentant plus vite que la demande mondiale (+ 2,2 %), ce qui signifie que notre industrie gagnerait des parts de marché.

Les autres éléments du compte apparaissent plus réalistes mais, au total, la croissance économique risque fort, l'année prochaine encore, d'être inférieure à 2 %, peut-être même à 1,5 %.

ALAIN VERNHOLES.

En dépit de certains progrès

Les négociations commerciales entre le Canada et les Etats-Unis sont toujours dans l'impasse

MONTRÉAL
de notre correspondante

A moins d'une semaine de la date limite fixée par le Congrès américain, les négociations entre le Canada et les Etats-Unis sur le libre-échange, interrompues le 23 septembre par Ottawa, sont toujours dans l'impasse. Aucune date pour la reprise des pourparlers n'a été fixée au cours de la réunion *« exploratoire »* de haut niveau tenue pendant plus de huit heures lundi 28 septembre à Washington dans les bureaux du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, en présence du représentant spécial du président Reagan pour le commerce, M. Clayton Yeutter.

« Nous avons fait beaucoup de progrès dans de nombreux domaines », a reconnu Mme Patricia Carney, ministre canadien du commerce extérieur. *« Ils seront évalués mardi lors d'une réunion à Ottawa »*, avec le chef du gouvernement canadien, a de son côté ajouté son collègue Michael Wilson, ministre des finances.

Les discussions achoppent toujours sur les mêmes points. Victimes des mesures protectionnistes votées par le congrès depuis mai 1986 – au moment même où débutaient les négociations – sur leurs exportations de bois, d'acier et de potasse, les Canadiens exigent la création d'un tribunal d'arbitrage des conflits commerciaux, dont les décisions seraient exécutoires. Ils réclament cette instance avec d'autant plus de vigueur qu'une nouvelle menace pèse sur les exportations canadiennes de pâtes et papiers vers les Etats-Unis, qui ont représenté 9 milliards de dollars canadiens (1) l'an passé. Le Congrès examine en effet une loi qui permettrait l'imposition d'importants droits compensatoires sur ces produits.

De leur côté, les Américains se contenteraient volontiers d'un simple comité consultatif, à l'image de celui mis sur pied dans le cadre des accords de libre-échange conclus entre Israël et les Etats-Unis en 1985.

Washington souhaiterait, par ailleurs, qu'Ottawa renonce à toute forme de contrôle sur les investissements américains au Canada, déjà largement facilités depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mulroney en 1984. Ils représentent actuellement 122 milliards de dollars canadiens, soit les trois quarts du total des investissements étrangers au Canada. Constatant que plus de 60 % de l'industrie canadienne sont déjà entre des mains américaines, les partis d'opposition considèrent qu'il serait politiquement suicidaire d'en accepter plus.

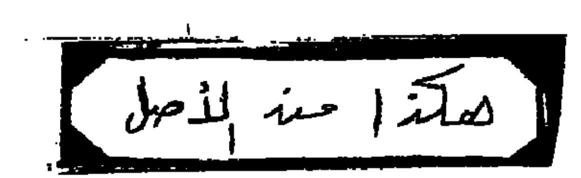
Le gouvernement canadien se refuse enfin à négocier une quelconque forme de libre-échange dans le domaine des industries culturelles et répugne à reconsidérer les clauses de l'accord bilatéral qui, en 1965, a supprimé les barrières tarifaires dans le secteur de l'automobile. Ce *« pacte de l'auto »* est devenu, ces dernières années, plus profitable aux Canadiens qu'aux Américains.

Simon Reisman, le négociateur en chef canadien, avait estimé, dimanche, qu'il faudrait *« un miracle »* pour que les discussions reprennent, accusant ses interlocuteurs d'avoir depuis le début négocié de mauvaise foi, convaincus que le Canada *« voulait un accord à tout prix ».* Le président Reagan a certes réaffirmé, lundi, qu'il *« tenait beaucoup »* à la reprise des pourparlers, mais les Canadiens se demandent s'il n'est pas le seul, dans la capitale américaine, à être convaincu du bien-fondé d'un tel accord.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,60 F.





Economie

Un entretien avec le président d'EDF

(Suite de la première page.)

– Vous êtes dans la situation classique de l'industriel qui a prévu un peu large.

– Un peu large, oui. Cela s'explique aisément. D'une part, dans l'énergie, il est infiniment plus dommageable d'être un peu court que d'être un peu long. Il est donc évident que mieux vaut viser un peu large. D'autre part, nos centrales ont la meilleure disponibilité du monde. D'anciens calculs visaient à faire aussi bien que les Américains, c'est-à-dire à construire des centrales capables de fonctionner 60 % du temps dans l'année. Nous en sommes à 80 %. C'est aussi ce qui donne une apparence d'abondance. Nous avons l'air un peu « gras »...

– Quelles conclusions en tirez-vous sur le rythme de commandes des centrales ? En 1987 comme en 1988 une seule tranche était prévue, l'une à Chooz, la seconde à Civaux. Faut-il ralentir encore ?

– Nous allons essayer de lisser un peu plus. Mais ce ne sont plus les nécessités énergétiques qui commandent le rythme d'engagement. C'est la vitesse critique pour l'industrie nucléaire française. On pourrait calculer de façon théorique un rythme idéal pour EDF : aucune commande pendant trois ou quatre ans, puis une tranche et demie par an, puis deux tranches par an. Mais ce n'est pas réaliste. On ne peut pas demander aux industriels de passer de quatre à cinq tranches annuelles à zéro, puis de repartir au rythme de deux, etc. Il va falloir lisser, mais sans mettre l'industrie française en état de perte de vitesse. Sinon, comme un avion, elle risque de tomber. Ce n'est pas facile. On est déjà à un rythme très bas.

– Peut-on envisager de « sauter » l'année 1988 ?

– Du point de vue énergétique, oui. Du point de vue industriel on va voir. Nous souhaitons pendant quelques années une vitesse aussi faible que possible, mais compatible avec la survie de notre industrie nucléaire.

– Superphenix rencontre de graves difficultés. Dans ces conditions, estimez-vous nécessaire la commande d'un second surgénérateur ? A quelles conditions économiques ?

– La voie des surgénérateurs garde un grand intérêt, mais nous ne sommes pas très pressés. La perspective d'une pénurie d'uranium s'est considérablement éloignée, bien au-delà de trente ans en tout cas, ce qui ôte à cette filière une partie de son avantage et son caractère d'urgence.

» Pour l'instant, les réacteurs à neutrons rapides (autrement dit, les surgénérateurs) ont des performances économiques éloignées de ce qu'on pouvait espérer. Profitons du temps qui nous est donné pour les améliorer. Il faut dire aux équipes : pendant trois, quatre, cinq ans si besoin est, reprenez les études, tirez les enseignements de ce qui existe, et préparez un programme qui permette d'amener les réacteurs rapides, sinon au même niveau économique que la filière à eau sous pression, du moins très près de celui-ci. Cela permettrait d'envisager de passer à une échelle industrielle dans dix, quinze ou vingt ans.

– De combien faudrait-il réduire les coûts ?

– Il faut les diviser par deux. Ce n'est pas inaccessible. Le coût des cellules photovoltaïques a bien été divisé par vingt. Superphénix est un prototype. C'est une



étape. La première à l'échelle industrielle. Il y en aura d'autres. Mais il faut pour s'y engager un espoir raisonnable de produire une centrale économiquement viable, c'est-à-dire à peine plus chère que le nucléaire classique.

– Sinon ?

– *Sinon, nous pourrions* être amenés à une révision déchirante, si nos équipes reviennent dans cinq ans en disant *« c'est impossible, cette filière sera toujours 50 %, 80 % ou deux fois plus chère que la filière actuelle »*, nous serons peut-être conduits à réviser nos plans. Ce serait un crève-cœur, car notre avance *mondiale dans ce domaine* est une promesse de victoires à venir.

« Le tout nucléaire : un slogan un peu dépassé »

– Le pari du « tout nucléaire » d'EDF n'est-il pas aujourd'hui un peu dangereux ? N'envisagez-vous pas d'étudier le recours à d'autres sources d'énergie, comme le charbon, pour diversifier les risques ?

– Nous le faisons déjà. Le « tout nucléaire » est un slogan un peu provocateur et un peu dépassé. D'une part, l'hydraulique nous rend de grands services, et à terme nous construirons de *nouveaux ouvrages. D'autre part*, nous réfléchissons déjà à ce que sera la centrale au charbon de l'an 2000. Elle devra être rigoureusement non polluante, car les exigences de l'opinion iront en se renforçant. Mais nous ne sommes pas bousculés. Ce n'est pas une priorité, mais nous y regardons de très près.

– La grande période d'équipement est terminée. Il faut désormais gérer le parc nucléaire pour obtenir de l'électricité à moindre coût. Allez-vous réorienter les effectifs, les investissements, voire la politique commerciale dans ces perspectives ?

– Nous sommes passés par un sommet à six tranches commandées en un an. Nous allons tomber beaucoup plus bas.

» Les effectifs, à l'évidence, en seront touchés. Mais c'est une *situation que nous savons gérer*. Les effectifs d'EDF étaient stables depuis deux ans, après avoir beaucoup gonflé entre 1981 et 1982, à l'occasion du passage à trente-huit heures. Ils vont baisser. Un peu partout, et pour des raisons diverses. Dans le secteur de la construction des centrales, c'est évident. Ailleurs, ce sera l'effet des progrès de productivité. Nous allons vers une civilisation sans papier, certains métiers vont peut-être disparaître. Il n'est bien sûr pas question de revenir sur les contrats à vie des agents. Nous ne licencierons pas. Nous jouerons sur les départs naturels. Nous permettrons aux salariés de recevoir une formation complémentaire pour faire un nouveau métier. EDF le fait depuis longtemps. Il faudra peut-être changer d'échelle, passer à une vitesse supérieure.

» *Quant* à la *gestion du parc* de production nucléaire, nous avons encore des marges de progrès technique qui se chiffrent en milliards de francs. Le nucléaire est une industrie encore jeune. Nous devons être prudents, et avant tout maintenir le niveau de sécurité.

– Et les investissements ? L'an dernier, il y a eu des pannes graves. EDF avait promis de donner la priorité à la distribution.

– La décroissance importante et rapide des programmes de construction de centrales devrait nous permettre, d'une part, de diminuer globalement notre programme d'investissements et, d'autre part, de réaliser un transfert partiel vers les réseaux.

» En ce qui concerne la qualité du produit, nous ne sommes pas au niveau où devrait se trouver un pays comme la France, nous sommes moins bons que nos grands voisins. La qualité du service est préoccupante pour notre *clientèle industrielle, surtout les* PME et PMI, qui n'ont pas les moyens de s'offrir un onduleur permettant d'avoir un courant parfait. Or ils sont de plus en plus informatisés, ce qui rend de plus en plus fâcheuses les conséquences des coupures. Notre objectif consiste à nous placer à un bon niveau européen d'ici dix ans.

– Cette priorité aux clients industriels va-t-elle aussi se traduire dans les tarifs ? Peut-on dire qu'après une belle bagarre avec Pechiney et le ministère de l'industrie la hache de guerre est enterrée ?

– On peut le dire. Dans la *grande industrie, une immense* majorité d'entreprises n'attachent pas une importance particulière à l'électricité, qui n'entre dans leurs coûts qu'à hauteur de 1 % à 1,5 %. *Mais, pour d'autres, l'électricité* est une question presque de vie ou de mort, une composante très importante de leurs prix de revient. Pour ceux-là il faut faire du sur-mesure. On a fait trop longtemps du prêt-à-porter. Nous avons réussi avec Pechiney, puis avec Atochem. Il faut maintenant aboutir avec tous les clients pour lesquels l'électricité joue un rôle important ou très important. Pour cela, il faut parler. Nous avons des idées reçues sur leurs besoins. Eux, sur notre rigidité tarifaire. Il faut mettre toutes les données sur la table, et travailler dans un esprit de partenariat complet. Je suis persuadé que nous pourrons trouver des solutions qui, sans combler aucune des deux entreprises en présence, seront néanmoins satisfaisantes et profitables pour les deux parties.

« L'objectif de qualité »

– Et la qualité de service pour le client de base ?

– Elle peut s'améliorer, notamment en région parisienne,qui ne donne pas l'exemple ! C'est une de nos toutes premières priorités. L'objectif de qualité est maintenant l'ossature de notre projet d'entreprise. Cela ne se décrète pas, bien sûr, mais on peut faire souffler un autre esprit. Nous pouvons mobiliser les jeunes et les enthousiastes. S'il reste un noyau de réfractaires, on pourra toujours leur faire honte...

***– Vous avez récemment laissé* entendre dans *l'Agefi* qu'après deux années de bénéfices les comptes d'EDF seraient de nouveau au rouge cette année. Doit-on conclure qu'EDF est condamnée à perdre de l'argent, sauf circonstances exceptionnelles, comme la baisse des cours du dollar, du charbon, du pétrole ?**

– Cette année, le résultat devrait être équilibré, à 200 millions de francs près en plus ou en moins, mais nous risquons fort, c'est vrai, de retomber dans le rouge. C'est un problème de tarifs. L'entreprise, elle, a rempli tous les engagements prévus dans son contrat de plan, et au-delà. Elle a amélioré ses résultats. Le contrat de plan prévoyait une baisse du prix de revient de 3 % l'an. Depuis trois ans, nous avons fait mieux, de l'ordre de 3,5 % par an. La différence avec nos bons *résultats de 1985 et 1986 tient* au fait que, au lieu d'augmenter comme prévu les tarifs de 1,5 point le 15 février dernier, nous avons dû pour la troisième fois consécutive baisser nos prix. L'effet de cette dernière mesure par rapport à ce que nous attendions dépasse 2,5 milliards de francs. Il ne faut pas s'étonner...

» Le gouvernement a voulu que les consommateurs bénéficient non seulement de l'ensemble des événements exceptionnels (baisse du dollar, notamment), mais aussi de la totalité des efforts de gestion de l'établissement. Eh bien, on retombe à zéro, et le désendettement sera pour demain !

– A quel point cet endettement pèse-t-il ?

– Nous sommes en valeur absolue l'entreprise la plus endettée de France : 220 milliards de francs, c'est *considérable*.

» Les charges financières représentent 20 %, un cinquième du prix de revient. Nous voulons réduire cet endettement le plus vite possible, mais malheureusement ce n'est pas pour demain. Nous n'avons pas encore atteint le sommet de la courbe. Il faut prendre dès maintenant des mesures courageuses. *Mais la* dette ne diminuera pas avant 1990. Qu'il faille apporter notre pierre à la lutte contre l'inflation, d'accord, mais qu'on confisque la totalité *des aubaines, qui ne se produisent* qu'une fois, et des efforts de la maison, pour en faire bénéficier à court terme la clientèle sans qu'un franc puisse servir au *désendettement*, me *paraît excessif*. La preuve en est que nous terminerons l'année à zéro. Ce n'est pas une politique sage, y compris pour notre clientèle. Car, si on continue à nous jouer des tours, nous ne pourrons plus tenir notre engagement d'une hausse de tarifs limitée à un point au-dessous de l'inflation, et les charges financières prendront une part encore plus importante dans notre bilan.

– Que souhaitez-vous pour l'an prochain ?

– Le contrat de plan, rien de plus. Nous pouvons même largement oublier le passé... »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS.

Le consensus nucléaire a vécu

L'*« effet Tchernobyl »* aura finalement eu raison du fameux *« consensus nucléaire »* français. Un sondage réalisé en mai dernier par le CREDOC (1) et publié par le ministère de *l'industrie le révèle : pour la* première fois depuis le début de la décennie, il y a désormais plus de Français hostiles au développement de l'électricité nucléaire (49 %) que de favorables (48 %), *les* « incertains » n'étant que 3 %.

C'est un renversement complet de tendance, qui, amorcé l'an dernier juste après la catastrophe (26 avril 1986), s'est encore accentué depuis. Alors que de 1981 à 1985, le nombre d'avis positifs n'avait cessé de s'accroître, passant de 58 % à 67 %, ils n'étaient plus *que 51 % en octobre 1986, et* ils ont encore diminué depuis (48 % en mai 1987».

Parallèlement, l'enquête d'opinion montre une inquiétude croissante vis-à-vis d'un éventuel accident (49 % de Français inquiets en mai dernier, contre 33 % en 1985), et révèle surtout un manque absolu de confiance vis-à-vis de autorités *en cas de catastrophe* : 63 % des personnes interrogées pensent que *« les autorités ne seraient pas prêtes à assumer la protection des populations »*, les moins confiants étant les *agriculteurs* (72 %) *et les* retraités (65 %), contrairement aux moins de vingt-cinq ans, et les étudiants (56 % et 55 % d'inquiets).

Enfin, un dernier élément traduit la crise de confiance des Français vis-à-vis du parc électrique : c'est le prix de l'électricité que l'on craint maintenant de voir le plus augmenter dans les *cinq années à venir* (à 38 %), alors que jusqu'en 1985 les produits pétroliers étaient la bête noire...

V. M.

(1) Cette enquête a été réalisée, en mai 1987, auprès de deux mille personnes représentatives de la population française de dix-huit ans et plus, par le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), pour le compte du ministère de l'industrie, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et d'EDF.

Economie

ÉTRANGER

Le budget 1988 de l'Espagne

Un projet de croissance fortement teinté de préoccupations sociales

Maintenir les équilibres fondamentaux de l'économie espagnole tout en la faisant croître à un rythme supérieur à celui des pays environnants : tel est, selon le ministre de l'économie, M. Carlo Solchaga, le double objectif du budget pour 1988 qui a été rendu public le vendredi 25 septembre. La tendance favorable de l'économie espagnole, après quatre années de sévère assainissement, devrait permettre, selon M. Solchaga, de concilier cesdeux objectifs théoriquement antagonistes.

MADRID
de notre correspondant

La recherche des grands équilibres devrait se traduire eb Espagne par une réduction, en décembre 1988, du taux d'inflation annuelle à 3%, contre 5% prévuse en 1987. Quant au déficit du budget, il devrait être ramené l'an prochain à 3,5% du produit intérieur brut (PIB), contre 3,8% en 1987. Le chemin parcouru est indéniable si l'on songe qu'au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir, en décembre 1982, l'inflation était encore de 14% et le déficit du budget de 5,5% du PIB.

Quant à la croissance, elle devrait atteindre en termes réels 3,8% en 1988 : elle sera donc inférieure au rythme de 4,3% prévu pour l'année en cours, mais supérieure à la moyenne communautaire. La demande intérieure (+5%), notamment l'investissement (+9%), sera à nouveau, en 1988, le *« moteur »* de la croissance. M. Solchaga a estimé que l'Espagne pouvait se permettre de jouer temporairement ce rôle de *« locomotive »* au sein de la CEE, à un moment où les réserves en devises, grâce notamment au tourisme, se situent à un niveau sans précédent.

Refonte de la fiscalité

Quels sont les instruments budgétaires permettant d'atteindre ces objectifs ? Au niveau des recettes, la pression fiscale subira l'an prochain une hausse sensible si on la compare à celle prévue par le budget 1987, puisqu'elle devrait passer de 15,3 à 16,8 % du PIB. En outre, la charge fiscale connaîtra un profond remaniement, l'impôt sur le revenu étant réduit alors que la fiscalité indirecte sera majorée. Il s'agit là d'une des mesures les plus spectaculaires de la loi de finances.

La baisse des taux de l'impôt sur le revenu sera plus importante que celle qu'a connue la France, a souligné M. Solchaga, et touchera plus de 80 % des contribuables, en profitant plus particulièrement à ceux dont le revenu annuel est inférieur à 2 millions de pesetas (100 000 F).

Ainsi, un ménage percevant 80 000 pesetas par mois (soit 4 000 F, environ le double du salaire minimum en Espagne) verra l'an prochain ses impôts réduits d'environ 60 %. En outre, l'abattement à la base sera porté à 600 000 pesetas (30 000 F). Cette réduction devrait coûter au total à l'Etat quelque 20 milliards de pesetas l'an prochain (soit 11 milliards de francs).

Les secteurs privilégiés

Pour compenser cette perte, le gouvernement mise notamment sur la lutte contre la fraude fiscale (encore élevée en Espagne), qui devrait permettre d'augmenter sensiblement le nombre des contribuables. En outre, plusieurs dégrèvements fiscaux seront supprimés ou réduits, notamment ceux destinés à stimuler l'investissement et la construction. Le ministère de l'économie considère que la conjoncture économique favorable rend désormais superflues des exemptions fiscales correspondant à une période de récession. Enfin, le taux de la TVA sera augmenté sur plusieurs biens et services.

Les dépenses de l'Etat, de leur côté, augmenteront en 1988, en termes monétaires, de 11 %. La hausse la plus forte sera celle des investissements publics : + 17 %. Il s'agit de répondre ainsi à la critique traditionnellement formulée à l'encontre de la structure des dépenses publiques en Espagne, qui contribue insuffisamment à la relance de l'économie dans la mesure où les dépenses courantes pèsent d'un poids excessif.

Quant à l'affectation par postes, elle vise avant tout, selon le ministère de l'économie, à donner une coloration plus sociale à l'action du gouvernement en 1988. Parmi les secteurs privilégiés figurent notamment la justice, l'éducation et les dépenses sanitaires de la sécurité sociale. Une priorité que reflète également la division des dépenses publiques par fonctions. Ce sont, en effet, celles destinées à la *« production de biens publics de caractère social »* qui connaissent la plus forte hausse (14 %).

Cet accent mis sur la fonction redistributive de l'Etat n'est sans doute pas sans rapport avec le recul électoral enregistré par les socialistes en juin dernier. Un recul attribué parmi les dirigeants des partis à l'insuffisance des préoccupations *« sociales »* dans la politique du gouvernement.

THIERRY MALINIAK.

RECHERCHE EUROPÉENNE

Les Douze ont adopté le programme de recherche de la Communauté

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres des Douze, qui étaient réunis lundi 28 septembre à Bruxelles, ont formellement adopté le programme-cadre de recherche de la Communauté pour la période 1987-1991. Celui-ci, nonobstant le milliard d'ECU (6,9 milliards de francs) affecté à des programmes déjà engagés en 1987, prévoit un budget de 5,5 milliards d'ECU (37 milliards de francs). Sur leur lancée, les ministres ont immédiatement donné leur feu vert à trois programmes spécifiques :

I. – Le programme RACE, dont l'objet est de préparer la mise en place dans la Communauté vers 1995, d'un réseau de télécommunications révolutionnaire dit à large bande. Il est doté, pour la période 1987-1991 d'un financement communautaire de 550 millions d'ECU (3,8 milliards de francs).

II. – Un programme de recherche au profit des pays sous-développés axé sur l'amélioration de la production agricole et sur les problèmes de santé. Son budget est pour cinq ans de 80 millions d'ECU (550 millions de francs).

III. – Un programme de recherche médicale pour 65 millions d'ECU (450 millions de francs).

Les Douze ont eu un échange de vues positif sur le programme ESPRIT qui favorise la coopération transnationale dans l'immense domaine des techniques de l'information. Actuellement, trois mille scientifiques et ingénieurs appartenant à plus de quatre cents entreprises des pays de la CEE travaillent sur environ deux cents projets. Cet effort de coopération transnationale est cofinancé (50/50) par les grands groupes industriels du secteur et par la Communauté. Il est prévu que sous certaines conditions, les entreprises de l'AELE (Association européenne de libre-échange) pourront participer à ces projets.

PHILIPPE LEMAITRE.

Economie

SOCIAL

La politique salariale du gouvernement

Le maintien du pouvoir d'achat en moyenne reste l'objectif pour 1987 et 1988

Lâcher sans céder. Telle est la difficulté à laquelle se trouve confronté le gouvernement vis-à-vis de la fonction publique. Au diapason avec le premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a confirmé que les fonctionnaires bénéficieront, *« avant la fin de l'année »*, d'une mesure *« complémentaire »* pour rattraper l'écart entre la masse salariale et la moyenne des prix.

Pour le gouvernement, l'opération est délicate à mener. Cela le conduit à reconnaître en effet que les normes sur lesquelles il avait bâti sa politique salariale pour 1987 (une évolution des prix de 1,7 % en glissement et de 2 % en moyenne) étaient erronées. Il doit donc lâcher du lest en accordant un rattrapage salarial aux fonctionnaires, sans céder sur l'objectif défini par M. Jacques Chirac dans sa directive du 12 novembre 1986, à savoir *« le maintien du pouvoir d'achat des salariés en place »*, c'est-à-dire la simple préservation du pouvoir d'achat en moyenne.

Dans la fonction publique, où il n'y a pas eu d'accord, les salaires ont été augmentés en niveau de 1,7 % pour 1987 (la dernière hausse de 0,6 % intervenant au 1er novembre), alors que le glissement prévu des prix (qui se compare aux hausses au niveau des salaires) devrait être de 3,4 %. Le double ! La masse salariale dans la fonction publique devait augmenter de 3 % (dont 1,7 % de « glissement vieillesse technicité » GVT pour les promotions et anciennetés), ce qui était le maximum autorisé par M. Chirac là où il y avait *« amélioration supplémentaire de la productivité »*, alors que l'évolution attendue de la moyenne des prix sera de 3,3 %. Logiquement, pour maintenir le pouvoir d'achat en moyenne des fonctionnaires — du moins de ceux qui bénéficient cette année du « GVT »... — le gouvernement devrait leur distribuer 0,3 % en masse.

Pour MM. Chirac et de Charette, un tel rattrapage était acquis dès lors que les prix dérapaient et les mesures ont déjà été arrêtées.

La grande nouveauté de ce rattrapage — qui ne sera pas communiqué avant novembre — sera d'intervenir avant la fin de l'année, et donc avant que l'on connaisse l'évolution des prix sur la totalité de l'année. Reste à savoir quelle méthode utilisera le gouvernement. Les deux précédents les plus récents renvoient à la gestion socialiste, mais, dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait d'honorer une *« clause de sauvegarde »* inscrite dans un accord. Pour 1987, M. de Charette n'est lié par aucune clause de sauvegarde, puisqu'il n'y a pas eu d'accord.

Une mesure pour les retraités

MM. Chirac et de Charette se sont fixé un double impératif : prendre une mesure qui touche les retraités (ce qui exclut une prime) ; ne pas alourdir l'effet de report des hausses de 1987 sur 1988 (ce qui interdit de majorer l'augmentation prévue au 1er novembre). Ils pourraient donc recourir à l'attribution, nécessairement rétroactive, de points indiciaires ou d'une augmentation générale en niveau (intervenant à partir du 1er janvier ou du 1er février 1987). Il y a cependant fort peu de chances que le gouvernement donne satisfaction aux syndicats qui souhaitent combler l'écart entre la hausse de 1,7 % en niveau des salaires et le glissement des prix prévu de 3,4 %, afin de ne pas réintroduire *a posteriori* une indexation des salaires sur les prix. Un compromis semble donc bien difficile à trouver.

Un tel compromis est actuellement recherché à EGF, où une réunion a été fixée pour le 8 octobre entre la directio et les syndicats. Amorcé début octobre, le règlement du contentieux salarial de 1987 en commençant par EGF aurait un double avantage pour le gouvernement. Cela permettrait de donner une « prime à la signature » puisque à EGF un accord a été signé en janvier par la CFDT, FO, la CFDT et la CGC. Cela éviterait ensuite que la grève du 15 octobre — à laquelle s'associeront les cheminots CFDT et FO — ne soit étendue à EGF. Mais il y a un double écueil : les syndicats signataires d'EDF demandent un rattrapage de 1 % en masse et en niveau... et la direction attend toujours le feu vert de Matignon.

Le gouvernement a en tout cas renoncé à lier le règlement du contentieux 1987 à l'ouverture des *négociations salariales 1988. Pour* autant, il semble décidé à engager, au début de l'année, des négociations dans la fonction publique, estimant que la machine de l'Etat ne doit pas s'arrêter de fonctionner pour cause d'élection présidentielle. Le contexte préélectoral portera d'autant moins les syndicats à signer un accord que la marge de manœuvre s'annonce extrêmenent étroite. En 1988, la masse — comme le niveau — des salaires devront augmenter de 2,5 %. Or, dans la fonction publique, l'essentiel de la masse salariale sera consommé par l'effet de report, le GVT et les mesures catégorielles...

MICHEL NOBLECOURT.

Les journées d'action de la CGT (1er octobre) et de FO (3 octobre)

Deux tests pour la combativité des salariés

Annoncées l'une et l'autre avec trois mois d'avance, les actions de la CGT (le jeudi 1er octobre) et de FO (le samedi 3 octobre) vont constituer, avant la grève nationale dans la fonction publique le 15 octobre, de véritables tests de la combativité des salariés pour cette « rentrée ». Accueillies avec sérénité par le gouvernement, ces initiatives, à deux mois des élections prud'homales du 9 décembre, témoignent d'une certaine crispation des syndicats. Si la CFDT n'a pas organisé de mouvement du même ordre, M. Maire n'en a pas moins invité les fonctionnaires à *« mettre le paquet »* lors de la grève du 15 octobre.

Qu'il s'agisse de la CGT ou de FO, ces actions ont la caractéristique de porter sur des thèmes communs — pouvoir d'achat, emploi, Sécurité sociale, — sans établir de hiérarchie véritable. Mais elles se distinguent tant par leurs formes que par leurs motivations. La CGT a choisi de mener une journée nationale de grèves et de manifestations. Elle a recensé des appels à la grève dans 1 857 entreprises, tandis que 22 manifestations régionales sont annoncées. Les points forts devraient toucher le secteur public, avec les PTT (appel à vingt-quatre heures de grève), la SNCF (préavis couvrant des débrayages locaux) et EGF (où les arrêts de travail ne devraient pas entraîner de coupure de courant).

Intervenant devant la presse, le 28 septembre, M. Henri Krasucki a pronostiqué *« une journée forte dans tout le pays »*. Il a refusé d'établir des *« priorités arbitraires et changeantes »* dans le catalogue de revendications de sa centrale. Mais en même temps, au lendemain des incidents au palais de justice du Mans, il a mis l'accent sur *« la recrudescence des attaques contre les libertés syndicales »*, en assurant que la France traverse *« une des périodes les plus noires de la répression syndicale »*. Pour la CGT, il est clair que ce thème peut se révéler plus mobilisateur que celui du pouvoir d'achat.

La CGT sait cependant (comme FO) qu'il reste difficile de faire manifester ou débrayer des salariés, souvent freinés par la crainte du chômage. Dans le numéro daté 28 septembre/4 octobre de *la Vie ouvrière*, le nº 2 de la centrale, M. Louis Viannet, le reconnaît explicitement : *« Cette poussée* [de la lutte] *ne va certes pas sans problèmes. Le doute sur la possibilité de faire modifier les choix, les décisions, vient souvent conforter l'hésitation devant une revendication mal formulée, ou, plus simplement, devant le sacrifice que représente la perte d'une journée de salaire. Et c'est précisément pour cela qu'il faut, partout et en grand, intensifier le débat. »* Une préoccupation qui transparaît également à la Fédération de l'énergie CGT.

FO prend à la fois plus et moins de risques que la CGT. Plus, parce qu'au lieu d'éclater les manifestations au niveau régional, elle fait monter ses adhérents provinciaux à Paris pour un grand défilé de la République à la Bastille, où elle attend de 10 000 à 15 000 personnes. Moins, parce que ce lever de rideau à sa fête annuelle de Vincennes, le week-end prochain, ne sera pas accompagné d'arrêts de travail. M. André Bergeron insiste sur le fait que *« c'est la première fois, depuis qu'elle existe, que la Confédération prend une initiative de cette sorte »*. Le 18 mai 1983, FO avait lancé une grève interprofessionnelle *« d'au moins une heure »*. Et au congrès de FO, en 1984, M. Bergeron avait bataillé contre une partie de ses délégués qui voulaient renouer avec la pratique de la grève interprofessionnelle de vingt-quatre heures, plutôt *délaissée depuis 1977...*

Pour autant, M. Bergeron se garde bien de se livrer, à la différence de la CGT, à une dénonciation globale de la politique du gouvernement. Cette manifestation, dit-il, *« ne vise qu'un objectif, traduire les préoccupations des salariés en dehors de toutes considérations politiques »*. Les manifestants *« affirmeront leur détermination de ne pas laisser démolir la réglementation du travail »*. Simple avertissement ?

En marge de ces deux initiatives, un ton nouveau se fait entendre sur l'unité d'action, d'autant plus remarquable en période de concurrence préélectorale. Ni M. Bergeron, ni M. Maire, ni surtout M. Krasucki n'ont cherché à polémiquer. Le premier cultive ses différences, tout en reconnaissant que des constats communs peuvent exister. Le deuxième plaide pour un *« espace syndical unitaire »*. Le troisième se félicite de voir des *« attitudes convergentes »* sur les libertés syndicales et refuse de *« traiter par la dérision »* l'action de FO... Trêve ?

M. N.

Marchés financiers

Le Trésor lèvera 4 à 6 milliards d'OAT

La direction du Trésor procédera jeudi à une adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant compris entre 4 et 6 milliards de francs. L'opération portera sur trois tranches, dont l'une est à taux variable et les deux autres à taux fixes. Chacune portera sur un montant minimum de 1 milliard de francs. L'accueil que rencontrera cette adjudication auprès des investisseurs servira ainsi d'indicateur pour le marché obligataire, qui reste morose devant les taux élevés.

Les filiales de banques étrangères pourront diriger des emprunts obligataires

Les filiales françaises des banques étrangères pourront désormais être chef de file à Paris d'émission d'emprunts obligataires en francs français. Cette décision a été annoncé à l'issue d'une réunion, lundi 28 septembre, du comité des émissions du marché domestique français et du comité de l'Eurofranc. Elle s'inscrit dans le processus d'internationalisation de la place financière française.

Toutefois, pour chaque banque candidate à de telles opérations, les services de la Rue de Rivoli *« devront s'assurer qu'elle dispose de moyens suffisants à Paris en hommes, capitaux et équipements, permettant que la syndication et le placement des émissions s'opèrent et que le marché secondaire se tienne en France »*, indique le communiqué. *« De plus, la réciprocité pour les banques françaises dans le pays d'origine de la banque candidate devra simultanément être mise en œuvre. »*

Importante augmentation de capital de Montedison

Le conseil d'administration de Montedison a décidé de procéder à une augmentation de capital de 1 000 milliards de lires (environ 4,2 milliards de francs), dont 300 milliards seront collectés sur les marchés internationaux. L'opération, qui sera soumise à une assemblée générale extraordinaire le 10 novembre, prévoit l'émission de 541 millions d'actions au prix de 1 850 lires, qui seront proposées aux anciens actionnaires à raison d'une nouvelle action pour cinq titres ordinaires. Le capital de la firme italienne passera ainsi à 3 246 milliards de lires (environ 14 milliards de francs). L'actionnaire principal est le groupe Ferruzzi avec 39,1 %, suivi par Médiobanca avec 6 %.

Cette augmentation permettra de retrouver un certain équilibre dans la structure financière du groupe. Son endettement, qui atteint désormais 7,6 milliards de lires (environ 35 milliards de francs), a fortement progressé cette année à la suite de plusieurs opérations : la reprise de la part (38,5 %) de l'américain Hercules dans Himont, qui fabrique du polypropylène, l'OPA de Farmitalia, la reprise de Total Italie et la constitution en Italie d'une société commune avec Shell. A l'issue de l'augmentation de capital, le rapport fonds propres/endettement devrait être ramené de 1,3 à 0,9.

Pechiney candidat à la privatisation

Pechiney affiche, pour le premier semestre 1987, une nette amélioration de ses résultats : son bénéfice net (part du groupe) est monté de 104 millions de francs au cours des six premiers mois de 1986 à 270 millions de francs pour le premier semestre 1987. Cette différence est due à une baisse de l'impôt liée à la restructuration financière et juridique du groupe (288 millions de francs contre 498 millions de francs), a précisé son président, M. Jean Gandois. En revanche, ses charges de restructuration sont passées de 134 millions de francs au premier semestre 1986 à 227 millions de francs pour les six premiers mois de 1987.

A impôts et charges quasi identiques, M. Gandois table pour le second semestre sur une *« nette amélioration »* du bénéfice net par rapport aux six premiers mois : en effet, l'amélioration actuelle du prix de l'aluminium n'apparaît pas dans les résultats du premier semestre, et les restructurations dans le secteur électro-métallurgique, décidées fin 1986, devraient porter leurs fruits.

Adossé à ces bons résultats, M. Gandois a donc confirmé qu'il avait demandé au ministère des finances la privatisation de son groupe au premier trimestre 1988 (*le Monde* daté 20-21 septembre 1987). A cette date, a-t-il expliqué, Pechiney sera *« sur un créneau favorable »* pour être privatisé.

L'américain Avis racheté par ses employés

Le groupe Avis, numéro deux de la location de véhicules aux Etats-Unis (derrière Hertz), va changer de main, pour la dixième fois depuis 1954. L'actuel propriétaire, le groupe Wesray Capital (composé d'un groupe d'investisseurs), a accepté de vendre Avis à ses 11 000 employés, pour un montant de 1,75 milliard de dollars.

La direction a indiqué qu'il s'agissait *« probablement »* de la plus importante transaction de ce type effectuée aux Etats-Unis. En rachetant la firme, les employés vont aussi hériter d'un passif de 1,34 milliard de dollars. *« Désormais, nous allons pouvoir nous concentrer sur nos activités et non pas sur la formation des propriétaires successifs »*, a précisé le nouveau PDG, M. Vittoria.

● **Fermeture « progressive » de Rhône-Siltec.** — La France ne disposera plus d'usine fabriquant du silicium pour les composants électroniques. Rhône-Siltec, filiale à 65 % de Rhône-Poulenc et à 35 % du groupe américain Siltec, a décidé de fermer son site de Nantes consacré à cette spécialité. Siltec, rachetée par Mitsubishi, veut se retirer du capital, et Rhône-Poulenc, après avoir contacté différents partenaires dont Toshiba, n'a trouvé personne capable de lui apporter *« une bonne technologie »*. Le site sera fermé *« progressivement »*, mais les cent vingt et un salariés continueront à percevoir leur salaire jusqu'à reconversion.

NEW-YORK, 28 sept. ↑

Bonne reprise

Après l'accord de stabilisation des monnaies signé le week-end dernier entre le groupe des Sept, la Bourse de Wall Street a enregistré une bonne reprise lundi. L'indice Dow Jones a clôturé à 2 601,50 points, soit une augmentation de 31,33 points par rapport à la séance précédente. Quelque 188,07 millions d'actions ont été échangées, contre 137,95 en fin de semaine dernière. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en repli par 996 contre 580, et 393 titres sont restés inchangés.

Le soutien du dollar à son niveau actuel, décidé par les ministres des finances du groupe des sept nations, réjouit les investisseurs. Cependant, le peu de réaction sur les marchés des changes et obligataires continue de les inquiéter ; sentiment qui a contribué à modérer les progressions plus importantes enregistrées en début de séance.

La faiblesse d'IBM, qui a perdu 3 3/8, a entraîné des prises de bénéfice sporadiques. Bundy Corp a accepté une offre d'achat par le groupe britannique TI Group et a progressé de 9 5/8. Parmi les dix valeurs les plus actives on trouvait : Pacific Telesis (4,02 millions de titres échangés), South California Edison (3,34), IC Industries (3,25), American Telephone (2,28), Solomon Inc. (2,28).

VALEURS	Cours du 25 sept.	Cours du 28 sept.
Alcoa	61 7/8	61 1/8
Allegis (ex-UAL)	99 1/2	100
A.T.T.	33 7/8	34 5/8
Boeing	50 3/4	51 5/8
Chase Manhattan Bank	37 3/4	38 3/8
Du Pont de Nemours	117 3/4	120
Eastman Kodak	101 1/8	103 5/8
Exxon	48 3/4	49 5/8
Ford	97 1/4	98 3/8
General Electric	61 3/8	62 1/4
General Motors	84 1/2	83
Goodyear	70 3/4	72 1/2
I.B.M.	156	152 5/8
I.T.T.	61 3/4	62
Mobil Oil	48 7/8	49 7/8
Pfizer	68 1/2	69 3/8
Schlumberger	46	47 1/8
Texaco	40 3/4	41
Union Carbide	28 1/8	28 7/8
U.S.X.	36 7/8	37 5/8
Westinghouse	71	74
Xerox Corp.	79	79 5/8

PARIS, 29 septembre ↓

Désemparée

La morosité envahirait-elle la Bourse de Paris ? Alors que, durant les transactions du matin, l'indicateur semblait mieux orienté, la tendance s'est inversée durant la séance officielle pour devenir négative. L'indice affichait −0,53 % après avoir ouvert à +0,08 %. *« Les acheteurs ne viennent plus »*, entendait-on sous les lambris. Effectivement, à l'image de la séance de lundi, les échanges sont peu étoffés. Ils dépassaient à peine le milliard de francs sur le marché à règlement mensuel. Paris serait-elle alors l'une des rares places internationales à ne pas être optimiste ? Apparemment oui, puisque tant à Londres qu'à New-York ou à Tokyo les accords monétaires du G7 ont été accueillis avec satisfaction, entraînant une hausse des cours.

Une inquiétude sournoise gagne alors les intervenants à Paris à propos de l'évolution des séances cette semaine. Les moins pessimistes, toutefois, ne désespèrent pas, car, pour eux, le retour de Suez sur le marché le 5 octobre devrait être un stimulant. Sur le MATIF, les contrats évoluent peu au lendemain de l'adjudication de bons du Trésor à des taux à court terme quasi stables. Parmi les hausses de la séance figuraient Maisons Phénix, ELF Aquitaine et la Navigation Mixte. Ce groupe pourrait être l'objet de convoitises de la SPEP. Ce holding du groupe Schneider, dont les principaux actionnaires sont les AGF, Pargésa et Axa, s'intéresserait au groupe de M. Marc Fournier. Parmi les baisses, on observait les Chargeurs et les Avions Dassault, au lendemain des déclarations de son PDG, M. Serge Dassault, qui juge la situation « très préoccupante ». On apprenait également que la BNP détient dans MMB, un des holdings actionnaires de Matra, 7,55 % du capital.

LONDRES, 28 sept. ↑

Soutenue

La reprise amorcée à la veille du week-end s'est poursuivie lundi dans une ambiance plus optimiste au Stock Exchange. La fermeté de Wall Street vendredi et les bons résultats de société ont appuyé le mouvement, annulant le choc provoqué la semaine dernière par les statistiques du commerce extérieur. L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en hausse de 19,7 points à 1 851,3. Storehouse a été stimulée par l'OPA de 2 milliards de livres (environ 20 millions de francs) lancée sur elle par Benlox Holding. Cette petite firme d'ingénierie et d'investissement, qui a acheté 0,31 % des actions Storehouse, offre onze de ses titres pour deux du groupe de distribution. L'objectif de Benlox est de fractionner Storehouse en plusieurs divisions pour les revendre séparément en ne conservant que quelques activités immobilières.

Cette offre a été repoussée par le président de Storehouse tout comme celle, précédemment, du groupe immobilier Mountleigh. Une autre tentative d'OPA est suivie avec attention. Il s'agit de celle du groupe financier néo-zélandais Equiticorp sur Guinness Peat. Equiticorp a encore augmenté sa participation pour la porter à 44,3 %, contre 42 %. Quant au patron de presse, M. Maxwell, il aurait renoncé *« pour l'instant »* à prendre le contrôle de cette banque.

TOKYO, 29 sept. ↑

Optimiste

Le marché des valeurs de la Bourse de Tokyo a très bien accueilli l'accord du groupe des Sept mardi. L'indice Nikkeï a progressé de 160,66 yens, pour terminer à 25 998 yens, tandis que l'indice général perdait 0,99 point, à 2 139,15 points. Ces chiffres masquent un comportement irrégulier des valeurs au cours de la séance, en raison notamment de prises de bénéfices intervenues après une forte hausse à l'ouverture la veille (le Nikkeï avait gagné 324,55 lundi).

Parmi les valeurs bénéficiaires, on retrouve Toshiba, Sony, Kokusai, Mitsubishi Cable, Nippon Steel, Sumitomo Metal, Mitsubishi Metal, Sumitomo Bank.

L'indice de production industrielle du Japon accuse une baisse au mois d'août de 0,6 % par rapport au mois précédent, où il avait enregistré une hausse de 1 %.

VALEURS	Cours du 28 sept.	Cours du 29 sept.
Akaï	503	509
Bridgestone	1 240	1 280
Canon	1 170	1 260
Fuji Bank	3 380	3 200
Honda Motors	1 640	1 690
Matsushita Electric	2 800	2 840
Mitsubishi Heavy	675	675
Sony Corp.	5 140	5 500
Toyota Motors	2 120	2 160

FAITS ET RÉSULTATS

● **RFA : 49 nouvelles sociétés cotées en 1986.** — Un total de 113 nouvelles sociétés par actions (AG) ont fait leur apparition sur les Bourses ouest-allemandes en 1986, portant le total de sociétés cotées à 2 190 à la fin de l'année, a indiqué, le 28 septembre, un communiqué de l'Office statistique fédéral de Wiesbaden. Dans le même temps, 64 sociétés par actions ont disparu, portant ainsi l'accroissement net à 49 firmes sur l'année, a précisé l'Office.

Plus de la moitié des sociétés par actions, en RFA, ont une taille réduite, avec un capital social inférieur à 10 millions de deutschemarks, tandis que seules 17 d'entre elles disposent d'un capital supérieur au milliard de deutschemarks, selon le communiqué.

● **La banque japonaise Dai-chi ouvre une succursale à Paris.** — La plus grande banque commerciale du Japon, Dai-chi, a annoncé l'ouverture d'une succursale à Paris le 30 septembre, afin de promouvoir ses activités financières à l'étranger. C'est la douzième succursale que la banque ouvre hors du Japon.

● **M. Warren Buffett prend 12 % de Salomon Inc.** — La société Berkshire Hathaway, contrôlée par l'investisseur Warren Buffett, a pris, pour 700 millions de dollars, 12 % du capital de Salomon Inc., filiale de Salomon Brothers, la première société d'investissement à Wall Street. M. Buffett, qui devient le deuxième plus gros actionnaire de Salomon, disposera de deux sièges au conseil d'admistration. Il s'est engagé à ne pas chercher, pendant sept années, à accroître sa participation au-delà de 20 %.

● **Roussel-Uclaf : résultats en hausse.** — La société Roussel-Uclaf, filiale pharmaceutique française du groupe allemand Hoechst, a annoncé, le 28 septembre, que son résultat net consolidé au premier semestre 1987 était de 350 millions de francs, contre 211 millions au premier semestre 1986. Cette hausse est principalement due à la vente, pour 210 millions de francs, de la société de parfums Rochas à l'allemand Wella. La baisse du dollar a pesé sur le chiffre d'affaires de la société, qui s'est réduit, passant de 5,3 milliards de francs à 4,88 milliards de francs.

● **Le chiffre d'affaires de Darty en hausse.** — Le groupe Darty a enregistré une hausse de 11,5 % de son chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'an dernier, soit 2,64 milliards de francs, pour le premier semestre de l'exercice 1987-1988.

● **BIC se porte bien.** — Le groupe BIC a réalisé, au premier semestre 1987, un bénéfice net de 196 millions de francs, soit une hausse de 4 % par rapport aux six premiers mois de 1986. L'ensemble des ventes hors taxe s'est accru de 2 % en valeur, à 3,23 milliards de francs sur la même période.

● **Epeda-Bertrand Faure en croissance.** — Le groupe Epeda-Bertrand Faure annonce un chiffre d'affaires (hors Luchaire) de 2,2 milliards de francs au cours du premier trimestre 1987, contre 1,7 milliard pour la période correspondante l'an passé. Le résultat net s'élève, avant participation des salariés, à 108,3 millions de francs sur les six premiers mois de 1987, contre 60,3 millions au premier semestre 1986.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1195	1195	Marzotto	440	445
Alain Manoukian	515	522	Merlin Immobilier	290	290
Asystel	560	517	Métallurg. Minière	144 50	145
B.A.C.	520	505	Métrologie Internat.	389	373 o
B. Demachy & Assoc.	780	780	Métroservice	235	220
B.I.C.M.	950	950	M.M.B.M.	680	691
B.I.P.	572	570	Molex	313	322
Bolloré Technologies	1095	1080	Navale-Delmas	780	790
Buitoni	780	789	Olivetti-Logabax	410	415
Câbles de Lyon	1201	1185	Om. Gest.Fin.	476	462
Calberson	1000	970	Petit Bateau	238	240
Cardif	2180	....	Petroligaz	488	480
C.D.M.E.	1074	1070	Pier Import	361	368
C. Equip. Elect.	305	308	Rexel	1385	1355
C.E.G.I.D.	1215	1215	St-Gobain Emballage	1600	1505
C.E.G.E.P.	220	218	St-Honoré Matignon	210	210
C.E.P.-Communication	1341	1336	S.C.G.P.M.	288	285
C.G.I. Informatique	740	740	Sema-Metra	700	680
Ciments d'Origny	630	642	S.E.P.	1635	1550
C.N.I.M.	385	390	S.E.P.R.	1601	1580
Concept	245	245	Sligos	1435	1363
Conforama	790	800	S.M.T.Goupil	360	350
Dafsa	281	281 50	Sodinforg	1080	1080
Dauphin O.T.A.	3280	3285	Sofibus	356	355
Devanlay	2350	2335	Sopra	1080	1055
Deville	960	950	TF 1	200	205
Dmont-Ch. convert.	....	....	Union Financ. de Fr.	492	533 d
Editions Belfond	265	260	Valeurs de France	370	370
Elect. S. Dassault	651	630			
Elysées Investiss.	32 70	33 30			
Expand	815	801			
Filipacchi	635	630			
Guintoli	1080	....			
Guy Degrenne	1016	....			
I.C.C.	258	256			
IDIA	225	223			
I.G.F.	194	192			
IN Informatique	250	235			
Int. Metal Service	200	204			
La Commande Electr.	680	576 o			
Le gd livre du mois	381	381			
Loca Investissement	290	291			
Locamic	260	245			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 28-09-87 à 14 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1700	137,5	–	–	–	63	–	–	–
Paribas	440	21,5	33	41	–	19,9	25	–	–
Peugeot	1550	153	–	273	–	62	90	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 28 sept. 1987
Nombre de contrats : 55 003

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	96,60	96,20	95,90	95,95
Précédent	96,75	96,35	95,95	95,90

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,1317 F ↑

Le dollar était en forte hausse mardi sur le marché des changes de Tokyo, où il a franchi à nouveau la barre des 145 yens. Cette progression a surpris les cambistes européens, qui ont alors emboîté le pas. Le billet vert gagnait plus de 4 centimes à 6,1317 F, contre 6,0805 F lundi.

FRANCFORT	28 sept.	29 sept.
Dollar (en DM)	1,8240	1,8385

TOKYO	28 sept.	29 sept.
Dollar (en yens)	144,15	145,90

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (29 sept.)	7 7/16 %
New-York (28 sept.)	7 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	25 sept.	28 sept.
Valeurs françaises	104,60	103,6
Valeurs étrangères	135,7	137,1

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	419	417,6

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	25 sept.	28 sept.
Industrielles	2 570,17	2 601,50

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	25 sept.	28 sept.
Industrielles	1 831,60	1 851,30
Mines d'or	467,10	462,60
Fonds d'Etat	85,45	85,86

TOKYO

	28 sept.	29 sept.
Nikkeï Dow Jones	25837,34	25998
Indice général	2140,14	2139,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

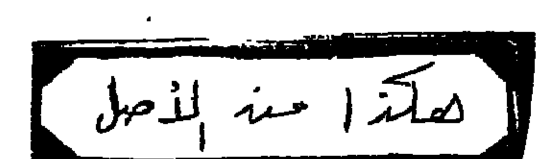
	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou dép. −		SIX MOIS Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	6,1325	6,1345	− 5	+ 10	− 10	+ 15	+ 30	+ 110
$ can.	4,6859	4,6911	− 75	− 57	− 147	− 117	− 417	− 340
Yen (100)	4,1960	4,2003	+ 115	+ 137	+ 212	+ 242	+ 707	+ 793
DM	3,3275	3,3303	+ 95	+ 112	+ 191	+ 214	+ 605	+ 668
Florin	2,9568	2,9592	+ 60	+ 71	+ 115	+ 131	+ 393	+ 440
F.B. (100)	16,0495	16,0631	+ 155	+ 237	+ 289	+ 419	+ 1136	+ 1541
F.S.	4,0100	4,0139	+ 128	+ 146	+ 255	+ 280	+ 806	+ 877
L (1 000)	4,6178	4,6263	− 177	− 123	− 361	− 301	− 1031	− 892
£	9,9837	9,9931	− 217	− 174	− 403	− 344	− 994	− 823

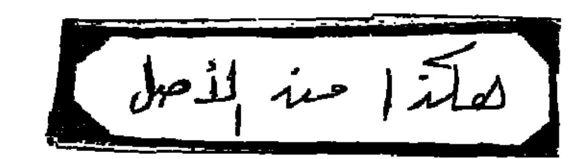
TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 7/8	9 1/8	7 1/2	7 5/8	7 5/8	7 3/4	8 3/16	8 5/16
DM	3 7/8	4 1/8	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4 1/2	4 5/8
Florin	4 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	6	6 1/2	6 1/4	6 9/16	6 5/16	6 5/8	6 3/4	7 1/16
F.S.	58	67	3 9/16	3 11/16	3 5/8	3 3/4	4 3/16	4 5/16
L (1 000)	8 1/2	10	11 3/4	12	12	12 1/2	12 7/8	13 1/8
£	10 1/8	10 3/8	10	10 1/8	10	10 1/8	10 3/8	10 7/16
F. franç.	7 9/16	7 5/8	7 11/16	7 13/16	7 7/8	8	8 1/2	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.







Marchés financiers

BOURSE DU 29 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 55

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1892	4,5 % 1973	1908	1905	1906	− 0 05
4210	C.N.E. 3%	4225	4221	4221 10	− 0 09
1195	B.N.P. T.P.	1182	1182	1182	....
1129	C.C.F. T.P.	1130	1130	1130	....
1271	Créd. Lyon. T.P.	1275	1271	1271	− 0 31
3210	C.G.E. T.P.	3215	3210	3210	− 0 16
1939	Renault T.P.	1940	1930	1930	− 0 51
2043	Rhone-Poul. T.P.	2060	2064	2054	− 0 28
1340	St-Gobain T.P.	1350	1345	1345	− 0 36
1268	Thomson T.P.	1260	1261	1261	+ 0 08
460	Accor	465	460	466	+ 0 22
550	Agence Havas	540	542	538	− 0 37
890	Air Liquide	893	895	896	+ 0 29
2400	Alcatel	2298	2303	2300	+ 0 09
2070	Als. Superm.	2099	2090	2090	− 0 43
475	A.L.S.P.I.	475	474 50	463	− 2 53
365	Alsthom ★	351 50	354	340	− 3 27
2650	Arjom. Prioux	2670	2650	2650	− 0 75
625	Ausedat-Rey	635	641	635	....
1340	Aux. Entrepr. ★	1267	1263	1275	+ 0 63
925	Avions Dassault	980	935	944	− 3 67
550	BAFIP	532	531	531	− 0 19
390	Bail-Equipem. ★	400	390	400	....
825	Bail Investiss.	840	847	839	− 0 12
455	B.N.P. C.I.	409	410	410	+ 0 24
710	Cie Bancaire	640	639	637	− 0 47
515	Bazar H.-V.	508	503	505	− 0 59
540	Béghin-Say ★	536	545	530	− 1 12
865	Berger (Ms)	849	830	830	− 2 24
785	Bic ★	775	776	789	+ 1 88
1380	B.I.S.	1312	1315	1300	− 0 91
2810	Bongrain S.A.	2850	2820	2811	− 1 37
1170	Bouygues	1187	1199	1196	+ 0 76
97	B.P. France	95 10	95 10	95 10	....
5290	B.S.N.	5090	5120	5110	+ 0 39
2460	Cap Gem. S. ★	2390	2385	2355	− 1 46
1400	Carnaud	1400	1399	1399	− 0 07
3380	Carrefour ★	3230	3260	3212	− 0 56
177	Casino	165	166	164 50	− 0 30
136	Casino A.D.P.	135 40	135 40	134	− 1 03
1360	C.C.M.C.	1300	1260	1260	− 3 08
870	Cetelem	833	831	839	+ 0 72
790	Cerus	826	825	825	− 0 12
2040	C.F.A.O.	2006	2015	2001	− 0 25
335	C.G.E.	327	327 50	328	+ 0 31
1350	C.G.I.P. ★	1330	1309	1311	− 1 43
1180	Chargeurs S.A.	1200	1140	1140	− 5
73	Chiers-Châtil.	73 50	73	73	− 0 68
1210	Ciments franç. ★	1227	1220	1214	− 1 06
635	Club Méditerr.	638	633	633	− 0 78
160	Codetel ★	160	160	160	....
320	Cofimeg	314 50	315	310	− 1 43
2240	Colas	2230	2206	2207	− 1 03
275	Compt. Entrepr.	268	265	265	− 1 12
760	Compt. Mod.	760	745	745	− 1 97
1230	Créd. Foncier	1202	1200	1200	− 0 17
515	Crédit F. Imm.	517	517	517	....
126	C.C.F.	128 60	127	128 10	− 0 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
780	Créd. Lyon. (CI)	761	760	763	+ 0 26
1170	Crédit Nat. ★	1121	1140	1105	− 1 43
230	Crouzet ★	225 50	228 60	225	− 0 22
3000	Dassault S.A.	3035	3042	3040	+ 0 16
465	Darty ★	460	456	448	− 2 61
365	Darty (DP)	351 20	350	344	− 2 05
2160	De Dietrich	2100	2110	2100	....
300	Dév. R.d.C. (Li)	318	300	300	− 5 66
600	D.M.C.	608	608	595	− 2 14
465	Drouot Assur.	466	458	458	− 1 72
2450	Docks France ★	2410	2395	2350	− 2 49
1130	Dumez ★	1076	1075	1050	− 2 33
1310	Eaux (Gén.)	1260	1257	1250	− 0 79
1410	Ecco ★	1420	1410	1390	− 2 11
1020	Electro-Finan.	990	960	961	− 2 93
385	Elf-Aquitaine	349	350	347 50	− 0 42
300	− (certific.)	298 60	308	303	+ 1 17
970	Epeda-B-Faure	977	975	975	− 0 20
3870	Essilor	3860	3790	3790	− 1 81
2700	Essilor Int. (DP)	2680	2610	2615	− 2 43
440	Esso S.A.F. ★	422	421	425	+ 0 71
2360	Euràfrance	2332	2305	2360	+ 1 20
1430	Eurocom ★	1400	1400	1374	− 1 86
4190	Euromarché	4340	4345	4355	+ 0 35
730	Europe nº 1 ★	731	731	690	− 5 61
1230	Exor ★	1220	1216	1225	+ 0 41
780	Facom	745	750	722	− 3 09
1250	Fichet-bauche	1090	1090	1090	....
210	Finextel ★	211 60	210	212	+ 0 24
165	Fives-Lille	166	164	164	− 1 20
1290	Fromageries Bel	1332	1320	1318	− 1 05
1390	Gal. Lafayette ★	1388	1370	1381	− 0 51
435	Gascogne	439	437	437	− 0 46
2190	Gaz et Eaux	2200	2200	2235	+ 1 59
585	Géophysique ★	557	580	532	− 4 49
2690	Gerland	2660	2650	2650	− 0 38
760	GTM-Entrepose	765	780	750	− 1 96
725	Guyenne-Gas. ★	717	725	715	− 0 28
2820	Hachette ★	2781	2805	2780	− 0 04
765	Hénin (La)	770	765	765	− 0 65
1610	Hutchinson	1450	1525	1510	+ 4 14
188	Imétal	194	194	193 50	− 0 26
375	Imm. Plaine-M.	388	390	391	+ 0 77
5170	Inst. Mérieux	5060	5060	5110	+ 0 99
520	Interbail ★	531	540	530	− 0 19
1470	Intertechnique	1430	1405	1420	− 0 70
820	J. Lefebvre	807	813	800	− 0 87
1640	Lab. Bellon	1600	1571	1578	− 1 38
1730	Lafarge-Coppée	1740	1746	1732	− 0 45
1510	Lebon ★	1500	1499	1490	− 0 67
3270	Legrand ★	3129	3144	3138	+ 0 22
2780	Legrand (DP) ★	2780	2800	2776	− 0 18
810	Leroy-Somer ★	815	811	811	− 0 49
1830	Lesieur	1885	1870	1870	− 0 80

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
705	Locabail Immob.	720	710	719	− 0 14
695	Locafrance ★	630	620	602	− 4 44
875	Locindus	880	861	854	− 0 70
1170	L. Vuitton S.A ★	1170	1171	1172	+ 0 17
500	Luchaire	510	505	502	− 1 57
1430	Lyonn. Eaux ★	1395	1393	1380	− 1 08
77	Mais. Phénix	76 10	77	81	+ 6 44
800	Majorette (Ly)	841	845	845	+ 0 48
445	Mar. Wendel ★	430	430 10	421 50	− 1 98
1790	Martell	1766	1780	1780	+ 0 79
2200	Matra	2189	2180	2180	− 0 41
2500	Merlin-Gerin ★	2739	2745	2781	+ 1 53
330	Michelin	329 50	327	326	− 1 06
1360	Midi (Cie)	1353	1360	1330	− 1 69
300	Midland Bk SA ★	293	293	290	− 1 02
1320	Min. Salaig. (Ms)	1385	1395	1395	+ 0 72
58	M.M. Penarroya	55 95	56	56	+ 0 09
2870	Moët-Hennessy	2845	2845	2845	....
83	Moulinex	81	83 20	82 65	+ 2 04
1130	Navig. Mixtes	1080	1107	1109	+ 2 69
159	Nord-Est	159 10	157 30	157 30	− 1 13
470	Nordon (Ny)	470	470	470	....
675	Nouvelles Gal.	656	630	630	− 3 96
1140	Occident. (Gén.)	1114	1120	1120	+ 0 54
1580	Omn.F.Paris	1560	1520	1520	− 2 56
215	Olida-Caby	216 50	220	225	+ 3 93
420	Opfi-Paribas	415	415	408	− 1 69
3910	Oréal (L')	3740	3759	3725	− 0 40
430	Paribas	431 50	430 50	429 50	− 0 45
650	Paris-Réesc. ★	619	625	613	− 0 97
1360	Pechelbronn ★	1321	1325	1305	− 1 21
1250	Penhoet	1250	1250	1221	− 2 32
970	Pernod-Ricard	936	929	927	− 0 96
1630	Peugeot S.A.	1610	1615	1585	− 1 54
17	Poclain	17 80	18 20	18 45	+ 3 65
2400	Poliet	2370	2385	2385	+ 0 63
700	P.M. Labinal	704	738	734	+ 4 26
3650	Presses Cité	3698	3695	3695	− 0 08
1170	Prétabail Sic.	1195	1195	1193	− 0 17
780	Primagaz	755	750	752	− 0 40
735	Printemps ★	740	749	755	+ 2 03
2150	Promodès	2160	2201	2220	+ 2 78
480	Prouvost S.A ★	490	490	500	+ 2 04
1770	Radiotechn.	1735	1760	1760	+ 1 44
98	Raff. Dist. Total	96 50	95	95 90	− 0 62
3450	Redoute (La) ★	3450	3460	3451	+ 0 03
450	Rober financière	448	445	445	− 0 67
1500	Roussel-Uclaf	1504	1496	1490	− 0 93
....	Roussel-C.N.L.	....	....	....	....
5350	R. Impériale (Ly)	5290	5220	5220	− 1 32
215	Sade	212	211	211	− 0 47
1750	Sagem ★	1815	1817	1810	− 0 28
515	Saint-Gobain	500	506	507	+ 1 40
1340	St-Louis B.	1390	1389	1368	− 1 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1840	Salomon	1821	1818	1818	− 0 16
1650	Salvepar	1690	1705	1705	+ 0 89
780	Sanofi	795	800	796	....
755	S.A.T. ★	721	735	712	− 1 25
1530	Saupiquet (Na)	1491	1496	1496	+ 0 34
450	Schneider ★	440	440	439	− 0 23
123	S.C.O.A.	127 80	127	127	− 0 63
840	S.C.R.E.G.	821	830	830	+ 1 10
1030	Seb ★	1000	995	960	− 4
430	Sefimeg ★	434	432	437 90	+ 0 90
1360	S.F.I.M.	1370	1400	1360	− 0 73
66	S.G.E.	66 85	66	66	− 1 27
565	Signaux ★	577	579	566	− 1 91
990	Silic	1020	993	993	− 2 65
570	Simco-U.P.H. ★	579	579	577	− 0 35
380	Simnor (Li)	375	375	375	....
1270	Skis Rossignol	1290	1295	1262	− 2 17
665	Siminco	685	692	683	− 0 29
420	Société Générale	418	418	418	....
220	Sodecco	210	204	204	− 2 86
235	Sodero (Na)	235	235	235	....
2790	Sodexho	2740	2740	2750	+ 0 36
140	Sogenal (Ny)	139	....	....	....
430	Sogerap	420	420	420	....
3050	Somm-Allib. ★	2990	3010	2950	− 1 34
870	Source Perrier	866	881	861	− 0 46
1100	Sovac ★	1060	1045	1018	− 3 05
550	Spie-Batignol.	559	556	555	− 0 72
620	Strafor ★	644	637	634	− 1 55
360	Synthelabo ★	343	340	340 10	− 0 86
660	Talcs Luzenac	669	680	665	− 0 60
3670	Tél. Elect.	3795	3785	3810	+ 0 40
1320	Thomson-C.S.F.	1287	1290	1250	− 2 86
425	Total (CFP) ★	407	410	401 50	− 1 35
98	− (certific.)	92	91 60	93 70	+ 1 85
1950	T.R.T. ★	1980	1980	2020	+ 2 02
550	U.F.B.	504	500	499	− 0 99
1220	U.I.C. ★	1225	1220	1225	....
585	U.I.F. ★	582	571	581	− 0 17
845	U.I.S.	872	881	881	+ 1 03
290	U.C.B. ★	262 90	266	266	+ 1 18
685	Unibail	705	705	687	− 2 55
680	Valéo	684	690	688	+ 0 58
68	Vallourec	69	70	70 90	+ 2 75
450	Via Banque	465	460 10	458	− 1 51
950	Elf-Gabon	951	941	941	− 1 05
159	Amax Inc.	173	171	171	− 1 16
215	Amer. Express	224	213 50	214	− 4 46
193	Amer. Teleph.	207 70	211 50	211	+ 1 59
162	Anglo Amer. C.	162 80	160 50	160 50	− 1 41
755	Amgold	740	730	732	− 1 08
1110	BASF (Akt)	1131	1141	1140	+ 0 80
1190	Bayer	1176	1216	1212	+ 3 06

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
132	Buffelsfont.	135	133 50	136	+ 0 74
225	Chase Manh.	228 60	239	240	+ 5 03
95	De Beers	98 50	96 40	97 20	− 1 32
2280	Deutsche Bank	2277	2297	2297	+ 0 88
1180	Dresdner Bank	1181	1192	1192	+ 0 93
166	Driefontein Cst	166 20	164 50	164 50	− 1 02
680	Du Pont-Nem.	727	743	740	+ 1 79
600	Eastman Kodak	625	636	637	+ 1 92
83	East Rand	84 80	83	83 10	− 2
310	Electrolux	315 10	314	314	− 0 35
225	Ericsson	226 10	228 80	228 80	+ 1 19
580	Exxon Corp.	591	603	603	+ 2 03
615	Ford Motors	589	609	609	+ 3 40
103	Freegold	104	102 80	102 60	− 1 35
137	Gencor	141	137 60	137 80	− 2 27
380	Gén. Electr.	379 50	387	387	+ 1 98
580	Gén. Belgique	580	578	580	....
510	Gen. Motors	513	507	507	− 1 17
140	Goldfields	146 90	146 50	146 50	− 0 27
57	GdMetropolitain	57 55	58 05	58 05	+ 0 87
99	Harmony	102 50	100 50	100	− 2 44
57	Hitachi	65 30	64 60	64 60	− 1 07
1060	Hoechst Akt.	1063	1070	1070	+ 0 66
158	Imp. Chemical	160 10	161 40	161 30	+ 0 75
915	IBM	949	939	935	− 1 48
385	ITT	375 50	386	385	+ 2 53
160	Ito-Yokado	165 20	167 90	167 80	+ 1 57
106	Matsushita	118 10	118 10	118 10	....
1210	Merck	1219	1253	1253	+ 2 79
465	Minnesota M.	495	505	505	+ 2 02
285	Mobil Corp.	298	303	304	+ 2 01
280	Morgan J.P.	289	288 50	288 50	− 0 17
44800	Nestlé	44000	44890	44980	+ 2 25
235	Norsk Hydro	230	232	232	+ 0 87
250	Ofsil	255	251 10	251 10	− 1 53
2070	Petrofina	2125	2125	2124	− 0 05
670	Philip Morris	714	732	733	+ 2 66
150	Philips	151 30	152 50	152 50	+ 0 79
126	Placer Dome	127	129	128	+ 0 79
520	Quilmès	520	500	505	− 2 88
790	Randfontein	810	805	805	− 0 62
755	Royal Dutch	791	805	805	+ 1 77
134	Rio Tinto Zinc	138 10	136 30	136 30	− 1 30
115	St Helena Co	115	116	115	....
275	Schlumberger	285	289 50	288	+ 1 05
131	Shell transp.	137 60	138 10	138 10	+ 0 36
2160	Siemens A.G.	2162	2201	2201	+ 1 80
210	Sony	215 80	229 90	229	+ 6 12
210	T.D.K.	224 90	233 50	238 50	+ 6 05
31	Toshiba Corp.	34 35	34 25	34 25	− 0 29
406	Unilever	410	418 50	420	+ 2 44
325	Unit. Techn.	344 50	358	358	+ 3 92
825	Vaal Reefs	847	830	830	− 2 01
385	Volvo	382	381 10	381 10	− 0 24
380	West Deep	391 10	385	385 30	− 1 48
480	Xerox Corp.	482	480	480	− 0 41
2 51	Zambia Corp.	2 65	2 64	2 63	− 0 75

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9122	..
Emp. 8,80 % 77	125 01	3 126
9,80 % 78/93	100 02	2 142
10,80 % 79/94	102 10	0 767
13,25 % 80/90	105 30	4 308
13,80 % 80/87	100 24	13 195
13,80 % 81/89	105 75	9 755
16,20 % 82/90	113 45	11 540
16 % juin 82	115 20	4 940
14,60 % fév. 83	113 20	8 840
13,40 % déc. 83	112 10	10 380
12,20 % oct. 84	107 30	11 933
11 % fév. 85	103 90	6 660
10,26 % mars 86	98 20	5 663
ORT 12,75 % 83	1770	..
OAT 10 % 2000	95 30	3 443
OAT 9,90 % 1997	100 95	7 893
OAT 9,80 % 1996	96 25	6 524
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	102 16	2 174
CNB Paribas	102 30	2 174
CNB Suez	102 16	2 174
CNI janv. 82	102 16	2 174
PTT 11,20% 85	101 65	8 533
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	104	3 385
CNT 9% 86	89 30	3 895
CRH 10,90% déc. 85	98 20	7 384
Métrologie I. 6% 6/7	70 90	7 070

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1130	....
Agache (Sté Fin.)	2613	2610
A.G.F. (St Cent.)	850	840
Applic. Hydraul.	800	795
Arbel	399	400
Astorg	375	375
Avenir Publicité	690	653
Bain C. Monaco	340	341
Banque Hypoth. Eur.	445	447
Béghin-Say (C.I.)	377	378
B.G.L.	620	620
Biscuit (Gén.)	....	....
Blanzy-Ouest	705	705
B.N.P. Intercontin.	296	299
Bénédictine	5920	5920
Bon-Marché	1100	1100 c
B.T.P.	141 10	141
Caff	794	....
Cambodge	799	790
C.A.M.E.	411	411
Campenon Bern.	395	400
Carbone-Lorraine	740	740
C.E.G.Frig.	680	655

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Centen. Blanzy	2531	2501
Centrest (Ny)	225	....
Cerabati	115	125 70 d
Chambourcy (M.)	959	955
Champex (Ny)	155	....
C.I.C. (Financ. de)	305	300
C.I. Maritime	686	685
Cimsa-Sintra	540	460 o
Citram (B)	550	....
Clause	584	557
Cofradel (Ly)	1917	1917
Cogifi	395	397
Comiphos	611	610
Cie Industrielle	3741	3760
Comp. Lyon-Alem.	660	650
Concorde (La)	920	920
C.M.P.	35 50	38 d
Créd. Gén. Ind.	650	645
Cr. Universel (Cie)	714	710
Créditel	141	140 10
Darblay S.A.	530	551 d
Delalande S.A.	1342	1420
Delmas-Vielj. (Fin.)	1490	1491
Didot-Bottin	890	870
Eaux Bass. Vichy	1321	1379
Eaux Vittel	2735	2735
Economats Centre	569	592 d
Electro-Banque	368	380
Elf-Antargaz	688	688
E.L.M. Leblanc	915	916
Enelf-Bretagne	280	276
Entrepôts Paris	605	600
Epargne (B)	3250	3320
Europ. Accumul.	75	76
Eternit	2845	2855
Finalens	248	247
FIPP	416	413
Fnac	886	869
Foncière (Cie)	560	559
Fonc. Lyonnaise	6090	....
Foncina	498	498
Forinter	1120	....
Fougerolle	371	370
France I.A.R.D.	350	352 10
France (La)	7250	7400
From. Paul Renard	500	498
GAN	1285	1299
Gaumont	535	558
Gévelot	805	837 d
Gr. Fin. Constr.	450	440
Gds Moul. Paris	355	350
Groupe Victoire	3540	3380
G. Transp. Ind.	600	600
H.E.F.	136	134 50
Immindo S.A.	440	440
Immiinvest	305	304
Immobail	385	376
Immobanque	698	700
Immob. Marseille	9700	9800
Immofice	515	512
Invest. (Sté Cent.)	3515	3520
Jaeger	246	245
Lafitte-Bail	445	463 d
Lambert Frères	270	280
Lille-Bonnières	1221	1230
Loca-Expansion	288	285
Locafinancière	355	348

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Locatel	721	721
Louvre (Sté)	1639	1601
Lucia	....	....
Machines Bull	46 80	46 60
Magasins Uniprix	237	230
Magnant S.A.	120	....
Maritimes Part.	342 50	343
Métal Déployé	418	420
Mors	149	143 90
Navig. (Nat. de)	83 50	82 50
OPB Paribas	305 10	303
Optorg	225	225
Oréal (L') C.I.	2390	2390
Origny-Desvroise	1175	1200
Palais Nouveauté	854	....
Paribas-CIP	428	428
Paris France	300	290
Paris-Orléans	345	349
Partenhel	820	771
Patern. Résq. Div.	1380	1380
Pathé-Cinéma	776	733
Pechiney (cert. inv.)	345	352
Piles Wonder	1200	1200
Piper-Heidsieck	845	845
P.L.M.	162	158
Porcher	680	675
Promodès	1386	1371
Providence S.A.	1750	1790
Publicis	3050	3050
Raff. Souf. R.	140	140
Rhône-Poul. (c. inv.)	455	458
Ricqlès-Zan	286	....
Rochefortaise S.A.	560	583 d
Rochette-Cenpa	65	....
Rosario (Fin.)	1200	1210
Roudière	210	246 40 d
Rougier et Fils	90	88 10
Sacer	530	525
SAFAA	378	370
Safic-Alcan	925	925
SAFT	1910	1900
Saga	290	280
St-Gobain C.I.	465	460
Salins du Midi	519	520
Sanofi	....	....
Santa-Fé	150	148
Satam	150	129 60 o
Saulnes	64 10	65
Savoisienne (M)	250	248
SCAC	700	700
Senelle-Maubeuge	589	566 o
S.E.P. (M)	210	202
Serv. Equip. Véh.	108	108
Sicli	254	265
Sicotel	305	305
Simin	254 50	250
Siph (Plant. Hévéas)	394	396
Sté Générale-CIP	406	409
Sofal financière	1960	1980
Sofio	440	450
Soficomi	781	779
S.O.F.I.P. (M)	170	163 20 o
Sofragi	1165	1180
Soudure Autog.	516	520
Sovabail	696	696
S.P.I.	700	679

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Suez (Fin. de)-CIP	1520	....
Stemi	976	951
Taittinger	1892	1890
Testut-Aequitas	589	613 d
Tour Eiffel	565	543 o
Ufiner S.M.D.	726	726
U.A.P.	3425	3425
U.T.A.	1410	1430
Veuve Clicquot	3900	3899
Vicat	1550	1500
Viniprix	2190	2190
Virax	175 50	175 90
Waterman S.A.	698	699
Brass. du Maroc	144	139

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1060	1110
Akzo	506	486
Alcan Alum	219	228
Algemene Bank	142	140
American Brands	360 80	355
Am. Petrofina	424	....
Arbed	268	....
Asturienne Mines	194	190
Bco Pop Espanol	490	465
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	3210	3700 d
B. Régl. Internat.	59000	59400
Br. Lambert	650	640
Canadian-Pacific	129	130 80
CIR	30	....
Commerzbank	985	970
Dart. and Kraft	343 90	343 90
De Beers (port.)	90	....
Dow Chemical	637	672
Gén. Belgique	580	580
Gevaert	1256	1275
Glaxo	161 50	162
Goodyear	430	432
Grace and Co	405 50	405
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	496	495
I. C. Industries	225	246
Johannesburg	1539	....
Kubota	26	....
Latonia	272	272
Midland Bank Plc	56 10	55
Mineral-Ressourc.	90	90
Nixdorf	2701	2830
Noranda	162	164 50
Olivetti	36 50	35 50
Pakhoed Holding	250	251
Pfizer Inc.	430	418
Procter Gamble	586	600
Ricoh Cy Ltd	55	55
Rolinco	320	324
Robeco	333 60	336
Rodamco	436	435
Saipem	18 30	18 10
Shell fr. (port.)	130	....
S.K.F. Aktiebolag	361	....
Steel Cy of Can.	115	....
Tenneco	335	329
Thorn EMI	71 70	72
Toray indust. inc	38 60	38
Vieille Montagne	900	945
Wagons-Lits	887	900
West Rand	32	30 20

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Calciphos	319	300
C.E.M.	....	....
Cochery	162 30	....
Cogenhor	149 60	161 50 d
C. Occid. Forestière	180	180
Copazax	425	425
Dubois Inv. (Casto.)	1020	1020
Gachot	202	200
Hydro-Energie	320	325
Hoogovens	250	....
Metroservice	65	65 10
Nicolas	895	....
Paternelle-R.D.	3400	....
Révillon	385	....
Rorento N.V.	151 20	151 20
S.P.R.	560	506 o
Ufiner	380	....
Union Brasseries	117 70	....

SICAV (sélection) 29/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	835 57	815 19 ◆
Actilion	206 91	201 37 ◆
Actions France	481 53	473 76 ◆
Action Invest.	396 16	378 20 ◆
Actions sélectives	630 26	607 48 ◆
Aedificandi	640 09	616 95 ◆
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1299 27	1267 58 ◆
A.G.F. 5000	628 39	613 06 ◆
A.G.F. ECU	1070 64	1060 04 ◆
A.G.F. Interfonds	451 28	440 27 ◆
A.G.F. Invest	108 81	106 16 ◆
A.G.F. OBLIG.	1081 86	1076 48 ◆
A.G.F. Sécurité	10262 40	10262 40 ◆
Agfimo	671 04	654 67 ◆
Altefi	210 99	203 36 ◆
A.L.T.O.	184 11	177 46 ◆
Ameri-Gan	5957 24	5887 10 ◆
America-Valor	792 82	756 87 ◆
Amplitude	571 51	554 86 ◆
Arbitrages court terme	5496 84	5485 86 ◆
Argonautes	436 90	423 15 ◆
Associ Première	24826 22	24826 22 ◆
Asocic	1162 28	1162 28 ◆
Aurecic	1428	1386 41 ◆
Axa Europe	116 70	111 41 ◆
Axa Investissements	127 24	121 47 ◆
Bourse-Investiss.	476 38	454 78 ◆
Bred Associations	2664 71	2656 74 ◆
Bred International	101 25	99 26 ◆
Capital Plus	1685 10	1685 10 ◆
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convertimmo	403 78	389 25 ◆
Cortal court terme	1263 56	1263 56 ◆
Cortal Indéx. trim.	1050 01	1029 93 ◆
Cortexa	975 88	931 63 ◆
Credinter	523 71	508 46 ◆
Croissance France	288 05	275 65 ◆
Croissance Immobilière	676 28	645 61 ◆
Croissance Mercure	2591 49	2518 01 ◆
Croissance Prestige	395 20	377 28 ◆
Drouot-France	718 22	685 65 ◆
Drouot-Investiss.	1199 56	1145 16 ◆
Drouot-Sécurité	250 20	249 40 ◆
Drouot-Sélection	136 04	129 87 ◆
Ecucic	1173 50	1156 16 ◆
Ecureuil Privatisations	310 94	301 88 ◆
Elicoop Sicav	11284 47	11284 47 ◆
Eli-Valeurs	9523 38	9291 10 ◆
Energie	289 02	276 91 ◆
Eparcic	2798 79	2781 20 ◆
Eparcourt Sicav	4071 26	4061 11 ◆
Epargne Associations	24387 88	24381 34 ◆
Epargne-Capital	7820 58	7743 15 ◆
Epargne-Croiss.	1690 74	1645 49 ◆
Epargne-Industr.	812 12	775 29 ◆
Epargne-Inter	728 95	709 44 ◆
Epargne J	53278 07	53278 07 ◆
Epargne-Long-Terme	1767 90	1710 86 ◆
Epargne-Oblig.	185 82	180 85 ◆
Epargne-Quatre	1009 46	1009 46 ◆
Epargne-Unie	1356 17	1294 67 ◆
Epargne-Valeur	440 67	428 78 ◆
Eparoblig	1259 36	1256 85 ◆
Epsilon	1014 87	1004 82 ◆
Eurocic	9800 27	9855 44 ◆
Euro-Croissance	596 94	579 56 ◆
Eurodyn	1154 44	1118 49 ◆
Euro-Gan	5209 31	4973 09 ◆
Extrême Orient Sicav	598 25	580 83 ◆
Finord Placement	60374 26	60193 68 ◆
Finord Valorisation	13310 62	13049 63 ◆
Fonsicav (div. par 10)	10828 50	10828 50 ◆
Foncival	274 37	261 93 ◆
France-Gan	6377 31	6088 12 ◆
France-Garantie	274 74	274 19 ◆
France-Investiss.	510 38	487 24 ◆
France-Net	119 99	118 80 ◆
France-Obligations	432 73	428 45 ◆
Francic	418 17	405 99 ◆
Francic Pierre	99 66	96 76 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1133 27	1100 26 ◆
Fructi-Associations	1340 83	1340 83 ◆
Fructicapi	305 16	300 65 ◆
Fructicourt	105838 68	105838 68 ◆
Fructidor	247 34	243 68 ◆
Fructifrance	847 60	826 93 ◆
Fructimmo	251 10	251 10 ◆
Fructivalor	562 77	549 04 ◆
Fructivar	82335 09	82129 77 ◆
Fructi ECU	568 18	559 78 ◆
Fructi-Première	11009 89	10847 18 ◆
Futuroblig	1017 29	1018 27 ◆
Gestilion	59894 86	58952 73 ◆
Gestion Amérique	374 83	357 83 ◆
Gest. France Europe	105 44	100 66 ◆
Gestion Orient	197	188 07 ◆
Gestion Sécuricourt	10636 91	10531 59 ◆
Gestion Sicavimmo	761 07	726 56 ◆
Gestion Uni-Japon	1559 98	1489 24 ◆
Gestion Associations	162 89	159 31 ◆
Gestion Mobilière	776 05	739 90 ◆
Gest. Rendement	469 08	447 81 ◆
Gest. Sél. France	757 84	723 28 ◆
Haussmann Associat.	1178 08	1178 08 ◆
Haussmann court terme	1201 79	1201 79 ◆
Haussmann Epargne	1355 17	1355 17 ◆
Haussmann Europe	2407 40	2320 39 ◆
Haussmann France	1073 89	1035 07 ◆
Haussmann Oblicroiss.	1272 07	1272 07 ◆
Haussmann Obligation	1477 01	1423 62 ◆
Horizon	1179 51	1145 16 ◆
I.M.S.I.	608 82	581 21 ◆
Indo-Suez Valeurs	785 74	750 11 ◆
Interoblig.	11821 73	11367 05 ◆
Intersélect France	482 73	460 84 ◆
Intervaleurs Indust.	695 74	664 19 ◆
Invest. net	14298 29	14287 76 ◆
Invest.Obligataire	17686 58	17651 29 ◆
Japacic	190 06	184 52 ◆
Jeune épargne	240 96	237 40 ◆
Laffitte-Amérique	286 22	273 24 ◆
Laffitte-crt-terme	58437 19	58437 19 ◆
Laffitte-Expansion	893 38	852 87 ◆
Laffitte-France	346 69	331 16 ◆
Laffitte-Immobilière	257 41	245 74 ◆
Laffitte-Japon	361 91	345 50 ◆
Laffitte-Oblig.	144 81	138 24 ◆
Laffitte-Placements	64017 12	64017 12 ◆
Laffitte-Rend.	217 34	207 48 ◆
Laffitte-Tokyo	1379 71	1317 16 ◆
Lion-Associations	11344 77	11344 77 ◆
Lion court terme	115070 62	115070 62 ◆
Lion-Institutionnels	22780 62	22733 79 ◆
Lionplus	69863 65	69162 23 ◆
Livret portefeuille	681 18	661 34 ◆
Méditerranée	191 95	183 25 ◆
Minimax	25695 26	25695 26 ◆
Mondiale Investissem.	490 54	468 30 ◆
Monecic	5532 81	5532 81 ◆
Monodem	51282 91	51282 91 ◆
Moné J.	55007 96	55007 96 ◆
Monelibre	268165 53	268165 53 ◆
Monevalor	62690 45	62690 45 ◆
Multi-Obligations	425 21	405 93 ◆
Mutuelle Unie Sél.	165 18	157 69 ◆
Natio-Assoc.	6543 60	6530 54 ◆
Natio-Epargne	13467 18	13333 84 ◆
Natio-Immobilier	1028 48	959 01 ◆
Natio-Inter.	1148 76	1119 01 ◆
Natio-Obligations	538 39	523 98 ◆
Natio-Patrimoine	1527 10	1486 23 ◆
Natio-Placements	64441 06	64441 06 ◆
Natio-Revenu	1011	1000 99 ◆
Natio-Sécurité	54072 59	54072 59 ◆
Natio-Valeurs	742 64	722 78 ◆
Nippon-Gan	5578 82	5325 84 ◆
Nord-Sud Développ.	1188 58	1187 19 ◆
Normex F	13479 42	13215 12 ◆
Oblicic Régions	1018 22	1001 20 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Oblicoop Sicav	1385 02	1338 25 ◆
Obligations Convert.	454 47	433 86 ◆
Oblilion	1074 74	1084 10 ◆
Optimavalor	682 82	651 86 ◆
Paramérique	601 48	574 21 ◆
Pareurope	891 25	850 84 ◆
Paribas Croissance	680 18	652 45 ◆
Paribas Epargne	15546 38	15515 35 ◆
Paribas France	111 16	107 92 ◆
Paribas Opportunités	119 95	116 46 ◆
Paribas Patrimoine	571 85	549 54 ◆
Paribas Revenu	93 67	92 74 ◆
Parnasse-Valor	1086 81	1085 72 ◆
Patrimoine-Retraite	1628 45	1596 52 ◆
Phenix Placements	247 05	245 82 ◆
Pierre Investiss.	765 77	731 05 ◆
Placement A	1078 63	1078 63 ◆
Placement crt-terme	71028 37	71028 37 ◆
Placement J	55414 96	55414 96 ◆
Placement Premier	52849 21	52849 21 ◆
Placements Rendement	10843 17	10843 17 ◆
Placements Sécurité	105447 27	105447 27 ◆
Planinter	1062 70	1036 78 ◆
Première Obligations	10539 36	10518 32 ◆
Priv'Association	21882 82	21882 82 ◆
Province Investiss.	568 96	543 18 ◆
Quartz	118 73	113 85 ◆
Rentacic	162 94	160 53 ◆
Revenus Trimestriels	5461 52	5407 45 ◆
Revenu Vert	1124 15	1123 03 ◆
Rivoli Plus	1069 82	1021 31 ◆
St-Honoré Assoc.	14081 64	14011 58 ◆
St-Honoré Bio-aliment.	879 53	839 65 ◆
St-Honoré Pacifique	612 21	584 45 ◆
St-Honoré P.M.E.	493 48	471 10 ◆
St-Honoré Réel	11406 65	11381 21 ◆
St-Honoré Rendement	11360 13	11303 61 ◆
St-Honoré Services	531 61	511 16 ◆
St-Honoré Technol.	823 29	785 96 ◆
St-Honoré Valor	12154 16	12057 70 ◆
Sécuricic	10889 16	10888 17 ◆
Sécur. Mobilière	401 27	383 07 ◆
Sécuri Taux	10558 30	10558 30 ◆
Sélection Croissance	566 45	548 95 ◆
Sicavdan (Caudan BP)	736 67	724 70 ◆
Sicav-Associations	1408 70	1406 69 ◆
S.F.I. fr. et étr.	673 81	654 18 ◆
Sicav 5000	367 51	357 67 ◆
S.I. Est	1430 81	1365 93 ◆
Slivafrance	586 90	580 92 c
Slivam	465 72	443 52 ◆
Slivarente	208 63	206 55 ◆
Slivinter	469 33	447 04 ◆
S.N.I.	1359 33	1319 74 ◆
Sogepargne	380 61	368 76 ◆
Sogepremière	63012 19	61176 88 ◆
Sogerec	49501 47	48059 68 ◆
Sogevalor	77782 52	76935 38 ◆
Sogenar	1178 67	1125 22 ◆
Sogiter	1413 12	1349 04 ◆
Soleil Investiss.	508 10	485 06 ◆
Stratégie Actions	1048 46	1008 13 ◆
Stratégie Rendem.	1042 50	1009 69 ◆
Technocic	1180 26	1156 59 ◆
Techno-Gan	6589 97	6291 14 ◆
Trilion	5088 04	5037 68 ◆
U.A.P. Investiss.	439 22	423 34 ◆
Uni-Associations	111 95	111 95 ◆
Unifrance	502 16	479 38 ◆
Unifoncier	1292 80	1234 18 ◆
Uni-Garantie	1276 42	1251 37 ◆
Unigestion	867 19	823 33 ◆
Uni-Régions	3219 09	3073 12 ◆
Unirente	2086 01	2027 09 ◆
Univar	180 74	180 74 ◆
Univers-Actions	1079 98	1044 47 ◆
Univers-Obligations	1541 89	1481 19 ◆
Valorem	584 71	560 94 ◆
Valoblig	59930 67	59337 30 ◆
Valorg	1527 36	1526 83 ◆
Valréal	80214 33	80174 24 ◆

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/9	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 083	6 131	5 880	6 430
ECU	6 923	6 917	....	....
Allemagne (100 DM)	333 410	333	322 500	340 500
Belgique (100 F)	16 066	16 042	15 500	16 400
Pays Bas (100 fl.)	296 220	296 020	286 500	304 500
Danemark (100 krd)	86 790	86 650	83	90
Norvège (100 k)	91 250	91 280	87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 969	9 968	9 650	10 350
Grèce (100 drachmes)	4 380	4 351	3 900	4 800
Italie (1 000 lires)	4 621	4 616	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	401 770	400 800	388 500	408 500
Suède (100 krs)	96 040	95 090	92	98
Autriche (100 sch)	47 386	47 330	45 800	48 700
Espagne (100 pes.)	5 001	5 013	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 231	4 222	3 700	4 600
Canada ($ can 1)	4 635	4 681	4 500	4 900
Japon (100 yens)	4 220	4 196	4 050	4 250

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/9
Or fin (kilo en barre)	90200	90400
Or fin (en lingot)	90760	90650
Pièce française (20 fr)	522	525
Pièce française (10 fr)	352	.....
Pièce suisse (20 fr)	581	576
Pièce latine (20 fr)	522	516
Souverain	654	648
Pièce de 20 dollars	2990	3000
Pièce de 10 dollars	1515	1530
Pièce de 5 dollars	950	.....
Pièce de 50 pesos	3355	3330
Pièce de 10 florins	535	533
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

En Colombie

Le glissement de terrain aurait fait des centaines de victimes

Medellin (*AFP, AP, UPI*). – Le glissement de terrain qui a englouti, le 27 septembre, Villa Tina, un quartier pauvre de Medellin (Colombie), pourrait avoir tué plusieurs centaines de personnes. Outre la centaine de corps qui ont été retrouvés, on aurait dénombré 300 à 500 disparus (les chiffres varient selon les sources). Parmi les morts, figurent plus de trente enfants qui étaient réunis pour célébrer leur communion.

Ce sont des pluies diluviennes qui ont déclenché la catastrophe. Plus de soixante maisons, cent peut-être – des masures faites de vieux pneus, de tôles et de cartons goudronnés, – ont disparu sous la coulée qui atteint, par endroits, 10 mètres d'épaisseur et dont le volume est estimé à 25 000 mètres cubes.

Une foule nombreuse se pressait, le 28 septembre, sur les pentes du « pain de sucre » de Medellin, la colline de 300 mètres de haut qui domine l'est de la ville dont une partie s'est effondrée. Ce sont des parents de victimes, des sauveteurs, parfois même de simples particuliers. Ils fouillent la terre et les décombres avec l'espoir d'y découvrir des survivants. De la boue émergent une poupée, des vêtements d'enfants, des casseroles, un téléviseur. Des pins déracinés gênent le travail des sauveteurs. Ils avaient été plantés pour stabiliser la montagne...

En bas de la colline, des corps sont allongés. Ils seront bientôt transportés à la morgue. Carlos Maria Correa, trente-cinq ans, était en train de regarder une partie de football lorsqu'il a entendu deux explosions. « *J'ai alors vu la montagne s'effondrer sur le quartier et tomber sur ma maison où se trouvaient ma mère, mes frères et mes fils, en tout neuf personnes* », raconte-t-il, l'œil hagard. « *Nous avons entendu un bruit qui ressemblait à une explosion et, peu après, une énorme masse de boue et de rochers nous est tombée dessus*, rapporte Mary Mosquera, qui a perdu trois filles dans la catastrophe. *Elles ont été coincées sous d'énormes rochers et nous n'avons rien pu faire pour les sauver.* »

Aux Etats-Unis

Un bombardier stratégique s'écrase au Colorado

Un bombardier stratégique américain B-1B non armé s'est écrasé lundi 28 septembre au Colorado, au cours d'une mission d'entraînement. Trois des six membres d'équipage ont pu s'éjecter et sont sains et saufs, ont annoncé les autorités américaines, trois autres sont portés disparus.

Selon les premiers témoignages, il semble que le pilote ait pu avertir les contrôleurs aériens que son appareil venait de rencontrer un vol d'oiseaux et tentait de reprendre de l'altitude. Alors qu'il se trouvait à près de 5 000 mètres, deux réacteurs endommagés ont pris feu et l'équipage a tenté de s'éjecter.

L'avion s'est écrasé à environ 3 kilomètres de la base de La Junta (Colorado), où s'entraînent les équipages des bombardiers stratégiques. Déjà, en 1981, un bombardier B-52 s'était écrasé près de cette base, faisant huit victimes.

Cet accident est le premier dont est victime un B-1B de série (soixante-dix sont en service dans l'armée américaine). Un appareil du modèle B-1A, plus ancien, s'était écrasé au cours d'une mission d'entraînement, en août 1984, causant la mort du pilote et de deux membres d'équipage, dans le désert de Mojave en Californie.

Quadriréacteur à flèche variable conçu pour emporter des bombes nucléaires dans des missions à grande vitesse et basse altitude, le B-1B est un des appareils américains les plus controversés. Décidé par le président Ford, le programme B-1 avait été annulé par M. Jimmy Carter, puis relancé, dès son arrivée à la Maison Blanche, sous sa forme B-1B, par le président Reagan. Cette nouvelle version est destinée à céder la place dès la prochaine décennie au nouveau bombardier « invisible » auquel les techniques à l'étude permettront de rester discret face à la détection des radars. Au Congrès, où le B-1B est toujours la cible des démocrates opposés à la politique de réarmement à outrance de M. Reagan, plusieurs rapports avaient révélé, ces derniers mois, des problèmes chroniques de fuite de carburant à bord des bombardiers de ce type. – (*AFP, Reuter*).

Sur le vif

Gare à la graisse !

Vous y comprenez quelque chose, vous, à la guerre Irak-Iran ? Vous savez qui c'est qui a commencé ? Moi non plus. J'avais tendance à penser que c'était la faute à Khomeiny, vu qu'il est un peu... un peu... voyez ce que je veux dire, je ne voudrais pas être accusée d'insulte à un chef d'Etat... un peu mégalo, quoi. Eh ben, c'est rien à côté de l'autre, là, comment il s'appelle, déjà ? Saddam Hussein. Lui, c'est carrément le père Ubu.

Vous ne devinerez jamais ce qu'il a exigé, par décret s'il vous plaît, de tous les fonctionnaires et de tous les militaires de haut rang. Qu'ils se battent contre les bataillons de gardiens de la révolution envoyés à la boucherie par l'ayatollah ? Vous n'y êtes pas. Contre les kilos superflus. Il les trouve trop gros. Ordre à la presse de publier des tables : âge, taille, poids idéal.

Du coup, c'est le branle-bas de combat. Dans les administrations, les cadres concernés annoncent les kilos perdus comme autant de bulletins de victoire. Et l'état-major s'est lancé à corps fondu dans cette nouvelle bataille. Le numéro trois du régime donne l'exemple. Il a perdu six livres, le vice-premier ministre, assurent des observateurs attentifs.

Vous croyez que je blague ? Pas une seconde, C'est un copain du service étranger qui m'a apporté, consterné, la dépêche. Je le remercie, ravie de l'aubaine :

– C'est marrant, dis donc ! T'es un chat de me filer ça. Pourquoi tu fais cette gueule-là ?

– T'es mal réveillée ou quoi ? T'as pas les yeux en face des trous ? Tu vois bien que je suis assez... enveloppé, et comme je vais souvent à Bagdad, à peine débarqué, c'est couru d'avance, je vais passer à la trappe ; enfin, je veux dire à la balance.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Chirac annonce des mesures en faveur des chauffeurs de taxi

M. Jacques Chirac a annoncé, lundi 28 septembre, une série de mesures décidées par le gouvernement pour améliorer la situation des chauffeurs de taxi et alléger leurs charges. La déduction de la TVA sur le gazole passera ainsi, à partir de janvier 1988, de 50% à 60%, avant d'arriver, fin 1992, à une déduction totale, selon un calendrier préétabli, a indiqué le premier ministre, qui recevait, à l'Hôtel de Ville, les représentants de cette profession.

Dans le domaine de l'impôt sur le revenu, la déduction pour frais de comptabilité sera doublée et passera de 2 000 F à 4 000 F. Les taxis bénéficieront de l'assujettissement des télécommunications à la TVA.

Décès de Henry Ford II

Henry Ford II, ancien président de la compagnie de construction automobile américaine Ford, est décédé le mardi 29 septembre, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une pneumonie.

[Fils du célèbre constructeur automobile Henry Ford, Henry Ford II était né le 4 septembre 1917 à Detroit (Michigan). Diplômé de l'université Yale en 1938, il passa un an à la direction de Ford Motors avant de rejoindre la marine de guerre. A la mort de son père, en 1943, il rejoignit la société familiale pour occuper le poste de vice-président, puis de PDG à partir de 1969, jusqu'en 1980.]

● **Six mois de suspension requis contre deux avocats bordelais.** – Mes Denys Sutter et Daniel Lalanne ont comparu à huis clos, le 25 septembre, devant une formation spéciale de la cour d'appel de Bordeaux. Les deux avocats, qui défendaient l'ex-candidat RPR François Korber, devant la cour d'assises de la Gironde, avaient quitté la barre le 11 mai 1987, après avoir été récusés par leur client et bien qu'ils aient été commis d'office. Six mois de suspension d'exercice de la profession ont été requis à l'encontre des deux avocats. La cour a mis sa décision en délibéré jusqu'au 25 octobre. – *(Corresp.)*

A B C D E F G

Le conflit afghan

Dialogue de sourds aux Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« *Depuis neuf ans, les ennemis de l'Afghanistan mènent une guerre non déclarée à ma patrie, provoquant des milliers de morts et forçant des centaines de milliers de citoyens à fuir le pays.* » Le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul Wakil, s'exprimant devant l'Assemblée générale des Nations unies, le lundi 28 septembre, attaque de front ceux qui, selon lui, souhaitent simplement « *arrêter la révolution* ». Le représentant de Kaboul montre les Etats-Unis du doigt : « *Des milliards de dollars ont été versés* [à nos ennemis] *par l'administration de Washington et d'autres cercles impérialistes et réactionnaires.* »

Constatant que « *la guerre a déjà ruiné l'économie de l'Afghanistan* », M. Wakil admet qu'« *une telle situation ne pouvait que forcer chaque Afghan à repenser cet état de choses* », d'où la « *réconciliation nationale* » poursuivie par Kaboul depuis janvier 1987.

« *Malheureusement, c'est exactement après l'annonce de ce programme que le flot d'armement moderne livré à l'opposition par les Etats-Unis a nettement augmenté* », déplore le ministre afghan.

Est-ce pour cela que les pourparlers de Genève entre Kaboul et le Pakistan, par l'entremise des Nations unies, n'avancent plus depuis le mois de mars ? M. Wakil ne le dit pas, mais affirme que « *les documents concernant le règlement politique sont virtuellement prêts* ».

Le 24 septembre, le premier ministre du Pakistan, M. Junejo, avait répondu par avance aux offres de Kaboul : « *La présence soviétique en Afghanistan représente une menace directe pour la stabilité de la région et, à moins qu'elle soit éliminée, offre un précédent dangereux, encourageant le retour à l'ère de l'obscurantisme et de domination.* » Un accord complet « *est prêt* », avait affirmé le Khan Junejo, mais « *il y manque l'élément essentiel, à savoir un calendrier du retrait des forces soviétiques* ».

Bien entendu, selon le premier ministre du Pakistan, la réconciliation nationale ne saurait être présentée comme une « *condition au retrait des forces soviétiques* », car toute réconciliation obtenue sous une occupation étrangère serait, par la force des choses, « *de nature transitoire* ». M. Junejo a confirmé que le plus récent contact entre les deux pays à Genève, entre le 7 et le 10 septembre, n'a pas permis d'avancer.

Menés par le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Diego Cordovez, les pourparlers de Genève sont dans l'impasse depuis le mois de mars, en raison de l'insistance de Kaboul sur le maintien d'une présence soviétique pendant huit mois après la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale.

CHARLES LESCAUT.

Le numéro du « Monde »
daté 29 septembre 1987
a été tiré à 525 455 exemplaires

Les publicitaires inquiets de la faible audience de la 5

Une chaîne trop chère

Les publicitaires vont-ils bientôt afficher un rire jaune face au slogan de la télévision de MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi, « Cinq you la Cinq » ? La chaîne est loin, en effet, de tenir ses promesses d'audience, et un vent d'inquiétude souffle sur les directeurs médias des agences. La récente décision prise par M. Hersant de renoncer à la garantie d'audience, véritable filet de sécurité pour les annonceurs et les publicitaires, et de la remplacer par une réduction de 50 % du prix des spots n'est guère faite pour les rasséréner (*le Monde* daté 27-28 septembre). « *La suppression de la garantie d'audience, qui permettait de passer un spot plusieurs fois à l'écran si l'audience prévue n'était pas atteinte, constitue un geste malheureux que ne compense pas la baisse de tarif*, lance ainsi M. Michel Grandjean, directeur médias chez Havas-Dentsu-Marsteller (HDM). *Avec cette garantie, la 5 restait pourtant compétitive* ».

La faiblesse de l'audience des émissions phares de la chaîne – celles de Stéphane Collaro, Patrick Sabatier ou Patrick Sébastien – rend coûteux l'achat d'écrans publicitaires entre 19 h 30 et 22 h 30, période chérie, et rentable, du « prime time ». « *Nous payons notre point de pénétration sur la 5 plus d'une fois et demie plus cher que sur les autres chaînes*, assure Mme Marie-Christine Joncoux, directrice médias adjointe du centre de conseil et d'achat média Utile. « *Les tarifs de la 5 étaient rentables grâce à la garantie d'audience. Mais payer un spot à 50 % de son prix pour une audience inférieure au tiers de l'objectif de départ (25 %), c'est beaucoup trop cher* », souligne aussi M. Philippe Guillée, de Young et Rubicam. Les agences renâclent, et leurs annonceurs s'inquiètent. « *Nous les avons alertés* », prévient ce directeur médias. « *Notre problème est de ne pas acheter des audiences, déjà difficiles à vérifier compte tenu de la mise en cause des sondages, à un coût trop élevé*, note Mme Annie Loncq, d'Ogilvy et Mather. *La baisse tarifaire proposée par la 5 ne suffit pas : il faut, en plus, qu'il y ait des négociations.* »

Faute de cela, des budgets entiers pourraient bien quitter la Cinq. Et se réfugier là où l'audience est sûre. TF 1 et Antenne 2, forts de leurs programmes et surtout de leur couverture nationale, attirent plus que jamais les annonceurs et les publicitaires. FR 3 également, mais, déplore Mme Joncoux, « *les écrans intéressants sont rares et déjà achetés pour trois mois* ». M 6 peut constituer une solution de rechange : « *En offrant des programmes spécifiques pour des cibles précises (jeunes, public urbain « branché »), cette chaîne peut jouer la complémentarité* », précise M. Guillée.

Pourtant, si le vent souffle, ce n'est pas encore la tempête. Certes inquiets, nombreux sont les publicitaires qui refusent pourtant de céder à la panique. « *La 5 connaît des échecs sur la partie la plus visible de sa grille, qu'elle a, de surcroît, mise en avant : les émissions des stars venues de la Une*, souligne M. Guillée. *C'est une erreur de marketing « d'acheter » des vedettes et d'en faire la promotion alors que la Cinq ne couvre que la moitié du territoire. Mais on ne peut pas juger seulement là-dessus, il y a d'autres émissions. Il faudra juger...* « *à moyen terme court* », *c'est-à-dire attendre encore trois semaines à un mois.* »

Toutefois, Young et Rubicam, comme d'autres agences, prévoient de transférer des budgets publicitaires sur d'autres chaînes. « *D'accord avec nos annonceurs, nous avons déjà commencé à désinvestir de la Cinq*, regrette Mme Joncoux, d'Utile. « *Il faut attendre, les habitudes des téléspectateurs sont bien ancrées, mais elles peuvent évoluer* », note pour sa part Mme Loncq, d'Ogilvy et Mather. Le récent duel Le Pen-Lajoinie, comme le film *Apocalypse Now* ont obtenu chacun, selon Médiamétrie, 7,4 points d'audience sur le plan national. Un record pour la Cinq. Mais celui-ci ne survient-il pas trop tard ?

YVES-MARIE LABÉ.

Jean Lanzi quitte TF 1

Jean Lanzi a décidé de quitter TF 1 et d'invoquer la clause de cession ouverte à l'arrivée du nouveau PDG de TF 1, M. Francis Bouygues, et valable jusqu'au 30 septembre. Nommé directeur délégué à l'information le 1er juillet 1983, puis à l'information et aux programmes, Jean Lanzi affirme n'avoir jamais pu discuter de son statut et de son rôle au sein de TF 1 avec ses nouveaux patrons. « *Il existe désormais une ribambelle de responsables, et le dialogue n'est guère facile. On se heurte à un mur, à une non-gestion, et à un grand mépris des individus. J'ai donc tiré les conséquences de ces atermoiements* », estime le journaliste.

● **Une cinquième étoile pour le général Jean Fleury.** – Chef d'état-major particulier à la présidence de la République, le général de corps aérien Jean Fleury a été élevé, par décret paru au *Journal officiel* du mardi 29 septembre, au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne.



